

LES TENDANCES DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL EN EUROPE EN 2004

Une analyse à partir des observatoires de l'AFII

Fabrice Hatem

**Professeur associé, école de management de Normandie, Laboratoire METIS
Chef de l'observatoire des investissements internationaux, AFII**

- Version du 25 avril 2005 -

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : LES GRANDES TENDANCES

CHAPITRE 2 : ANALYSE PAR PAYS ET REGIONS D'ORIGINE

CHAPITRE 3 : ANALYSE PAR FONCTIONS

CHAPITRE 4 : ANALYSE PAR SECTEURS

CHAPITRE 5 : ANALYSE PAR REGIONS DE DESTINATION

CHAPITRE 6 : LA SITUATION FRANÇAISE

INTRODUCTION ET RESUME

Ce rapport présente les résultats d'une exploitation brute des données des observatoires Europe et France de l'AFII sur la période 2002-2004, complétés par les analyses des spécialistes sectoriels et bureaux à l'étranger de l'AFII. Les principales conclusions en sont les suivantes :

1. Le marché de l'investissement internationalement mobile en Europe représente au minimum 2300 projets et 165 000 emplois créés par an¹. Il a connu une légère progression en termes de nombre de projets, mais une stagnation en termes d'emplois au cours des trois dernières années.

2. La principale région d'origine des projets, toujours en terme d'emplois créés, est, de loin, l'Europe de l'ouest, suivie par l'Amérique du nord et l'Asie. Cette hiérarchie n'a pas sensiblement évolué en 2004.

3. L'investissement est dominé, en termes d'emplois créés, par les projets de production (75,0 % du total). Par contre, la part des fonctions d'appui tertiaire est beaucoup plus élevée en termes de projets (57,5 %). L'écart entre ces deux chiffres s'explique par une taille unitaire beaucoup plus élevée des projets de production.

4. Les secteurs de l'automobile et de l'équipement électronique représentent à eux seuls près de 43 % des emplois créés. L'année 2004 a cependant été marquée par un tassement de leur contribution, au profit notamment des secteurs des services et des logiciels.

5. Les pays d'Europe de l'est ont capté entre 2002 et 2004 une très grande part des emplois créés par les projets internationalement mobiles en Europe : 54 % selon l'estimation AFII. Ces bonnes performances s'expliquent par l'afflux des projets de production manufacturière dans ces pays, notamment dans le secteur automobile.

6. La France est affectée, comme le reste de l'Europe de l'ouest, par la concurrence des PECO qui réduit sa part de marché « accessible » notamment sur les grands projets de production manufacturière dans des secteurs comme l'automobile, le matériel électrique et électronique, et, bien sûr, l'ameublement ou le textile-confection. Dans les activités moins affectées par la concurrence des PECO (tertiaire et hautes technologies notamment), notre pays réalise par rapport à ses voisins et concurrents des pays de l'est des performances variables, allant du très satisfaisant (ex : IAA, R&D, logistique, chimie-plasturgie, etc.) au médiocre (ex : médicaments..). Les caractéristiques du profil de spécialisation français entraînent une sur-représentation des projets de petite taille. Par ailleurs, c'est sur les investissements d'origine ouest-européenne (pays du sud, du nord et Royaume-Uni notamment) que la France réalise ses meilleures performances.

¹ Evaluation partielle tirée des observatoires représentant environ 65 % du total des flux de création d'emplois.

CHAPITRE 1

LES GRANDES TENDANCES

Une évaluation correcte du « marché » de l'investissement internationalement mobile constitue une nécessité de plus en plus urgente à mesure que s'accroît la compétition entre territoires pour la localisation des projets des firmes multinationales. Les données des observatoires de l'AFII, reposant sur la comptabilisations de ces projets, peuvent à cet égard fournir des éléments d'information précieux² (voir encadré 1.1).

Encadré 1.1

Les observatoires Europe et France de l'AFII

Mis en place par l'équipe « Intelligence économique » de l'AFII au milieu de l'année 2001, ces observatoires recensent l'ensemble des projets dit « internationalement mobiles » (c'est-à-dire susceptibles de faire l'objet d'une concurrence entre territoires d'accueil potentiels), annoncés par les firmes multinationales en Europe, à l'extérieur de leur pays d'origine. Sont donc exclues de cette prise en compte les activités dont la localisation est déterminée a priori par celle de la ressource ou du marché final, comme par exemple les mines, la grande distribution, l'hôtellerie-restauration ou les réseaux de banque de détail

Les sources sont constituées par l'examen de la presse économique internationale et des différentes informations disponibles sur le Web (agences de presse, sites...). Le champ couvert s'étend à l'ensemble des pays européens, y compris Russie et Ukraine, mais hors Malte, Chypre et Turquie. Chaque projet est caractérisé par une vingtaine de critères (date d'annonce, secteur, firme investisseuse, fonction, pays de départ et l'origine, emplois créés, capitaux investis, etc.). Cependant, le montant investi et le nombre des emplois créés n'est pas connu pour tous les projets.

L'exploitation présentée dans ce rapport concerne les seuls projets de création et d'extension, à l'exclusion de tout opération de fusion-acquisitions, partenariat ou sous-traitance. Il s'agit de données « brutes » dans la mesure où seuls les projets de création ou d'extension sont recensés, à l'exclusion de ceux portant sur des fermetures de sites ou des réductions d'effectifs. Les comparaisons avec les autres outils du même type existants (European investment Monitor de Ernst and Young, base mondiale Gild de IBM/PLI) montre une assez bonne compatibilité des résultats. Par contre, aucune comparaison n'est possible avec les données financières d'investissement direct, qui n'ont pas pour but de mesurer les projets d'investissement physiques.

² Voir l'article méthodologique « La mesure de l'investissement international et de la présence étrangère », Fabrice Hatem, *Les notes bleues de Berçy*, n°278, octobre 2004.

L'analyse de ces données sur la période 2002-2004 fait apparaître les éléments suivants :

- Une certaine stabilité du nombre annuel d'emplois créés en Europe, avec une légère croissance du nombre de projets, compensée par une diminution de leur taille unitaire.
- Le rôle toujours dominant des créations d'emplois dans les activités de production, par rapport aux fonctions d'appui (quartier généraux, centres de R&D, logistique, etc.) ;
- Une concentration des opérations sur quelques secteurs manufacturiers (automobile, filière électronique), avec toutefois, un tassement de ces activités en 2004 au profit notamment de certains secteurs de services (logiciels, conseil, etc.).
- Un marché largement dominé par les investisseurs européens, avec toutefois une présence forte, particulièrement en 2004, des firmes américaines.
- Une orientation très marquée des créations d'emplois vers l'Europe de l'est, avec une extension progressive à de nouveaux pays d'accueil.
- Enfin, une certaine diversité des profils d'investissement selon les pays d'origine, les délocalisations massives vers l'est dans le manufacturier allemands contrastant par exemple avec le maintien d'importants investissements de services et de high tech américains en Europe de l'ouest.

1. UN MARCHE RELATIVEMENT STABLE DEPUIS 3 ANS....

Les données des observatoires AFII font apparaître une légère progression des flux de projets – de 2100 en 2002 à 2400 en 2004 (tableau 1.1). Cependant, cette progression ne s'est pas accompagnée de celle des emplois créés, qui ont varié entre 170 000 et 160 000 par an au cours de la période³. Ceci traduit une diminution de la taille moyenne des projets, phénomène qui s'explique en partie par une baisse du flux des grands projets de production manufacturière et une montée des projets de plus petite taille dans certains secteurs de services (cf infra).

Tableau 1.1
Evolution des projets et des emplois « internationaux » créés en Europe
(2002-2004)

| | 2002 | 2003 | 2004 | Total |
|---|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Projets | 2094 | 2470 | 2403 | 6967 |
| Emplois | 171,3 | 160,3 | 167 | 498,5 |
| Taille moyenne des projets⁴ | 200,1 | 173,0 | 182,7 | 184,9 |

Source : AFII

³ Sur la base d'une comptabilisation partielle des emplois créés par projet. Les sondages et évaluations réalisés conduisent à estimer le taux de couverture des observatoire en termes d'emplois à environ 65 %. Le nombre réel d'emplois annuels créés par les investissements internationaux mobiles en Europe serait donc de l'ordre de 250 000.

⁴ Cette taille ne correspond pas au ratio des deux lignes précédentes du fait de l'existence de projets non renseignés en emploi, et donc non repris dans le calcul du ratio.

Encadré 1.2

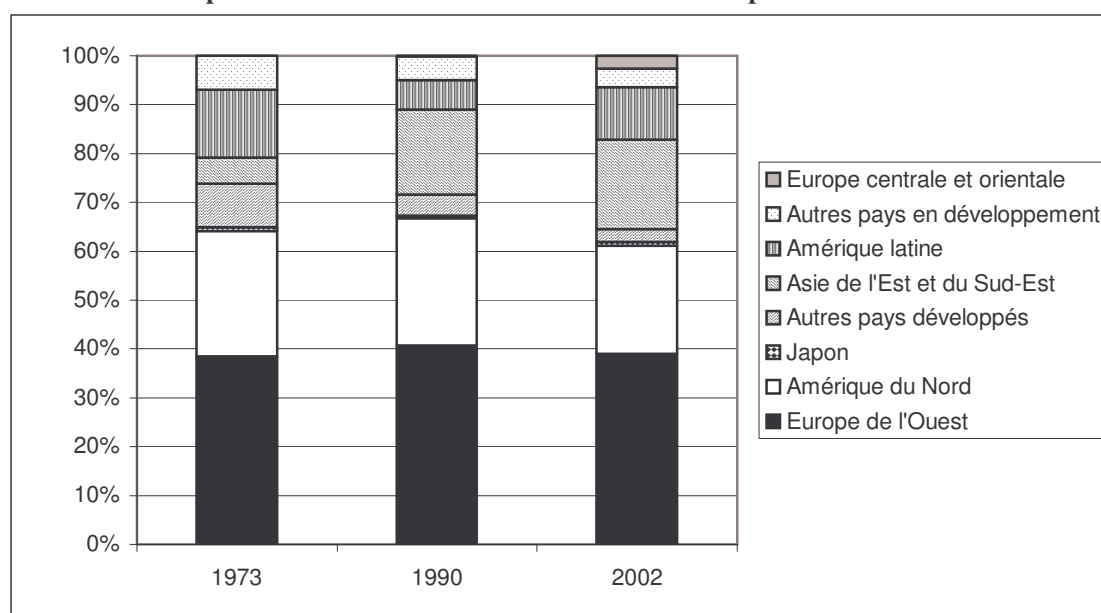
Europe de l'ouest : Prééminence sur les flux d'IDE, pas sur les créations d'emplois liées aux projets greenfields

L'analyse de la position européenne pour l'accueil des investissements internationaux est très différente selon que l'on s'appuie sur des données d'IDE ou les bases de données « projets ».

1. Approche fondée sur les IDE. Les pays développés restent encore aujourd'hui de très loin les premiers récepteurs de flux d'investissements internationaux (graphique 1.1), même si ceux-ci prennent davantage la forme d'opérations d'acquisitions-fusions que ceux à destination des pays en développement. Les enquêtes menées auprès des firmes multinationales mettent en évidence le fait que l'Amérique du nord et l'Europe de l'ouest continuent à tenir une place centrale dans leurs projets d'investissement (Ernst and Young, 2004).

Graphique 1.1

Répartition des stocks d'investissements directs par zones de destination



Source : F.Hatem, d'après WIR 2003 et autres sources

On observe cependant en 2004 des résultats moins favorables. Selon la Cnucead, la reprise de l'investissement enregistrée au niveau mondial aurait quelque peu laissé de côté une Europe de l'ouest, les flux de IDE d'entrants en Europe auraient été pratiquement divisés par deux entre 2003 et 2004, passant de 310 à 165 milliards, alors que le total mondial aurait lui progressé de 6 %. Et, pour la première fois, les flux d'investissement à destination de l'Asie - 255 milliards - dépasseraient ceux s'orientant vers l'Europe.

2. Approche à partir des bases de données projets. Les statistiques d'IDE, incluant des mouvements de trésorerie et de opérations de fusions-acquisitions, sont mal adaptées pour mesurer les opérations réelles d'investissement productif. Des bases de données reposant sur la comptabilisation des projets internationaux ont été constituées à cet effet par les consultants et les agences de promotion : IBM/PLI, Ernst and Young. On peut tirer de celles-ci des diagnostics assez convergents, et peu encourageants pour l'Europe de l'ouest. IBM/PLI décrit, pour la première moitié de 2004, une légère croissance des projets internationaux et des emplois créés au niveau mondial par les multinationales ; il annonce par contre une stagnation des emplois créés dans les grands pays ouest-européens, à un niveau très inférieur à celui des grands pays asiatiques, comme la Chine et l'Inde (voir analyses plus détaillées au chapitre 5). Quant à la base de données européenne d'Ernst and Young, elle fait apparaître un contraste assez marqué entre la forte progression des projets orientés vers l'Europe de l'est en 2004 et la stagnation de ceux à destination des pays de l'ouest.

2. LE ROLE DOMINANT - MAIS EN TASSEMENT - DES INDUSTRIES AUTOMOBILES ET ELECTRONIQUES

Deux activités - l'automobile et le matériel électrique et électronique - représentent à elles seules près de 43 % des emplois « internationaux » créés en Europe entre 2002 et 2004 (tableau 1.2). Leur part en termes de nombre de projets est cependant plus limitée (25 % environ). Les projets dans ces activités ont en effet une taille unitaire assez élevée, par opposition par exemple au cas des activités de services, où se réalisent de très nombreux petits projets au contenu moyen en emplois assez faible.

On observe au cours de la période un certain tassement de la part de ces deux secteurs-phares, tandis que la plupart des activités de services (logiciels, et services commerciaux et financiers notamment) enregistrent une progression. Ces évolutions traduisent à la fois : 1) un certain épuisement des opportunités d'implantation les plus attrayantes dans les pays de l'est pour les entreprises manufacturières allemandes après la phase d'intense délocalisation du début du siècle ; et peut-être 2) une tendance plus structurelle à la montée des activités de services dans les investissements internationaux (offshoring de certaines activités délocalisables, implantation à l'étranger des firmes de transports ou de télécommunication, création de réseaux internationaux de R&D, etc.).

Tableau 1.2
Répartition des emplois « internationaux » créés en Europe par grands secteurs 2002-2004 (%)

| % des emplois créés et des projets par secteurs | 2002 | 2003 | 2004 | Total | |
|---|---------|-------|-------|---------|---------|
| | Emplois | | | Emplois | Projets |
| Automobile | 35,5 | 31,8 | 28,1 | 31,9 | 11,9 |
| Equipts électriques-électroniques | 14,0 | 9,0 | 8,8 | 10,7 | 14,0 |
| Ingénierie, conseil aux entreprises | 7,4 | 5,5 | 4,2 | 5,7 | 9,0 |
| Services commerciaux et financiers | 1,9 | 7,1 | 7,0 | 5,3 | 5,5 |
| Médicaments | 6,0 | 4,9 | 4,1 | 5,0 | 4,6 |
| Autres matériels de transport | 3,5 | 5,1 | 3,4 | 4,0 | 1,2 |
| Logiciels et prestations informatiques | 1,2 | 4,2 | 5,6 | 3,7 | 14,0 |
| Ameublement et équipement du foyer | 4,5 | 2,8 | 3,6 | 3,6 | 2,0 |
| Transport, stockage, BTP | 2,1 | 4,3 | 4,0 | 3,5 | 5,9 |
| Autre industries de base | 2,6 | 3,3 | 4,4 | 3,4 | 4,3 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 3,5 | 3,4 | 3,2 | 3,4 | 6,7 |
| Electronique grand public | 0,3 | 4,5 | 4,9 | 3,2 | 1,7 |
| Métaux et travail des métaux | 3,9 | 1,4 | 3,6 | 3,0 | 2,8 |
| Machines et équipements mécaniques | 2,7 | 2,6 | 3,4 | 2,9 | 3,5 |
| Textile, habillement | 3,0 | 2,2 | 2,9 | 2,7 | 1,7 |
| Agro-alimentaire | 2,2 | 2,5 | 3,4 | 2,7 | 5,6 |
| Autres | 4,7 | 0,0 | 0,9 | 2,0 | 1,5 |
| Composants électroniques | 0,4 | 2,0 | 2,6 | 1,7 | 1,4 |
| Opérateurs télécoms, internet | 0,1 | 2,0 | 0,9 | 1,0 | 0,9 |
| Energie | 0,1 | 1,2 | 0,8 | 0,7 | 2,0 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

3. L'IMPORTANCE PRIMORDIALE DE LA FONCTION « PRODUCTION »

Une entreprise n'investit pas seulement en vue de la production directe du bien ou du service qu'elle vend. Elle doit également mettre en place des fonctions dites « d'appui tertiaire » : centres de R&D, services administratifs, quartiers généraux, bureaux commerciaux ; logistique et distribution.. L'examen des données AFII (tableau 1.3) montre que la majorité des projets (58 % environ) est liée à ces activités (bureaux commerciaux notamment). Cependant, compte tenu d'une taille unitaire faible, leur contribution en terme d'emplois créés reste limitée. La fonction « production » reste de très loin la principale source de créations d'emplois à l'étranger (75 %, pourcentage assez constant sur la période 2002-2004)⁵.

Tableau 1.3

Répartition des emplois « internationaux » créés en Europe par type de projet et année

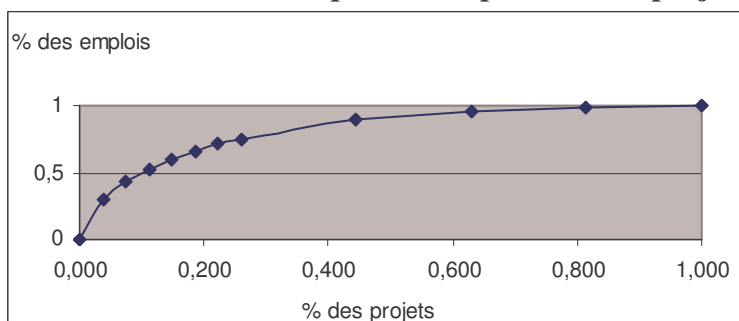
| % des emplois créés et des projets par fonction | 2002 | 2003 | 2004 | Total 2002-2004 | |
|--|---------|-------|-------|-----------------|---------|
| | Emplois | | | Emplois | Projets |
| Production / fabrication / réalisation | 75,6 | 73,7 | 75,5 | 75,0 | 42,5 |
| Distribution, logistique | 5,8 | 6,7 | 5,4 | 5,9 | 6,3 |
| Service administratif /quartier général | 3,5 | 7,1 | 5,6 | 5,4 | 8,5 |
| Centres d'appel et Service en ligne | 2,1 | 7,2 | 5,5 | 4,9 | 2,0 |
| Autres prestations de services | 6,1 | 0,4 | 2,2 | 3,0 | 4,0 |
| Centre de recherche | 3,2 | 2,7 | 2,4 | 2,8 | 4,9 |
| Bureau commercial ou de liaison | 2,2 | 1,9 | 2,2 | 2,1 | 32,1 |
| Autres | 1,4 | 0,1 | 1,1 | 1,0 | 1,0 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

Le « marché » de l'investissement international est donc clairement divisé entre un « segment » de projets de grande taille, de nombre relativement faible (en général liés à des sites de production manufacturiers), et un segment de très nombreux projets de petite taille (en général liés à des fonctions d'appui tertiaire, comme les bureaux commerciaux). Le graphique 1.2 montre par exemple que 4 % des projets recensés représentent à eux seuls près du tiers des emplois créés, et 10 % plus de la moitié, alors que 35 % des projets (les plus petits) contribuent à moins de 5 % de créations d'emplois.

Graphique 1.2 :

Répartition cumulée des emplois créés par taille de projets (%)



⁵ Cette faiblesse quantitative ne doit évidemment pas conduire à sous-estimer l'importance de ces projets pour les territoires d'accueil, notamment en ce qui concerne les centres de recherche et de décision, dont l'impact structurant va très au delà de la seule création d'emplois directs.

4. LE ROLE DOMINANT DES INVESTISSEURS EUROPEENS

Par pays d'origine, les investisseurs originaires des Etats-Unis restent les premières sources de projets, et dans une moindre mesure d'emplois créés en Europe⁶ (tableau 1.4). Cette position américaine est particulièrement marquée pour l'année 2004

Cependant, si l'on considère globalement les flux par région d'origine, l'Europe de l'ouest arrive largement en tête avec 53 % des projets et 58 % des emplois créés sur la période 2002-2004. Les trois principaux pays européens investisseurs sont l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni.

Enfin, les flux en provenance d'Asie - essentiellement Japon et Corée du sud - restent plus marginaux (environ 14 % du total des emplois créés). On note cependant une montée encore très timide des flux d'investissement en provenance de Chine populaire⁷.

Tableau 1.4
Répartition des emplois créés par région d'origine (%)

| % par région ou pays d'origine | 2002 | 2003 | 2004 | Total 2002-2004 | |
|-----------------------------------|---------|-------|-------|-----------------|---------|
| | Emplois | | | Emplois | Projets |
| Europe, dont | 58,5 | 60,5 | 53,7 | 57,5 | 52,6 |
| - Allemagne | 26,0 | 20,3 | 15,3 | 20,6 | 11,5 |
| - France | 9,8 | 13,5 | 8,7 | 10,6 | 7,5 |
| - Royaume-Uni | 4,6 | 3,8 | 3,9 | 4,1 | 5,9 |
| Amérique du nord, dont : | 26,5 | 22,0 | 29,2 | 25,9 | 32,6 |
| - Etats-Unis | 25,3 | 20,6 | 26,3 | 24,1 | 30,3 |
| Asie, dont : | 11,7 | 15,6 | 14,3 | 13,8 | 11,1 |
| - Japon | 7,7 | 8,4 | 7,5 | 7,9 | 7,0 |
| - Corée du sud | 1,1 | 1,9 | 3,2 | 2,1 | 0,8 |
| Proche et moyen-Orient | 2,1 | 0,5 | 0,9 | 1,2 | 1,4 |
| Amérique latine | 0,5 | 1,0 | 0,7 | 0,7 | 0,8 |
| Autres | 0,5 | 0,3 | 0,6 | 0,5 | 0,5 |
| Océanie | 0,0 | 0,1 | 0,6 | 0,2 | 0,7 |
| Afrique | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,3 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 0,0 | 100,0 |

Source : AFII

⁶ L'écart de pourcentages entre flux de projets et d'emplois créés provient du fait que les investissements américains, plus orientés sur les secteurs de services, les activités tertiaires d'appui, et certaines hautes technologies, ont une moindre taille unitaire que ceux originaires d'Europe de l'ouest, plus « riches » en projets d'usines manufacturières de grande taille.

⁷ A noter toutefois que les flux originaires de l'ensemble du monde chinois (y compris Taiwan, Singapour et Hong Kong) ne progressent pas en 2004.

5. IMPORTANCE DES CREATIONS D'EMPLOIS DANS LES PAYS DE L'EST

Sur l'ensemble de la période 2002-2004, les pays de l'est de l'Europe attirent un quart des projets et plus de la moitié des emplois créés (tableau 1.5). Ces pourcentages sont relativement stables au cours de la période, avec un léger tassement en 2003 suivi d'une reprise en 2004. Globalement, la plus grande taille unitaire des projets en Europe de l'est (325 emplois par projet contre 125 en Europe de l'ouest)⁸ s'explique par la plus grande proportion de très gros projets d'usines.

Tableau 1.5
Répartition des emplois créés et des projets par région d'accueil (%)

| | Emplois | | | Total 2002-2004 | |
|---------------------|---------|-------|-------|-----------------|---------|
| | 2002 | 2003 | 2004 | Emplois | Projets |
| Europe est | 60,2 | 47,7 | 54,2 | 54,2 | 25,2 |
| Europe Ouest | 39,8 | 52,3 | 45,8 | 45,8 | 74,8 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

L'analyse par secteurs et fonction fait en effet apparaître une forte différence de profil entre l'est et l'ouest de l'Europe (tableaux 1.6 et 1.7). La première attire davantage de projets de production, notamment dans des activités à faible ou moyenne technologie (automobile et matériels électriques et électroniques notamment). Les parts de marché de l'Europe de l'ouest sont meilleures dans les secteurs de services, de high tech ainsi que dans les fonctions tertiaires d'appui. Ces profils contrastés révèlent l'existence de stratégies de localisation différenciées des firmes multinationales : mise à profit des bas coûts de production des pays de l'est par l'implantation des activités de main d'œuvre, recherche d'un accès aux marchés et valorisation des compétences disponibles dans les pays d'Europe de l'ouest par implantation de centre de R&D, de réseaux logistiques et de distribution, de quartiers généraux... Cette spécialisation vers les services est particulièrement marquée dans les îles britanniques, où les seules fonctions tertiaires d'appui représentent plus d'un emploi créé sur 2.

Tableau 1.6
Répartition des emplois créés par type de projet et par région d'accueil

| Milliers d'emplois et % de la zone d'accueil | Europe Est | | Europe Ouest | |
|---|------------|-------|--------------|-------|
| | Nombre | % | Nombre | % |
| Production | 240,7 | 89,1 | 133,1 | 58,2 |
| Distribution, logistique | 6,3 | 2,3 | 23,3 | 10,2 |
| Serv.adm.ou QG | 5,9 | 2,2 | 20,8 | 9,1 |
| Centre d'appel | 7,0 | 2,6 | 17,5 | 7,7 |
| Autres prest. Services | 2,6 | 1,0 | 12,2 | 5,3 |
| Centre de recherche | 3,1 | 1,1 | 10,9 | 4,8 |
| Bureau commercial/liaison | 2,2 | 0,8 | 8,3 | 3,6 |
| Autres | 2,3 | 0,9 | 2,2 | 1,0 |
| Total | 270,1 | 100,0 | 228,5 | 100,0 |

Source : AFII

⁸ Calculs relatifs aux seuls projets renseignés en emplois.

Tableau 1.7
Répartition des emplois créés par secteurs et régions de destination (%)

| Milliers d'emplois et % de la zone d'accueil | Europe est | | Europe ouest | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Nombre | % | Nombre | % |
| Constructeurs automobiles | 122,5 | 45,4 | 31,0 | 15,9 |
| Equipements électriques – électroniques | 30,9 | 11,4 | 18,6 | 9,8 |
| Services opérationnels aux entreprises | 4,0 | 1,5 | 19,9 | 10,7 |
| Services commerciaux ou financiers | 5,6 | 2,1 | 17,3 | 9,1 |
| Médicaments | 5,4 | 2,0 | 17,1 | 8,6 |
| Autres matériels de transport | 2,4 | 0,9 | 17,0 | 7,7 |
| Logiciels et prestations informatiques | 4,3 | 1,6 | 12,1 | 6,1 |
| Ameublement et équipement du foyer | 14,2 | 5,2 | 3,1 | 1,7 |
| Transport, stockage, BTP | 4,2 | 1,5 | 10,8 | 5,7 |
| Autres industries de base | 10,2 | 3,8 | 5,9 | 3,0 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 5,8 | 2,2 | 9,3 | 4,8 |
| Electronique grand public | 13,7 | 5,1 | 1,6 | 1,0 |
| Métaux et travail des métaux | 8,4 | 3,1 | 5,7 | 2,9 |
| Machines et équipements mécaniques | 9,9 | 3,7 | 3,2 | 2,1 |
| Textile, habillement | 12,8 | 4,7 | 0,6 | 0,4 |
| Agro-alimentaire | 3,7 | 1,4 | 7,9 | 4,3 |
| Autres | 7,1 | 2,6 | 2,2 | 1,2 |
| Composants électroniques | 3,0 | 1,1 | 3,9 | 2,4 |
| Opérateurs télécoms et internet | 0,7 | 0,2 | 3,5 | 1,9 |
| Energie | 1,4 | 0,5 | 1,8 | 0,9 |
| Total | 270,1 | 100,0 | 192,4 | 100,0 |

Source : AFII

Notons également que la part des créations de sites nouveaux est nettement plus forte pour les pays d'Europe de l'est qu'à l'ouest du continent.

Tableau 1.8
Répartition des emplois créés par région et type de projet
(Milliers et %)

| | Europe est | | Europe ouest | | Total | |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Création | 222,6 | 82,4 | 160,5 | 70,2 | 383,1 | 76,8 |
| Extension | 47,5 | 17,6 | 68,0 | 29,8 | 115,4 | 23,2 |
| Total | 270,1 | 100,0 | 228,5 | 100,0 | 498,5 | 100,0 |

Source : AFII

Au sein même des pays de l'est, on note deux mouvements d'inégale ampleur : d'une part, une migration progressive, toujours plus à l'est des investissements créateurs d'emplois, avec stabilisation (Hongrie) voire recul marqué (rép. Tchèque..) des créations dans les pays de première génération, et montée des projets manufacturiers dans de nouveaux pays (Bulgarie, Slovaquie, Roumanie,...) ; d'autre part, une montée encore timide des projets en services et tertiaire d'appui dans les pays de première génération. Ces deux mouvements semblent indiquer un début de convergence dans les structure économiques de la république tchèque et de la Hongrie avec les pays de l'ouest, avec d'une part une hausse des coûts de main d'œuvre dissuadant les projets manufacturiers et d'autre part une « montée en gamme » des économies concernées vers des activités plus riches en services et en valeur ajoutée.

6. DIVERS PROFILS D'INVESTISSEMENT SELON LES REGIONS ET LES PAYS D'ORIGINE

Au delà des tendances générales en matière de localisation qui viennent d'être décrites, il existe cependant des spécificités assez marquées en fonctions des régions et des pays d'origine comme le montre les exemples suivants (cf. également tableau 1.9) :

- Les investissements allemands sont caractérisés par la prédominance des secteurs manufacturiers (automobile, matériels électriques et électroniques, etc.). Les firmes de ces secteurs ont mis en œuvre des stratégies de délocalisation sur grande échelle vers les pays de l'est afin d'exploiter les complémentarités avec l'Allemagne (faibles coûts de la main d'œuvre) et d'accéder au marché local. D'où une orientation vers l'est particulièrement marquée des investissements allemands (75 % des emplois créés entre 2002 et 2004).
- Les firmes japonaises et coréennes ont également concentré aux cours de la période leurs investissements en Europe sur la création d'activité de production manufacturière dans les pays de l'est, afin d'y créer des bases de production à bas coût destinées à alimenter l'ensemble du continent. Plus de 70 % des emplois créés par les firmes japonaises en Europe ont par exemple concerné des activités manufacturières dans les pays de l'est.

Tableau 1.9
Répartition des emplois créés par régions d'origine et de destination

| | Europe est | | Europe ouest | | Total | |
|--------------------------|------------|------|--------------|------|--------|-------|
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| Amérique du nord | 44,9 | 34,7 | 84,5 | 65,3 | 129,4 | 100,0 |
| Europe de l'ouest | 165,7 | 57,7 | 121,2 | 42,3 | 286,9 | 100,0 |
| Asie | 51,3 | 74,5 | 17,6 | 25,5 | 68,9 | 100,0 |
| Autres | 8,2 | 61,7 | 5,2 | 39,1 | 13,3 | 100,0 |
| Total | 270,1 | 54,2 | 228,5 | 45,8 | 498,5 | 100,0 |

Source : AFII

- L'orientation géographique des investissements US est nettement plus favorable à l'Europe de l'ouest (deux-tiers des emplois créés). Ceci s'explique par deux raisons principales : 1) La part des activités tertiaires et des « high tech », plus susceptibles de se localiser en Europe de l'ouest que dans les PECO, est particulièrement élevée dans les investissements des firmes américaines. Si l'on ajoute par exemple, aux secteurs traditionnels de services (logiciels, conseil, transport, etc.), les fonctions tertiaires gérées en interne par les entreprises elles-

mêmes (centres de R&D, quartiers généraux, réseaux logistique centres d'appel, etc.), le total représente près de la moitié des emplois créés par les firmes US sur le continent : un pourcentage bien supérieur à celui des multinationales européennes elles-mêmes. Et les secteurs des biotechs, des NTIC, des médicaments sont également sur-représentés dans les investissements nord-américains. 2) Dans le manufacturier traditionnel, les multinationales US participent bien sûr au mouvement de délocalisation vers les pays de l'est. Mais pas sur la même échelle, par exemple que l'automobile allemande. Pour produire à bas coûts, les firmes américaines peuvent en effet naturellement recourir à l'Asie ou au Mexique. Lorsqu'elles choisissent de produire en Europe, c'est davantage dans le but d'accéder à des ressources de qualité ou de s'implanter à proximité du marché final, critères plutôt favorables aux pays d'Europe de l'ouest.

- Les investissements d'origine britannique sont très orientés vers les activités de services du fait de la puissance des multinationales anglaises dans ces secteurs (et de leur faiblesse dans le manufacturier). C'est la raison pour laquelle ils sont, comme ceux des firmes américaines, plus focalisés que la moyenne vers les pays d'Europe de l'ouest : les projets liés aux activités tertiaires d'appui et implantés en Europe de l'ouest ont ainsi représenté, entre 2002 et 2004, 45 % des créations d'emplois par les firmes britanniques en Europe.

Conclusion

L'exploitation des observatoires AFII permet de mettre en lumière l'ampleur de mouvement de restructuration géographique actuellement mis en œuvre par les firmes multinationales sur le continent européen. Celui-ci se traduit par une localisation privilégiée des sites de production manufacturiers dans les pays de l'est à bas coût de main d'œuvre, tandis que l'ouest du continent accueille toujours la majorité des projets dans le domaine des services et des hautes technologies.

L'analyse en termes de nombre de projets et d'emplois créés présentée dans ce chapitre est cependant insuffisante pour saisir tous les aspects des stratégies de localisation des firmes. Elle devrait être complétée, a minima, par deux indicateurs complémentaires : d'une part une mesure des montants investis, et d'autre part, une segmentation ou pondération des emplois créés selon leur niveau de compétence. Enfin, une mesure des flux de délocalisation ou, plus généralement, des fermetures de sites devrait être effectuée afin de passer d'une approche en « brut » à une approche en « net » des flux d'investissement. Il serait souhaitable de pouvoir mettre progressivement en place les moyens nécessaires pour répondre à ces besoins.

CHAPITRE 2

LES TENDANCES PAR PAYS ET REGIONS D'ORIGINE

Les firmes d'Europe de l'ouest constituent aujourd'hui, de très loin, les principaux investisseurs internationaux, et tout particulièrement en Europe, où est concentrée la majeure partie de leurs investissements à l'étranger. De nombreuses sources statistiques viennent confirmer ce fait, qu'il s'agisse des données d'investissement direct (IDE) ou de celles concernant l'activité à l'étranger des firmes multinationales.

L'utilisation des données des observatoires AFII, tout en apportant une confirmation empirique supplémentaire en ce domaine, permet également d'aller beaucoup plus loin dans l'analyse des stratégies d'investissement des firmes multinationales en Europe, en ce qui concerne tout au moins les projets de création et d'extension de sites. Elle met en particulier en lumière de fortes spécificités en fonctions des régions d'origine dans plusieurs domaines :

- Dans le contenu sectoriel et fonctionnel de l'investissement : poids important du tertiaire et de la high tech dans les investissements américains, de l'automobile dans les investissements allemands et japonais... Ce fait est lié à la fois à la diversité des secteurs d'excellence selon les pays d'origine et au rôle plus ou moins prioritaire de l'Europe dans les stratégies d'internationalisation des firmes selon leur secteur d'appartenance et leur nationalité.

- Dans l'orientation géographique des flux de projet : forte présence américaine dans les îles britanniques, scandinave dans les pays baltes, allemande dans les pays de l'est... Ce fait s'explique à la fois par des complémentarités industrielles et par des affinités culturelles.

- Enfin, dans l'évolution à court terme des flux d'investissement, avec un recul relatif des investisseurs européens au profit des nord-américains et asiatiques en 2004. Ce fait s'explique en grande partie par un léger ralentissement du mouvement de délocalisation des industries allemandes vers l'Europe de l'est, alors qu'au contraire le flux des projets d'origine extra-européenne s'y est récemment accru.

Après avoir présenté les grandes tendances géographiques et sectorielles, on analysera de manière plus détaillée l'évolution des flux d'investissements par région d'origine.

I. LES GRANDES TENDANCES GEOGRAPHIQUE ET SECTORIELLES

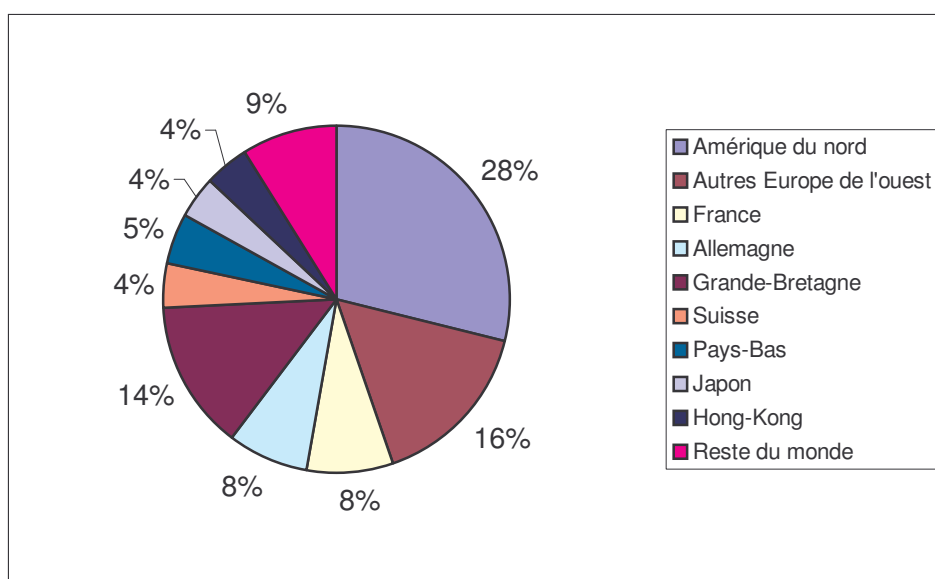
11. Une forte domination des investissements d'origine européenne

Les firmes européennes sont à l'origine de la majeure partie des créations d'emplois étrangers sur le continent : 57,5 % contre seulement 25,6 % pour les firmes nord-américaines et 13,8 % pour les asiatiques (tableaux (2.1 à 2.3)). En effet, non seulement les firmes du nouveau continent sont de loin les premiers investisseurs à l'étranger (cf encadré 2.1), mais elle concentrent de surcroît leurs projets d'implantation internationaux dans leur région d'origine (cf encadré 2.2).

Encadré 2.1
Les firmes européennes, premiers investisseurs mondiaux

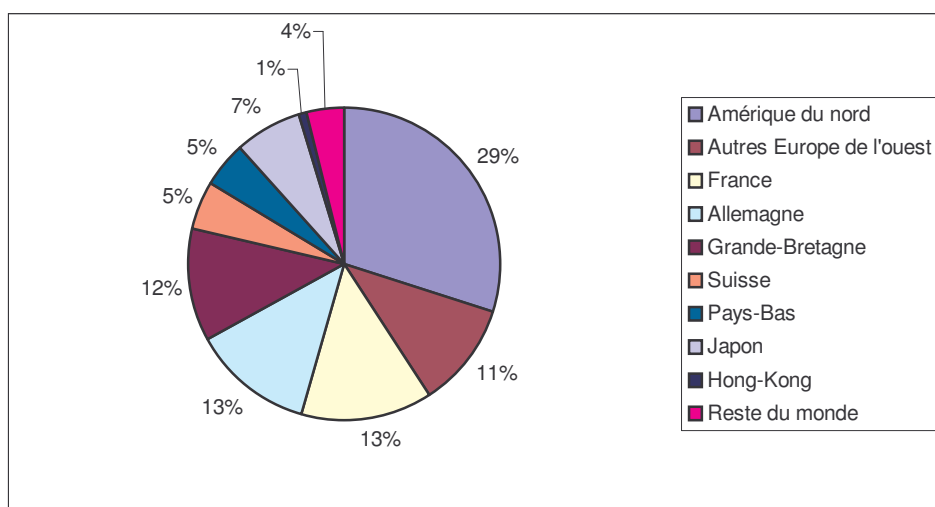
L'Europe de l'ouest demeure aujourd'hui, de très loin la principale zone d'origine des investissements internationaux dans le monde. Elle représentait à elle seule, en 2003, 54 % des flux d'IDE à l'étranger et constituait la région d'origine de 58 des 100 premières firmes multinationales, loin devant l'Amérique du nord et l'Asie (graphiques 2.1 et 2.2). Cinq pays (Allemagne, France, Royaume-Uni, pays-Bas, Suisse) représentent à eux seuls 38 % des stocks d'investissements mondiaux à l'étranger et 48 des 100 premières multinationales.

Graphique 2.1
Répartition des stocks d'IDE sortants par région ou pays d'origine en 2003



Source : World Investment Report, 2004

Graphique 2.2
Répartition des 100 premières firmes multinationales par pays ou région d'origine En 2002



Source : World Investment Report, 2004

On note cependant en 2004 une nette progression des investissements américains en 2004 après une année 2003 médiocre. Les investissements d'origine asiatique (hors Japon) poursuivent également en 2004 un progression déjà observable en 2003. Les investissements des firmes ouest-européennes connaissent par contre une baisse marquée.

Cette baisse est elle-même largement imputable à celle des investissements origine allemande, qui représentaient à eux seuls, en 2002, 45 % des emplois créés par les firmes européennes, et qui ont pratiquement été divisés par deux entre 2002 et 2004. Le flux des implantations de sites de production automobile vers l'est de l'Europe a en effet connu un tassement progressif après les niveaux très élevés observés en 2002. Ce mouvement n'est que partiellement compensé par l'augmentation des emplois créés par les firmes scandinaves, suisses et irlandaises.

Tableau 2.1
Répartition des emplois créés par régions d'origine et par année 2002-2004⁹

| Milliers d'emplois) | 2002 | 2003 | 2004 | Total | % |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| AMERIQUE DU NORD | 45,4 | 35,2 | 48,7 | 129,3 | 25,9 |
| - Etats-Unis | 43,3 | 33,0 | 43,9 | 120,2 | 24,1 |
| - Canada | 2,1 | 2,2 | 4,6 | 8,9 | 1,8 |
| EUROPE | 100,2 | 97,0 | 89,7 | 286,9 | 57,5 |
| Benelux | 7,0 | 8,8 | 4,1 | 19,8 | 4,0 |
| - Pays-Bas | 4,9 | 4,8 | 2,9 | 12,6 | 2,5 |
| - Belgique | 1,3 | 3,3 | 1,1 | 5,6 | 1,1 |
| Europe du centre | 50,4 | 38,0 | 37,3 | 125,8 | 25,2 |
| - Allemagne | 44,6 | 32,5 | 25,5 | 102,6 | 20,6 |
| - Suisse | 1,7 | 4,4 | 5,9 | 12,0 | 2,4 |
| - Autriche | 4,1 | 1,2 | 6,0 | 11,3 | 2,3 |
| Europe du nord | 8,1 | 7,9 | 12,2 | 28,2 | 5,6 |
| - Suède | 3,2 | 3,0 | 6,7 | 12,9 | 2,6 |
| Îles britanniques | 8,5 | 9,0 | 11,0 | 28,6 | 5,7 |
| - Royaume-Uni | 8,0 | 6,2 | 6,6 | 20,7 | 4,1 |
| - Irlande | 0,6 | 2,9 | 4,5 | 7,9 | 1,6 |
| Europe du sud | 7,2 | 11,3 | 9,5 | 28,0 | 5,6 |
| - Italie | 4,0 | 8,1 | 5,9 | 18,0 | 3,6 |
| - Espagne | 1,5 | 2,9 | 2,1 | 6,6 | 1,3 |
| - France | 16,9 | 21,6 | 14,5 | 53,0 | 10,6 |
| Europe de l'est | 2,1 | 0,4 | 1,0 | 3,5 | 0,7 |
| ASIE | 20,0 | 24,9 | 23,9 | 68,9 | 13,8 |
| Japon | 13,2 | 13,5 | 12,6 | 39,3 | 7,9 |
| Autres Asie | 6,9 | 11,4 | 11,4 | 29,6 | 5,9 |
| - Corée du sud | 1,9 | 3,1 | 5,4 | 10,3 | 2,1 |
| - Taiwan | 1,6 | 4,3 | 3,1 | 9,0 | 1,8 |
| AUTRES | 5,6 | 3,1 | 4,7 | 13,4 | 2,7 |
| TOTAL | 171,3 | 160,3 | 167,0 | 498,5 | 100,0 |

Source : AFII

⁹ Voir nomenclature détaillée des régions en annexes 1 et 2

Tableau 2.2
Répartition des projets par région d'origine et par année 2002-2004

| (Nombre de projets) | 2002 | 2003 | 2004 | Total | % |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| AMERIQUE DU NORD | 740 | 763 | 770 | 2373 | 32,6 |
| - Etats-Unis | 683 | 719 | 710 | 2112 | 30,3 |
| - Canada | 53 | 42 | 54 | 149 | 2,1 |
| EUROPE | 1,0 | 1,3 | 1,3 | 3,7 | 52,6 |
| Benelux | 113 | 134 | 118 | 365 | 5,2 |
| - Pays-Bas | 72 | 72 | 79 | 223 | 3,2 |
| - Belgique | 36 | 53 | 34 | 123 | 1,8 |
| Europe du centre | 321 | 394 | 420 | 1135 | 16,3 |
| - Allemagne | 236 | 296 | 271 | 803 | 11,5 |
| - Suisse | 51 | 67 | 75 | 193 | 2,8 |
| - Autriche | 34 | 31 | 73 | 138 | 2,0 |
| Europe du nord | 131 | 174 | 185 | 490 | 7,0 |
| - Suède | 54 | 58 | 85 | 197 | 2,8 |
| Îles britanniques | 143 | 171 | 156 | 470 | 6,7 |
| - Royaume-Uni | 128 | 150 | 133 | 411 | 5,9 |
| - Irlande | 15 | 21 | 23 | 59 | 0,8 |
| Europe du sud | 149 | 213 | 176 | 538 | 7,7 |
| - Italie | 74 | 104 | 74 | 252 | 3,6 |
| - Espagne | 54 | 72 | 75 | 201 | 2,9 |
| France | 147 | 202 | 172 | 521 | 7,5 |
| Europe de l'est | 45 | 53 | 51 | 149 | 2,1 |
| ASIE | 208 | 291 | 271 | 770 | 11,1 |
| Japon | 151 | 184 | 154 | 489 | 7,0 |
| Autres Asie | 57 | 107 | 117 | 281 | 4,0 |
| - Corée du sud | 20 | 13 | 21 | 54 | 0,8 |
| - Taiwan | 11 | 23 | 16 | 50 | 0,7 |
| AUTRES | 97 | 75 | 84 | 256 | 3,7 |
| TOTAL | 2094 | 2470 | 2403 | 6967 | 100,0 |

Source : AFII

Tableau 2.3
Taille moyenne des projets par région d'origine 2002-2004
(nombre d'emplois par projet)

| | |
|-------------------|-------|
| Amérique du nord | 163,7 |
| Benelux | 124,8 |
| Europe du centre | 219,1 |
| Europe de l'est | 103,3 |
| Europe du nord | 155,6 |
| Îles Britanniques | 152,3 |
| Europe du sud | 136,4 |
| France | 285,0 |
| Japon | 190,7 |
| Autres Asie | 314,9 |
| Autres | 167,7 |
| Total | 184,9 |

Source : AFII

12. Diversité des profils sectoriels et fonctionnels selon les régions d'origine

La répartition par secteurs et fonctions des flux d'investissements est très diverse selon les pays d'origine (tableau 2.4 à 2.7). Ces différences sont liées à la fois : 1) à la nature des secteurs d'excellence de ces pays, où se trouvent concentrées les multinationales les plus dynamiques, 2) au rôle dévolu à l'Europe dans leur stratégie d'internationalisation et 3) à l'ancienneté de leur présence sur le vieux continent, qui détermine elle-même le degré de structuration de leurs réseaux locaux et le type de fonction dont le développement s'avère nécessaire à ce stade.

- Les créations d'emplois par **les firmes nord-américaines** sont apparemment très concentrées dans les secteurs de services (logiciels, conseil,..), dans les activités de haute technologie (matériel électronique, composants électroniques, médicaments, chimie et biotechnologies...), et enfin dans les activités tertiaires d'appui (centres d'appel, quartiers généraux...). Ceci reflète à la fois les points forts de l'économie américaine et l'effort actuel de (re)structuration de leurs réseaux européens par des firmes parfois implantées depuis longtemps en Europe : renforcement et rationalisation de l'action commerciale (centres d'appel), des fonctions de back office (quartiers généraux régionaux, call centers), enfin internationalisation de la R&D pour tirer profit des compétences européennes (centres de R&D fondamentales) et adapter les produits au marché local (centres de R&D appliqués).
- Les créations d'emplois des **firmes asiatiques** sont concentrées sur quelques secteurs manufacturiers : automobile (Japon), électronique ménager et matériel électronique (autres pays d'Asie). Ces projets concernent essentiellement des sites de fabrication. Cette configuration, qui reflète assez bien les points forts des économies concernées, témoignent également de ce que les firmes asiatiques sont actuellement engagées dans une phase de développement de leurs capacités de production en Europe¹⁰, après avoir, dans un premier temps, alimenté le marché européen à partir de leurs exportations¹¹. On observe également une poursuite du développement de réseaux commerciaux des firmes asiatiques dans l'ensemble de l'Europe.
- Les créations d'emplois par les **firmes d'origine germanique** sont très fortement concentrées dans quelques secteurs industriels (automobile, et, dans une moindre mesure, matériel électronique) et dans des sites de fabrication. Cette configuration reflète une stratégie très marquée de relocalisation des activités productives vers les pays de l'est limitrophes de l'Allemagne pour des raisons à la fois de coûts et d'accès au marché.

¹⁰ Avec également un effort d'implantation de centres de R&D japonais en Europe de l'ouest, pour des raisons d'adaptation des produits au marché (centres de développement) et de sourcing technologique (centres de recherche).

¹¹ C'est semble-t-il, également le cas pour les firmes d'origine turque, classées dans la catégorie « autres », et qui développent apparemment quelques bases de production dans le sud-est européen, notamment dans les biens de consommation courante (ameublement, confection...).

Encadré 2.2

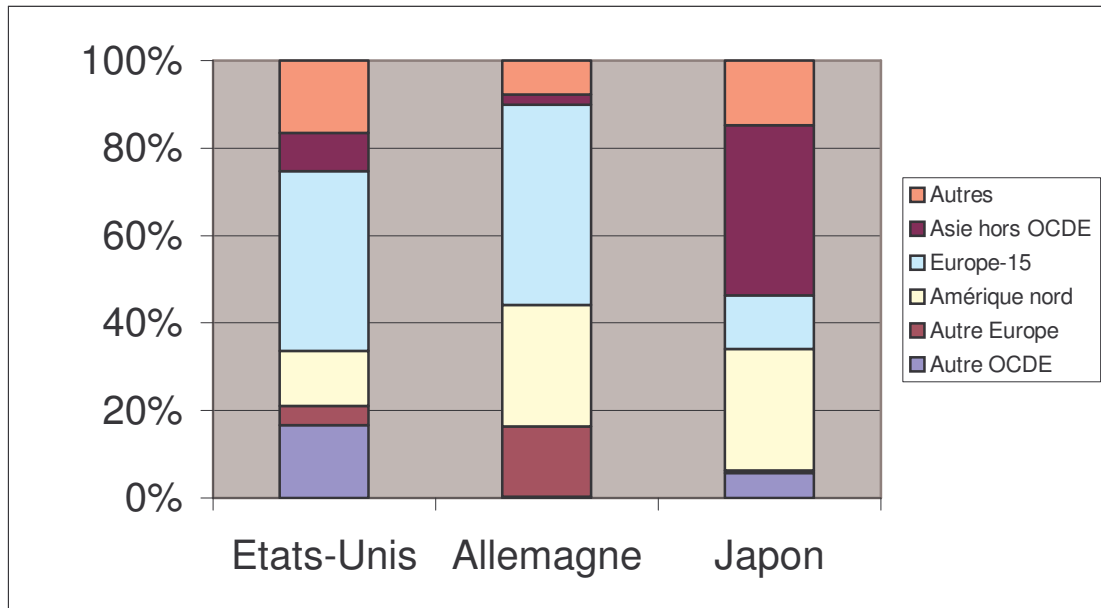
Spécificité des firmes par région d'origine et mouvement de régionalisation

Différentes enquêtes menées par l'AFII sur les firmes multinationales (voir Hatem, 2002), mettent en évidence les faits suivants :

- 1) Le taux d'internationalisation des firmes est en moyenne supérieur pour les firmes d'origine européenne que pour les nord-américaines et les japonaises. C'est ainsi, que, d'après les dernières données comparatives OCDE disponibles (voir OCDE, 2001), les emplois à l'étranger des firmes allemandes représentaient en 1998 près de 6 % de la population active du pays, contre 5 % pour les firmes américaines et 3 % pour les japonaises.
- 2) Le tropisme régional est marqué. D'une manière générale, les firmes d'origine européenne privilégient l'Europe dans leurs stratégies d'investissement à l'étranger, les firmes japonaises l'Asie, tandis que le continent américain est sur-représentée dans les implantations des firmes originaires des Etats-Unis (graphique 2.2).
- 3) Les investissements d'origine japonaise sont fortement concentrés dans les activités manufacturières, alors que les secteurs de services sont nettement plus représentés dans les IDE originaires des Etats-Unis (graphique 2.3).
- 4) Les firmes japonaises et nord-américaines s'opposent fortement en matière d'internationalisation des fonctions de quartiers généraux et de recherche. Pour les premières, ces fonctions (surtout la RD) restent très fortement centrées dans le pays d'origine, alors que le comportement des firmes nord-américaines est inverse, notamment en ce qui concerne les activités de quartiers généraux et de soutien administratif.

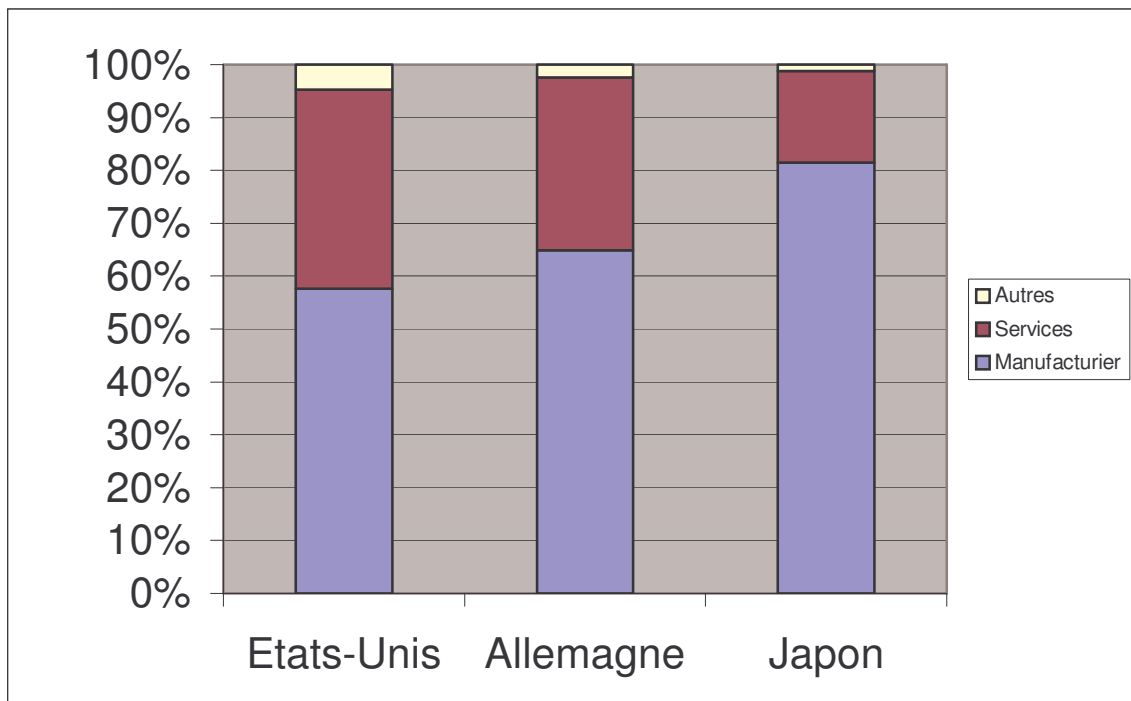
On note toutefois une tendance à l'atténuation de certaines de ces spécificités de comportement nationales au fil des années. C'est tout particulièrement vrai en ce qui concerne les firmes japonaises, moins réticentes qu'autrefois à recourir aux fusions-acquisitions et qui internationalisent progressivement leurs fonctions d'appui tertiaire, quoiqu'à un rythme peu soutenu.

Graphique 2.2
Répartition des emplois à l'étranger pour trois pays d'origine en 1998



Source : OCDE, 2001

Graphique 2.3
Répartition des emplois des firmes multinationales à l'étranger par secteur et pays d'origine, 1998



Source : OCDE (2001)

Tableau 2.4
Répartition des emplois créés par région d'origine et fonction 2002-2004

| % | Autres prest. de serv. | Bureau comm. | Centre de R&D | Distrib., logist. | Serv. adm. ou QG | Centres d'appel | Total tert. | Prod. | Total |
|-------------------------|------------------------|--------------|---------------|-------------------|------------------|-----------------|-------------|-------------|--------------|
| Amérique du nord | 5,7 | 3,3 | 5,5 | 4,2 | 9,7 | 10,3 | 38,7 | 61,3 | 100,0 |
| Asie | 1,6 | 1,4 | 1,1 | 2,0 | 2,8 | 1,9 | 10,8 | 89,2 | 100,0 |
| Japon | 0,8 | 1,0 | 1,2 | 2,5 | 2,4 | 0,1 | 8,0 | 92,0 | 100,0 |
| Autres Asie | 2,8 | 2,0 | 0,9 | 1,3 | 3,3 | 4,2 | 14,5 | 85,5 | 100,0 |
| Europe | 3,6 | 1,7 | 2,1 | 7,9 | 3,9 | 3,4 | 22,7 | 77,3 | 100,0 |
| Benelux | 4,4 | 0,9 | 2,6 | 13,5 | 4,0 | 8,8 | 34,2 | 65,8 | 100,0 |
| Europe du centre | 2,6 | 1,6 | 2,0 | 7,3 | 4,0 | 2,1 | 19,7 | 80,3 | 100,0 |
| Europe de l'est | 0,0 | 5,6 | 0,0 | 1,9 | 6,0 | 0,0 | 13,5 | 86,5 | 100,0 |
| Europe du nord | 0,3 | 2,2 | 2,0 | 11,1 | 4,5 | 4,3 | 24,4 | 75,6 | 100,0 |
| Iles britanniques | 13,7 | 2,7 | 4,1 | 12,6 | 6,7 | 10,2 | 50,1 | 49,9 | 100,0 |
| Europe du sud | 2,3 | 0,9 | 0,3 | 1,2 | 4,3 | 0,6 | 9,7 | 90,3 | 100,0 |
| France | 3,1 | 1,5 | 2,3 | 6,7 | 1,6 | 2,1 | 17,2 | 82,8 | 100,0 |
| Autres | 3,7 | 2,7 | 0,1 | 1,7 | 7,1 | 0,4 | 15,6 | 84,4 | 100,0 |
| Total | 3,9 | 2,1 | 2,8 | 5,9 | 5,4 | 4,9 | 25,0 | 75,0 | 100,0 |

Source : AFII

Tableau 2.5
Répartition des projets par région d'origine et fonction 2002-2004

| % | Autres prest. de services | Bureau comm. | Centre de R&D | Distrib., logistique | Services admin. ou QG | Centres d'appel | Total tert. | Prod. | total |
|----------------------|---------------------------|--------------|---------------|----------------------|-----------------------|-----------------|-------------|-------------|--------------|
| Amér. Du nord | 6,0 | 39,3 | 6,6 | 3,1 | 14,5 | 2,9 | 72,3 | 27,7 | 100,0 |
| Asie | 3,9 | 32,1 | 5,3 | 6,1 | 8,2 | 1,0 | 56,6 | 43,4 | 100,0 |
| Japon | 4,1 | 26,2 | 5,9 | 6,7 | 7,0 | 0,6 | 50,5 | 49,5 | 100,0 |
| Autres Asie | 3,6 | 42,3 | 4,3 | 5,0 | 10,3 | 1,8 | 67,3 | 32,7 | 100,0 |
| Europe | 4,4 | 25,4 | 3,9 | 8,5 | 4,9 | 1,7 | 48,7 | 51,3 | 100,0 |
| Benelux | 6,6 | 22,7 | 2,5 | 11,2 | 4,7 | 1,9 | 49,6 | 50,4 | 100,0 |
| Europe du centre | 4,3 | 15,8 | 4,6 | 9,3 | 5,5 | 1,9 | 41,3 | 58,7 | 100,0 |
| Europe de l'est | 0,7 | 49,0 | 0,7 | 6,7 | 2,0 | 0,0 | 59,1 | 40,9 | 100,0 |
| Europe du nord | 3,7 | 26,7 | 2,7 | 8,4 | 4,7 | 1,8 | 48,0 | 52,0 | 100,0 |
| Iles Britanniques | 8,5 | 34,9 | 5,7 | 6,4 | 4,5 | 2,8 | 62,8 | 37,2 | 100,0 |
| Europe du sud | 2,2 | 27,9 | 2,2 | 5,6 | 4,8 | 0,7 | 43,5 | 56,5 | 100,0 |
| France | 3,1 | 28,8 | 5,4 | 10,4 | 5,4 | 1,5 | 54,5 | 45,5 | 100,0 |
| Autres | 3,9 | 34,8 | 3,1 | 3,5 | 8,6 | 1,2 | 55,1 | 44,9 | 100,0 |
| Total | 4,8 | 31,0 | 4,9 | 6,3 | 8,5 | 2,0 | 57,5 | 42,5 | 100,0 |

Source : AFII

- Le même mouvement d'implantation à l'est peut être observé, mais dans des activités différentes, pour les firmes originaires **d'Europe du sud** (ameublement, équipement du foyer, textile, automobile).
- Les créations d'emplois **d'origine française** sont très concentrées dans l'automobile et l'aéronautique, deux points forts traditionnels de l'économie nationale, avec deux stratégies de localisation très distinctes : dans l'automobile, création de nouveaux de sites de production en Europe de l'est ; dans l'aéronautique, mise en place en Europe de l'ouest (Espagne, Allemagne) des réseaux de production des nouveaux modèles Airbus.

Tableau 2.6
Répartition des emplois créés par région d'origine et secteur

| % | Am. nord | Eur. | Benel. | Eur. Cent.ouest | Eur. est | Eur. nord | Iles Brit. | Eur. Sud | Fr. | Asie | Jap. | Aut. As. | Aut. | Tot. |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 2,6 | 3,1 | 4,8 | 2,1 | 22,9 | 3,3 | 7,0 | 3,0 | 1,2 | 0,6 | 0,6 | 0,7 | 5,9 | 2,7 |
| Ameubl., équipt foyer | 0,6 | 5,5 | 7,3 | 3,4 | 39,9 | 20,6 | 0,5 | 9,4 | 0,2 | 0,2 | 0,0 | 0,5 | 9,9 | 3,6 |
| Autres | 1,5 | 2,5 | 5,3 | 1,9 | 5,1 | 0,4 | 1,5 | 4,0 | 3,5 | 0,9 | 1,1 | 0,7 | 0,0 | 2,0 |
| Services comm. ou fin. | 9,6 | 4,7 | 5,8 | 5,1 | 0,0 | 2,1 | 11,6 | 0,1 | 3,8 | 0,1 | 0,0 | 0,3 | 2,9 | 5,3 |
| Chimie, plast., biotechn. | 5,0 | 2,8 | 1,4 | 3,6 | 1,0 | 1,9 | 3,2 | 3,3 | 1,4 | 2,1 | 2,2 | 2,0 | 6,5 | 3,4 |
| Comp. électron. | 3,4 | 1,1 | 1,0 | 1,5 | 0,0 | 1,1 | 1,3 | 0,0 | 0,8 | 0,9 | 0,8 | 0,9 | 1,6 | 1,7 |
| Cons., ingén., serv. entr. | 8,2 | 5,6 | 13,4 | 2,8 | 0,0 | 10,9 | 11,8 | 0,5 | 6,5 | 1,3 | 0,9 | 2,0 | 5,5 | 5,7 |
| Automobile | 24,2 | 32,8 | 11,1 | 49,4 | 6,1 | 3,8 | 5,7 | 29,2 | 35,5 | 45,6 | 68,7 | 15,0 | 13,9 | 31,9 |
| Electr. grand public | 1,3 | 1,9 | 9,1 | 0,5 | 0,0 | 4,6 | 0,1 | 4,2 | 0,9 | 12,3 | 4,3 | 22,9 | 3,0 | 3,2 |
| Energie | 0,7 | 0,8 | 0,3 | 0,7 | 0,0 | 3,7 | 0,2 | 1,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,9 | 0,7 |
| Eqpts électr., inf., méd. | 13,2 | 7,1 | 10,5 | 6,6 | 6,0 | 16,8 | 5,9 | 2,1 | 4,9 | 22,5 | 9,9 | 39,1 | 3,9 | 10,7 |
| Logic. et prest. inform. | 8,6 | 2,1 | 2,2 | 2,3 | 7,3 | 1,1 | 4,9 | 0,4 | 1,0 | 1,6 | 0,3 | 3,3 | 0,9 | 3,7 |
| Mach. Et équipts méc. | 2,1 | 3,1 | 1,6 | 4,4 | 0,3 | 6,9 | 0,7 | 3,3 | 0,2 | 2,8 | 5,0 | 0,0 | 7,6 | 2,9 |
| Autres mat. de transp. | 1,0 | 6,2 | 0,8 | 0,7 | 0,0 | 0,0 | 1,9 | 1,6 | 30,0 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 5,6 | 4,0 |
| Médicaments | 8,3 | 4,7 | 1,9 | 3,3 | 1,7 | 8,9 | 16,5 | 2,6 | 1,7 | 0,5 | 0,8 | 0,1 | 3,4 | 5,0 |
| Métaux, travail des mét. | 4,9 | 2,5 | 3,3 | 1,6 | 0,0 | 3,2 | 1,2 | 4,4 | 3,7 | 0,9 | 0,7 | 1,2 | 6,4 | 3,0 |
| Op. télécoms et intern. | 0,2 | 1,4 | 2,6 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 7,2 | 4,8 | 0,3 | 0,9 | 0,0 | 2,1 | 0,0 | 1,0 |
| Textile, habillement | 0,8 | 3,1 | 1,5 | 2,4 | 0,0 | 0,3 | 7,4 | 9,9 | 1,0 | 3,7 | 0,1 | 8,4 | 9,0 | 2,7 |
| Transpt, stock., BTP | 2,2 | 4,1 | 13,3 | 2,8 | 1,6 | 2,6 | 9,1 | 3,0 | 2,4 | 2,6 | 4,3 | 0,3 | 6,3 | 3,5 |
| Autres ind. de base | 1,6 | 4,9 | 2,8 | 4,9 | 8,3 | 7,9 | 2,4 | 13,1 | 0,9 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 6,9 | 3,4 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

- La répartition sectorielle des créations d'emplois par les **firmes scandinaves** reflètent les points forts des pays d'origine : matériel électrique et électronique, filière bois-papier, ameublement, médicaments. Une grande partie de ces investissements est liée à la (re)-localisation des activités de production vers les pays d'Europe de l'est (ameublement, bois-papier) ; mais on observe simultanément un renforcement des réseaux logistiques ainsi que le maintien d'un flux significatif de projets de production dans les activités à forte valeur ajoutée (médicaments, certains matériels électronique) vers l'ouest du continent.

- Enfin, la part des activités tertiaires (logiciels, services commerciaux et financiers, services aux entreprises)¹² dans les créations d'emplois des **firmes d'origine britannique** en Europe est nettement plus élevée que la moyenne. Ceci révèle les points forts et surtout les points faibles d'économies d'origine très tertiaisées et où subsistent peu de grandes multinationales industrielles d'origine locale (ex : automobile).

Tableau 2.7
Répartition des projets par région d'origine et secteur

| % | Am. du nord | Eur. | Benel. | Eur. centre | Eur. est | Eur. nord | Îles Britan. | Eur. sud | Fr. | Asie | Japon | Aut. Asie | Aut. | Total |
|---------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 2,9 | 7,1 | 9,3 | 5,1 | 12,8 | 6,3 | 6,0 | 10,4 | 6,3 | 3,5 | 2,7 | 5,0 | 13,7 | 5,6 |
| Ameubl., équipt du foyer | 0,9 | 2,9 | 0,8 | 2,8 | 3,4 | 6,5 | 1,3 | 3,7 | 1,7 | 0,5 | 0,2 | 1,1 | 2,3 | 2,0 |
| Autres | 1,2 | 1,8 | 2,5 | 1,6 | 1,3 | 1,0 | 1,7 | 3,0 | 1,7 | 0,8 | 0,8 | 0,7 | 0,8 | 1,5 |
| Services comm. ou fin. | 5,8 | 6,1 | 6,6 | 6,6 | 4,7 | 3,5 | 8,5 | 4,1 | 7,7 | 1,7 | 1,0 | 2,8 | 5,5 | 5,5 |
| Chimie, plasturgie, biotechn. | 5,9 | 6,8 | 7,7 | 8,3 | 5,4 | 6,1 | 8,3 | 5,9 | 3,8 | 7,9 | 9,4 | 5,3 | 7,4 | 6,7 |
| Composants électroniques | 1,7 | 1,0 | 1,1 | 1,9 | 0,0 | 0,2 | 1,1 | 0,2 | 0,4 | 2,7 | 2,2 | 3,6 | 0,8 | 1,4 |
| Cons., ingén., serv. aux entr. | 10,3 | 9,2 | 12,6 | 6,2 | 2,7 | 8,4 | 15,7 | 6,3 | 12,9 | 4,5 | 3,9 | 5,7 | 7,0 | 9,0 |
| Automobile | 8,0 | 11,9 | 4,9 | 19,1 | 6,0 | 5,7 | 4,3 | 11,5 | 15,5 | 25,6 | 36,2 | 7,1 | 5,9 | 11,9 |
| Electronique grand public | 0,4 | 1,4 | 3,3 | 0,7 | 2,0 | 2,4 | 0,2 | 1,9 | 1,2 | 7,4 | 5,5 | 10,7 | 0,4 | 1,7 |
| Energie | 1,4 | 2,7 | 3,0 | 2,2 | 8,7 | 3,3 | 2,1 | 3,2 | 1,2 | 0,9 | 1,2 | 0,4 | 1,6 | 2,0 |
| Equipts électr., inform., méd. | 19,0 | 9,5 | 9,6 | 8,7 | 7,4 | 11,8 | 11,3 | 8,2 | 9,2 | 20,0 | 16,8 | 25,6 | 14,5 | 14,0 |
| Logiciels et prest. inform. | 26,6 | 7,8 | 7,9 | 4,6 | 16,1 | 11,0 | 11,7 | 4,1 | 9,4 | 6,8 | 3,3 | 12,8 | 12,9 | 14,0 |
| Mach. et équipts méc. | 2,1 | 3,9 | 1,9 | 5,9 | 2,7 | 4,9 | 2,1 | 4,5 | 1,3 | 5,8 | 7,8 | 2,5 | 3,5 | 3,5 |
| Autres matériels de transp. | 1,1 | 1,5 | 1,4 | 0,9 | 0,0 | 0,2 | 2,1 | 0,9 | 4,4 | 0,3 | 0,4 | 0,0 | 2,3 | 1,2 |
| Médicaments | 5,5 | 4,6 | 3,0 | 5,1 | 3,4 | 5,9 | 5,7 | 2,0 | 5,2 | 2,9 | 2,2 | 3,9 | 3,5 | 4,6 |
| Métaux, travail des métaux | 1,9 | 3,4 | 2,7 | 2,8 | 4,7 | 3,9 | 2,8 | 4,8 | 3,1 | 1,6 | 1,2 | 2,1 | 5,9 | 2,8 |
| Op. télécoms et internet | 0,6 | 1,0 | 0,5 | 0,4 | 4,0 | 1,0 | 2,3 | 0,9 | 0,4 | 1,4 | 0,0 | 3,9 | 0,4 | 0,9 |
| Textile, habillement | 1,1 | 2,1 | 1,9 | 1,7 | 2,7 | 0,6 | 1,3 | 5,4 | 1,9 | 1,0 | 0,6 | 1,8 | 3,1 | 1,7 |
| Transport, stockage, BTP | 1,8 | 8,9 | 15,3 | 9,0 | 6,7 | 5,5 | 7,4 | 9,3 | 8,6 | 3,6 | 3,3 | 4,3 | 5,1 | 5,9 |
| Autres industries de base | 1,8 | 6,6 | 3,8 | 6,3 | 5,4 | 11,6 | 4,0 | 9,7 | 4,0 | 1,0 | 1,2 | 0,7 | 3,5 | 4,3 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

¹² Ainsi que des médicaments et de l'agro-alimentaire.

23. Complémentarités industrielles, proximité géographique, affinités culturelles

Il existe de fortes spécificités dans la répartition géographique des projets en Europe selon la nationalité d'origine des firmes (cf. tableaux 2.8 et 2.9). Ces différences sont liées à la fois à la structure sectorielle des investissements (par exemple, un pays dont les firmes investissent beaucoup dans les activités manufacturières de main d'œuvre verra ses flux de projet s'orienter davantage vers les pays d'est) et à des affinités géographiques et culturelles (par exemple, entre pays appartenant à la même sphère linguistique).

- La forte prédilection des **entreprises américaines** pour les îles britanniques s'explique ainsi à la fois : 1) par la proportion élevée des services – activités où cette région s'avère très attractive – dans les projets des firmes US en Europe et 2) par les liens culturels forts unissant ces différentes composantes du monde anglo-saxon : même langue, même structure du droit des affaires, conceptions idéologiquement proches du fonctionnement d'une économie de marché ou des rapports employeurs/salariés.
- Les **firmes manufacturières allemandes et autrichiennes** ont quant à elles massivement mis à profit les opportunités offertes par leurs voisins immédiats d'Europe de l'est, tant en termes de potentiel de marché que de coût de production, en y relocalisant une fraction importante de leur activité productive (automobile et matériel électronique notamment). Elles ont ainsi contribué à renouer des liens historiquement forts avec ces pays, et étendent maintenant cette stratégie vers des régions situées encore plus à l'est (Slovaquie, Bulgarie, Roumanie). Mais on notera également la forte intensité des investissements intra-germaniques.
- Les **firmes originaires d'Europe du sud** ont également réalisé de très importants investissements de délocalisation industrielle vers l'est de l'Europe. A noter également une attirance marquée des investisseurs de la région pour la France.
- Les **firmes asiatiques**, dont beaucoup de projets concernent la production manufacturière dans des activités de main d'œuvre (automobile, électronique grand public, matériel électrique et électroniques), ont concentré leurs investissements dans les pays de l'est à bas coûts salariaux pour alimenter l'ensemble du continent européen à partir de ces bases de production.
- Les **firmes britanniques**, dont les investissements concernent souvent des activités de services et de soutien tertiaire, orientent une part importante de leurs investissements vers les pays d'Europe de l'ouest offrant de bonnes conditions d'attractivité pour ces activités : France ou Benelux pour la logistique, îles britanniques (hors pays d'origine) pour les QG, les services administratifs, les logiciels ou les centres d'appel.

Tableau 2.8
Répartition des emplois créés par région d'origine et de destination

| | Autres Est | Centre-Est | Total Est | Benel. | France | Eur. Nord | Îles Brit. | Eur. Sud | Centre - Ouest | Total Ouest | Total |
|-------------------------|------------|------------|-----------|--------|--------|-----------|------------|----------|----------------|-------------|-------|
| Amérique du nord | 9,9 | 24,8 | 34,7 | 4,4 | 8,3 | 5,8 | 29,8 | 7,2 | 9,8 | 65,3 | 100 |
| Europe | 24,9 | 32,8 | 57,7 | 3,9 | 7,5 | 1,7 | 8,4 | 13,4 | 7,4 | 42,3 | 100 |
| Benelux | 17,6 | 28,7 | 46,3 | 8,2 | 11,6 | 0,4 | 12,8 | 11,7 | 9,1 | 53,7 | 100 |
| Europe du centre | 29,0 | 42,6 | 71,6 | 1,9 | 5,7 | 1,0 | 5,6 | 9,0 | 5,2 | 28,4 | 100 |
| Europe de l'est | 52,8 | 39,9 | 92,7 | 0,8 | 0,6 | 1,1 | 3,3 | 0,0 | 1,5 | 7,3 | 100 |
| Europe du nord | 19,5 | 34,0 | 53,4 | 1,9 | 11,6 | 4,5 | 8,7 | 14,6 | 5,2 | 46,6 | 100 |
| Îles Britanniques | 11,5 | 15,1 | 26,6 | 14,6 | 13,2 | 4,4 | 25,5 | 10,0 | 5,7 | 73,4 | 100 |
| Europe du sud | 30,5 | 33,7 | 64,2 | 2,0 | 14,8 | 0,2 | 4,3 | 8,6 | 6,0 | 35,8 | 100 |
| France | 23,1 | 19,4 | 42,5 | 3,8 | 1,5 | 1,4 | 6,8 | 28,9 | 15,0 | 57,5 | 100 |
| Asie | 20,5 | 53,9 | 74,5 | 2,3 | 4,5 | 1,0 | 6,7 | 7,7 | 3,3 | 25,5 | 100 |
| Japon | 18,9 | 53,4 | 72,3 | 2,7 | 5,1 | 0,9 | 7,2 | 8,8 | 3,1 | 27,7 | 100 |
| Autres Asie | 22,6 | 54,7 | 77,3 | 1,6 | 3,7 | 1,3 | 6,1 | 6,4 | 3,6 | 22,7 | 100 |
| Autres | 41,6 | 19,8 | 61,5 | 1,6 | 5,5 | 0,0 | 12,0 | 13,8 | 5,7 | 38,5 | 100 |
| Total | 20,9 | 33,3 | 54,2 | 3,8 | 7,2 | 2,6 | 13,8 | 11,0 | 7,4 | 45,8 | 100 |

Source : AFII

Tableau 2.9
Répartition des projets par région d'origine et de destination

| | Est | Centre-est | Total Est | Benel. | France | Eur. Nord | Îles Brit. | Eur. Sud | Centre - Ouest | Total Ouest | Total |
|-------------------------|------|------------|-----------|--------|--------|-----------|------------|----------|----------------|-------------|-------|
| Amérique du nord | 3,6 | 8,2 | 11,8 | 9,1 | 14,4 | 6,6 | 30,9 | 10,6 | 16,6 | 88,2 | 100 |
| Europe | 14,4 | 19,0 | 33,4 | 6,8 | 14,2 | 6,0 | 10,4 | 18,5 | 10,7 | 66,6 | 100 |
| Benelux | 8,2 | 17,0 | 25,2 | 12,9 | 22,7 | 3,3 | 7,9 | 15,9 | 12,1 | 74,8 | 100 |
| Europe du centre | 14,9 | 24,8 | 39,7 | 5,6 | 15,7 | 3,6 | 8,7 | 16,7 | 9,9 | 60,3 | 100 |
| Europe de l'est | 42,3 | 16,8 | 59,1 | 4,7 | 2,7 | 4,7 | 8,7 | 3,4 | 16,8 | 40,9 | 100 |
| Europe du nord | 16,7 | 15,9 | 32,7 | 5,7 | 9,0 | 17,1 | 11,4 | 12,2 | 11,8 | 67,3 | 100 |
| Europe de l'ouest | 6,4 | 15,3 | 21,7 | 7,7 | 21,1 | 8,5 | 13,4 | 16,2 | 11,5 | 78,3 | 100 |
| Europe du sud | 16,7 | 15,4 | 32,2 | 3,5 | 19,3 | 2,8 | 10,2 | 24,5 | 7,4 | 67,8 | 100 |
| France | 12,3 | 18,2 | 30,5 | 9,0 | 1,9 | 3,8 | 12,7 | 30,5 | 11,5 | 69,5 | 100 |
| Asie | 5,5 | 20,8 | 26,2 | 10,9 | 13,2 | 5,1 | 15,7 | 13,9 | 14,9 | 73,8 | 100 |
| Japon | 3,7 | 24,1 | 27,8 | 13,1 | 14,3 | 3,5 | 12,3 | 14,9 | 14,1 | 72,2 | 100,0 |
| Autres Asie | 8,5 | 14,9 | 23,5 | 7,1 | 11,4 | 7,8 | 21,7 | 12,1 | 16,4 | 76,5 | 100,0 |
| Autres | 15,6 | 7,4 | 23,0 | 9,0 | 9,8 | 2,7 | 23,0 | 19,5 | 12,9 | 77,0 | 100 |
| Total | 9,9 | 15,3 | 25,2 | 8,1 | 14,0 | 5,9 | 18,1 | 15,5 | 13,2 | 74,8 | 100 |

Source : AFII

II. ANALYSE DETAILLEE PAR REGIONS D'ORIGINE

2.1. L'Amérique du nord

Les firmes nord-américaines sont à l'origine de 32,6 % des projets et 25,6 % des emplois créés en Europe entre 2002 et 2004. L'écart entre ces deux pourcentages provient d'une taille unitaire des projets plus faible que la moyenne (hautes technologies, services). Les Etats-Unis représentent évidemment une part écrasante (plus de 90 %) des emplois et des projets originaires de la région. Après une chute en 2003, les flux de créations d'emplois sont remontées en 2004 à un niveau légèrement supérieur celui de 2002.

L'analyse par fonction fait apparaître une contribution particulièrement forte des activités de soutien tertiaire (centres d'appel et de R&D notamment), qui représentent près de 39,0 % des emplois créés par les firmes américaines en Europe. Par secteurs, on note une sur-représentation des activités de service (commerciaux, financiers, conseil, ingénierie, logiciels) et des industries à haute valeur ajoutée (médicaments, équipements électriques et électroniques).

Enfin les investisseurs nord-américains privilégient nettement l'Europe de l'ouest (pays scandinaves, germaniques, et surtout îles Britanniques) dans l'orientation géographique de leurs investissements (65,3 % du total). A noter toutefois que la part des pays de l'est dans les créations, même si elle est plus faible pour la moyenne des firmes multinationales, n'est pas négligeable (34,7 %).

Tableau 2.10
Principaux projets originaires d'Amérique du nord

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opération |
|-------|----------------------------|-------|------------|-----------|---------------------------|-----------------|-----------|
| 2002 | RM Jewels | 2000 | Etats-Unis | Bulgarie | Métaux, trav. métaux | Production | Création |
| 2004 | Volvo Cars AB ; Ford | 2000 | Etats-Unis | Suède | Automobile | Production | Extension |
| 2002 | Delphi | 2000 | Etats-Unis | Rép.tch. | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Avon | 1600 | Etats-Unis | Pologne | Médicaments | Production | Extension |
| 2002 | Osram | 1270 | Etats-Unis | Rép.tch. | Autres | Production | Création |
| 2003 | ASDA ; Wal-Mart | 1200 | Etats-Unis | Roy.Uni | Serv. com. ou fin. | Distr., logist. | Création |
| 2004 | Gillette | 1150 | Etats-Unis | Pologne | Métaux, trav. métaux | Production | Création |
| 2003 | AMD | 1000 | Etats-Unis | Allemagne | Comp. électroniques | Production | Création |
| 2003 | Dow Chemical | 1000 | Etats-Unis | Allemagne | Chimie, plast., biotechn. | Production | Extension |
| 2004 | GE Capital Intern. Serv. | 1000 | Etats-Unis | Bulgarie | Serv. com. ou fin. | Centres d'appel | Création |
| 2002 | Ford | 1000 | Etats-Unis | Espagne | Automobile | Production | Extension |
| 2004 | Jabil Circuit Inc | 1000 | Etats-Unis | Hongrie | Comp. électroniques | Production | Création |
| 2002 | Wyeth | 1000 | Etats-Unis | Irlande | Chimie, plast., biotechn. | Production | Création |
| 2004 | Guidant Corporation | 1000 | Etats-Unis | Irlande | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Extension |
| 2004 | Hewlett-Packard ; HP | 1000 | Etats-Unis | Pologne | Log., prest. inform. | Serv. adm., QG | Création |
| 2004 | Whirlpool Corp | 1000 | Etats-Unis | Pologne | Electr. Grand public | Production | Extension |
| 2004 | Opel ; General Motors ; GM | 1000 | Etats-Unis | Pologne | Automobile | Production | Extension |
| 2004 | GE Capital Intern. Serv. | 1000 | Etats-Unis | Roumanie | Serv. com. ou fin. | Centres d'appel | Création |
| 2002 | Volvo ; Ford | 1000 | Etats-Unis | Suède | Automobile | Production | Extension |
| 2002 | Eaton Corp | 1000 | Etats-Unis | Rép.tch. | Automobile | Production | Création |

Source : AFII

Un puissant lien transatlantique tissé par les investissements internationaux

On parle beaucoup du tropisme vers le Pacifique des Etats-Unis, qui tourneraient progressivement le dos à la « vieille » Europe. Les frictions diplomatiques liées à la crise irakienne, les tensions commerciales récurrentes renforcent encore ce sentiment d'une prise de distance entre les deux pôles de l'axe transatlantique. Mais qu'en est-il dans la réalité ?

La réalité, c'est celle d'un lien profond et durable, qu'illustre, entre autres, le caractère massif des investissements croisés. Les firmes d'Europe de l'ouest représentent à elles seules les trois quart des investissements et des emplois étrangers aux Etats-Unis : 4,3 millions de salariés, dont 600 000 dans les seules filiales de firmes françaises. En sens inverse, l'Europe de l'ouest accueillait en 2003, plus de la moitié (54% exactement) des stocks mondiaux d'investissements américains à l'étranger. Avec une position presque aussi prééminente en matière d'emploi : 43 % du total en 2002, soit 4,2 millions, contre seulement 22 % pour l'Asie. Et les évolutions les plus récentes ne sont pas si négatives. En 2004, l'Europe a encore accueilli, d'après les données AFII, 700 projets d'investissement US, à peine moins qu'en 2003. Pénétration croisée des marchés, sourcing technologique, sont les principales raisons de ces mouvements symétriques d'investissement qui prennent deux formes principales.

Les mouvements d'acquisitions-fusions, tout d'abord. Acquérir une entreprise complémentaire située de l'autre côté de l'Océan est bien souvent la solution la plus simple pour pouvoir à la fois croître en taille, compléter la gamme de produits, s'implanter rapidement sur un nouveau marché. 63 acquisitions-fusions transatlantiques d'un montant supérieur à 1 milliard de dollars ont ainsi été recensées entre 2001 et 2003, soit le quart du total mondial des grandes opérations transfrontalières.

Les implantations physiques ensuite. Les 2100 projets US recensés par l'AFII en Europe (ouest et est) entre 2002 et 2004 ont permis d'y créer près de 60 000 emplois par an, soit un quart du total tous pays d'origine confondu. Et avec une orientation géographique nettement plus favorable à l'Europe de l'ouest que la moyenne : celle-ci a en effet représenté près des deux-tiers des emplois créés par les firmes US sur le continent, contre à peine la moitié pour l'ensemble des multinationales.. et le quart pour les allemandes (hors pays d'origine). Cette fidélité remarquable des firmes nord-américaines à la « vieille Europe » s'explique par deux raisons principales.

Tout d'abord, la part des activités tertiaires et des « high tech », plus susceptibles de se localiser en Europe de l'ouest que dans les PECOs, est particulièrement élevée dans les investissements des firmes américaines. Si l'on ajoute par exemple, aux secteurs traditionnels de services (logiciels, conseil, transport, etc.), les fonctions tertiaires gérées en interne par les entreprises elles-mêmes (centres de R&D, quartiers généraux, réseaux logistique centres d'appel, etc.), le total représente près de la moitié des emplois créés par les firmes US sur le continent : un pourcentage bien supérieur à celui des multinationales européennes elles-mêmes. Et les secteurs des biotechs, des NTIC, des médicaments sont également sur-représentés dans les investissements nord-américains.

Quant aux manufacturiers traditionnels, les multinationales US participent bien sûr au mouvement de délocalisation vers les pays de l'est. Mais pas sur la même échelle, par exemple que l'automobile allemande. Pour produire à bas coûts, les firmes américaines peuvent en effet naturellement recourir à l'Asie ou au Mexique. Lorsqu'elles choisissent de produire en Europe, c'est davantage dans le but d'accéder à des ressources de qualité ou de s'implanter à proximité du marché final, critères plutôt favorables aux pays d'Europe de l'ouest. Les firmes allemandes, par contre, ont crucialement besoin de tirer parti des bas coûts de production de leurs voisins d'Europe de l'est pour doper la compétitivité-prix de leur produit.

Le lien transatlantique, construit par les stratégies d'internationalisation des entreprises, reste, de très loin, l'axe le plus puissant de la globalisation. Y compris en France, où les 2500 firmes américaines implantées représentent, avec leurs 450 000 salariés, plus de 5 % de la production des entreprises.

2.2. La région centre-Europe (Allemagne, Suisse, Autriche)

Elle est à l'origine de 16,3 % des projets et de 25,2 % des emplois créés, la taille unitaire forte des projets s'expliquant par une forte proportion de sites de production manufacturière très demandeurs de main d'œuvre. Les firmes allemandes sont à elles seules à l'origine de 82 % des créations d'emplois originaires de la région. On note cependant une chute très marquée des flux d'emplois créés en 2003 et 2004 par rapport à 2002.

La proportion des fonctions d'appui tertiaire (logistique mise à part) dans les créations d'emploi par les firmes allemandes et suisses est plus limitée que pour l'ensemble des firmes multinationales. Par contre, la part des sites de production est plus forte, essentiellement du fait d'une contribution très importante du secteur automobile, qui représente à lui seul 49,4 % des emplois créés par les firmes de la région dans le reste de l'Europe.

Tableau 2.11
Principaux projets originaires de la région centre-Europe

| Année | Société | Emp. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opération |
|-------|----------------------------|------|-----------|-----------|---------------------------|-----------------|-----------|
| 2002 | Leoni AG | 5000 | Allemagne | Ukraine | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Volkswagen | 3000 | Allemagne | Pologne | Automobile | Production | Extension |
| 2002 | Leoni AG | 3000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2003 | INA Schaeffler | 3000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Siemens VDO | 2500 | Allemagne | Rép.tch. | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Skoda ; Volkswagen | 1800 | Allemagne | Rép.tch. | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Bosch | 1700 | Allemagne | Pologne | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Radiomobil ; D.Tel. | 1700 | Allemagne | Rép.tch. | Eqpt électr., inf., medcx | Serv. adm., QG | Création |
| 2002 | Bosch | 1550 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Extension |
| 2003 | Bosch | 1500 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Volkswagen | 1500 | Allemagne | Pologne | Automobile | Distr., logist. | Création |
| 2003 | Leoni | 1500 | Allemagne | Slovaquie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Bosch Diesel | 1485 | Allemagne | Rép.tch. | Automobile | Production | Extension |
| 2002 | Shoe Fashion Group | 1400 | Autriche | Slovaquie | Autres | Production | Extension |
| 2004 | Bank Austria Creditanstalt | 1300 | Autriche | Pologne | Serv. com. ou fin. | Bureau comm. | Création |
| 2004 | Kaufland | 1200 | Allemagne | Bulgarie | Ameubl. équipt foyer | Distr., logist. | Création |
| 2002 | Robert Bosch | 1200 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Extension |
| 2004 | Enercon | 1000 | Allemagne | Espagne | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Création |
| 2002 | Poppe & Potthoff | 1000 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Wet Automotive | 1000 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Extension |
| 2003 | Steinhoff | 1000 | Allemagne | Pologne | Ameubl. équipt foyer | Production | Création |
| 2002 | Draexlmaier | 1000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Continental | 1000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Draxlmaier | 1000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Bertelsmann ; Arvato | 1000 | Allemagne | Roy.Uni | Autres ind. de base | Production | Création |
| 2004 | Sky Media ; Skytec Group | 1000 | Suisse | Slovaquie | Chimie, plast., biotechn. | Production | Création |

Source : AFII

La part des pays de l'est dans les investissements des firmes de la région est dominante : 71,6 % des emplois créés, dont 42,6 % pour les trois pays limitrophes (Hongrie, Rép. Tchèque, Pologne), et 29,0 % pour le reste de l'Europe de l'est.

Enfin, les différents pays présentent des situation distinctes :

- **Les firmes allemandes** ont fait preuve depuis une dizaine d'année d'un fort tropisme vers l'est, qui s'est traduit par une montée des flux de projets internationaux (cf encadré 2.4). Mais celui-ci a entamé depuis deux ans un reflux qui pourrait se révéler durable : dégradation de la capacité financière des firmes, mauvaise situation de l'économie allemande, limites des capacités d'absorption des pays concerné. En Europe de l'ouest, la France reste incontournable pour les firmes allemandes. Siemens va réaliser à elle seule 400 millions d'euros d'investissements au cours des 5 prochaines années en France. Les firmes allemandes sont intéressées par le marché français, par exemple celui des machines-outils ou des équipements automobiles (PSA, Renault). D'où la création d'unités de petite taille près des sites d'assemblage, car la logistique des pays de l'est n'est pas encore suffisamment efficace pour assurer l'approvisionnement en « juste-à-temps » des sites d'Aulnay ou de Sochaux. Il existe également, pour la même raison, de nombreux projets de logistique en Europe de l'ouest pour y soutenir le développement des exportations allemandes. Par contre les firmes allemandes veulent conserver la R&D dans leur pays d'origine et investissent peu en ce domaine en Europe de l'ouest et en France.

- **Les firmes autrichiennes jouaient** traditionnellement un rôle assez marginal. Mais cela est en train de changer, comme en témoigne le flux croissant de projets en provenance de ce pays. Il existe quelques « champions » autrichiens, comme Magna (équipement automobile), Voestalpine (acier), Polytex (plastique..), qui, après avoir délocalisé vers l'est, peuvent s'intéresser à des implantation sur les marchés d'Europe de l'ouest.

- **Quant aux firmes suisses**, elles se répartissent en deux segments bien distincts : d'une part, un tissu dense de PME dans les domaines de la mécanique de précision et des hautes technologies ; d'autre part, quelques très grandes entreprises dans la chimie, la pharmacie et les IAA.

Encadré 2.4 **Industrie allemande : cap à l'est ?**

1100 emplois créés par l'équipementier Kierkert à Preluc en République tchèque, 150 par Bruss Dichtungstechnik à Mragowo, en Pologne... Le mouvement de délocalisation de l'industrie automobile allemande vers les PECO, entamé il y a maintenant plus de 10 ans, se poursuit en ce début d'année 2005. Avec pour résultat l'émergence, dans ces pays, de puissants pôles de production automobile à capitaux germaniques : près de 800 000 véhicules produits dans la région en 2004 par le seul groupe Volkswagen, dont 450 000 en république Tchèque (à travers sa filiale Skoda), 225 000 en Slovaquie, 50 000 en Pologne, 40 000 en Hongrie (marque Audi)... Sans compter 2 millions de moteurs, en partie intégrés sur les véhicules locaux, en partie réexportés vers les usines de montage allemandes.

La stratégie sous-jacente ? Bien sur, s'implanter sur des marchés en expansion. Mais surtout réduire des coûts. Comme l'analyse René Lassere, directeur du CIRAC (centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine) : « Beaucoup d'entreprises industrielles allemandes estiment impératif de délocaliser les segments de production à forte intensité de main d'œuvre pour abaisser leurs coûts, en se concentrant sur ceux qui requièrent un haut niveau de qualification et d'innovation ».

Une évolution peut-être nécessaire, mais qui déstabilise aussi en profondeur le modèle socio-industriel allemand. Certes, l'intégration massive d'équipements fabriqués dans les PECO a permis de doper la compétitivité-prix des véhicules assemblés outre-Rhin, contribuant au dynamisme des exportations. En dix ans, de 1993 à 2003, le taux d'exportation de l'industrie automobile allemande est ainsi passé de 50 % à 70 %, permettant ainsi à la production de continuer à progresser modérément en volume et même, plus modestement, en nombre de véhicules malgré l'atonie du marché intérieur. Et le solde commercial s'est fortement accru (plus de 60 milliards de dollars en 2003 contre moins de 40 en 1990), malgré la dégradation des échanges avec les pays de l'est.

Mais du côté de l'emploi, les choses sont évidemment moins brillantes. Entre 1990 et 2003 ans, l'industrie automobile allemande a pratiquement perdu 10 % de ses effectifs, passant de 850 000 à moins de 775 000 salariés. Encore les industriels, soucieux de ménager le fameux système de la cogestion, ont-ils cherché à éviter la « casse sociale » dans leur pays. D'où des solutions qui ont longtemps fait figure de modèle, comme la fameuse semaine de quatre jours mise en place par Volkswagen.

Ces compromis sont cependant aujourd'hui remis en cause par le patronat allemand. De Bosch à Siemens, les grands industriels d'Outre-Rhin tiennent aujourd'hui à leurs salariés un discours simple : si vous voulez conserver votre emploi, travaillez davantage ou acceptez une réduction de salaire. Sinon, nous irons produire ailleurs, dans les pays de l'est ou en Amérique latine ». Opel, filiale de General Motors a ainsi rendu public en octobre dernier un plan de suppression de 10 000 emplois en Allemagne. A peu près à la même date, Daimler a annoncé son intention d'implanter une usine de montage en Russie. Et Volkswagen, hier vitrine sociale, devient aujourd'hui l'un des principaux acteurs de cette remise en cause.

Ebranlé par ses déboires en Amérique et en Chine, victime en Europe d'une concurrence croissante des producteurs asiatiques sur les petits véhicules, le groupe a vu sa rentabilité chûter fortement au cours des 2 dernières années. Pour rétablir sa compétitivité, le constructeur est cette fois décidé à tailler violemment dans ses coûts salariaux en Allemagne (-30 % prévus d'ici 2011). En gelant les salaires des salariés actuels et en les indexant sur les résultats de l'entreprise. En réduisant les salaires des nouveaux embauchés. En comprimant les effectifs par des départs en pré-retraites. En accroissant la flexibilité des horaires et de temps de travail. Une amère potion, préparée par le nouveau « tueur de coûts » du groupe, Peter Hartz, l'auteur de la très controversée réforme du marché du travail allemand (licenciements plus aisés, flexibilité accrue, assurances-chômage réduites). Et que l'IG Metall n'a accepté à la fin 2004 que sous la menace, à peine voilée, de solutions beaucoup plus radicales. Car, dans le même temps, la firme poursuit sa stratégie de délocalisation : le nouveau modèle Fox de petite voiture destinée au marché européen sera ainsi produit dans les usines brésiliennes du groupe.

2.3. Les îles britanniques

Elles représentent 6,7 % des projets et 5,7 % des emplois créés à l'étranger. La contribution des firmes britanniques est dominante, surtout en termes d'emplois créés, mais la contribution irlandaise est loin d'être négligeable (respectivement 72 % et 28 %). Après un pic en 2003, les flux de créations d'emplois sont revenus en 2004 au niveau de 2002.

La proportion des fonctions d'appui tertiaire dans les créations d'emplois en Europe par les firmes de la région est particulièrement élevée : 50,1 % du total, contre seulement 49,9 % pour les activités de production. Par secteurs, les services (logiciels, services aux entreprises, services commerciaux et financiers, transport), ainsi que l'agro-alimentaire et les médicaments, sont sur-représentés, tandis que la part de l'automobile est particulièrement faible.

Les investissements de la région s'orientent majoritairement vers les pays d'Europe de l'ouest (Benelux, France, et investissements intra-britanniques notamment) qui accueillent 73,4 % des emplois créés, contre seulement 26,6 % pour l'est de l'Europe.

Une grande partie des investissements britanniques se font cependant hors d'Europe (Amérique du nord, Asie..). La concurrence de Singapour pour la délocalisation des services financiers britanniques est par exemple très forte (ex : Citibank), et ne permet aux européens que de récolter des projets marginaux (ex : centres de formation). Il serait souhaitable d'inciter les firmes d'outre-manche à investir davantage en Europe en construisant des offres attractives (ex : actuariat pour l'assurance dans la région du Mans, valorisation de nos infrastructures portuaires pour l'accueil de « hubs » low cost). On pourrait d'ailleurs pour cela s'inspirer de certains exemples britanniques réussis comme la structuration d'Edimbourg en pôle d'attraction des services financiers à partir de la présence des « Scottish Widows ».

Tableau 2.12
Principaux projets originaires des Îles britanniques

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opération |
|-------|---------------------------------------|-------|---------|-----------|-------------------------|-----------------|-----------|
| 2004 | Milbro ; O'Neills ; Treximco | 2000 | Irlande | Roumanie | Textile, habillement | Production | Création |
| 2004 | GlaxoSmithKline Biologicals ; GSK Bio | 1750 | Roy.Uni | Belgique | Médicaments | Production | Création |
| 2003 | Tesco | 1500 | Roy.Uni | Irlande | Serv. com. ou fin. | Distr., logist. | Création |
| 2003 | Conduit | 1200 | Irlande | Espagne | Opér. télécoms et int. | Centres d'appel | Création |
| 2004 | Ryanair | 1000 | Irlande | Roy.Uni | Transp., stock., BTP | Production | Création |
| 2002 | GlaxoSmithKline ; GSK | 1000 | Roy.Uni | Belgique | Médicaments | Production | Extension |
| 2002 | Egg | 1000 | Roy.Uni | France | Cons, ing, serv. entr. | Autres services | Création |
| 2002 | Tesco | 800 | Roy.Uni | Hongrie | Cons, ing, serv. entr.. | Distr., logist. | Création |
| 2004 | Logica CMG | 760 | Roy.Uni | Roy.Uni | Log., prest. inform. | Serv. adm. , QG | Extension |
| 2004 | Barclays | 750 | Roy.Uni | Espagne | Serv. com. ou fin. | Centres d'appel | Création |
| 2004 | O2 ; MMO2 | 500 | Roy.Uni | Allemagne | Opér. télécoms et int. | Indéterminé | Extension |

Source : AFII

2.4. Les pays du Benelux

A l'origine de 5,2 % des projets et de 4 % des créations d'emplois, les firmes du Benelux semblent avoir été un peu moins actives en Europe durant l'année 2004 qu'au cours des deux années antérieures. Ce ralentissement a été observé aussi bien pour les firmes hollandaises, qui sont à l'origine de la majeure partie des créations d'emplois entre 2002 et 2004 (62 %) que pour les belges (35 %). Ce fait s'explique peut-être un partie par une réorientation des investissements des firmes du Benelux en direction de l'Asie et notamment de la Chine.

La structure régionale des investissements des firmes de la région est assez proche de la moyenne, avec cependant une focalisation plus marquée des créations d'emplois sur l'Europe de l'ouest. La France réalise de bonnes parts de marché, notamment vis-à-vis des firmes belges, qui figurent aux tout premiers rangs des investisseurs étrangers en France, avec une assez large diversité sectorielle : aéronautique, équipements automobiles, technologies de l'information.

La part des centres d'appel et de la logistique dans les créations d'emplois en Europe par les firmes du Bénelux est particulièrement élevée. Par contre, celle des sites de production est plus faible (avec fréquemment cependant un couplage entre un petit site de production et un centre de R&D ou de logistique). Parmi les secteurs d'investissement privilégiés des firmes de la région, on peut mentionner le transport/stockage, les conseil aux entreprises, et dans le secteur manufacturier, l'ameublement (du fait essentiellement d'un gros investissement belge en Slovaquie en 2003).

Tableau 2.13
Principaux projets originaires du Benelux

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opération |
|-------|---------------------------|-------|------------|-----------|---------------------------|-----------------|-----------|
| 2003 | Concorde | 1400 | Belgique | Slovaquie | Ameubl. équipt foyer | Production | Création |
| 2002 | STMicroelectronics | 1150 | Pays-Bas | Italie | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Création |
| 2003 | Philips | 720 | Pays-Bas | Hongrie | Electron. grand public | Production | Extension |
| 2003 | City Call | 500 | Belgique | Bulgarie | Opér. télécoms et int. | Centres d'appel | Création |
| 2002 | Ronal | 500 | Luxembourg | Rép.tch. | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Head NV | 500 | Pays-Bas | Bulgarie | Autres | Production | Création |
| 2003 | Royal Philips Electronics | 500 | Pays-Bas | Pologne | Electron. grand public | Serv. adm. QG | Création |

Source : AFII

2.5. Les pays d'Europe du sud

Les firmes de la région sont à l'origine de 7,7 % des projets et de 5,6 % des créations d'emplois en Europe entre 2002 et 2004. Les firmes italiennes sont à l'origine de près des deux-tiers de ce total, suivies par les espagnoles (28 %). Après une très bonne année 2003, 2004 est marquée par un léger recul des flux.

Les activités de production représentent plus de 90 % des emplois créés en Europe par les firmes originaires d'Europe du sud, les fonctions de soutien tertiaire (services administratifs et QG mis à part) n'occupant qu'une place très marginale. L'ameublement, le textile-confection et les autres industries de base (du fait essentiellement d'une grosse opération originaire de Chypre) ont notamment concentré une part relativement importante des créations d'emplois des firmes de la région en Europe.

L'Europe de l'est accueille près des deux-tiers des créations d'emplois des firmes originaires de la région, avec une contribution particulièrement importante des « autres pays de l'est ». En Europe de l'ouest, la France constitue une région d'accueil privilégiée.

Tableau 2.14
Principaux projets originaires d'Europe du sud

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opération |
|-------|--------------------|-------|----------|-----------|------------------------|-----------------|-----------|
| 2002 | Kronospan Holdings | 1500 | Chypre | Pologne | Autres ind. de base | Production | Création |
| 2003 | Fiat-GM | 1000 | Italie | Pologne | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Merloni | 900 | Italie | Pologne | Electron. Grand public | Production | Création |
| 2004 | COINDU | 900 | Portugal | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Telecom Italia | 800 | Italie | France | Opér. Télécoms et int. | Serv. adm., QG | Création |
| 2003 | Miroglio | 635 | Italie | Bulgarie | Textile, habillement | Production | Création |
| 2003 | Jobelsa | 600 | Espagne | Slovaquie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | HanseNet Telekom. | 500 | Italie | Allemagne | Opér. Télécoms et int. | Autres services | Création |
| 2004 | Nicoletti SPA | 500 | Italie | Bulgarie | Ameubl. Equipt foyer | Production | Création |
| 2003 | Geox | 500 | Italie | Roumanie | Textile, habillement | Production | Extension |

Source : AFII

Encadré 2.5 **Les investissements italiens à l'étranger**

L'état de l'économie italienne suscite aujourd'hui une certaine inquiétude dans la péninsule. L'industrie, qui n'a pas réalisé beaucoup d'investissements et modernisation et d'innovation, et n'a pas bénéficié de forts soutiens publics, est en crise.

Les entreprises italiennes cherchent à délocaliser pour des raisons de coûts et d'accès au marché (ex : délocalisation du textile vers l'Afrique du nord, souvent en partenariat avec des sociétés locales). La logique de proximité au marché est importante pour les produits difficiles ou coûteux à transporter (cf câbles haute tension, matériaux de construction

Les sociétés italiennes éprouvent un intérêt pour l'Asie, où l'administration est moins rigide et plus efficace qu'en Europe, avec des coûts salariaux nettement plus faibles. Après la production, c'est parfois le design qui part en Asie (ex : Techno probe à Singapour, où les ingénieurs coûtent 4 fois moins cher en Europe de l'ouest). Il existe toujours toutefois dans cette région des problèmes de protection de la propriété intellectuelle (ex : pillage organisé de la technologie « gasoil blanc » de Pirelli destinée aux autobus de la ville de Singapour).

Il faut également distinguer selon la taille des firmes. Les grandes sociétés investissent dans le monde entier. Par exemple, Telecom Italia investit en Amérique du Sud, au Brésil.. Italcementi vient de racheter une société de ciments égyptienne. Mais les PME restent plutôt en Europe. L'échelle de l'Asie (Chine..) est en effet trop vaste pour les PME italiennes (ex : marché de la dépollution des eaux. du Yang-Tsé-Kiang proposé à une firme spécialisée dans les petites rivières...), et leur croissance internationale est limitée par le désir des propriétaires de garder un contrôle familial sur la firme, par l'opacité des comptes.

Concernant les investissements en Europe, plusieurs projets italiens récents, par exemple dans le secteur automobile, montrent une stratégie complémentaire 1) de délocalisation vers l'Europe de l'est des activités de production de masse et 2) de développement de capacités de R&D et de réseaux de logistique/distribution, ainsi que de petites unités de production en Europe de l'ouest (France notamment) pour l'accès au marché local. Ceci explique la persistance d'un flux de projets en France, notamment dans l'équipement automobile où le marché française est plus intéressant que l'italien. L'implantation de sites très automatisés (ex : Pirelli en Allemagne pour la fabrication de pneus haut de gamme) fournit en particulier une solution flexible, réactive, proche du marché. ...). Mais les montants d'emplois ainsi créés dans notre pays restent limités (faible taille unitaire des projets).

Les investisseurs italiens sont très critiques envers la rigidité du droit du travail en France. Ceci peut les dissuader d'augmenter les capacités de production. Les cas de délocalisation pures sont rares, même si certaines restructurations importantes sont en cours (ex : Zucchi – Descamps continue à fermer des sites).

2.6. La France

A l'origine de 7,5 % des projets et 10,6 % des créations d'emplois en Europe, les firmes françaises semblent avoir globalement ralenti leurs investissements en 2004 après un pic en 2003 lié à la réalisation de plusieurs projets majeurs dans les secteurs automobile et aéronautique.

Les créations d'emplois à l'étranger sont surtout liées à l'implantation de sites de production (83 % du total). La fonction tertiaire la plus représentée est la logistique, avec près de 7 % des emplois créés. Par secteurs, les créations d'emplois se concentrent dans l'automobile et les autres matériels de transport (Airbus).

L'Europe de l'ouest (Allemagne et Espagne notamment) a accueilli une part majoritaire des créations d'emplois par les entreprises françaises (57,5 %) du fait notamment de gros investissements dans l'aéronautique. Quant à l'Europe de l'est, elle attire également de très gros projets français dans le secteur automobile.

Tableau 2.15
Principaux projets originaires de France

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opération |
|-------|----------------------------|-------|---------|-----------|---------------------------|-----------------|-----------|
| 2004 | Airbus | 4000 | France | Allemagne | Autres mat. de transp. | Production | Création |
| 2002 | EADS | 4000 | France | Espagne | Autres mat. de transp. | Production | Création |
| 2003 | PSA Peugeot Citroën | 3500 | France | Slovaquie | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Airbus ; EADS | 3000 | France | Espagne | Autres mat. de transp. | Production | Création |
| 2002 | Peugeot ; Toyota | 2500 | France | Rép.tch. | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Montupet | 2150 | France | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Airbus | 2000 | France | Allemagne | Autres mat. de transp. | Production | Extension |
| 2002 | Patrick Louis Group | 1500 | France | Bulgarie | Autres | Indéterminé | Création |
| 2002 | Carrefour | 1300 | France | Espagne | Cons, ing, serv. entrepr. | Distr., logist. | Création |
| 2002 | Bacou-Dalloz | 1300 | France | Rép.tch. | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Création |
| 2003 | Airbus | 1200 | France | Roy.Uni | Autres mat. de transp. | Production | Création |
| 2003 | PSA | 900 | France | Espagne | Automobile | Production | Extension |
| 2003 | Faurecia ; PSA | 700 | France | Pologne | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Renault | 700 | France | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Renault | 700 | France | Slovénie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Arcelor | 650 | France | Luxemb. | Métaux, trav. métaux | Production | Création |
| 2003 | Paulstra Antiv.; Totalfina | 650 | France | Pologne | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Schneider Electric | 650 | France | Pologne | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Création |
| 2004 | Geci International | 650 | France | Portugal | Autres mat. de transp. | Production | Création |
| 2003 | Faurecia | 550 | France | Allemagne | Automobile | Centre de R&D | Création |
| 2004 | Faurecia | 550 | France | Pologne | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Aventis | 500 | France | Allemagne | Médicaments | Production | Création |
| 2003 | Valeo | 500 | France | Pologne | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Air Liquide | 500 | France | Slovaquie | Chimie, plast., biotechn. | Production | Création |
| 2004 | Valeo | 500 | France | Slovaquie | Automobile | Production | Création |

Source : AFII

2.7. Les pays scandinaves

Ils sont à l'origine de 7,0 % des projets et de 5,6 % des emplois créés, dont plus de 40 % pour les entreprises suédoises. Ces investissements ont connu une progression régulière entre 2002 et 2004, tant en termes de projets que d'emplois.

Les trois quarts des créations d'emplois concernent les activités de production, avec également une part relativement importante de la fonction logistique-distribution (11,1 %). Les secteurs de l'ameublement, de la filière bois-papier, du matériel électrique et électronique, du médicament, des services aux entreprises et, dans une moindre mesure, des machines, sont sur-représentés dans les flux d'investissements scandinaves.

Les créations d'emplois se répartissent à égalité entre l'Europe de l'est (production manufacturière dans les activités de main d'œuvre comme l'ameublement ou le matériel électrique et l'électronique grand public) et l'ouest du continent (services aux entreprises, réseaux logistiques et de distribution, médicaments...).

Tableau 2.16
Principaux projets originaires des pays scandinaves

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opération |
|-------|-------------------------------|-------|----------|-------------|-----------------------------|---------------|-----------|
| 2004 | Elcoteq | 1300 | Finlande | Hongrie | Eq. électr., inf., médcx | Production | Extension |
| 2004 | Divani | 1200 | Danemark | Slovaquie | Ameubl., équipt du foyer | Production | Création |
| 2002 | Electrolux | 855 | Suède | Pologne | Eq. électr., inf., médcx | Production | Création |
| 2003 | Aker Kvaerner | 700 | Norvège | Royaume-Uni | Cons., ing., serv.aux entr. | Serv.adm., QG | Création |
| 2002 | Coloplast | 600 | Danemark | Hongrie | Médicaments | Production | Création |
| 2003 | Electrolux | 600 | Suède | Hongrie | Eq. électr., inf., médcx | Production | Création |
| 2002 | Ecco | 550 | Danemark | Slovaquie | Ameubl., équipt du foyer | Production | Extension |
| 2002 | Sanitec | 550 | Finlande | Pologne | Eq. électr., inf., médcx | Production | Création |
| 2004 | Transcom WorldWide ; KINNEVIC | 550 | Suède | Espagne | Cons., ing., serv.aux entr. | Production | Création |
| 2003 | Novo Nordisk | 500 | Danemark | France | Médicaments | Production | Extension |
| 2004 | Nokia | 500 | Finlande | Hongrie | Electr. grand public | Production | Extension |
| 2002 | Boras Wafveri AB ; Kreenholm | 500 | Suède | Estonie | Ameubl., équipt du foyer | Production | Extension |
| 2004 | Transcom ; Kinnevik | 500 | Suède | France | Cons., ing., serv.aux entr. | Cent. d'appel | Création |

Source : AFII

Encadré 2.6 Investisseurs des pays nordiques : 4 profils distincts

1) Les firmes finlandaises utilisent les investissements greenfields comme mode de développement dominant à l'international. Les grands groupes ont une stratégie mondiale : Chine (Nokia...), grandes usines de pâte à papier en Asie, Amérique du sud, Afrique du sud. Les finlandais sont également attirés par l'Europe de l'est et notamment les pays baltes, très proches géographiquement (usines de pâte à papier dans les pays baltes à partir de bois biélorusse). Enfin, les finlandais réalisent des investissements en Europe occidentale dans les secteurs de l'électronique, des industries des télécommunications, de la filière bois-papier, ainsi que dans la mécanique. Mais la France a du mal à les accrocher.

2) Les firmes norvégiennes appuient largement leur développement international sur les acquisitions. Cette stratégie est rendue possible par la richesse du pays liée à la manne pétrolière (firmes pétrochimique, entreprises en situation oligopolistique sur le marché norvégien, fonds de pension...). Parmi les secteurs d'excellence, on peut citer les IAA et notamment la filière pêche (élevage de poissons, filets intelligents, caissons isothermes,...), la mécanique liée au secteur pétrolier (vannes, équipements de précision, contrôle des fluides....), et, dans une moindre mesure, les technologies de l'information et l'ameublement. Après s'être implantées dans les pays de la mer du nord (Suède, Danemark) dans les années 1980 et 1990, les firmes norvégiennes s'intéressent maintenant au reste de l'Europe de l'ouest.

3) Les firmes suédoises représentent près de la moitié des investissements scandinaves. Issues d'un pays possédant les attributs d'une grande économie, elles mettent en œuvre des modalités d'implantation très diversifiées (extensions, rachats, créations..) parfois dans le cadre de très grosses opérations. Leur stratégie en Europe vise à mettre à profit les avantages spécifiques des différentes zones (projets labor-intensive à l'est, capital-intensive à l'ouest). Elles commencent à s'intéresser à des pays comme la Slovaquie ou la Roumanie, et dans une moindre mesure aux pays baltes. Certaines sociétés sont déjà très internationalisées (ex : Ikea, Electrolux..). Les principaux secteurs d'investissement sont l'ameublement (très important pour la France), les industries de l'information (qui a traversé avec Ericson une période de grandes difficultés en 2001-2002), la pharmacie (secteur très sensible aux problèmes d'autorisation de mise sur le marché, qui dictent les stratégies de localisations, comme dans le cas de Novonordisk, implanté à Chartres dans les années 1970 pour pouvoir vendre des médicaments en France), enfin la mécanique automobile (Volvo Trucks, Scania à Angers).

4. Les firmes danoises ont une présence ancienne assez ancienne en Europe de l'ouest (Allemagne, Royaume-Uni, France). Leurs logiques d'internationalisation rappelle celle des firmes suédoises, en plus petit (délocalisation des industries de main d'œuvre à l'est, accès aux marchés et hautes technologies à l'ouest). Elles peuvent se développer aussi bien par extensions que par rachats. Les principaux secteurs sont l'ameublement, les IAA, (filiales viande, lait), la pharmacie (Novonordisk, Lundbeck, Leopharma, Nycomed). Elles réalisent également de nombreux investissements dans le domaine de la logistique, soit pour vendre leurs propres produits (Ikea), soit parce qu'il s'agit de groupes spécialisés dans cette activité (HM, Maersk...) Ikea).

4000 entreprises nordiques sont susceptibles d'investir en France, dont 1700 suédoises, 800 danoises, 800 finlandaises, 600 norvégiennes. En France, on recense 250 firmes suédoises, 190 danoises, 90 finlandaises et 64 norvégiennes.

2.8. Les pays d'Europe de l'est

Avec 2,1 % des projets et 0,7 % des emplois créés, leur contribution reste marginale, mais n'est pas totalement insignifiante. Les firmes russes, tchèques et hongroises figurent parmi les investisseurs les plus actifs. Les flux n'enregistrent pas de tendance à la hausse entre 2002 et 2004.

Les créations d'emplois à l'étranger sont concentrées sur les activités productives (87 % du total), avec également une contribution relativement importante des bureaux commerciaux (6 %). De gros projets ont été annoncés dans les secteurs de l'ameublement et de l'agroalimentaire, qui représentent de ce fait plus de 60 % des emplois créés en Europe par les firmes de la région.

La quasi totalité des créations d'emplois (92,7 %) se fait en Europe de l'est, avec une part importante des « autres pays de l'est » (52,8 %) par rapport aux PECO de première génération.

Tableau 2.17
Principaux projets originaires d'Europe de l'est

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opér. |
|-------|--------------------------------|-------|-----------------|----------|-------------------------------|------------|----------|
| 2002 | Europol Meble | 1000 | Polog./ Allem. | Pologne | Ameubl, éqpm foy. | Production | Création |
| 2002 | Polytex.ee ; Tecko ; GBS | 400 | Russie | Estonie | Ameubl, éqpm foy. | Production | Création |
| 2004 | La Festa | 250 | Pologne | Roumanie | Agro-alimentaire | Production | Création |
| 2004 | Kofola | 250 | Rép. Tch. | Pologne | Agro-alimentaire | Production | Création |
| 2002 | Etsyrom | 200 | Rouman. - Corée | Roumanie | Equiptts électr., inf., médi. | Production | Création |
| 2003 | AVR Transservice ; Uralvagonz. | 200 | Russie | Estonie | Automobile | Production | Création |

Source : AFII

2.9. Le Japon

Les firmes japonaises sont à l'origine de 7,0 % des projets et 7,9 % des emplois créés, avec des flux assez réguliers au cours de la période 2002-2004.

Les activités de production représentent la quasi-totalité des créations d'emplois (92,0 %), ne laissant qu'une part très marginale aux fonctions tertiaires d'appui (dont la contribution en termes de projets est cependant nettement plus significative). L'automobile représente une part écrasante des emplois créés par les firmes japonaises en Europe (68,7 %), suivie de très loin par le matériel électrique et électronique (9,9 %).

Les créations d'emplois par les firmes japonaises au cours de la période se sont concentrées dans les pays de l'est (72,3 %), et tout particulièrement dans la région Hongrie/Tchéquie/Pologne (53,4 %).

Tableau 2.18
Principaux projets originaires du Japon

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opération |
|-------|-------------------|-------|---------|-----------|---------------------------|------------|-----------|
| 2003 | Yazaki | 4600 | Japon | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Kobe Steel ; KCM | 1500 | Japon | Italie | Transp., stockage, BTP | Production | Création |
| 2002 | Toyota | 1400 | Japon | Pologne | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Sumitomo Electric | 1100 | Japon | Roumanie | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Création |
| 2002 | Mitsubishi | 1000 | Japon | Hongrie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Denso Corp | 1000 | Japon | Hongrie | Automobile | Production | Extension |
| 2002 | Toyota | 1000 | Japon | Pologne | Automobile | Production | Extension |
| 2003 | Toyota | 1000 | Japon | Roy.Uni | Automobile | Production | Extension |
| 2004 | Denso | 900 | Japon | Rép.tch. | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Yazaki | 800 | Japon | Slovaquie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Daikin | 800 | Japon | Rép.tch. | Mach. et équipmts méc. | Production | Extension |
| 2003 | Suzuki | 700 | Japon | Hongrie | Automobile | Production | Extension |
| 2004 | Ibiden | 700 | Japon | Hongrie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Toyoda Gosei | 700 | Japon | Rép.tch. | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Yazaki | 550 | Japon | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Panasonic | 550 | Japon | Rép.tch. | Electron. grand public | Production | Création |
| 2003 | Toyota | 500 | Japon | Pologne | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Toyoda Gosei | 500 | Japon | Roy.Uni | Automobile | Production | Extension |
| 2003 | Daikin | 500 | Japon | Rép.tch. | Mach. et équipmts méc. | Production | Création |
| 2004 | Daikin | 500 | Japon | Rép.tch. | Automobile | Production | Création |

Source : AFII

2.10. Les autres régions d'Asie

Elles sont à l'origine de 4,0 % des projets et 5,9 % des créations d'emplois, la taille unitaire élevée des projets s'expliquant par la proportion forte de sites de production manufacturière. Les flux de création d'emploi ont fortement progressé en 2003 et se sont maintenus à un haut niveau en 2004 du fait de l'accroissement de l'effort des firmes coréennes et taiwanaises, qui représentent les deux principaux groupes d'investisseurs de la région (respectivement 35 % et 30 % des emplois créés en Europe par les firmes asiatiques hors Japon). On observe également un début de développement des investissements en provenance de Chine populaire.

La fonction production est dominante en termes de créations d'emploi, mais on peut également noter l'existence d'un très grand nombre de projets tertiaires (bureaux commerciaux notamment) de faible taille unitaire. L'équipement électrique et électronique et l'électronique grand public représentent plus de 60 % des créations d'emplois. Il existe également des projets importants dans le textile-confection et dans l'automobile, ce dernier secteur étant cependant sous-représenté dans les investissements des firmes asiatiques hors Japon.

Les créations d'emploi sont très concentrées sur les pays de l'est (77,3 %), et notamment sur la région Pologne/Hongrie/Tchéquie (54,7 %).

Tableau 2.19
Principaux projets originaires d'autres régions d'Asie

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opération |
|-------|-------------------------|-------|-----------|-----------|---------------------------|------------|-----------|
| 2002 | Sandra Textile Mills | 2500 | Pakistan | Rép.tch. | Textile, habillement | Production | Création |
| 2004 | Hyundai ; Kia | 2400 | Cor. sud | Slovaquie | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Flextronics | 2100 | Singapour | Hongrie | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Extension |
| 2004 | Samsung Electronics | 1900 | Cor. sud | Slovaquie | Electron. grand public | Production | Création |
| 2004 | Foxconn | 1800 | Taïwan | Rép.tch. | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Création |
| 2003 | Foxconn ; Hon Hai | 1600 | Taïwan | Hongrie | Electron. grand public | Production | Création |
| 2004 | First Automotive Works | 1500 | Chine | Grèce | Automobile | Production | Création |
| 2003 | LG Electronics | 1500 | Cor. sud | Pologne | Electron. grand public | Production | Extension |
| 2003 | Foxconn | 1500 | Taïwan | Rép.tch. | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Extension |
| 2002 | Hon Hai Group ; Foxconn | 1000 | Taïwan | Rép.tch. | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Création |
| 2004 | Asustek Computer | 1000 | Taïwan | Rép.tch. | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Création |
| 2003 | Foxconn CZ ; Hon Hai | 700 | Taïwan | Rép.tch. | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Extension |
| 2002 | Samsung | 600 | Cor. sud | Slovaquie | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Création |
| 2002 | Samsung | 530 | Cor. sud | Hongrie | Eqpt électr., inf., medcx | Production | Création |
| 2003 | Samsung | 500 | Cor. sud | Hongrie | Electron. grand public | Production | Extension |
| 2003 | Samsung | 500 | Cor. sud | Slovaquie | Electron. grand public | Production | Création |
| 2003 | Wipro | 500 | Inde | France | Log., prest. inform. | Production | Extension |

Source : AFII

Encadré 2.7 **Richard, fils de Li**

Rachat d'IBM PC par Lenovo, de la téléphonie mobile d'Alcatel par Huawei et de l'activité téléviseurs de Thomson par TCL, ambitions du fabricant automobile SAIC en Europe, prises de participation de CNOCC dans les champs gaziers australiens... Les grandes firmes de Chine populaire cherchent aujourd'hui à se transformer en multinationales. Un mouvement surtout perceptible depuis qu'en septembre 2001, le gouvernement chinois a lancé le plan « Go abroad », avec trois objectifs stratégiques : accès aux matières premières, conquête des marchés étrangers, sourcing technologique.

Ce mouvement n'en n'est qu'à ses débuts, le stocks des investissements de Chine populaire à l'étranger (IDE) ne dépassant pas aujourd'hui 40 milliards de dollars, soit 0,5 % du total mondial. On compte « seulement » 12 firmes de Chine populaire dans le « Top 500 » des multinationales établi par le magazine Fortune. Reste que tous les observateurs sont impressionnés par le potentiel des firmes chinoises, qui bénéficient à la fois d'un marché intérieur immense et protégé *de facto*, de coûts salariaux imbatables, de l'appui d'un système financier chinois riche de ses 400 milliards de dollars de réserves de change et d'un soutien gouvernemental à la fois officiel et occulte. Verra-t-on, d'ici d'ici moins de 10 ans, des multinationales chinoises prendre rang parmi les leaders mondiaux dans les principaux secteurs industriels ? C'est en tout cas bien parti pour Haier, d'ores et déjà 4ème producteur mondial de réfrigérateurs ou pour Galanz, 1er producteur mondial de fours à micro-onde.

Certains expriment cependant des doutes sur la capacité réelle de ces firmes à s'imposer face à la concurrence mondiale. Il s'agirait en effet pour l'essentiel de groupes toujours marqués par leur origine publique, aux structures de gestion lourdes, à la comptabilité opaque, à la rentabilité incertaine, aux compétences marketing limitées, à la capacité d'innovation faible et mal maîtrisée. Leur expansion à l'étranger se serait faite à travers l'acquisition de firmes occidentales peu performantes (comme Thomson/RCA) ou avec lesquelles leurs synergies seraient assez faibles (comme IBM PC).

D'autre part, les firmes chinoises sont accusées de ne pas respecter les « règles du jeu » de la concurrence. L'opacité de leurs structures de propriété – où les capitaux publics s'entremêlent avec des intérêts privés souvent eux-mêmes liés à la nomenclature du parti ou de l'armée chinoise – déroutent et inquiètent les milieux d'affaires occidentaux. Les sociétés pétrolières et minières sont soupçonnées d'abriter de activités d'espionnage ; les entreprises de télécommunication, de pratiquer un pillage technologique sans vergogne ; les entreprises de biens de consommations courantes, de chercher à s'implanter à travers des acquisitions de firmes locale sur les marchés développés pour ensuite y déverser les produits made in China en ruinant l'industrie locale. D'où une certaine crispation chez les occidentaux, dont le veto possible à l'acquisition du minier canadien Noranda par China Minmétals fournit une illustration récente.

Mais même s'il faut s'attendre, après un démarrage en fanfare, à quelques scandales, crises et faillites retentissantes, le mouvement n'en sera que provisoirement freiné. Au delà de la seule Chine populaire, c'est en effet tout le monde chinois qui s'est mis en ordre de bataille. Depuis 20 ans maintenant, les grandes sociétés de Singapour (encore un mélange déroutant d'étatisme et d'intérêt privés), les tycoons de Hong-Kong, les grandes et petites sociétés taiwanaises tissent leur réseau international. Additionnés les uns aux autres, leurs stocks cumulés d'IDE – 350 milliards de dollars – dépassent déjà celui du Japon. Leur principale destination a été la Chine, dont le décollage industriel des années 1990 n'aurait pu se faire sans eux. Ils y contrôlent en sous-main, en association d'intérêt avec le personnel dirigeant issu de la nomenclature communiste, une bonne partie des plus grandes entreprises, dont les filiales asiatiques sont d'ailleurs souvent cotées à la bourse de Hong Kong, comme Citic Pacific ou Guandong Investment. Et si leur mode de gestion était originellement marqué par des idiosyncrasies locales – le rôle des réseaux ethniques, les mentalités confucéennes, l'opacité des structures de gestion – il tend à se moderniser, à mesure qu'une nouvelle génération de dirigeants, formés dans les business schools occidentales, prend la relève des tycoons historiques. Li Ka Shin, un ex-bimbelotier devenu la première fortune chinoise, à la tête du groupe Hutchinson (l'acquéreur de Marionnaud) a par exemple pour fils Richard, diplômé de Harvard et très actif dans les technologies de l'information.

En Chine même, on assiste à la naissance d'un capitalisme entrepreneurial autochtone, à l'exemple de Timothy Chan, rejeton d'un des plus puissants clans familiaux de Shanghai et patron, à 31 ans, de la société de jeux en ligne Shanda. Des dirigeants formés en occident arrivent également aujourd'hui à la tête des grands groupes d'origine publique, comme par Fu Chengyu, diplômé de l'université de Californie et vice-président du groupe pétrolier Cnocc. Gageons, que dans 10, 20 ans, certains de ces hommes nouveaux auront su porter les structures qu'ils dirigent aux tous premiers rangs mondiaux.

2.11. Le reste du monde

Cette région est à l'origine de 3,7 % des projets et 2,7 % des créations d'emplois, avec une chute en 2003 suivie d'un redressement partiel en 2004. Parmi les principaux investisseurs, on peut mentionner la Turquie, Israël, le Brésil et l'Australie.

La proportion de sites de production est très dominante (84,4 % du total), avec également une proportion un peu supérieure à la moyenne de services administratifs, QG et bureaux commerciaux. La dispersion sectorielle est assez forte, avec des créations d'emplois significatives dans le textile-habillement, l'automobile, l'ameublement, les machines, la chimie, la métallurgie et les autres industries de base, le transport.

Les pays d'Europe de l'est accueillent la majeure partie des créations d'emplois (61,5 %), avec une concentration particulièrement forte sur les « autres pays » (Bulgarie, Slovaquie, etc.).

Tableau 2.20
Principaux projets originaires d'autres régions du monde

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opération |
|-------|-------------------------|-------|---------|-----------|------------------------|------------|-----------|
| 2002 | Aksu Iplik | 1000 | Turquie | Bulgarie | Ameubl. équipt foyer | Production | Création |
| 2004 | Sisecam | 700 | Turquie | Bulgarie | Autres ind. de base | Production | Création |
| 2002 | Blades Technologies | 650 | Israël | Rép.tch. | Autres mat. de transp. | Production | Création |
| 2003 | Nemak | 600 | Mexique | Rép.tch. | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Companhia Sid. Nacional | 500 | Brésil | Portugal | Métaux, trav.métaux | Production | Création |
| 2003 | Embraco | 500 | Brésil | Slovaquie | Mach. et équipmts méc. | Production | Extension |
| 2002 | Jan Tekstil | 500 | Turquie | Bulgarie | Textile, habillement | Production | Création |

Source : AFII

Annexe 2.1

Nomenclature régionale utilisée dans l'étude (Régions et pays d'accueil)

| | | |
|--------------------------|--------------------------|--|
| EUROPE DE L'OUEST | Centre-Ouest | Allemagne, Suisse, Autriche, Lichenchtein |
| | Iles britanniques | Royaume-Uni, Irlande |
| | Nord | Danemark, Finlande, Norvège, Suède |
| | Sud | Italie, Chypre, Malte, Espagne, Grèce, Portugal |
| | France | France |
| | Benelux | Pays-Bas, Belgique, Luxembourg |
| EUROPE DE L'EST | Centre-Est | Rép. Tchèque, Hongrie, Pologne |
| | Autres Est | Autres pays de l'est, y compris fédération de Russie, Ukraine, Biélorussie |

Annexe 2.2

Nomenclature régionale utilisée dans l'étude (Région et pays d'origine)

| | | |
|-------------------------|--------------------------|---|
| AMERIQUE DU NORD | Amérique du nord | Etats-Unis, Canada, Bermudes |
| EUROPE | Benelux | Pays-Bas, Belgique, Luxembourg |
| | Europe du centre | Allemagne, Suisse, Autriche, Lichenchtein |
| | Europe de l'est | Tous les pays de l'est européen, y compris fédération de Russie, Ukraine, Biélorussie |
| | Europe du nord | Danemark, Finlande, Norvège, Suède |
| | Iles britanniques | Royaume-Uni, Irlande |
| | Europe du sud | Italie, Chypre, Malte, Espagne, Grèce, Portugal |
| | France | France |
| ASIE | Japon | Japon |
| | Autres Asie | Tous les autres pays d'Asie |
| AUTRES | Autres | Tous les autres pays |

CHAPITRE 3

ANALYSE PAR FONCTIONS

L'activité des entreprises fait appel à plusieurs types de fonctions bien distinctes : production des biens et services, bien sûr, mais également R&D, services administratifs et quartiers généraux, logistique et distribution, centres d'appel et de téléservices, etc. Qu'elles soient gérées en interne ou – cas de plus en plus fréquent – externalisées vers des prestataires de services extérieurs, ces activités donnent lieu à des flux d'investissements et de création de postes importants de la part des firmes multinationales, dans leur pays d'origine et à l'étranger.

Une partie de ces activités doivent être localisées à proximité immédiate du lieu où les services produits sont consommés. Ainsi en est-il par exemple des lieux de vente des produits, qui, par définition, sont situés près du consommateur final (hors cas des ventes en ligne). Dans d'autres cas, les services peuvent être consommés à distance du lieu où ils sont produits. Par exemple, l'innovation mise au point par un centre de R&D permettra l'amélioration des procédés de production dans toutes les usines de la firme à travers le monde ; ou encore, le centre de télé-maintenance informatique gèrera les incidents survenus sur tous les postes de travail de la firme, y compris éventuellement hors du pays où est situé ce centre. Il s'agit donc là, dans le jargon des économistes, de services « exportables », dont la localisation est ipso facto susceptible d'être réalisée dans un très grand nombre de lieux et de pays. Ceci donne lieu à des investissements dits « internationalement mobiles », c'est-à-dire susceptibles de donner lieu à une compétition entre plusieurs pays d'accueil.

Si les marchés concernés restent très inférieurs – en montant investi comme en nombre d'emplois créés - à ceux générés par la localisation des sites de production, il n'en demeurent pas moins importants, tant par leur dimension quantitative qui n'est tout de même pas négligeable, que par leurs perspectives de développement souvent favorables enfin que par le fort impact structurant qu'ils peuvent exercer sur les économies d'accueil (centres de décision et de recherche notamment). On notera également qu'ils font en général appel à une main d'œuvre dont le niveau moyen de qualification est supérieur –voire très supérieur dans le cas des centres de R&D – à celle recrutée dans les sites de production. Cet élément a deux conséquences importantes : d'une part, il signifie que le contenu unitaire des emplois en termes de valeur ajoutée produite et de salaires est supérieur dans ces activités à celui des sites de production ; et d'autre part, que ces activités sont davantage attirées par des pays offrant un haut niveau de qualité en termes d'environnement industriel et humain, même si les taux de salaires y sont plus élevés. En d'autres termes, il s'agit de « segments de marché » sur lesquels les positions compétitives des pays développés restent fortes, ce qui permet de limiter les conséquences négatives des pertes de parts de marchés enregistrées par ces pays dans les activités de production à niveau de qualification moyenne et basse.

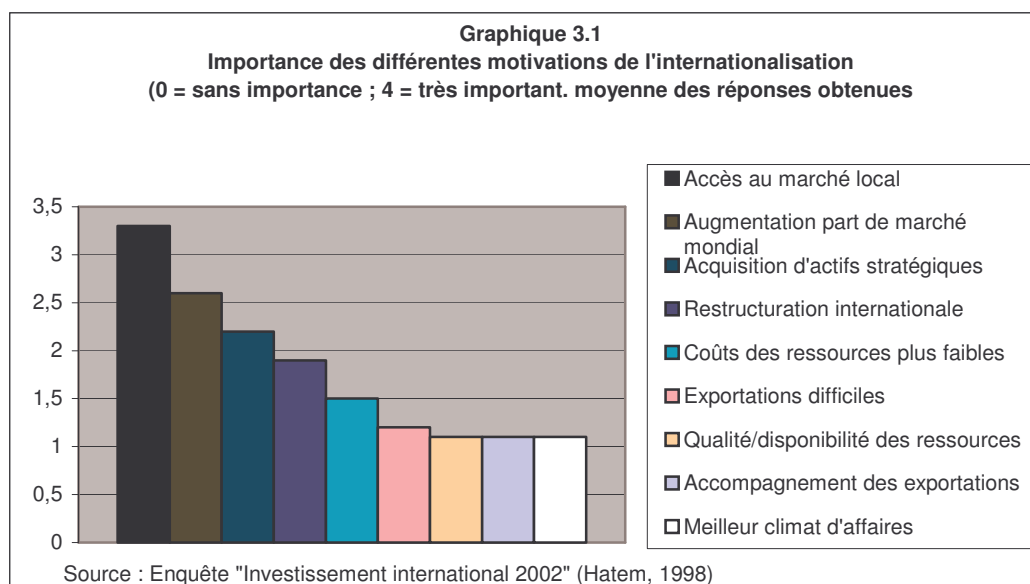
Il existe cependant de fortes différences en matière de critères de localisation, donc d'attractivité des différents pays d'accueil, selon le segment de marché concerné. Chacun nécessite de ce fait une analyse spécifique. Après avoir globalement décrit les grandes tendances du marché des fonctions tertiaires, on détaillera chacune d'entre elles en distinguant successivement les déterminants et l'historique de l'internationalisation, les critères de localisation des firmes (globalement et par segments), enfin les caractéristiques actuelles du marché mondial et européen : évolution des flux, pays d'origine et de destination, taille et caractéristiques des projets, secteurs concernés.

I. L'INTERNATIONALISATION DES FONCTIONS D'APPUI TERTIAIRE : UNE TENDANCE LOURDE

11. Cause et historique de l'internationalisation

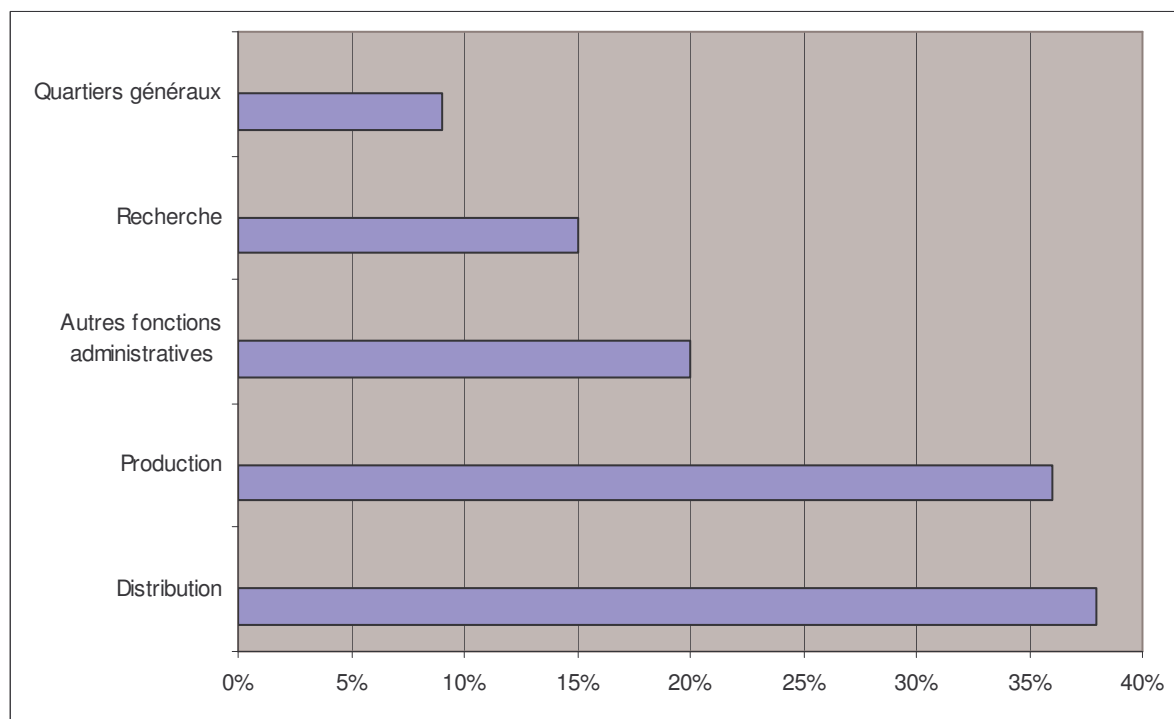
Ce n'est pas la production mais les **fonctions commerciales** (bureaux de représentation et réseaux de distribution) qui ont d'abord connu l'internationalisation la plus marquée. La première phase de l'internationalisation de beaucoup de firmes industrielles s'est en effet traduite par un développement des exportations de produits hors du pays d'origine, ce qui a rapidement nécessité le développement d'une présence commerciale permanente à l'étranger. D'où des flux de d'implantation importants, du moins en nombre de projets. Aujourd'hui encore, les bureaux commerciaux représentent le tiers des projets d'implantation étrangers en Europe, même si leur contribution en termes d'emploi est beaucoup plus faible du fait d'une très petite taille unitaire (cf. tableaux 3.1 et 3.2).

L'implantation de sites de production à l'étranger a rapidement suivi et accompagné cette phase d'expansion commerciale : la motivation pouvait en être, selon les cas, l'accès à des ressources locales rares, l'accès au marché final, ou la recherche de conditions de production plus favorables (coûts, environnement technique et réglementaire, etc.) (cf. graphique 3.1). D'abord très focalisée sur quelques industries primaires (mines, énergie) et sur quelques filières industrielle (automobile, chimie, électronique), cette internationalisation de la fonction production s'est progressivement étendue à l'ensemble du secteur manufacturier et touche même aujourd'hui très grand nombre d'activités de services. Cette fonction « production » représente encore aujourd'hui la très grande majorité des emplois créés par les investissements internationaux, même si sa part en termes de nombre de projets est un peu plus faible (voir analyse détaillée dans le chapitre 4, consacré aux évolutions sectorielles).



Cependant, le taux d'internationalisation des autres fonctions d'entreprise est longtemps resté beaucoup plus limité. La R&D et les centres de décisions restaient très majoritairement localisés dans le pays d'origine, malgré la création de quelques quartiers généraux régionaux et de petits centres d'adaptation locale : en témoignent de manière convergente les résultats des multiples enquêtes réalisées auprès des firmes multinationales (graphique 3.2).

Graphique 3.2
Taux d'internationalisation par fonction
 (part de l'activité à l'étranger estimée en 2001 pour un échantillon de 130 firmes multinationales)

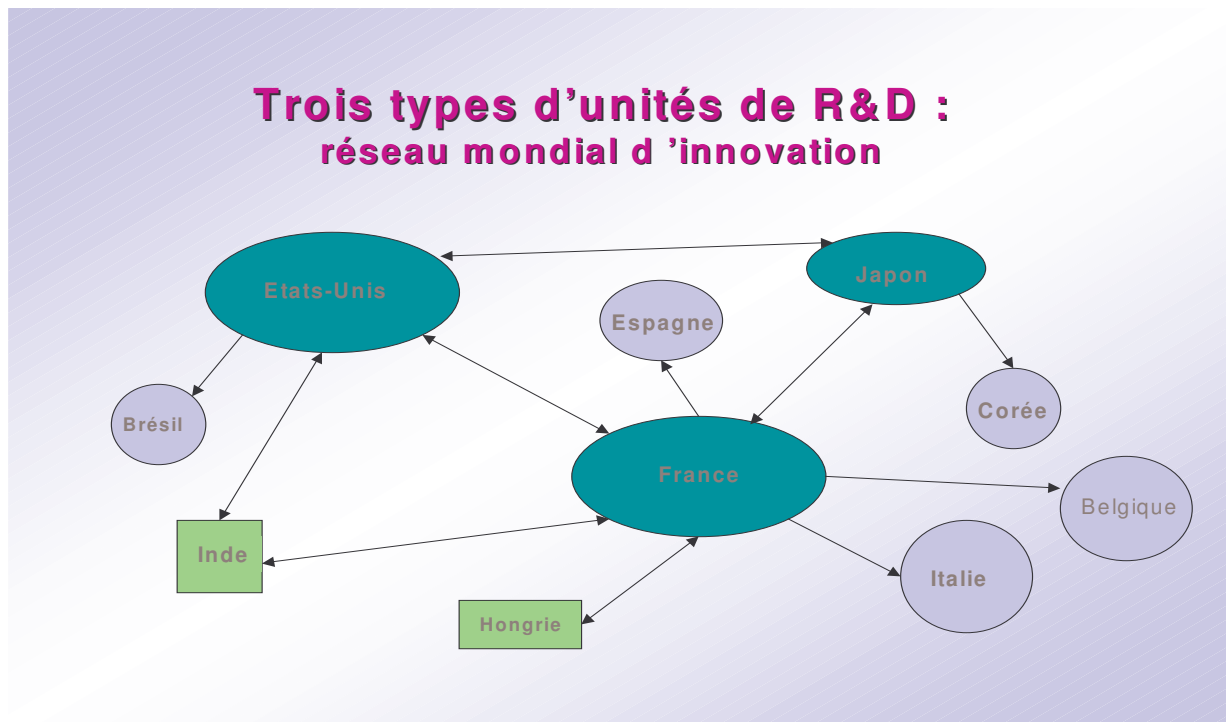


Source : Hatem, 2002

L'élément nouveau des quinze dernières années est une tendance à l'internationalisation de l'ensemble des fonctions de l'entreprises, voire à la création de nouvelles fonctions ou de nouveaux types d'organisation de celles-ci, d'emblée conçus sur une base internationale :

- L'internationalisation de l'activité de R&D, jusqu'à une époque récente très centrées sur le pays d'origine de la firme, se manifeste sous plusieurs formes (voir Sachwald, 2005) : d'une part, le développement du « technological sourcing » (contrats de R&D avec des laboratoires étrangers, achats de brevets, etc.) ou de partenariats de R&D, qui ne se traduisent pas par des projets d'investissement ; d'autres part, des implantations de centres de R&D à l'étranger. Celles-ci peuvent elles-mêmes concerner : soit des laboratoires de R&D fondamentale, localisés dans les pôles d'excellence scientifique de niveau mondial de manière à permettre à l'entreprise d'accéder aux meilleures ressources ; soit des centres de développement et d'adaptation des produits qui seront implantés à sur les différents marchés régionaux visés par l'entreprise ; soit enfin des centres dits de « rationalisation » visant à assurer une normalisation des produits et des processus au sein de la firme. Dans le cas des entreprises les plus globalisées, l'ensemble de ces activités de R&D seront coordonnées au sein de réseaux hiérarchisés et intégrés internationalement (cf. schéma 3.1).

Schéma 3.1
Schéma d'un réseau de R&D transnational

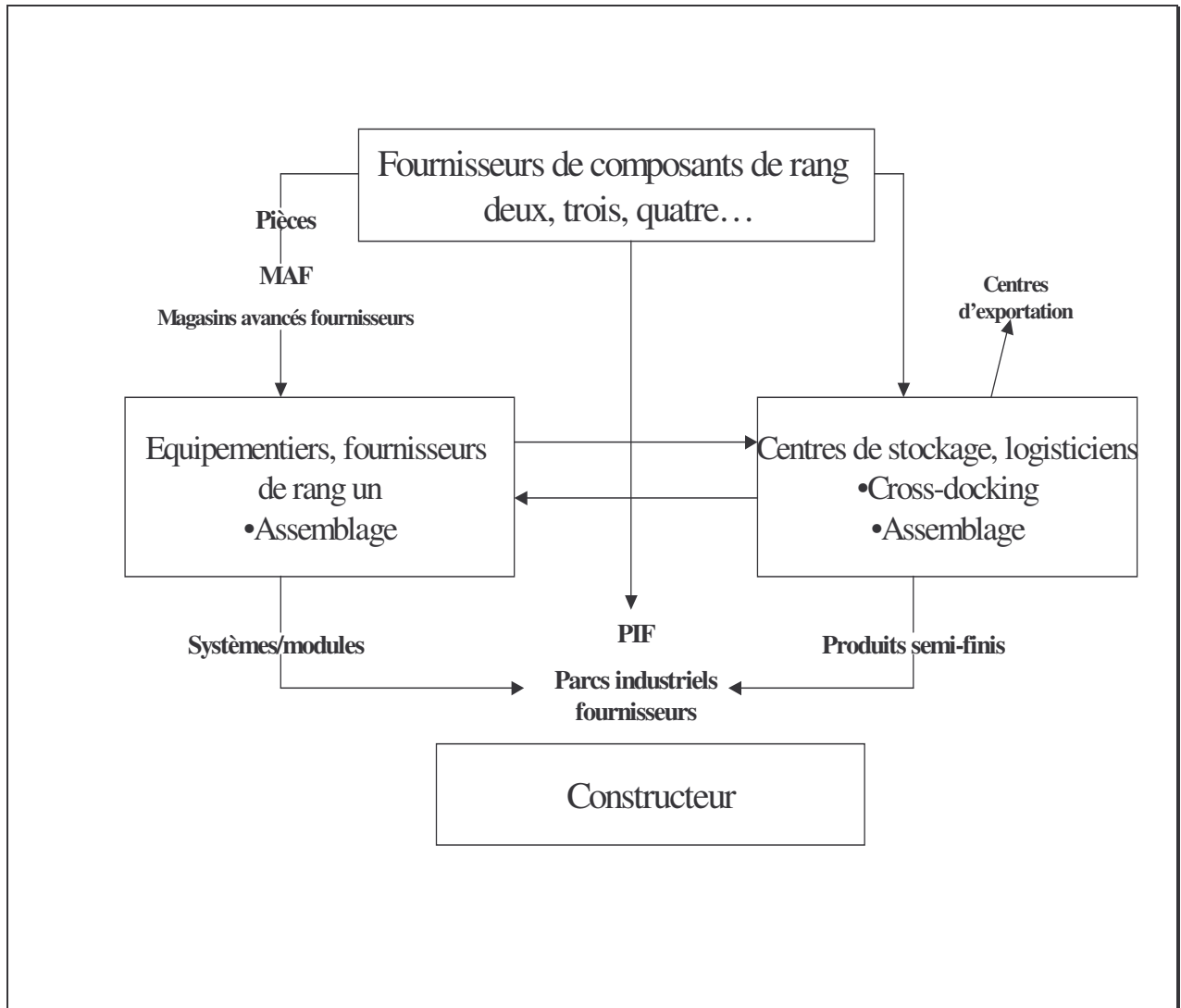


En vert foncé : centres de recherche fondamentaux
En gris : centres de développement
En vert clair : centres de rationalisation

Source : d'après Sachwald, 2005

- **Le développement de la fonction logistique** vise à assurer la circulation des flux de produits à l'intérieur du réseau de la firme (du producteur amont au consommateur final) dans les meilleures conditions de rapidité (zéro délais), de coûts (zero stocks) et de fiabilité (absence de rupture de chaîne d'approvisionnement). Elle va bien au delà du simple transport des produits, puisqu'elle place la coordination entre les activités des différents sites de production/distribution impliqué dans la « supply chain » au cœur de sa stratégie d'efficacité (voir Hatem, 2004a). Son développement très rapide au cours des années 1990 est lié à la fois à la recherche d'une réduction des coûts (minimisation des stocks notamment) mais aussi d'une amélioration du service rendu au client (réduction des délais et des incidents de livraison). Sa dimension internationale est évidemment liée au caractère lui-même transnational des activités de la firme, qui doit coordonner l'activité de sites de production et de fournisseurs souvent situés dans plusieurs pays pour in fine servir des consommateurs souvent répartis sur l'ensemble d'un continent voire sur le monde entier (cf. schéma 3.2). Aussi, qu'elle soit gérée en « interne » par la firme elle-même ou – cas de plus en plus fréquent - externalisée vers un prestataire extérieur (tiers fournisseur de services logistiques) qui a souvent lui-même, pratiquement par définition, le statut d'une multinationale, cette fonction donne lieu à des flux importants de projets internationaux, non seulement en ce qui concerne la flotte de transport et sa maintenance, mais aussi et surtout pour le stockage/conditionnement des produits, enfin pour les fonctions de back-office elles-mêmes nécessaires à l'activité logistique.

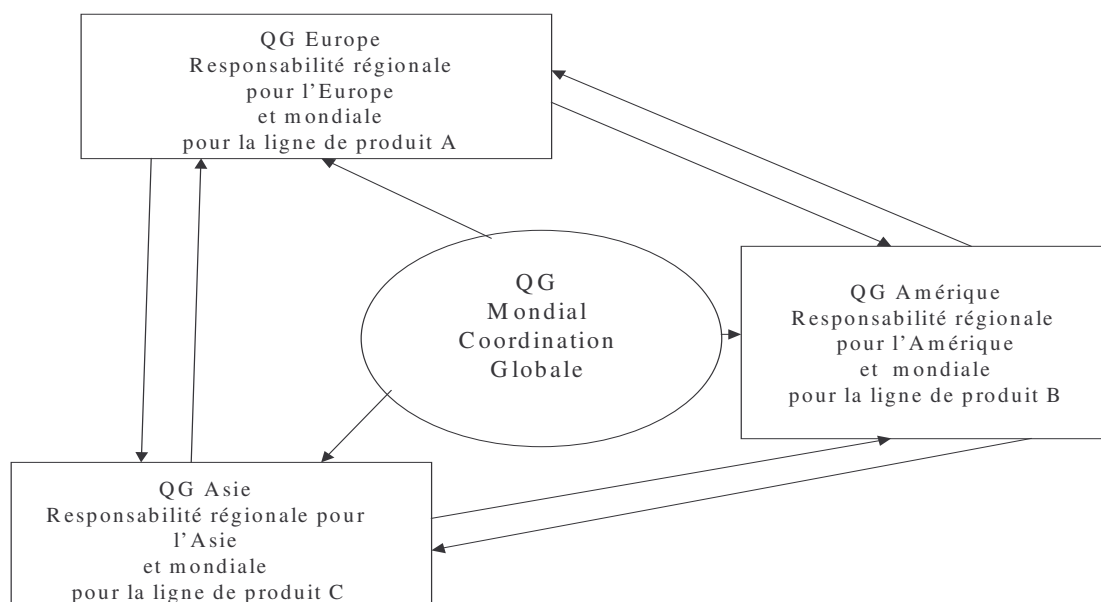
Schéma 3.2
L'organisation de la « supply chain » l'exemple du secteur automobile



Source : Hatem, 2003

- **L'internationalisation des fonctions administratives et des quartiers généraux** constitue également un phénomène récent, dans la mesure où les fonctions de décision des firmes multinationales étaient jusqu'à une époque récente très centrées sur le pays d'origine. L'internationalisation de ces fonctions résulte de deux tendances qui d'ailleurs se renforcent mutuellement : d'une part, un poids croissant des filiales étrangères par rapport à la maison-mère, qui implique naturellement de doter celles-ci de capacités de gestion propre et d'une certaine autonomie de décision ; d'autre part, le passage à des schémas d'organisation de la firme plus décentralisés que par le passé, avec l'apparition de lieux de décision polycentriques et la substitution de mode des fonctionnement en réseaux et transversaux à l'ancienne organisation centralisés sur le pays d'origine (schéma 3.3). Tout cela se traduit par la multiplication en Europe des quartiers généraux des firmes multinationales. On en dénombre aujourd'hui par exemple plus de 1000 dans les seules villes du Benelux (Huygues, 2004).

Schéma 3.3
Un schéma de gestion décentralisée en réseaux



- **Le développement des call centers et centres de services partagés (CSP)** constitue un phénomène relativement nouveau, lié à plusieurs tendances (voir Hatem, 2004b) : d'une part, la recherche d'une relation plus étroite et de meilleure qualité au consommateur final par une professionnalisation de cette fonction à tous les stades (prospection, vente, après-vente) ; d'autre part la recherche d'une mutualisation de certains services internes à l'entreprise de manière à la fois à réduire les coûts et à professionnaliser et rationaliser le service rendu. De plus les progrès rapides des techniques de communication rendent de plus en plus aisée la fourniture d'un service à distance auprès du consommateur comme auprès des utilisateurs internes à l'entreprise. De ce fait, se créent de sites spécialisés, soit dans la relation-clientèle, soit dans la fourniture de services internes spécifiques (gestion de la trésorerie, de la paie, maintenance du réseau informatique, etc.), dont la localisation devient de plus en plus autonome par rapport à celle de l'utilisateur final. D'où l'apparition de flux significatifs de projets internationalement mobile, donnant lieu à une compétition entre territoires pour l'accueil de ces activités.

12. Un enjeu important pour les territoires d'accueil

Les fonctions d'appui tertiaire représentent un marché relativement limité en termes d'emploi : seulement 25 % des emplois totaux créés par les projets internationaux en Europe (cf tableaux 3.1 et 3.2). Ils représentent cependant un enjeu majeur pour les économies d'accueil, pour les raisons suivantes :

Tableau 3.1
Les projets d'investissement étrangers par fonction et année en Europe 2002-2004
(nombre de projets)

| | 2002 | 2003 | 2004 | Total | % |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Autres prestations de service | 181 | 62 | 94 | 337 | 4,8 |
| Bureau commercial ou de liaison | 585 | 739 | 835 | 2159 | 31,0 |
| Centre de recherche | 113 | 121 | 106 | 340 | 4,9 |
| Centres d'appel et Service en ligne | 28 | 57 | 53 | 138 | 2,0 |
| Distribution, logistique | 164 | 136 | 138 | 438 | 6,3 |
| Service administratif interne ou Quartier général exclusif | 167 | 250 | 177 | 594 | 8,5 |
| Ensemble des fonctions tertiaires | 1238 | 1365 | 1403 | 4006 | 57,5 |
| Production / fabrication / réalisation | 856 | 1105 | 1000 | 2961 | 42,5 |
| Total | 2094 | 2470 | 2403 | 6967 | 100,0 |

Source : AFII

Tableau 3.2
Emplois créés par fonctions et année en Europe 2002-2004
(milliers)

| | 2002 | 2003 | 2004 | Total | % |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Autres prestations de service | 12,8 | 1,0 | 5,5 | 19,4 | 3,9 |
| Bureau commercial ou de liaison | 3,7 | 3,1 | 3,7 | 10,6 | 2,1 |
| Centre de recherche | 5,6 | 4,3 | 4,1 | 14,0 | 2,8 |
| Centres d'appel et Service en ligne | 3,7 | 11,5 | 9,2 | 24,5 | 4,9 |
| Distribution, logistique | 10,0 | 10,7 | 9,0 | 29,6 | 5,9 |
| Service administratif interne ou Quartier général exclusif | 6,0 | 11,4 | 9,3 | 26,7 | 5,4 |
| Ensemble des fonctions tertiaires | 41,7 | 42,1 | 40,9 | 124,7 | 25,0 |
| Production / fabrication / réalisation | 129,5 | 118,2 | 126,1 | 373,9 | 75,0 |
| Total | 171,3 | 160,3 | 167,0 | 498,5 | 100,0 |

Source : AFII

- Même s'il est limité en pourcentage, le nombre total annuel d'emplois créés par ces projets atteint tout de même plusieurs dizaines de milliers de postes par an : un apport non négligeable pour des pays parfois durement touchés par le chômage. Cela est particulièrement le cas pour les pays d'Europe de l'ouest. Ceux-ci sont en effet confrontés à de grandes difficultés pour attirer les gros sites de production manufacturière du fait de leurs coûts salariaux élevés. L'accueil d'activités tertiaires, souvent plus demandeuses de main d'œuvre qualifiée et plus sensibles à la qualité de l'environnement qu'aux critères de coûts de production, leur offre une chance de limiter les conséquences de la baisse de l'emploi industriel.

- Le niveau de qualification moyen des emplois dans les fonctions tertiaires et leur niveau de productivité par tête sont en moyenne assez supérieur à celui des activités de production. L'utilisation d'un indicateur en termes de nombre d'emplois créés conduit à sous-estimer de ce fait le poids économique réel des projets tertiaires. La prise en compte de la masse salariale globale conduirait à une représentation complètement différente du « marché » concerné : le poids des activités tertiaires se rapprocherait alors, voire dépasserait peut-être, celui des projets de production.

- L'impact structurant de certains types de projets tertiaires sur les économies d'accueil va très au delà de la création directe d'emplois et de valeur ajoutée. C'est tout particulièrement le cas

pour les centres de R&D et les quartiers généraux. Les premiers contribuent à stimuler le dynamisme technologique de leurs régions d'implantation, en accroissant le flux de création de connaissance et de savoir faire, en attirant et en créant localement de nouvelles compétences, en stimulant l'industrie locale par l'innovation. Quant à l'implantation de centres de décision, elle permet d'accroître l'influence et le rayonnement international de la métropole d'accueil, contribue à la mise aux normes de qualité internationale des services offerts localement aux entreprises, et introduit entre la firme et le pays d'accueil une familiarité propice à la localisation d'autres projets.

1.3. Des critères de localisation assez divers

Il existe bien entendu pour toutes les activités précédentes un « socle commun » de critères de localisation, tenant par exemple à la stabilité sociale et juridique du pays, à son ouverture internationale, etc. Cependant, la diversité des métiers mis en œuvre se traduit logiquement par l'existence de critères spécifiques selon les cas :

- **Concernant les centres de R&D**, la qualité de la main d'œuvre constituent évidemment un critère fondamental d'après toutes les enquêtes disponibles (Sachwald, 2004, Harfi, 2004). Cependant, il faut distinguer de manière plus fine selon le type d'activité concerné : R&D fondamentale, développement, centres de rationalisation (cf. tableau 3.3). Pour la R&D fondamentale, les principaux critères seront l'accès aux pôles d'excellence de niveau international, la qualité des chercheurs scientifiques, les possibilités de coopération avec la recherche publique et universitaire. Pour les centres de développement et de rationalisation, seront davantage privilégiés la proximité au marché, les coûts globaux de fonctionnement, et la disponibilité de main d'œuvre de recherche appliquée (ingénieurs et techniciens).

Tableau 3.3
Critères de localisation de la R&D selon le type de centre

| | | Caractéristiques nationales attractives | |
|---------------------|----------------------------------|---|--|
| | | De l'offre scientifique et technologique | De la demande |
| Type d'unité de R&D | Unité de soutien à la production | Qualité de la formation (ingénieurs, techniciens...) | Marché local important (taille, pouvoir d'achat) |
| | Unité globale | Pôles d'excellence Qualité des relations recherche-industrie | Marché leader |
| | Unité de rationalisation | Bon rapport coût/efficacité pour les activités de R & D | - |

Source : Sachwald, 2004

- **Concernant les quartiers généraux**, les principaux critères de localisation sont les suivants (voir Huygues, 2004) : existence d'un environnement métropolitain de haute qualité (liaisons de transport et de télécommunication internationales, qualité des infrastructures et de l'offre immobilière local), existence d'une offre de services B2B complète (juristes, consultants, marché financier), législation et fiscalité favorable aux sièges sociaux, présence préalable d'une communauté de dirigeants d'entreprise importante, qualité et abondance de l'offre de main d'œuvre technique (comptables, financiers, spécialistes du marketing, etc.), proximité au barycentre des activités de production et de vente de l'entreprise dans la région concernée. Les critères de localisation des bureaux commerciaux sont de même nature, avec cependant une plus grande importance accordée à la proximité au marché (petites unités décentralisées et légère moins exigeantes quant à la qualité de l'offre urbaine).

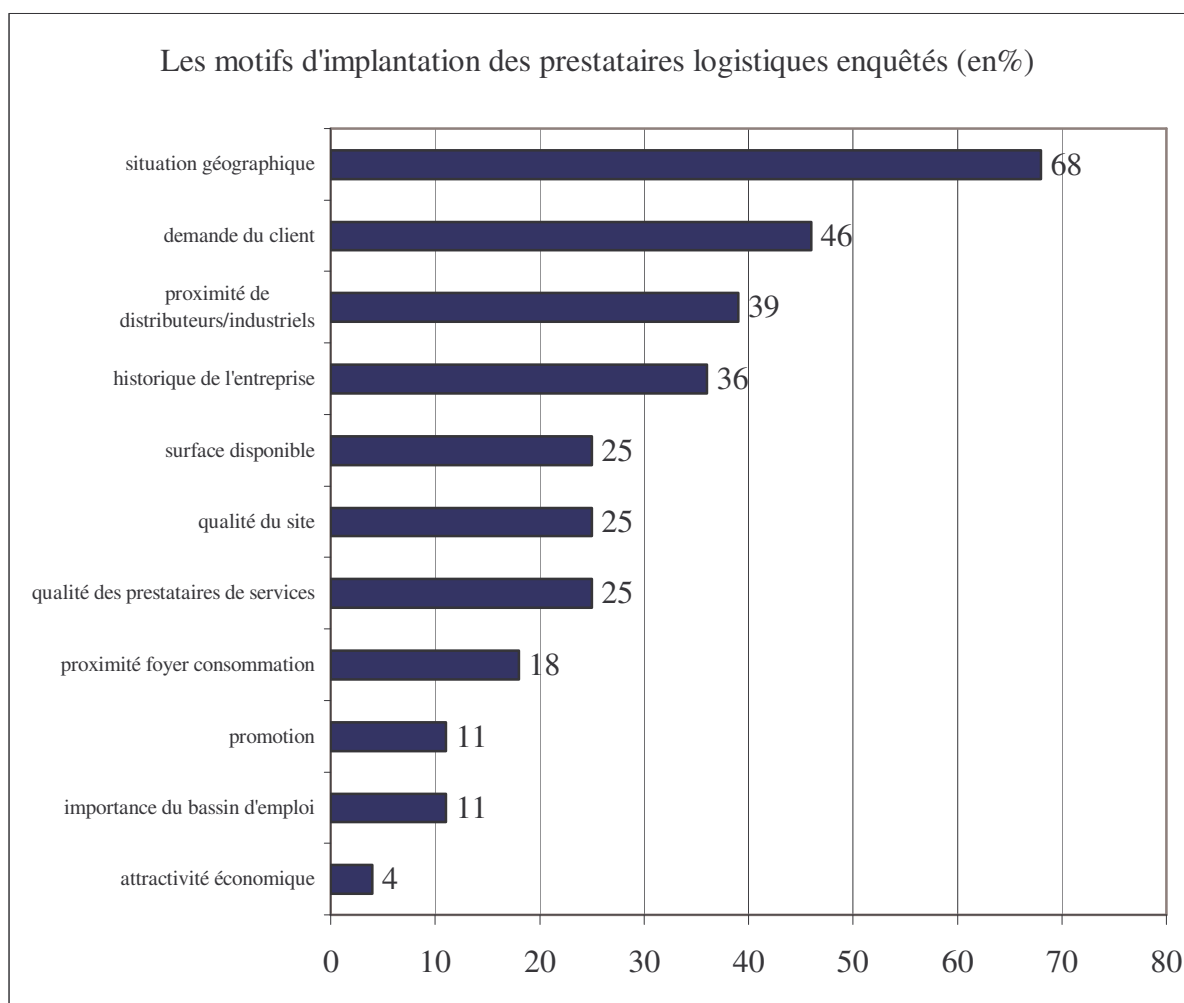
- **Concernant les call centers et les CSP**, les critères de localisation fondamentaux, tels que les révèlent les enquêtes réalisées auprès des firmes (Ernst&Young, Atos-Odyssée), sont liés à la disponibilité et au coût de l'immobilier, à la qualité technique et aux compétences linguistiques de la main d'œuvre et à la qualité des infrastructures (télécoms, transport). Sont également pris en compte la flexibilité du travail, la proximité culturelle et au marché cible, ainsi que les éléments liés à la fiscalité (tableau 3.4). Ces critères peuvent évidemment varier selon le type d'implantation et le niveau technologique du projet : besoins en compétences « informatique et logiciels » pour les services TIC, en compétences comptables et financières pour les centres de trésorerie, etc. D'une manière générale, les éléments liés aux coûts salariaux et éventuellement aux aides fiscales et financières prennent une place plus importante dans les projets « low tech » et la qualité de la main d'œuvre dans les projets « high tech » (voir Hatem, 2004).

Tableau 3.4
Critères de localisation des centres de services partagés

| | |
|--|-----|
| Disponibilité des projets immobiliers : | 41% |
| Disponibilité de main d'œuvre compétences techniques | 38% |
| Main d'œuvre disponible avec des compétences linguistiques | 28% |
| Qualité de l'infrastructure (transport ou télécommunication) | 26% |
| Coût de l'immobilier | 25% |
| Flexibilité et coût du marché de l'emploi | 11% |
| Se rapprocher du marché cible | 11% |
| Nouvelle culture | 10% |
| Fiscalité avantageuse | 8 % |

- **Concernant les sites logistiques**, les principaux critères de localisation sont les suivants (voir Hatem, 2003, et graphique 3.3) : bonne position par rapport aux infrastructures de transport et qualité de celles-ci, proximité, selon les cas, aux sites de production ou aux lieux de consommation (dans le cadre d'une optimisation de la structure d'ensemble du réseau logistique), bon rapport qualité/prix de l'offre foncière et immobilière, main d'œuvre technique qualifiée, aides publiques. La hiérarchie de critères variera selon le type de site concerné : 1) parc logistique fournisseurs et magasins produits finis (situé à proximité immédiate du site de production, voir cas de l'assemblage automobile) ; 2) « hubs » centraux pour le regroupement et le dispatching des produits sur plusieurs pays (la qualité des infrastructures et de l'environnement technique jouant alors un rôle essentiel) ; 3) centres secondaires pour l'approvisionnement du marché local (critères de proximité à ce marché et de bon rapport prix/qualité de l'offre immobilière).

Graphique 3.3
Critères de localisation des sites logistiques



Source : Hatem, 2003

- Enfin, concernant les activités de production, la qualité de l'environnement technique et réglementaire, la desserte logistique, et bien sûr le rapport qualité/prix de la main d'œuvre, joueront un rôle essentiel. Cependant, les logiques de localisation sont trop diverses en fonction du secteur et du niveau technique de la production concernée pour que l'on puisse les résumer en quelques lignes. Une présentation plus approfondie des critères spécifiques à chaque activité sera proposée dans le chapitre 4, consacré aux analyses sectorielles.

Encadré 3.1

La montée des investissements internationaux dans les services : chance ou menace pour la France ?

Le dernier rapport sur l'investissement mondial de la CnuCED, rendu public le 22 septembre 2004, met en lumière l'impressionnante montée de la part des activités de services dans les flux d'investissements internationaux : plus de 70 % aujourd'hui contre moins de 50 % il y a 20 ans. Bien au delà des traditionnelles sociétés de commerce international, on trouve désormais de puissantes firmes multinationales dans les télécommunications, les médias, l'électricité, l'eau, la distribution. Plus de 30 d'entre elles figurent aujourd'hui au palmarès mondial des 100 premières firmes non financières, classées selon la taille de leurs actifs à l'étranger. Citons, parmi les plus grandes, Vodafone, France Telecom, E.on, RWE, Vivendi Universal, EDF, Suez, News Corp....

Les raisons ? Bien sûr, la part croissante - et désormais dominante - des services dans le PIB mondial. Mais il ne s'agit pas là d'un phénomène vraiment nouveau. Pour expliquer l'internationalisation récente des firmes de services, qui s'est produit dans l'ensemble bien après celle des entreprises manufacturières, on doit évoquer des causes plus contemporaines : en premier lieu, la libéralisation d'activités comme les télécommunications ou l'électricité, qui a poussé des firmes autrefois cantonnées sur leur marché national - souvent en situation de monopole - à s'implanter à l'étranger. Dans d'autres cas, comme dans la logistique ou la banque d'affaires, les sociétés de services ont suivi leurs clients industriels à l'international pour pouvoir leur fournir sur place les prestations demandées. Enfin, les progrès des techniques de transport et de communication, l'évolution des réglementations nationales dans le sens de l'ouverture aux investissements étrangers et la multiplication des opportunités d'acquisition ont rendu envisageable l'internationalisation dans des activités où elle ne constituait pas jusque là une tendance naturelle : media , distribution, banque de détail, assurances...

Mais cela n'explique pas encore tout. Comme le montre la CnuCED, c'est aujourd'hui l'évolution même du mode d'organisation des entreprises qui génère de nouvelles formes d'investissement dans les activités de services. Les firmes multinationales commencent en effet à appliquer à leurs propres fonctions tertiaires « internes » les principes de division internationale du travail qui ont déjà fait leurs preuves en matière de production industrielle. Elles implantent certaines de leurs activités administratives ou de recherche, autrefois naturellement localisées dans le pays d'origine, dans les pays présentant les conditions d'accueil les plus favorables. Elles coordonnent ces activités dans le cadre de réseaux transnationaux, comme dans le cas de la logistique, désormais gérée au niveau du continent tout entier par les grandes firmes présentes en Europe.

La compétition entre territoires pour l'accueil des investissements s'élargit donc à de nouveaux types de projets : il faut désormais, attirer, non seulement des usines, mais aussi des centres de recherche, des centres d'appel, des quartiers généraux, des centres de trésorerie ou de maintenance informatique. Il faut aussi éviter que les sites existants ne soient délocalisés vers des destinations off-shore à bas coûts, comme l'Inde ou l'Irlande. D'après Deloitte Research, ce sont 4 millions d'emplois tertiaires qui seraient ainsi aujourd'hui menacés dans les pays de l'OCDE.

Peu d'entre eux, heureusement, ont pour l'instant été effectivement délocalisés, contrairement au cas de l'industrie où la situation est beaucoup plus préoccupante. Car l'internationalisation des services ne constitue pas qu'une menace. Si nous savons nous organiser face à la concurrence étrangère et convaincre les investisseurs de nos atouts, elle peut représenter également une source importante de création d'emplois dans notre pays. Ces activités sont en effet plus attirées, dans la majeure partie des cas, par la qualité de la main d'œuvre ou de l'environnement des affaires que par la faiblesse des coûts salariaux. Elles se localisent donc encore de préférence aujourd'hui dans les pays développés. Points forts de notre pays : la logistique, et dans une moindre mesure, les centres de recherche et call centers. Points plus faibles : les quartiers généraux et les centres de services partagés. Des marchés prometteurs en tout cas, qui pourraient aider à compenser l'hémorragie des emplois dans le manufacturier traditionnel.

II. LE MARCHE EUROPEEN DES PROJETS DE FONCTIONS DE SERVICES

21. Analyse globale

Le marché des fonctions tertiaires d'entreprise représente, d'après les observatoires AFII, un flux moyen d'environ 1300 projets, avec une légère tendance à l'augmentation entre 2002 et 2004 (tableaux 3.1 et 3.2). Le flux annuel d'emplois créés, mesuré par ces observatoires, est de l'ordre de 40 000. Cependant, compte tenu de l'existence de nombreux petits projets non renseignés en emploi, Le chiffre dépasse vraisemblablement cette estimation d'un facteur égal ou supérieur à 1,5 (tableau 3.5).

Tableau 3.5
Nombre et taille des projets en Europe par type de fonctions
(2002-2004)

| Fonction | Nbre de projet | Nbre emploi | Projets rens | Tx de renseign | Taille moyenne |
|-------------------------------------|----------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| Autres prestations de services | 337 | 19,4 | 154 | 45,7 | 126,0 |
| Bureau commercial ou de liaison | 2159 | 10,6 | 281 | 13,0 | 37,6 |
| Centre de recherche | 340 | 14 | 152 | 44,7 | 91,9 |
| Centres d'appel et Service en ligne | 138 | 24,5 | 107 | 77,5 | 228,7 |
| Service administratif interne ou QG | 594 | 26,7 | 230 | 38,7 | 116,1 |
| Distribution, logistique | 438 | 29,6 | 183 | 41,8 | 161,9 |
| Total services | 4006 | 124,7 | 1107 | 27,6 | 112,6 |
| Production | 2961 | 373,9 | 1590 | 53,7 | 235,1 |
| Total | 6967 | 498,5 | 2697 | 38,7 | 184,9 |

Source : AFII

Les principaux secteurs pourvoyeurs de projets et d'emplois sont, sans surprise, les activités de services elles-mêmes (logiciels, services aux entreprises, transport, conseil). Ce fait est lié à plusieurs causes : d'une part, la nature même de ces activités fait qu'elles donnent lieu à la création de fonctions considérées comme « tertiaire » dans notre base de données ; d'autre part, les entreprises manufacturières tendent à sous-traiter vers des fournisseurs spécialisés (notamment dans le domaine de la logistique, et de plus en plus de call centres et des centres de services partagés) un certain nombre de fonctions tertiaires ; enfin, certains projets de distribution concernant des secteurs non pris en compte en principe dans la base (notamment des réseaux bancaires, d'assurance et de grande distribution) sont en fait recensés comme appartenant à des activités de conseil ou services commerciaux et financiers. On note cependant de nombreux projets, souvent d'assez grande taille, en provenance de certains secteurs manufacturiers, comme les équipements électriques et électroniques, mais également l'automobile et le médicament (tableaux 3.6 et 3.7).

Tableau 3.6
Nombre de projets par types de fonctions et secteurs d'appartenance 2002-2004

| | Autres services | Bureau comm. | Centre de R&D | Centres d'appel | Logist., distrib. | Serv. adm, QG | Total terti. | Prod. | Total |
|---------------------------------------|-----------------|--------------|---------------|-----------------|-------------------|---------------|--------------|-------------|-------------|
| Agro-alimentaire | 12 | 52 | 9 | 2 | 37 | 27 | 139 | 249 | 388 |
| Ameublement et équipement du foyer | 2 | 25 | 2 | 0 | 27 | 9 | 65 | 73 | 138 |
| Autres | 11 | 32 | 4 | 0 | 11 | 8 | 66 | 36 | 102 |
| Autres serv. commerc. ou financiers | 40 | 162 | 1 | 36 | 69 | 52 | 360 | 24 | 384 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 7 | 45 | 39 | 3 | 18 | 36 | 148 | 316 | 464 |
| Composants électroniques | 1 | 16 | 22 | 1 | 1 | 4 | 45 | 52 | 97 |
| Conseil, ingén. et serv. aux entrepr. | 73 | 328 | 13 | 31 | 64 | 47 | 556 | 68 | 624 |
| Automobile | 13 | 59 | 39 | 2 | 41 | 41 | 195 | 633 | 828 |
| Electronique grand public | 3 | 25 | 7 | 4 | 6 | 12 | 57 | 62 | 119 |
| Energie | 5 | 31 | 3 | 1 | 5 | 9 | 54 | 86 | 140 |
| Equipements électr. Inform. , médicx | 84 | 378 | 80 | 12 | 40 | 108 | 702 | 270 | 972 |
| Logiciels et prestations inform. | 24 | 680 | 53 | 29 | 2 | 135 | 923 | 51 | 974 |
| Machines et équipmts mécaniques | 4 | 56 | 7 | 1 | 7 | 17 | 92 | 153 | 245 |
| Autres matériels de transport | 13 | 10 | 4 | 0 | 5 | 4 | 36 | 51 | 87 |
| Médicaments | 1 | 54 | 50 | 0 | 13 | 27 | 145 | 178 | 323 |
| Métaux, travail des métaux et recycl. | 2 | 24 | 1 | 0 | 11 | 6 | 44 | 149 | 193 |
| Opérateurs télécoms et internet | 4 | 30 | 4 | 11 | 0 | 9 | 58 | 4 | 62 |
| Textile, habillement | 0 | 24 | 0 | 0 | 19 | 11 | 54 | 64 | 118 |
| Transport, stockage, BTP | 32 | 92 | 0 | 5 | 47 | 27 | 203 | 205 | 408 |
| Autres ind. de base | 6 | 36 | 2 | 0 | 15 | 5 | 64 | 237 | 301 |
| Total | 337 | 2159 | 340 | 138 | 438 | 594 | 4006 | 2961 | 6967 |

Source : AFII

Tableau 3.7
Emplois créés par type de fonctions et secteurs d'appartenance 2002-2004

| (Milliers) | Autres services | Bureau comm. | Centre de R&D | Centres d'appel | Logist., distrib. | Serv. adm, QG | Total terti. | Prod. | Total |
|---------------------------------------|-----------------|--------------|---------------|-----------------|-------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 0,8 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 1,1 | 1,1 | 3,9 | 9,5 | 13,4 |
| Ameublement et équipement du foyer | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 4,1 | 0,1 | 4,3 | 13,8 | 18,1 |
| Autres | 1,6 | 0,4 | 0,4 | 0,0 | 0,4 | 0,4 | 3,2 | 6,5 | 9,7 |
| Autres serv. commerc. ou financiers | 1,7 | 2,7 | 0,0 | 8,4 | 9,0 | 3,2 | 25,0 | 1,4 | 26,4 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 0,1 | 0,0 | 0,8 | 0,4 | 0,1 | 0,7 | 2,3 | 14,5 | 16,8 |
| Composants électroniques | 0,0 | 0,1 | 0,6 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,9 | 7,5 | 8,4 |
| Conseil, ingén. et serv. aux entrepr. | 6,1 | 2,4 | 0,3 | 5,4 | 5,7 | 3,1 | 23,0 | 5,5 | 28,4 |
| Automobile | 0,4 | 0,2 | 2,1 | 0,1 | 3,0 | 2,4 | 8,2 | 150,7 | 158,8 |
| Electronique grand public | 0,7 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,6 | 1,8 | 14,2 | 16,0 |
| Energie | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,4 | 0,1 | 0,4 | 1,1 | 2,4 | 3,4 |
| Equipements électr. Inform. , médicx | 4,6 | 1,7 | 3,0 | 1,8 | 0,9 | 4,0 | 16,0 | 37,3 | 53,3 |
| Logiciels et prest. Informatiques | 0,3 | 2,2 | 1,6 | 4,1 | 0,1 | 4,9 | 13,1 | 5,1 | 18,2 |
| Machines et équipemts mécaniques | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 0,0 | 0,2 | 0,8 | 13,9 | 14,7 |
| Autres matériels de transport | 0,6 | 0,0 | 0,5 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 1,2 | 18,8 | 19,9 |
| Médicaments | 0,1 | 0,1 | 3,6 | 0,0 | 1,0 | 1,9 | 6,5 | 18,4 | 25,0 |
| Métaux, travail des métaux, recycl. | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,7 | 14,3 | 15,0 |
| Opérateurs télécoms et internet | 1,0 | 0,1 | 0,0 | 2,6 | 0,0 | 1,3 | 5,0 | 0,0 | 5,0 |
| Textile, habillement | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 1,1 | 0,3 | 1,4 | 12,2 | 13,6 |
| Transport, stockage, BTP | 0,9 | 0,2 | 0,0 | 0,7 | 2,4 | 1,8 | 6,0 | 11,3 | 17,2 |
| Autres ind. de base | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 0,4 | 16,7 | 17,1 |
| Total | 19,4 | 10,6 | 14,0 | 24,5 | 29,6 | 26,7 | 124,7 | 373,9 | 498,5 |

Source : AFII

Par pays et région d'origine, on note une contribution presque équivalente (en termes d'emplois comme de projets) de l'Europe de l'ouest et de l'Amérique du nord, qui contraste avec le poids relatif beaucoup plus important de l'Europe dans les activités de production (tableaux 3.8 et 3.9). La proportion des fonctions de service dans les projets d'origine américaine est donc significativement plus élevée que pour ceux venant d'Europe, notamment dans le cas des quartiers généraux et services administratifs, des call centres et des centres de R&D. Parmi les pays européens, on notera une forte contribution du Royaume-Uni, de l'Allemagne et, de manière plus ponctuelle, de la France et de la Suède. Quant aux investissements asiatiques, ils ne contribuent que de manière très marginale à la création d'emplois tertiaires malgré une contribution japonaise assez forte en termes de nombre de projets.

Tableau 3.8
Nombre de projets par pays d'origine et type de fonction 2002-2004

| | Autres services | Bureau com. | Centre de R&D | Centres d'appel | Logist., distrib. | Serv. adm, QG | Total terti. | Prod. | Total |
|--------------------------|-----------------|-------------|---------------|-----------------|-------------------|---------------|--------------|-------------|-------------|
| Amérique du nord | 137 | 893 | 149 | 65 | 70 | 329 | 1643 | 630 | 2273 |
| - Etats-Unis | 126 | 833 | 143 | 61 | 68 | 312 | 1543 | 569 | 2112 |
| Europe de l'ouest | 160 | 930 | 142 | 62 | 312 | 180 | 1786 | 1882 | 3668 |
| - Allemagne | 36 | 124 | 36 | 16 | 81 | 47 | 340 | 463 | 803 |
| - France | 16 | 150 | 28 | 8 | 54 | 28 | 284 | 237 | 521 |
| - Royaume-Uni | 35 | 145 | 26 | 10 | 29 | 21 | 266 | 145 | 411 |
| - Suède | 6 | 61 | 7 | 6 | 27 | 7 | 114 | 83 | 197 |
| Asie | 30 | 247 | 41 | 8 | 47 | 63 | 436 | 334 | 770 |
| - Japon | 20 | 128 | 29 | 3 | 33 | 34 | 247 | 242 | 489 |
| Autres | 10 | 89 | 8 | 3 | 9 | 22 | 141 | 115 | 256 |
| Total | 337 | 2159 | 340 | 138 | 438 | 594 | 4006 | 2961 | 6967 |
| % | 4,8 | 31,0 | 4,9 | 2,0 | 6,3 | 8,5 | 57,5 | 42,5 | 100,0 |

Source : AFII

Tableau 3.9
Emplois créés par pays d'origine et type de fonctions

| | Autres services | Bureau com. | Centre de R&D | Centres d'appel | Logist., distrib. | Serv. adm, QG | Total terti. | Prod. | Total |
|--------------------------|-----------------|-------------|---------------|-----------------|-------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Amérique du nord | 7,3 | 4,3 | 7,1 | 13,3 | 5,4 | 12,6 | 50,1 | 79,3 | 129,3 |
| - Etats-Unis | 6,5 | 4,1 | 6,8 | 12,9 | 5,3 | 12,5 | 48,2 | 72,0 | 120,2 |
| Europe de l'ouest | 10,4 | 4,9 | 6,1 | 9,8 | 22,6 | 11,2 | 65,1 | 221,8 | 286,9 |
| - Allemagne | 2,9 | 0,3 | 1,9 | 1,9 | 8,6 | 3,9 | 19,6 | 83,0 | 102,6 |
| - France | 1,6 | 0,8 | 1,2 | 1,1 | 3,5 | 0,8 | 9,1 | 43,9 | 53,0 |
| - Royaume-Uni | 3,5 | 0,4 | 1,2 | 1,3 | 3,6 | 1,9 | 11,8 | 8,9 | 20,7 |
| - Suède | 0,0 | 0,5 | 0,3 | 1,0 | 3,0 | 0,3 | 5,1 | 7,8 | |
| Asie | 1,1 | 1,0 | 0,7 | 1,3 | 1,4 | 1,9 | 7,4 | 61,5 | 68,9 |
| - Japon | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,1 | 1,0 | 0,9 | 3,1 | 36,1 | 39,3 |
| Autres | 0,5 | 0,4 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,9 | 2,1 | 11,3 | 13,4 |
| Total | 19,4 | 10,6 | 14,0 | 24,5 | 29,6 | 26,7 | 124,7 | 373,9 | 498,5 |

Source : AFII

Enfin, par région et pays de destination, l'élément le plus marquant est la domination écrasante des pays de l'ouest européen tant en termes de projets que de nombre d'emplois créés (Plus de 80 %, cf tableaux 3.10 et 3.11). Ce fait peut être observé quelle que soit la fonction tertiaire concernée, avec toutefois une part est-européenne un peu plus élevée pour sur les centres d'appel et services en ligne. Par pays d'accueil, on note les parts de marché importantes des îles britanniques dans la plupart des fonctions, ainsi que de la France, de l'Allemagne et des pays du Benelux. La présence des pays de l'est n'est cependant pas entièrement négligeable : république tchèque pour les services administratifs, les QG et les centres de R&D, Pologne pour les bureaux commerciaux et la distribution ...

Tableau 3.10
Emplois créés par fonctions et pays d'accueil 2002-2004

| | Autres services | Bureau com. | Centre de R&D | Centres d'appel | Logist., distrib. | Serv. adm, QG | Total terti. | Prod. | Total |
|------------------------|-----------------|-------------|---------------|-----------------|-------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Europe ouest | 14,4 | 8,4 | 10,9 | 17,5 | 23,3 | 20,8 | 95,3 | 133,2 | 228,5 |
| -Royaume-Uni | 2,7 | 1,9 | 1,4 | 7,2 | 3,5 | 5,4 | 22,1 | 19,0 | 41,1 |
| -Espagne | 0,7 | 0,9 | 0,7 | 3,1 | 5,4 | 1,6 | 12,5 | 25,4 | 37,9 |
| -France | 3,6 | 1,3 | 2,2 | 2,4 | 5,0 | 2,1 | 16,6 | 19,5 | 36,1 |
| -Allemagne | 3,0 | 0,4 | 2,0 | 0,9 | 1,6 | 2,5 | 10,5 | 18,2 | 28,6 |
| -Irlande | 3,2 | 1,7 | 1,6 | 2,3 | 1,8 | 4,4 | 15,0 | 12,8 | 27,8 |
| -Suède | 0,5 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,4 | 0,3 | 1,9 | 5,7 | 7,6 |
| -Suisse | 0,1 | 0,1 | 0,4 | 0,0 | 0,8 | 1,2 | 2,6 | 1,6 | 4,2 |
| Europe de l'est | 4,9 | 2,2 | 3,1 | 7,0 | 6,3 | 5,9 | 29,4 | 240,7 | 270,1 |
| -Rép. tchèque | 1,7 | 0,1 | 1,6 | 0,8 | 0,1 | 3,6 | 7,9 | 63,9 | 71,8 |
| -Hongrie | 1,0 | 0,3 | 0,9 | 1,9 | 2,6 | 0,6 | 7,3 | 38,5 | 45,8 |
| -Pologne | 0,5 | 1,4 | 0,4 | 0,5 | 2,0 | 1,5 | 6,3 | 42,2 | 48,5 |
| -Roumanie | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 1,1 | 0,0 | 0,0 | 1,5 | 34,7 | 36,2 |
| -Slovaquie | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 1,1 | 0,3 | 0,0 | 1,6 | 35,4 | 37,0 |
| Total | 19,4 | 10,6 | 14,0 | 24,5 | 29,6 | 26,7 | 124,7 | 373,9 | 498,5 |

Source : AFII

Tableau 3.11
Nombre de projets par fonction et pays d'accueil 2002-2004

| | Autres services | Bureau com. | Centre de R&D | Centres d'appel | Logist., distrib. | Serv. adm, QG | Total terti. | Prod. | Total |
|------------------------|-----------------|-------------|---------------|-----------------|-------------------|---------------|--------------|-------------|-------------|
| Europe ouest | 289 | 1908 | 294 | 107 | 357 | 557 | 3512 | 1700 | 5212 |
| -Royaume-Uni | 45 | 464 | 49 | 38 | 35 | 151 | 782 | 243 | 1025 |
| - France | 85 | 283 | 41 | 19 | 92 | 70 | 590 | 387 | 977 |
| - Espagne | 35 | 181 | 38 | 8 | 71 | 53 | 386 | 282 | 668 |
| - Allemagne | 32 | 285 | 48 | 6 | 38 | 53 | 462 | 189 | 651 |
| - Irlande | 21 | 49 | 16 | 17 | 4 | 46 | 153 | 85 | 238 |
| - Suède | 9 | 80 | 21 | 5 | 10 | 17 | 142 | 47 | 189 |
| - Suisse | 12 | 66 | 8 | 2 | 13 | 54 | 155 | 31 | 186 |
| Europe de l'est | 48 | 251 | 46 | 31 | 81 | 37 | 494 | 1261 | 1755 |
| - Hongrie | 15 | 41 | 15 | 9 | 32 | 11 | 123 | 263 | 386 |
| - Rép. Tchèque | 10 | 34 | 16 | 6 | 7 | 11 | 84 | 283 | 367 |
| - Pologne | 5 | 62 | 5 | 2 | 15 | 7 | 96 | 214 | 310 |
| - Roumanie | 3 | 37 | 4 | 2 | 9 | 4 | 59 | 179 | 238 |
| - Slovaquie | 2 | 13 | 1 | 6 | 3 | 1 | 26 | 112 | 138 |
| Total | 337 | 2159 | 340 | 138 | 438 | 594 | 4006 | 2961 | 6967 |

Source : AFII

23. Analyse par segments de marché

231. Le marché des centres de R&D

Cette catégorie rassemble l'ensemble des projets de sites de recherche fondamentale et appliquée créés à l'étranger par les firmes. Elle représente environ 4,9 % des projets et 2,8 % des emplois recensés, avec un léger tassement entre 2002 et 2004 (en partie lié à la réalisation de plusieurs opérations majeures en 2002, sans équivalent les deux années suivantes, cf. tableau 3.12). Il s'agit en effet de projets de taille relativement petite : 90 emplois en moyenne, contre 185 pour l'ensemble de l'observatoire (tableau 3.3).

L'Amérique du nord constitue la première région d'origine des investissements avec 51 % des emplois créés devant l'Europe de l'ouest (44 %), au sein de laquelle se détachent nettement les firmes allemandes, françaises et britanniques. Enfin, la contribution des firmes asiatiques aux emplois créés en R&D est faible, même si les firmes japonaises ont créé un assez grand nombre de sites.

Les secteurs les plus représentés en termes d'emplois créés sont les médicaments, les équipements électroniques, l'automobile, les logiciels, suivis, un peu plus loin de la chimie et des biotechnologies.

Tableau 3.12
Les principaux projets de sites de R&D 2002-2004

| Année | Société | Emplois | Origine | Destination | Secteur | Operation |
|-------|-----------------------------|---------|------------|--------------|--|-----------|
| 2002 | ST Micro, Philips, Motorola | 984 | États-Unis | France | Equipts électr. informatiques, médicx | Création |
| 2002 | Abbott Laboratories | 700 | États-Unis | Irlande | Médicaments | Création |
| 2003 | Faurecia | 550 | France | Allemagne | Automobile | Création |
| 2002 | General Electric ; GE | 520 | États-Unis | Hongrie | Médicaments | Création |
| 2004 | Siemens | 500 | Allemagne | Portugal | Logiciels et prestations informatiques | Création |
| 2003 | Honeywell | 400 | États-Unis | Rép. Tchèque | Autres matériels de transport | Création |
| 2002 | Dow | 350 | États-Unis | Suisse | Chimie, plasturgie, biotechnologies | Création |
| 2003 | GlaxoSmithKline Biologicals | 300 | Roy.Uni | Belgique | Médicaments | Extension |
| 2004 | Janssen Pharmaceutical | 300 | États-Unis | Belgique | Médicaments | Création |
| 2002 | Oracle | 250 | États-Unis | Irlande | Logiciels et prestations informatiques | Création |
| 2002 | Symantec | 250 | États-Unis | Irlande | Equipts électr. informatiques, médicx | Extension |
| 2003 | AstraZeneca | 243 | Roy.Uni | Royaume-Uni | Médicaments | Création |
| 2002 | Wyeth | 230 | États-Unis | Italie | Médicaments | Extension |
| 2002 | Lundbeck | 220 | Danemark | France | Médicaments | Extension |
| 2003 | Mercedes Benz | 200 | Allemagne | Rép. Tchèque | Automobile | Création |
| 2003 | DaimlerChrysler | 200 | Allemagne | Rép. Tchèque | Automobile | Création |
| 2003 | Philips Medical Systems | 200 | Pays-Bas | Allemagne | Equipts électr. informatiques, médicx | Création |
| 2004 | AMS | 200 | États-Unis | Pologne | Logiciels et prestations informatiques | Création |
| 2004 | Tyco | 200 | Bermudes | Rép. Tchèque | Composants électroniques | Création |
| 2004 | Delphi | 200 | États-Unis | Pologne | Automobile | Extension |
| 2004 | Software AG Corporation | 200 | Allemagne | Espagne | Autres | Création |
| 2004 | Toyota | 200 | Japon | Belgique | Automobile | Extension |

Source : AFII

Globalement, l'Europe de l'ouest accueille plus de 85 % des projets et près de 80 % des emplois. Parmi les pays les plus attractifs en termes d'emplois, figurent la France, l'Allemagne, la république tchèque, l'Irlande, le Royaume-Uni. L'Espagne a également accueilli un nombre élevé de projets.

Encadré 3.2

Délocalisation : les centres de recherche aussi ?

En décembre dernier, le constructeur néerlandais Philips a confirmé la création à Colombelles, près de Caen, d'un centre de recherche en microélectronique, avec 100 emplois à la clé. Un investissement plus que bienvenu dans un secteur où la concurrence par l'innovation est féroce. Et conquis de haute lutte face au site de Hambourg, en Allemagne.. Car, après les réseaux de distribution et les usines, voici que les entreprises multinationales internationalisent leurs activités de recherche-développement : un mouvement initié il y a une vingtaine d'années par les grandes firmes américaines, suivies quelques années plus tard par les européennes, et qui s'accélère aujourd'hui. Implantation de sites de recherche fondamentale près des meilleurs pôles de compétence scientifiques, de centres de développement à proximité des marchés finals : les grandes firmes de l'électronique, de la pharmacie ou de l'automobile sont en train de tisser des réseaux planétaires, coordonnés et hiérarchisés, de production de savoir et de maîtrise technologique. Et mettent désormais en concurrence les territoires pour l'accueil de leur activités de RD, comme elles le font depuis longtemps pour les usines.

Le marché concerné, quoique modeste en termes d'emploi, est crucial pour les dynamiques de développement local. Environ 10000 emplois de RD ont été créés chaque année en Europe par les firmes multinationales depuis 2002. C'est peu par rapport aux emplois manufacturiers - près de 10 fois plus - mais c'est vital pour des pays développés qui ont absolument besoin de défendre leur suprématie dans les activités de haute technologie pour faire face aux conséquences des délocalisations dans l'industrie traditionnelle.

Or, la position française dans ce domaine, sans être catastrophique, n'est pas exceptionnelle, et beaucoup pensent qu'elle est en train de se dégrader. Entre 2002 et 2004, notre pays a attiré environ 12 % des projets de R&D annoncés en Europe : une performance plus que correcte, mais qui ne nous positionne tout de même pas en « poids lourd » technologique, malgré quelques gros succès comme l'implantation du centre de R&D de Motorola à Crolles près de Grenoble en 2002. Et surtout, une performance menacée : le récent rapport de Frédérique Sachwald pour le programme de prospective « Futuris » évoque même un déclin de l'attractivité française en matière de recherche. Les causes incriminées ? Des pôles d'excellence scientifique moins visible à l'international que ceux de nos voisins d'Europe du Nord et bien sur des Etats-Unis ; une coopération déficiente entre la recherche publique et privée ; des coûts de fonctionnement médiocrement attractifs. Autant de handicaps pour d'accueillir des grands centres de recherche fondamentaux, les plus « stratégiques » en matière de maîtrise de l'innovation.

D'autant que la concurrence s'intensifie. Du côté des pays développés, on assiste à un mouvement de concentration des activités de recherche fondamentale autour de puissants « pôles d'excellence », comme la région de Munich pour les biotechnologies ou d'Oxford pour les technologies de l'information. Du côté des pays émergents, les centres de développement et d'adaptation des produits se multiplient. Mais on voit aussi, fait nouveau, s'implanter quelques sites de RD fondamentale, attirés par l'excellence et le faible coût des chercheurs locaux. Résultat : une augmentation rapide du nombre de chercheurs employés par le secteur privé. C'est ainsi qu'au cours des 2 dernières années, les pays de l'est ont attiré plus du quart des emplois de RD créés par les multinationales en Europe, contre pratiquement rien 5 ans plus tôt. Sans parler de l'Irlande et de la Finlande, passées en quelques dizaines d'années du rang d'économie semi-développé à celui de pôles technologiques majeurs, respectivement en biotechs et en télécoms.

Une nouvelle forme de délocalisation ? Non, répond la DREE, selon laquelle les créations de sites de RD à l'étranger par les entreprises françaises ne se sont pas accompagnées de fermetures de sites dans notre pays. Mais sans que soit entièrement dissipée la crainte d'une marginalisation de la RD française et européenne au niveau mondial. Une crainte semble-t-il partagée, sous des formes diverses, par beaucoup d'autres observateurs, dont chacun propose ses solutions : lancement de grands programmes structurants, bénéficiant d'un fort soutien public, selon le récent « Livre Bleu » de la filière électronique et numérique ; renforcement des pôles d'excellence français à travers notamment une concentration des moyens et une meilleure coopération public-privé selon le rapport Futuris.

232. Les quartiers généraux et les services administratifs

Cette catégorie rassemble plusieurs types de projets : les quartiers généraux régionaux stricto sensu, mais aussi des centres de services partagés et des sites tertiaires polyvalents associant des fonctions de décision, de commercialisation et de production de services (notamment dans les secteurs du conseil, des services commerciaux et financiers et du logiciel). Elle représente 8,5 % des projets et 5,4 % des emplois créés. Les projets sont en effet de taille moyenne assez faible (115 emplois contre 185 en moyenne), mais avec une grosse différence entre l'ouest et l'est du continent, où la taille moyenne des projets est trois fois plus importante. Après une année 2003 assez active, 2004 semble plutôt en recul.

Alors que les sites de quartiers généraux restent pour l'essentiel localisés dans une poignée de métropoles offrant un environnement d'affaires de niveau international, on observe par contre un phénomène de diffusion des projets de centres de services partagés vers un plus grand nombre de villes de second rang et de pays d'accueil, pour des raisons de coût et de saturation des capacités d'accueil des lieux d'accueil de première génération.

Les emplois créés se répartissent entre firmes nord-américaines et ouest-européennes, les investisseurs asiatiques ne jouant qu'un rôle marginal. Parmi les firmes européennes, les allemandes et les britanniques sont à elles seules à l'origine de la moitié des créations d'emplois.

La dispersion sectorielle est forte. Le premier secteur, celui des logiciels, est à l'origine de près de 20 % des emplois créés, suivi par les équipements électriques et électroniques, le conseil, les autres activités de services, l'automobile, les médicaments et le transport/stockage. En fait dans les activités de services, les sites concernés sont bien souvent, non des quartiers généraux stricto sensu mais des CSP ou des sites mixtes.

Par région et pays d'accueil, on observe une forte domination des pays de l'ouest, qui représentent 95 % des projets et plus de 75 % des emplois créés. A l'ouest, les îles britanniques (Royaume-Uni, Irlande) arrivent très largement en tête, suivies, d'assez loin, par l'Allemagne, la France et l'Espagne. On notera les performances assez médiocres des pays du Benelux, lieu d'accueil traditionnel des fonctions de décision et de CSP, mais qui semblent victimes à la fois d'un phénomène de saturation et de l'obligation, faite par la commission européenne, de mettre fin à certains statuts fiscaux considérés comme « dommageables » (rapport Primarolo).

Parmi les pays de l'est, on peut remarquer le bon résultat de la république tchèque, qui se positionne en 3ème position pour l'accueil des emplois en Europe. Cette performance, ainsi que celle, plus modeste, de la Pologne, met en évidence le début d'un mouvement de localisation des activités administratives, soit pour coordonner l'activité des filiales locales, soit dans le cadre d'un mouvement de délocalisation de certains services d'entreprise (CSP..).

Encadré 3.3

Quartiers généraux européens : concurrencer les îles britanniques ?

En janvier 2005, l'américain Alterpoint, spécialiste des solutions de sécurité informatiques, implante son quartier général européen à Londres. En février, l'australien MarketBoomer (commerce en ligne), fait de même à Dublin. En mars, c'est au tour du biotechnicien américain Upstate de localiser ses activités de décision et de production européennes dans le parc technologique de Dundee, en Ecosse. En ce début d'année 2005, l'attractivité des îles britanniques pour les sièges sociaux des firmes multinationales ne se dément pas.

Le fait, il est vrai, est tout sauf une nouveauté. Dès les années 1970, les firmes américaines, à mesure que leurs activités se développaient sur le Vieux continent, ont commencé à y créer des centres locaux de gestion dotés d'une autonomie de décision. Londres leur semblait alors une destination presque naturelle : pratique de la langue anglaise, similitude des systèmes juridiques, ouverture aux investisseurs étrangers, puissance de la place financière ... Seules Amsterdam et Bruxelles – pour des raisons notamment fiscales - ainsi que Francfort – du fait de l'importance du marché allemand – parvenaient alors à concurrencer la capitale britannique.

Aujourd'hui, le « marché » européen des quartiers généraux (QG) n'a rien perdu, tant s'en faut, de son dynamisme. Il bénéficie en effet, outre un flux permanent de nouvelles implantations d'origine asiatique ou américaines, de la création, par les firmes européennes elles-mêmes, de centres de décision régionaux à l'intérieur du continent (en Scandinavie, Pays de l'est, Méditerranée, etc.). Près de 450 projets ont été ainsi recensés au cours des trois dernières années, dont une majorité (60 %) d'origine nord-américaine, un quart d'origine européenne, et 10 % en provenance d'Asie. Un ensemble d'ailleurs assez hétérogène, depuis le petit centre de coordination commerciale jusqu'au grand quartier général polyvalent employant plusieurs centaines de cols blancs. Mais un marché qui représente, au bas mot, 10 000 emplois par an, avec un enjeu indirect encore plus large : renforcer le rayonnement des villes d'accueil à travers l'implantation de centres de décision de dimension internationale.

Au fil des ans, cependant, la concurrence s'est accrue. Au nord, la Suède et surtout le Danemark ne se contentent plus d'attirer de petits centres de décision à vocation locale, mais cherchent à jouer dans la cour des « grands » quartiers généraux. Au Sud, Barcelone s'affirme dans son rôle de capitale des affaires en Europe du sud. Quant aux villes allemandes (Francfort, mais aussi Munich, Hambourg et Berlin), elles tirent profit du déplacement vers l'est du centre de gravité économique de l'Europe. Enfin, les métropoles d'affaire suisses jouent sur l'image de fiabilité du pays – ainsi que sur de substantiels avantages fiscaux – pour attirer les sièges sociaux. Des décisions récentes, comme l'implantation du taiwanais ZyXEL à Copenhague, des américains GTCO Calcomp à Munich et CEI Group à Barcelone, ou encore l'extension du siège de Procter and Gamble à Genève, témoignent de l'émergence de ces nouvelles destinations.

Les principales victimes ? Les villes du Benelux, qui avaient réussi, dans les années 1990, à attirer de nombreux QG, grâce notamment à un droit des sociétés très protecteur et à une fiscalité des centres de coordination très avantageuse. Privées de ce dernier atout par une décision récente de la commission européenne à la suite du rapport « Primarolo » de 2000, elles ont vu – tout particulièrement Bruxelles – se raréfier les projets d'implantation.

Si la prééminence des îles britanniques a également été écornée, celles-ci continuent cependant d'attirer massivement : plus du tiers des projets de QG internationaux au cours des trois dernières années. Londres, bien sûr, caracole toujours en tête des métropoles européennes. Mais d'autres villes, comme Glasgow Cardiff, Oxford, Cambridge, et, en Irlande, Dublin, réalisent également de belles performances. En tirant parti de segments de marché porteurs, comme les logiciels, les services financiers, les biotechnologies ou les industries de l'information.

Un succès dont les grandes villes françaises cherchent à s'inspirer. Car, avec une « part de marché » européenne inférieure à 10 %, la France peut certainement mieux faire en termes d'attraction des projets de QG. Paris, en particulier, fait pratiquement jeu égal avec Londres et dépasse Francfort dans tous les classements internationaux mesurant le rayonnement des grandes métropoles européennes, comme celui publié chaque année par Healey et Baker. Un potentiel qui pourrait être davantage exploité.

Tableau 3.13
Principaux projets de QG et services administratifs 2002-2004

| Année | société | emplois | origine | destination | Secteur | projet |
|-------|---------------------------------|---------|------------|-------------|---|-----------|
| 2002 | Radiomobil ; Deutsche Telekom | 1700 | Allemagne | Rép. Tch. | Equipt élect. ,inform, médicx | Création |
| 2004 | Hewlett-Packard ; HP | 1000 | États-Unis | Pologne | Logiciels et prestations informatiques | Création |
| 2003 | eBay ; PayPal | 800 | États-Unis | Irlande | Autres services, commerciaux ou financiers | Création |
| 2003 | Telecom Italia | 800 | Italie | France | Opérateurs télécoms et internet | Création |
| 2004 | Logica CMG | 760 | Roy.Uni | Roy. Uni | Logiciels et prestations informatiques | Extension |
| 2003 | Aker Kvaerner | 700 | Norvège | Roy. Uni | Conseil, ingénierie, services aux entreprises | Création |
| 2004 | Accenture | 700 | États-Unis | Allemagne | Conseil, ingénierie, services aux entreprises | Extension |
| 2002 | Visteon | 650 | États-Unis | Allemagne | Automobiles | Création |
| 2002 | Pfizer | 600 | États-Unis | Irlande | Médicaments | Création |
| 2002 | Hewlett-Packard ; Compaq | 500 | États-Unis | Danemark | Equipt élect. ,inform, médicx | Création |
| 2003 | Royal Philips Electronics | 500 | Pays-Bas | Pologne | Electronique grand public | Création |
| 2003 | DHL | 500 | Allemagne | Rép. Tch. | Transport, stockage, BTP | Création |
| 2003 | SunGard Availability Services | 500 | États-Unis | Roy. Uni | Logiciels et prestations informatiques | Extension |
| 2004 | SAP AG | 500 | Allemagne | Rép. Tch. | Logiciels et prestations informatiques | Création |
| 2002 | Lyreco | 400 | France | Danemark | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2004 | Qantas Airways | 400 | Australie | Roy. Uni | Transport, stockage, BTP | Création |
| 2004 | Calsonic Kansei | 400 | Japon | France | Automobiles | Création |
| 2003 | Roche Diagnostics | 350 | Suisse | Autriche | Médicaments | Création |
| 2004 | Bank of New York | 350 | États-Unis | Roy. Uni | Autres services commerciaux et financiers | Création |
| 2002 | Hyundai | 300 | Autres | Allemagne | Automobiles | Création |
| 2003 | Hyundai | 300 | Cor. Sud | Allemagne | Automobiles | Création |
| 2003 | Roche | 300 | Suisse | Espagne | Médicaments | Création |
| 2003 | CIT | 300 | États-Unis | Irlande | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2003 | Mellon Financial Corp | 300 | États-Unis | Roy. Uni | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | DHL | 300 | Allemagne | Rép. Tch. | Transport, stockage, BTP | Extension |
| 2004 | Merrill Lynch | 300 | États-Unis | Irlande | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | CitiFinancial ; CitiGroup | 300 | États-Unis | Roy. Uni | Autres services commerciaux ou financiers | Extension |
| 2002 | Marriott Ownership Resorts Inc. | 250 | États-Unis | Irlande | Autres | Création |
| 2003 | ING Group | 250 | Pays-Bas | Hongrie | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2003 | ExxonMobil | 250 | États-Unis | Rép. Tch. | Energie | Création |
| 2003 | Viatron | 250 | États-Unis | Pays-Bas | Logiciels et prestations informatiques | Création |
| 2003 | Unilever | 250 | Roy.Uni | Pays-Bas | Agro-alimentaire | Création |
| 2004 | Avis | 250 | Roy.Uni | Hongrie | Conseil, ingénierie, services aux entreprises | Création |
| 2004 | British Telecom | 225 | Roy.Uni | Belgique | Opérateurs télécoms et internet | Création |
| 2003 | CIGNA Corporation | 220 | États-Unis | Irlande | Autres services commerciaux ou financiers | Extension |
| 2002 | CASIO COMPUTER, CO | 200 | Japon | Allemagne | Equipt élect. ,inform, médicx | Création |
| 2003 | LogicaCMG | 200 | Roy.Uni | Rép. Tch. | Logiciels et prestations informatiques | Création |
| 2003 | Google | 200 | États-Unis | Irlande | Logiciels et prestations informatiques | Création |
| 2003 | Ralph Lauren | 200 | États-Unis | Suisse | Textile, habillement | Création |
| 2003 | Cubic Transportation Systems | 200 | États-Unis | Roy. Uni | Equipt élect. ,inform, médicx | Extension |
| 2004 | Kellogg C° | 200 | États-Unis | Irlande | Agro-alimentaire | Création |
| 2004 | Shenzhen Huawei Technol. | 200 | Chine | Roy. Uni | Equipt élect. ,inform, médicx | Création |

Source : AFII

Encadré 3.4

Bataille entre villes européennes pour les centres de services partagés

En janvier 2005, l'américain Caterpillar regroupe l'ensemble de ses opérations financières européennes sur le site de Larné, en Irlande du nord. En février, l'allemand Lufhansa crée un centre de services aux consommateurs d'Europe centrale à Brno, en république Tchèque. En mars, Siemens installe au Portugal un centre de services administratifs et financiers destinés à ses filiales européennes. Entre 2002 et 2004, pas moins d'une petite centaine de projets de nouveaux «centres de services partagés» (CSP) ont ainsi été créés chaque année par les firmes multinationales en Europe, avec à la clé près de 30 000 emplois au total. Mais qu'est-ce donc qu'un CSP ?

C'est un site où une entreprise regroupe certaines fonctions spécialisées – techniques, administratives ou financières - destinées à servir l'ensemble de ses filiales. La firme vise ainsi à la fois à réduire ses coûts (en regroupant des activités auparavant dispersées), à améliorer la qualité des prestations (en normalisant et professionnalisant les procédures), et à recentrer l'activité de chaque site sur son cœur de métier (par exemple en réduisant la part du personnel administratif dans les usines). C'est exactement ce qu'a fait Altadis en regroupant en 2001 à Paris-Bercy, sur un site ultra-moderne, ses activités de comptabilité et de paie autrefois dispersés dans les usines du groupe et gérées manuellement par des comptables « ancien style ».

Comme dans beaucoup d'autres domaines, l'innovation est venue des entreprises américaines, qui ont commencé, dans les années 1980, à regrouper sur un site européen unique, leurs activités de support juridique et de trésorerie. Elles ont ensuite été suivies par les firmes européennes – anglaises en tête - , tandis que la liste des fonctions concernées d'allongeait de manière spectaculaire : gestion des ressources humaines et de la paie, des achats et des ventes, maintenance du réseau informatique, comptabilité, audit, logistique, centres de données, relation-clientèle... Les progrès des techniques de télécommunication et la formation du marché unique, en rendant possible une fluidité accrue des échanges de services, ont à cet égard joué un puissant rôle d'accélérateur. Des firmes spécialisées – les « business services providers » - se sont même positionnées sur ce marché, en proposant à leurs clients, avec un succès croissant, d'externaliser certaines fonctions, comme Accenture pour la gestion comptable.

Simultanément, la liste des lieux de localisation s'est élargie. A l'ère des centres européens uniques, en général localisés à Londres, Dublin ou Amsterdam, succéda à partir des années 1990 une phase d'éclatement, à mesure que les premiers sites de localisation se saturaient et que les entreprises cherchaient à rapprocher les sites de leurs utilisateurs, en créant des CSP régionaux en Europe du nord, du sud et de l'est. D'où l'apparition de nouvelles villes d'accueil, comme Glasgow, Manchester, Maastricht, Barcelone, Copenhague, Rotterdam.

Aujourd'hui, la liste d'élargit encore davantage : de nombreuses villes essaient en effet de se positionner sur ce marché, moins focalisé que celui des quartiers généraux sur les très grandes métropoles d'affaires. Pour prétendre accueillir des CSP, il « suffit » en effet de disposer d'une offre immobilière adaptée, de réseaux de télécommunications performants, et d'une main d'œuvre qualifiée et multilingue dans un domaine technique spécialisé (comptabilité, informatique, etc.). Des atouts dont disposent, en France, des villes comme Marseille, Lyon, Lille ou Nantes – avec en plus des coûts plus modérés que les grandes métropoles.

Attention toutefois aux ambiguïtés et aux désillusions : les CSP restent un concept aux limites parfois floues, dont la frontière n'est pas toujours très claire avec les quartiers généraux, les bureaux commerciaux ou les centres d'appels. Leur marché, très centré sur quelques centaines de très grandes firmes, n'est pas indéfiniment extensible. Les sites, relativement peu intensifs en investissements, peuvent assez aisément être délocalisés vers l'Europe de l'est, voire l'Inde, si les coûts de fonctionnement de justifient.

Les villes d'Europe de l'ouest cherchent donc à se spécialiser sur l'accueil des centres à haut niveau technique, un segment de marché en croissance rapide et moins exposé au risque de délocalisation que les CSP « bas de gamme ». Avec un certain succès, comme le montre la décision récente de la firme néerlandaise Exact software, productrice de logiciels d'entreprises, de localiser son service marketing mondial à Vienne, de préférence à Bratislava, dont l'avantage salarial ne compensait pas la faiblesse de l'offre en personnel qualifié.

233. La logistique-distribution

Ce poste regroupe, outre une majorité de projets liés à la logistique et au transport stricto sensu, un certain nombre de projets comportant également un aspect « réseau de grande distribution ». Ces deux activités sont en effet souvent difficiles à distinguer dans la réalité. Il représente environ 6 % du total de l'emploi et des projets recensés par les observatoires, sans évolution radicale au cours de la période étudiée, même si l'année 2004 semble marquée par un certain tassement. La taille unitaire des projets (162 emplois) est à peu près équivalente à celle de la moyenne de la base (184).

La domination des firmes ouest-européennes parmi les investisseurs est écrasante : plus de 80 % des emplois créés, contre seulement 15 % pour l'Amérique du nord et 4 % pour l'Asie. Par pays d'origine, l'Allemagne arrive en tête, suivie par les Etats-Unis, la France, la Suède et le Royaume-Uni (ces 5 pays représentant près de 85 % des sources de création d'emplois).

Les principaux secteurs créateurs d'emplois sont les activités de services (grande distribution et services aux entreprises notamment), le transport-stockage (firmes spécialisées dans la fourniture de services logistiques), l'ameublement (réseaux type « Ikea ») et l'automobile.

Les investissements restent concentrés dans les pays de l'ouest qui représentent 80 % de projets et des emplois créés. Les principaux pays d'accueil sont l'Espagne, la France, le Royaume-Uni, la Hongrie, la Belgique, la Pologne, l'Allemagne et les Pays-Bas.

Tableau 3.14
Principaux projets de logistique-distribution en Europe 2002-2004

| année | Société | Emplois | Origine | Destination | Secteur | Projet |
|-------|------------------------------|---------|-------------|-------------|--|----------|
| 2002 | Volkswagen | 1500 | Allemagne | Pologne | Automobile | Création |
| 2003 | Tesco | 1500 | Royaume-Uni | Irlande | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2002 | Carrefour | 1300 | France | Espagne | Conseil, ingénierie et serv. aux entreprises | Création |
| 2003 | ASDA ; Wal-Mart | 1200 | États-Unis | Royaume-Uni | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | Kaufland | 1200 | Allemagne | Bulgarie | Ameublement et équipement du foyer | Création |
| 2002 | Tesco | 800 | Royaume-Uni | Hongrie | Conseil, ingénierie et serv. aux entreprises | Création |
| 2002 | Lidl | 600 | Allemagne | Hongrie | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | Europai Divat Szolgaltato | 600 | États-Unis | Hongrie | Textile, habillement | Création |
| 2003 | Asda ; Wal-Mart | 500 | États-Unis | Royaume-Uni | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2003 | Ewals Cargo Care ; Cobelfret | 450 | Pays-Bas | Belgique | Transport, stockage, BTP | Création |
| 2003 | Ikea | 450 | Suède | Espagne | Ameublement et équipement du foyer | Création |
| 2003 | Ikea | 450 | Suède | Espagne | Ameublement et équipement du foyer | Création |
| 2003 | Lidl | 400 | Allemagne | Suède | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | Zur Rose | 400 | Suisse | Allemagne | Médicaments | Création |
| 2004 | Lidl | 400 | Allemagne | Suisse | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2003 | Carrefour | 350 | France | Espagne | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2003 | Lidl | 350 | Allemagne | Pays-Bas | Autres services commerciaux ou financiers | Création |

Source : AFII

Encadré 3.5 **Logistique : valoriser la centralité française**

Pour fabriquer un véhicule, les constructeurs européens doivent gérer en moyenne 4000 références d'approvisionnement, produites par des centaines de fournisseurs éparpillés dans tout le continent. Ces composants doivent tous arriver au bon moment sur le lieu d'assemblage : ni trop tôt, ce qui fait gonfler les stocks, ni trop tard, ce qui désorganise la production. Et cela, pour satisfaire une demande à la fois très volatile et très exigeante en matière de délais.

Ceci suppose la mise en place d'une infrastructure logistique extrêmement complexe, aux allures de mécanisme d'horlogerie, intégrant de surcroît la gestion des inévitables aléas d'approvisionnement. Des moyens de transport toujours plus élaborés, bien sûr, comme le ferroutage et la conteneurisation. Mais aussi des réseaux de sites de stockage/conditionnement hiérarchisés couvrant l'Europe entière. Et surtout, des systèmes d'information de plus en plus puissants, partagés entre tous les acteurs de la « supply chain », et permettant une gestion optimisée en temps réel de l'ensemble du réseau de production-distribution

Car la logistique va très au delà du simple transport des marchandises. Elle touche en fait à la conception même des sites industriels et de l'architecture des réseaux de production. A l'occasion du lancement du modèle Saturn par la General Motors au début des années 1990, le logisticien Ryder avait mis au point aux Etats-Unis le concept « Nummi ». Il s'agissait d'assurer une gestion coordonnée de l'assemblage du véhicule et de la production des composants, avec des systèmes d'acheminement par navettes à partir des usines des équipementiers, et réception des pièces, très peu de temps avant utilisation, à proximité immédiate de leur lieu d'intégration sur la chaîne de montage (dispositif désigné par le terme évocateur de « milk-way »). Les quantités stockées et les opérations de manutention pouvaient de ce fait être réduites au minimum : juste-à-temps et zéro-délai. Ce type d'organisation s'est depuis généralisé, y compris en Europe comme par exemple sur le nouveau site PSA-Toyota de Kolin en République Tchèque, ou encore sur le site Toyota de Valenciennes.

Mais l'automobile n'est pas la seule activité concernée. Industries de base ou de consommation, distribution, messagerie : tous les secteurs sont demandeurs. La logistique représente de ce fait aujourd'hui un marché gigantesque en Europe : près de 700 milliards d'euros, avec des taux de croissance de 5 % à 10 % l'an, et une très forte tendance à l'externalisation vers des entreprises spécialisées. Celles-ci viennent, selon les cas, du monde du transport, comme Ryder ou Nobert Dentressangle, de la messagerie, comme DHL ou Federal Express, ou encore des entreprises utilisatrices elles-mêmes, qui ont progressivement filialisé leur service logistique, à l'exemple de PSA avec Gefco. Ces fournisseurs de services logistiques cherchent à élargir leur offre vers une prise en charge de plus en plus complète de la « supply chain » : transport, bien sur, mais aussi entreposage, manutention, conditionnement, assemblage, distribution, gestion des commandes et des formalités douanières...

Qu'elle soit externalisée ou gérée en interne par l'entreprise utilisatrice, la logistique, souvent conçue au niveau de l'Europe toute entière, suppose de lourds investissements en sites de stockage ou en flottes de véhicules, avec de nombreux emplois à la clé : près de 15 000 par an en moyenne pour les seuls projets à dimension internationale annoncés sur le vieux continent au cours des 5 dernières années. Des projets qui font l'objet d'une forte concurrence entre sites d'accueil potentiels.

NYK Logistics près de Lyon. Federal Express à Toulouse, Annecy et Rouen. Prologis à Lesmesnil. Metro à Saint-Malo. Ambrogio à Mougère : rien qu'au cours de l'été 2004, une dizaine de projets logistiques d'origine étrangère ont été annoncés en France. Notre pays se taille en effet une part importante du marché européen : près de 20 % des emplois créés (et même près du quart pour la seule Europe de l'ouest) au cours des 5 dernières années selon les données d'Ernst and Young ou de l'AFII. La France offre en effet plusieurs atouts majeurs : une bonne position géographique au cœur du marché ouest-européen ; des infrastructures de transport moins saturées qu'en Europe du nord ; des terrains de qualité à des prix relativement peu élevés ; une offre abondante de main d'œuvre qualifiée et de services de haut niveau (plate-formes logistiques). Il existe bien sur quelques points noirs : la fiscalité (charges sociales, TIPP, taxe professionnelle..) et des infrastructures portuaires un peu moins performantes dans l'ensemble qu'en Europe du nord. Mais à condition de surmonter ces handicaps, la France dispose aujourd'hui d'une chance réelle de s'imposer comme l'une des principales plaques tournantes de la logistique européenne.

234. Les centres d'appel et les services en ligne

Ce poste est constitué en majorité de projets de centres d'appel. Mais il comprend également des activités de data centres, des services liés à l'internet et même quelques CSP comportant une forte composante de relation directe avec la clientèle. Il représente environ 2 % des projets et 5 % des emplois créés. La taille unitaire des projets est assez forte (environ 230 emplois en moyenne). Après une mauvaise année 2002, les années 2003 et 2004 ont été marquées par une forte reprise des flux de projets.

Le marché est dominé par les investisseurs nord-américains, qui représentent plus de 55 % des emplois créés, les européens n'arrivant qu'assez loin derrière, avec 40 %. Quant aux firmes d'origine asiatique, leur contribution est marginale : 5 % environ. Par pays, les firmes US représentent à elles seules la moitié des emplois créés, suivies de très loin par l'Allemagne, puis par la France, le Royaume-Uni et la Suède.

L'Europe de l'ouest accueille à elle seule plus de 80 % des projets et 75 % des emplois créés. Les principaux pays de destination sont le Royaume-Uni, suivi de l'Espagne, de la France et de l'Irlande. Mais tout suite après dans ce classement, apparaissent, avec des parts de marché non négligeables, des pays de l'est comme la Hongrie, la Bulgarie, voire la Roumanie et la Slovaquie. On peut également mentionner le début d'un mouvement de délocalisation vers des destinations off-shore comme l'Inde ou le Maghreb.

Tableau 3.15

Principales opérations réalisées dans les centres d'appel et les services et ligne 2002-2004

| Année | Société | Empl. | Origine | Destination | Secteur | Projet |
|-------|-----------------------------------|-------|------------|-------------|---|----------|
| 2003 | Conduit | 1200 | Irlande | Espagne | Opérateurs télécoms et internet | Création |
| 2004 | GE Capital International Services | 1000 | États-Unis | Bulgarie | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | GE Capital International Services | 1000 | États-Unis | Roumanie | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2003 | News Corp | 800 | États-Unis | Italie | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | Barclays | 750 | Roy.Uni | Espagne | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2002 | The Number 118 118 ; INFONXX | 700 | États-Unis | Roy. Uni | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2003 | The Number ; InfoNXX | 600 | États-Unis | Roy. Unii | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2003 | The Number ; InfoNXX | 550 | États-Unis | Roy.Uni | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Extensi. |
| 2002 | GE ; General Electric | 500 | États-Unis | Hongrie | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2002 | Xilinx | 500 | États-Unis | Irlande | Equipements électr., informatiques, médicaux | Extensi. |
| 2003 | City Call | 500 | Belgique | Bulgarie | Opérateurs télécoms et internet | Création |
| 2003 | Symbol Technologies | 500 | États-Unis | Rép. Tch. | Equipements électr., informatiques, médicaux | Création |
| 2003 | The Mortgage Group ; TMG | 500 | États-Unis | Roy.Uni | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | Transcom ; Kinnevik | 500 | Suède | France | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2004 | Hewlett-Packard ; HP | 450 | États-Unis | Slovaquie | Logiciels et prestations informatiques | Création |
| 2004 | Winterthur | 450 | Suisse | Espagne | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | Transcom WorldWide | 450 | Suède | France | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2002 | Woo One | 400 | Cor. Sud | Slovaquie | Chimie, plasturgie, biotechnologies | Création |
| 2003 | General Electric ; GE | 400 | États-Unis | Pologne | Agro-alimentaire | Création |
| 2003 | Hutchinson 3G | 400 | Chine | Allemagne | Opérateurs télécoms internet | Création |
| 2004 | ExxonMobil | 400 | États-Unis | Hongrie | Energie | Création |

Source : AFII

Encadré 3.6 **Le Maghreb, nouvel Eldorado des call-centers ?**

Qu'y-a-t-il en commun entre Webhelp, Clientologic, Arvato, B2S ? Toutes ces entreprises ont annoncé, au cours de l'été 2004., l'ouverture de centres d'appels au Maroc, avec plusieurs centaines d'emplois à la clé. Ces nouveaux sites viendront s'ajouter aux 40 déjà opérationnels dans le pays, employant environ 4000 personnes pour un chiffre d'affaires de 65 millions d'euros : CEGETEL/SFR, Bouygues Telecom, Tele, AOL, Tiscali, Dell, Wanadoo....

Un centre d'appel (« call center » en anglais) est un service permettant d'établir une relation à distance entre une entreprise et son client, par téléphone, internet, serveurs vocaux, etc. Des call centers, il y a en a dans presque tous les secteurs d'activité : banque, maintenance informatique, grande distribution... Il y a de toutes sortes : des petits et des gros ; des services internes à l'entreprise ou destinés à sa clientèle ; des activités très « basiques » avec de gros volumes de transactions et des services à haute valeur ajoutée faisant appel à des compétences très pointues. Tout cela représente un marché mondial de 50 milliards de dollars, avec un rythme de croissance à deux chiffres.

Des call centers, il y en a aussi partout dans monde. Quand vous appelez un service de renseignement par téléphone, il se peut que l'opérateur qui vous répond dans votre langue - et sans accent, car on donne des cours de diction aux salariés - soit situé à des milliers de kilomètres de chez vous, au Sénégal ou .. au Maroc. Incitation supplémentaire à la délocalisation, l'investissement nécessaire est en général peu élevé : location d'un espace, acquisition de mobilier et de matériel de telecom : c'est tout. Rien à voir avec un gros projet industriel. Les seules contraintes : disposer sur place d'un personnel techniquement compétent, parlant la langue du client, prêt à accepter des horaires de travail inhabituels, et d'un système de télécommunications efficace à coûts raisonnables.

Tout cela, on peut le trouver au Maroc, même si les réseaux de télécommunication ou les ressources en main d'œuvre qualifiée restent moins attractifs que dans les pays « off shore » les mieux dotés, comme l'Inde. Par contre, au Maroc, comme en Tunisie, on parle le français.. Le résultat, c'est un début de croissance de cette activité au Maghreb, autant d'ailleurs du fait d'entrepreneurs locaux que d'entreprises étrangères. En Tunisie, plus d'une quinzaine de projets ont été annoncés au cours de l'année 2003. Certaines sociétés ont connu des évolutions brillantes. Par exemple, Teleperformances employait 1400 salariés en 2003, contre 100 en 2001. Une quarantaine de centres d'appels sont opérationnels sur l'ensemble du territoire. Il existe, dans la proche banlieue de Tunis, une cité technologique des télécommunications, qui devrait accueillir d'ici peu des bâtiments dédiés aux centres d'appel.

Ces évolutions montrent que la frilosité des investisseurs vis-à-vis du Maghreb se dissipe quelque peu. Une bonne nouvelle pour ces pays, mais aussi pour nos entreprises et pour toute la région euro-méditerranéenne, qui bénéficiera ainsi d'un supplément de croissance : nouveaux marchés et nouvelles compétences. Mais à court terme, pour les salariés français, c'est plutôt l'inquiétude. Jusqu'ici nous n'avons pas mal réussi, avec une moyenne de 1500 à 2000 implantations étrangères par an, soit 10 % du marché européen, face à des îles britanniques sur-dopées (près de 50 % du marché européen), à une Allemagne trop chère et une Europe de l'est défavorisée par la faible pratique de l'anglais. Mais l'irruption de nouveaux concurrents, qui plus est francophones, change la donne. Et pas dans le bon sens.

235. Bureaux commerciaux et de représentation

Ce poste regroupe, outre des bureaux commerciaux, quelques projets liés à l'implantation de services bancaires et d'assurance. Il représente un nombre très important de projets (près du tiers du total), mais est par contre assez négligeable en termes d'emploi (2 % du total). La taille moyenne des projets est faible (40 emplois environ) et la proportion de projets renseignés en emplois, particulièrement faible. On note une forte augmentation des flux de projets entre 2002 et 2004.

Les projets sont essentiellement originaires d'Europe de l'ouest (près de 50 % des emplois créés) et d'Amérique du nord (42 %). Les secteurs les plus représentés sont les activités de services (logiciels, conseil et ingénierie, autres services), ainsi que les équipements électriques et électroniques. Les pays d'Europe de l'ouest accueillent près de 90 % des projets et 80 % des emplois créés. Les principaux pays d'accueil sont le Royaume-Uni, l'Irlande, la Pologne, la France et les Pays-Bas, qui représentent à eux cinq plus de 70 % du total des emplois créés.

Tableau 3.16
Principales opérations réalisées dans les bureaux commerciaux 2002-2004

| Année | Société | Emplois | Origine | Destination | Secteur | Projet |
|-------|---|---------|------------|-------------|---|----------|
| 2004 | Bank Austria Creditanstalt | 1300 | Autriche | Pologne | Autres services, commerciaux ou financiers | Création |
| 2002 | Cisco | 800 | États-Unis | Pays-Bas | Logiciels et prestations informatiques | Création |
| 2002 | MBNA | 500 | États-Unis | Irlande | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2003 | QUINN-direct Insurance | 350 | Irlande | Roy. Ui | Autres services, commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | American Life Insurance Company ; ALICO | 320 | États-Unis | Roy.Uni | Autres services, commerciaux ou financiers | Création |
| 2003 | Cap Gemini ; Sogeti | 300 | France | Espagne | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2002 | Ericsson | 250 | Suède | Espagne | Equipements électr. informatiques, médicaux | Création |
| 2003 | Crown Worldwide Group | 250 | États-Unis | Roy.Uni | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2004 | Bank Austria Creditanstalt | 250 | Autriche | Hongrie | Autres | Création |
| 2003 | IBM | 235 | États-Unis | Irlande | Equipements électr. informatiques, médicaux | Création |
| 2002 | HI3G ; Hutchinson Whampoa ; Investor | 200 | Chine | Danemark | Equipements électr. informatiques, médicaux | Création |
| 2003 | Ingersoll-Rand | 200 | États-Unis | Irlande | Equipements électr. informatiques, médicaux | Création |
| 2002 | NetIQ | 180 | États-Unis | Irlande | Equipements électr. informatiques, médicaux | Création |
| 2002 | Safe Systems ; ADT | 150 | Autres | Pays-Bas | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2002 | Keith Prowse | 120 | Roy.Uni | Irlande | Autres | Création |
| 2004 | Multi-Prêts Hypothèques | 120 | Canada | France | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2003 | Islas Airways ; Santa Barbara | 102 | Venezuela | Espagne | Autres services, commerciaux ou financiers | Création |
| 2003 | Sembutilities Solutions ; SembCorp Industries group | 100 | Singapour | Roy.Uni | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2004 | Lehman Brothers | 100 | États-Unis | Allemagne | Autres services, commerciaux ou financiers | Création |
| 2004 | Computer Sciences Corporation ; CSC | 100 | États-Unis | Roy.Uni | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2004 | Capgemini | 100 | France | Suède | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Extens. |

Source : AFII

236. Autres prestations de services

Il s'agit d'un poste « fourre-tout » ou l'on regroupe soit des opérations « mixtes » associant plusieurs des activités mentionnées plus haut, soit des activités inclassables, soit tout simplement des projets sur lesquels les informations disponibles sont insuffisantes. Il représente 5 % des projets et 4 % des emplois. La principale région d'origine est l'Europe de l'ouest, suivie de l'Amérique du nord. Les secteurs des services aux entreprises et du matériel électrique et électronique représentent à eux seuls plus de la moitié des emplois créés. L'Europe de l'ouest accueille les trois-quarts des emplois créés.

Tableau 3.17
Principaux projets en autres prestations de services 2002-2004

| Année | Société | Empl. | Origine | Destination | Secteur | Projet |
|-------|--|-------|------------|-------------|---|----------|
| 2002 | Egg | 1000 | Roy.Uni | France | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2004 | Ernst & Young ; Ernst ; Young | 700 | États-Unis | Allemagne | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Extens. |
| 2002 | RadioMobil ; Deutsche Telekom | 600 | Allemagne | Rép. Tch. | Equipements électr. informatiques, médicaux | Création |
| 2002 | iSKY | 500 | États-Unis | Roy.Uni | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2004 | HanseNet Telekommunikations | 500 | Italie | Allemagne | Opérateurs télécoms et internet | Création |
| 2004 | Dell | 420 | États-Unis | Irlande | Equipements électr.,informatiques, médicaux | Extens. |
| 2002 | Chang Chun Plastics Co ; CCP Group | 400 | Taiwan | Roy.Uni | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2002 | Hyatt | 400 | États-Unis | France | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2002 | Diageo | 375 | Roy.Uni | Hongrie | Agro-alimentaire | Création |
| 2004 | Citigroup | 375 | États-Unis | Roy.Uni | Autres services commerciaux ou financiers | Création |
| 2002 | Hays Ceritex ; Hays | 365 | Roy.Uni | France | Equipements électr., informatiques, médicaux | Création |
| 2002 | Thomson NETg | 360 | Canada | Irlande | Equipements électr., informatiques, médicaux | Création |
| 2002 | PTC ; Deutsche Telekom ; Vivendi Universal ; Elektrim | 350 | Allemagne | Pologne | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2002 | ICT Eurotel | 350 | États-Unis | Irlande | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2002 | ICT Group | 300 | États-Unis | Roy.Uni | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2002 | Regus Group | 295 | États-Unis | Irlande | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2002 | Elev8 Solutions | 266 | Irlande | Roy.Uni | Equipements électr., informatiques, médicaux | Création |
| 2002 | Deutsche Telecom | 250 | Allemagne | Hongrie | Equipements électr. informatiques, médicaux | Création |
| 2002 | LG Electronics ; Albacomp | 250 | Cor.du Sud | Hongrie | Electronique grand public | Création |
| 2002 | European Central Aviation ; Zeleznicni Stavitelstvi Brno | 250 | Roy.Uni | Rép. Tch. | Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires | Création |
| 2002 | Bayer | 250 | Allemagne | Espagne | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2002 | Arius 3D | 250 | Canada | Roy.Uni | Equipements électr., informatiques, médicaux | Création |
| 2002 | Cargo Future Communications (CFC) | 200 | Allemagne | Belgique | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2002 | Schlumberger Network Solutions | 200 | États-Unis | Irlande | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |
| 2002 | PFPC | 200 | États-Unis | Irlande | Conseil, ingénierie et services aux entreprises | Création |

Source : AFII

237. La production

Ce poste regroupe essentiellement des projets de sites d'usines manufacturières, avec une contribution très marginale d'activités de production de services. Il est de loin le plus important de la base, avec 42 % des projets et 75 % des emplois créés. La taille unitaire des projets de production est très supérieure à la moyenne (235 emplois par projets), notamment pour ceux s'implantant en Europe de l'est. Après une chute des emplois créés en 2003, l'année 2004 a été marquée par une reprise.

Les firmes ouest-européennes représentent à elles seules les deux-tiers des créations d'emplois, ne laissant qu'un rôle secondaire aux nord-américaines (20 %) et aux asiatiques (15 %). Par pays, les principaux investisseurs sont l'Allemagne (plus de 20 % des emplois), suivie par les Etats-Unis (environ 20 %), la France (près de 12 %) et le Japon (10 %).

Tableau 3.18
Principaux projets en production 2002-2004

| Année | Société | Emp. | Origine | Destination | Secteur | Projet |
|-------|---------------------------------|------|------------|-------------|--|----------|
| 2002 | Leoni AG | 5000 | Allemagne | Ukraine | Automobile | Création |
| 2003 | Yazaki | 4600 | Japon | Roumanie | Automobile | Création |
| 2002 | EADS | 4000 | France | Espagne | Autres matériels de transport | Création |
| 2004 | Airbus | 4000 | France | Allemagne | Autres matériels de transport | Création |
| 2003 | PSA Peugeot Citroën | 3500 | France | Slovaquie | Automobile | Création |
| 2002 | Leoni AG | 3000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Création |
| 2003 | INA Schaeffler | 3000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Création |
| 2003 | Volkswagen | 3000 | Allemagne | Pologne | Automobile | Extens. |
| 2003 | Airbus ; EADS | 3000 | France | Espagne | Autres matériels de transport | Création |
| 2002 | Siemens VDO | 2500 | Allemagne | Rép. Tch. | Automobile | Création |
| 2002 | Peugeot ; Toyota | 2500 | France | Rép. Tch. | Automobile | Création |
| 2002 | Sandra Textile Mills | 2500 | Pakistan | Rép. Tch. | Textile, habillement | Création |
| 2004 | Hyundai ; Kia | 2400 | Cor. Sud | Slovaquie | Automobile | Création |
| 2004 | Montupet | 2150 | France | Roumanie | Automobile | Création |
| 2003 | Flextronics | 2100 | Singapour | Hongrie | Equipements électr., informatiques, médicaux | Extensi. |
| 2002 | R&M Jewelry LLC | 2000 | États-Unis | Bulgarie | Métaux, travail des métaux et recyclage | Création |
| 2002 | Delphi | 2000 | États-Unis | Rép. Tch. | Automobile | Création |
| 2003 | Airbus | 2000 | France | Allemagne | Autres matériels de transport | Extensi. |
| 2004 | Milbro ; O'Neills ; Treximco | 2000 | Irlande | Roumanie | Textile, habillement | Création |
| 2004 | Volvo Cars AB ; Ford | 2000 | États-Unis | Suède | Automobile | Extens. |

Source : AFII

Plus de 90 % des projets appartiennent au secteur manufacturier, où se distinguent notamment l'automobile et le matériel électrique et électronique (près de 45 % des emplois créés). La part de l'automobile a cependant baissé aux cours des deux dernières années, tandis que la part des composants électroniques et de l'électroménager s'accroissait.

L'Europe de l'est accueille environ les deux-tiers des emplois créés. Les cinq premiers pays de destination, toujours en termes d'emplois créés, sont tous situés en Europe de l'est : Hongrie, Pologne, république Tchèque, Roumanie, Slovaquie. Les pays ouest européens n'arrivent qu'ensuite : Royaume-Uni, France, Irlande, Allemagne, Espagne.

Une analyse sectorielle détaillée sera effectuée dans le chapitre 4.

CHAPITRE 4

ANALYSE PAR SECTEURS

La progression des activités de services dans les flux d'investissements directs constitue sans doute l'une des évolutions les plus marquantes de ces dernières années, tout particulièrement en Europe de l'ouest (cf chapitre 3 et encadré 3.1). Cependant, une part importante de ces investissements tertiaires ne donne pas véritablement lieu à une compétition entre pays d'accueil, puisqu'ils sont par nature destinés à alimenter le marché local et ne se traduisent pas par la production de services exportables. Les réseaux bancaires et d'assurance, les secteurs de la distribution et de l'hôtellerie, les services de réseaux comme l'électricité ou les infrastructures de transport, qui se trouvent dans ce cas de figure, ne sont donc pas comptabilisés par les observatoires de l'AFII, qui se focalisent uniquement sur les projets dits « internationalement mobiles » donnant lieu à compétition entre territoires d'accueil potentiels.

Au sein de ce type de projets, l'analyse des données AFII fait apparaître une forte concentration des créations d'emplois dans quelques activités manufacturières (automobile, équipement électronique..), avec toutefois un tassement progressif entre 2002 et 2004 au profit notamment des activités de services et des logiciels¹³.

Les firmes d'origine anglo-saxonne constituent des investisseurs importants dans la plupart des activités de services et de haute technologie, alors que les entreprises d'Europe continentale et d'Asie sont davantage représentées dans les secteurs de la production manufacturière de basse et moyenne technologie.

L'attractivité des pays de l'est est extrêmement forte pour les activités de production manufacturière à basse et moyenne valeur ajoutée par tête, tandis que l'Europe de l'ouest continue d'accueillir la majeure partie des projets et des emplois dans les activités de hautes technologies et de services (îles britanniques notamment).

Après avoir décrit la structure globale des flux d'investissement par activité et les grandes tendances géographiques, on analysera en détail la situation des principaux secteurs concernés.

I. LES GRANDES TENDANCES : SECTEURS DOMINANTS, REGIONS D'ORIGINE ET D'ACCUEIL

11 Rôle dominant de l'automobile et du matériel électronique, poussée des services et des logiciels

Deux grands secteurs industriels (automobile et matériel électrique et électronique) concentrent près de 42 % des emplois créés, aucune autre activité ne représentant plus de 5 % de ces créations (tableau 4.1). Cependant, le regroupement de certains secteurs présentant des similitudes ou des complémentarités fait apparaître d'autres ensembles significatifs :

- Le reste de la filière NTIC (Composants électroniques, logiciels, services informatiques, opérateurs télécom et internet) représente 5,4 % des emplois créés et 16,3 % des projets. En

¹³ Certaines activités tertiaires donnent en effet lieu à la production de services « exportables ». Les projets internationaux dans ces activités sont donc comptabilisés par les observatoires de l'AFII.

réintégrant le matériel électronique et informatique, on arrive à plus de 15 % des emplois créés.

- Les autres activités à haut niveau technologique (aéronautique, médicaments, biotechnologies, chimie fine), représentent (en intégrant indûment la chimie lourde) 12,4 % des créations d'emplois et 12,5 % des projets.

- Les activités de services aux entreprises et aux particuliers (services commerciaux et financiers, conseil, ingénierie, autres services aux entreprises,..) représentent 11 % des créations d'emplois et 14,5 % des projets. En rajoutant l'activité de transports-stockage, on arriverait à 14,5 % des créations d'emplois.

- Les industries légères utilisant une main d'œuvre abondante et dont les décisions de localisation sont très sensibles aux comparaisons de coûts salariaux, comme l'ameublement, l'électronique grand public et l'ameublement, représentent 9,5 % des emplois créés et 5,4 % des projets.

- Les industries de base caractérisés notamment par leur forte intensité capitalistique (métaux et travail des métaux, autres industries de base, auxquelles il faudrait en principe également rajouter la chimie de base et la production d'énergie) représentent a minima 6,5 % des créations d'emplois et 7 % des projets¹⁴.

Tableau 4.1
Répartition des emplois créés par secteur et année

| (Milliers) | 2002 | 2003 | 2004 | Total | % |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 3,8 | 3,9 | 5,8 | 13,4 | 2,7 |
| Ameublement et équipement du foyer | 7,7 | 4,4 | 6,0 | 18,1 | 3,6 |
| Autres | 8,1 | 0,1 | 1,6 | 9,7 | 2,0 |
| services commerciaux ou financiers | 3,2 | 11,5 | 11,7 | 26,4 | 5,3 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 6,0 | 5,5 | 5,3 | 16,8 | 3,4 |
| Composants électroniques | 0,8 | 3,2 | 4,4 | 8,4 | 1,7 |
| Conseil, ing., serv. aux entr. | 12,7 | 8,8 | 7,0 | 28,4 | 5,7 |
| Automobile | 60,9 | 51,1 | 46,9 | 158,8 | 31,9 |
| Electronique grand public | 0,5 | 7,2 | 8,2 | 16,0 | 3,2 |
| Energie | 0,2 | 1,9 | 1,3 | 3,4 | 0,7 |
| Eq.électr. informatiques, médicaux | 24,0 | 14,5 | 14,8 | 53,3 | 10,7 |
| Logiciels et prestations informatiques | 2,1 | 6,8 | 9,4 | 18,2 | 3,7 |
| Machines et équipements mécaniques | 4,7 | 4,2 | 5,8 | 14,7 | 2,9 |
| Autres mat.de transprt | 6,1 | 8,1 | 5,7 | 19,9 | 4,0 |
| Médicaments | 10,3 | 7,8 | 6,8 | 25,0 | 5,0 |
| Métaux, travail des métaux | 6,8 | 2,3 | 6,0 | 15,0 | 3,0 |
| Opérateurs télécoms et internet | 0,2 | 3,3 | 1,6 | 5,0 | 1,0 |
| Textile, habillement | 5,2 | 3,5 | 4,9 | 13,6 | 2,7 |
| Transport, stockage, BTP | 3,6 | 6,9 | 6,7 | 17,2 | 3,5 |
| Autres ind. de base | 4,5 | 5,4 | 7,3 | 17,1 | 3,4 |
| Total | 171,3 | 160,3 | 167,0 | 498,5 | 100,0 |

Source : AFII

¹⁴ On pourrait encore développer cet liste en proposant d'autres regroupements possibles, comme par exemple un poste « biens d'équipement professionnel » (machines, équipements électriques et électroniques) qui serait à l'origine de 13,8 % des créations d'emplois, ou encore un poste « services de réseaux » regroupant l'énergie, les télécommunications et les transports (5,2 % des créations d'emplois).

On observe au cours de la période étudiée un déclin des créations d'emplois dans les deux secteurs dominants (automobile et équipements électriques/électroniques), au profit notamment des activités de services et du reste de la filière NTIC.

L'analyse en terme de nombre de projets (tableau 4.2) fait apparaître essentiellement une contribution nettement moins marquée du secteur automobile (seulement 11,9 % de projets), au profit essentiellement des activités de services aux entreprises et des logiciels (23,0 % des projets contre 9,4 % des emplois). Cette différence est évidemment liée à la nature et à la taille des projets concernés (voir également tableau 4.3) : gros projets de production manufacturière très intensifs en main d'œuvre dans l'automobile, centres de conception employant quelques dizaines de personnes dans les logiciels.

Tableau 4.2
Répartition des projets par secteur et année

| (Nombre de projets) | 2002 | 2003 | 2004 | Total | % |
|--|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 107 | 144 | 137 | 388 | 5,6 |
| Ameublement et équipement du foyer | 48 | 35 | 55 | 138 | 2,0 |
| Autres | 82 | 8 | 12 | 102 | 1,5 |
| Services commerciaux ou financiers | 59 | 177 | 148 | 384 | 5,5 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 141 | 169 | 154 | 464 | 6,7 |
| Composants électroniques | 10 | 38 | 49 | 97 | 1,4 |
| Conseil, ing., serv. aux entr. | 246 | 199 | 179 | 624 | 9,0 |
| Automobile | 256 | 288 | 284 | 828 | 11,9 |
| Electronique grand public | 7 | 60 | 52 | 119 | 1,7 |
| Energie | 27 | 72 | 41 | 140 | 2,0 |
| Eq.électr. informatiques, médicaux | 516 | 250 | 206 | 972 | 14,0 |
| Logiciels et prestations informatiques | 154 | 388 | 432 | 974 | 14,0 |
| Machines et équipements mécaniques | 55 | 94 | 96 | 245 | 3,5 |
| Autres mat.de transprt | 26 | 37 | 24 | 87 | 1,2 |
| Médicaments | 121 | 108 | 94 | 323 | 4,6 |
| Métaux, travail des métaux | 70 | 58 | 65 | 193 | 2,8 |
| Opérateurs télécoms et internet | 10 | 27 | 25 | 62 | 0,9 |
| Textile, habillement | 25 | 47 | 46 | 118 | 1,7 |
| Transport, stockage, BTP | 75 | 154 | 179 | 408 | 5,9 |
| Autres ind. de base | 59 | 117 | 125 | 301 | 4,3 |
| Total | 2094 | 2470 | 2403 | 6967 | 100,0 |

Source : AFII

Tableau 4.3
Taille des projets par secteur et région de destination

| (Nombre moyen d'emplois par projet) | Europe est | Europe ouest | Total Europe |
|--|------------|--------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 130,8 | 82,2 | 91,4 |
| Ameublement et équipement du foyer | 416,6 | 145,1 | 296,4 |
| Autres | 442,6 | 88,3 | 211,6 |
| Services commerciaux ou financiers | 401,8 | 160,0 | 183,5 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 132,9 | 76,5 | 89,8 |
| Composants électroniques | 213,2 | 131,3 | 152,2 |
| Conseil, ing., serv. aux entr. | 166,8 | 138,9 | 142,2 |
| Automobile | 458,9 | 159,3 | 320,9 |
| Electronique grand public | 442,1 | 89,8 | 284,8 |
| Energie | 226,7 | 90,5 | 118,7 |
| Eq.électr. informatiques, médicaux | 343,4 | 88,8 | 155,8 |
| Logiciels et prestations informatiques | 149,3 | 82,2 | 92,1 |
| Machines et équipements mécaniques | 216,0 | 72,8 | 132,2 |
| Autres mat.de transprt | 240,0 | 530,7 | 463,1 |
| Médicaments | 314,8 | 154,4 | 173,3 |
| Métaux, travail des métaux | 214,9 | 130,1 | 166,8 |
| Opérateurs télécoms et internet | 223,3 | 240,7 | 238,2 |
| Textile, habillement | 328,7 | 50,2 | 251,4 |
| Transport, stockage, BTP | 118,6 | 116,8 | 117,2 |
| Autres ind. de base | 212,3 | 88,1 | 135,0 |
| Total | 323,9 | 122,6 | 184,9 |

Source : AFII

12. Importance des pays anglo-saxons dans les services, de l'Allemagne et de l'Asie dans la production manufacturière

La contribution des différents pays d'origine aux créations d'emplois est variable selon les secteurs. On peut notamment noter (cf tableau 4.4) :

- Une contribution particulièrement forte des investisseurs allemands dans le **secteur automobile** (39,1 % des emplois créés), loin devant les américains (19,7 %), les japonais (17,0%) et les français 11,3).
- Le rôle par contre très important des américains dans les **équipements électroniques** (32,0 % des emplois créés), devant les firmes asiatiques hors Japon (21,7 %) et allemandes (15,7 %).
- Le rôle dominant des américains et la forte sur représentation des investisseurs britanniques dans l'ensemble des **activités de services** et surtout dans les **logiciels** où les firmes nord-américaines sont à elles seules à l'origine de 60,7 % des emplois créés, les allemands arrivant très loin derrière avec 15,9 %.

Tableau 4.4
Répartition des emplois créés par secteurs et régions d'origine

| | Am. du nord | Japon | Aut. Asie | Asie | Eur. centre | Eur. est | Eur. Nord | Eur. Ouest | Eur. Sud | France | Benel. | Europe | Autres | Total |
|---|----------------|-------|--------------|-------------|----------------|-------------|--------------|---------------|-------------|--------|--------|-------------|------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 25,1 | 1,8 | 1,5 | 3,2 | 19,9 | 6,0 | 7,0 | 14,9 | 6,2 | 4,9 | 7,0 | 65,8 | 5,9 | 100,0 |
| Ameublement et équipement du foyer | 4,3 | 0,0 | 0,8 | 0,8 | 23,9 | 7,7 | 32,0 | 0,8 | 14,5 | 0,6 | 8,0 | 87,5 | 7,3 | 100,0 |
| Autres | 20,0 | 4,4 | 2,3 | 6,7 | 24,5 | 1,8 | 1,1 | 4,5 | 11,4 | 19,1 | 10,9 | 73,3 | 0,0 | 100,0 |
| Services commerciaux ou financiers | 46,8 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 24,5 | 0,0 | 2,3 | 12,6 | 0,1 | 7,6 | 4,4 | 51,4 | 1,5 | 100,0 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 38,5 | 5,1 | 3,5 | 8,6 | 27,3 | 0,2 | 3,2 | 5,4 | 5,5 | 4,4 | 1,7 | 47,7 | 5,2 | 100,0 |
| Composants électroniques | 52,7 | 3,9 | 3,2 | 7,1 | 22,1 | 0,0 | 3,6 | 4,5 | 0,0 | 4,9 | 2,4 | 37,5 | 2,6 | 100,0 |
| Conseil, ing., serv. aux entr. | 37,2 | 1,2 | 2,0 | 3,3 | 12,3 | 0,0 | 10,8 | 11,9 | 0,5 | 12,1 | 9,4 | 56,9 | 2,6 | 100,0 |
| Automobile | 19,7 | 17,0 | 2,8 | 19,8 | 39,1 | 0,1 | 0,7 | 1,0 | 5,1 | 11,9 | 1,4 | 59,3 | 1,2 | 100,0 |
| Electronique grand public | 10,3 | 10,5 | 42,6 | 53,0 | 4,1 | 0,0 | 8,1 | 0,1 | 7,4 | 3,1 | 11,3 | 34,2 | 2,5 | 100,0 |
| Energie | 24,5 | 2,6 | 0,9 | 3,5 | 23,8 | 0,0 | 30,2 | 1,5 | 8,7 | 2,8 | 1,5 | 68,4 | 3,6 | 100,0 |
| Eq.électr. informatiques, médicaux | 32,0 | 7,3 | 21,7 | 29,0 | 15,7 | 0,4 | 8,9 | 3,2 | 1,1 | 4,9 | 3,9 | 38,0 | 1,0 | 100,0 |
| Logiciels et prestations informatiques | 60,7 | 0,7 | 5,4 | 6,1 | 15,9 | 1,4 | 1,6 | 7,6 | 0,6 | 2,9 | 2,4 | 32,4 | 0,7 | 100,0 |
| Machines et équipements mécaniques | 18,6 | 13,4 | 0,0 | 13,4 | 37,4 | 0,1 | 13,3 | 1,3 | 6,2 | 0,6 | 2,1 | 61,1 | 7,0 | 100,0 |
| Autres mat.de transprt | 6,3 | 0,2 | 0,0 | 0,2 | 4,1 | 0,0 | 0,0 | 2,7 | 2,3 | 79,8 | 0,8 | 89,7 | 3,8 | 100,0 |
| Médicaments | 43,2 | 1,2 | 0,2 | 1,4 | 16,4 | 0,2 | 10,0 | 18,9 | 2,9 | 3,7 | 1,5 | 53,7 | 1,8 | 100,0 |
| Métaux, travail des métaux | 42,6 | 1,7 | 2,5 | 4,2 | 13,6 | 0,0 | 5,9 | 2,4 | 8,2 | 13,0 | 4,4 | 47,4 | 5,8 | 100,0 |
| Opérateurs télécoms et internet | 6,0 | 0,0 | 12,4 | 12,4 | 0,0 | 0,0 | 0,6 | 41,0 | 27,1 | 2,8 | 10,2 | 81,7 | 0,0 | 100,0 |
| Textile, habillement | 7,2 | 0,3 | 18,4 | 18,8 | 22,4 | 0,0 | 0,6 | 15,7 | 20,4 | 3,9 | 2,2 | 65,1 | 8,9 | 100,0 |
| Transport, stockage, BTP | 16,9 | 9,9 | 0,5 | 10,3 | 20,8 | 0,3 | 4,2 | 15,1 | 4,8 | 7,4 | 15,4 | 67,9 | 4,9 | 100,0 |
| Autres ind. de base | 12,4 | 0,2 | 0,4 | 0,5 | 35,8 | 1,7 | 13,0 | 4,0 | 21,4 | 2,6 | 3,2 | 81,7 | 5,4 | 100,0 |
| Total | 25,9 | 7,9 | 5,9 | 13,8 | 25,2 | 0,7 | 5,6 | 5,7 | 5,6 | 10,6 | 4,0 | 57,5 | 2,7 | 100,0 |

Source : AFII

- Le rôle également dominant des américains, suivis des allemands, dans plusieurs **activités manufacturières de haute technologie**, comme les médicaments (où les investisseurs britanniques sont également très présents), les composants électroniques, la chimie-biotechnologies, la métallurgie et les composants électroniques.

- D'autres configurations résultent directement des spécialisations sectorielles des pays d'origine, comme la forte contribution de la France dans les créations d'emploi en **aéronautique**, des pays scandinaves dans **l'ameublement**, de l'Europe du sud et des autres pays asiatiques dans le **textile-habillement**, des autres pays asiatiques dans **l'électronique grand public**, enfin des pays germaniques dans **les machines et équipements mécaniques**, ou encore du Benelux et des îles britanniques **dans les activités de transport**.

L'analyse des données en termes de projets confirme pour l'essentiel les conclusions précédentes (cf. tableau 4.5).

Tableau 4.5
Répartition des projets par secteurs et régions d'origine

| (Nombre) | Am. du nord | Japon | Aut. Asie | Asie | Eur. Centre | Eur. est | Eur. Nord | Eur. ouest | Eur. Sud | France | Benel. | Europe | Autres | Total |
|---|----------------|-------|--------------|------|----------------|-------------|--------------|---------------|-------------|--------|--------|-------------|------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 17,3 | 3,4 | 3,6 | 7,0 | 14,9 | 4,9 | 8,0 | 7,2 | 14,4 | 8,5 | 8,8 | 66,8 | 9,0 | 100,0 |
| Ameublement et équipement du foyer | 15,2 | 0,7 | 2,2 | 2,9 | 23,2 | 3,6 | 23,2 | 4,3 | 14,5 | 6,5 | 2,2 | 77,5 | 4,3 | 100,0 |
| Autres | 26,5 | 3,9 | 2,0 | 5,9 | 17,6 | 2,0 | 4,9 | 7,8 | 15,7 | 8,8 | 8,8 | 65,7 | 2,0 | 100,0 |
| Services commerciaux ou financiers | 34,4 | 1,3 | 2,1 | 3,4 | 19,5 | 1,8 | 4,4 | 10,4 | 5,7 | 10,4 | 6,3 | 58,6 | 3,6 | 100,0 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 28,7 | 9,9 | 3,2 | 13,1 | 20,3 | 1,7 | 6,5 | 8,4 | 6,9 | 4,3 | 6,0 | 54,1 | 4,1 | 100,0 |
| Composants électroniques | 40,2 | 11,3 | 10,3 | 21,6 | 22,7 | 0,0 | 1,0 | 5,2 | 1,0 | 2,1 | 4,1 | 36,1 | 2,1 | 100,0 |
| Conseil, ing., serv. aux entr. | 37,7 | 3,0 | 2,6 | 5,6 | 11,2 | 0,6 | 6,6 | 11,9 | 5,4 | 10,7 | 7,4 | 53,8 | 2,9 | 100,0 |
| Automobile | 21,9 | 21,4 | 2,4 | 23,8 | 26,2 | 1,1 | 3,4 | 2,4 | 7,5 | 9,8 | 2,2 | 52,5 | 1,8 | 100,0 |
| Electronique grand public | 7,6 | 22,7 | 25,2 | 47,9 | 6,7 | 2,5 | 10,1 | 0,8 | 8,4 | 5,0 | 10,1 | 43,7 | 0,8 | 100,0 |
| Energie | 22,1 | 4,3 | 0,7 | 5,0 | 17,9 | 9,3 | 11,4 | 7,1 | 12,1 | 4,3 | 7,9 | 70,0 | 2,9 | 100,0 |
| Eq.électr. informatiques, médicaux | 44,5 | 8,4 | 7,4 | 15,8 | 10,2 | 1,1 | 6,0 | 5,5 | 4,5 | 4,9 | 3,6 | 35,8 | 3,8 | 100,0 |
| Logiciels et prestations informatiques | 62,0 | 1,6 | 3,7 | 5,3 | 5,3 | 2,5 | 5,5 | 5,6 | 2,3 | 5,0 | 3,0 | 29,3 | 3,4 | 100,0 |
| Machines et équipements mécaniques | 19,6 | 15,5 | 2,9 | 18,4 | 27,3 | 1,6 | 9,8 | 4,1 | 9,8 | 2,9 | 2,9 | 58,4 | 3,7 | 100,0 |
| Autres mat.de transprt | 28,7 | 2,3 | 0,0 | 2,3 | 11,5 | 0,0 | 1,1 | 11,5 | 5,7 | 26,4 | 5,7 | 62,1 | 6,9 | 100,0 |
| Médicaments | 38,4 | 3,4 | 3,4 | 6,8 | 18,0 | 1,5 | 9,0 | 8,4 | 3,4 | 8,4 | 3,4 | 52,0 | 2,8 | 100,0 |
| Métaux, travail des métaux | 22,3 | 3,1 | 3,1 | 6,2 | 16,6 | 3,6 | 9,8 | 6,7 | 13,5 | 8,3 | 5,2 | 63,7 | 7,8 | 100,0 |
| Opérateurs télécoms et internet | 22,6 | 0,0 | 17,7 | 17,7 | 8,1 | 9,7 | 8,1 | 17,7 | 8,1 | 3,2 | 3,2 | 58,1 | 1,6 | 100,0 |
| Textile, habillement | 20,3 | 2,5 | 4,2 | 6,8 | 16,1 | 3,4 | 2,5 | 5,1 | 24,6 | 8,5 | 5,9 | 66,1 | 6,8 | 100,0 |
| Transport, stockage, BTP | 10,3 | 3,9 | 2,9 | 6,9 | 25,0 | 2,5 | 6,6 | 8,6 | 12,3 | 11,0 | 13,7 | 79,7 | 3,2 | 100,0 |
| Autres ind. de base | 13,6 | 2,0 | 0,7 | 2,7 | 23,9 | 2,7 | 18,9 | 6,3 | 17,3 | 7,0 | 4,7 | 80,7 | 3,0 | 100,0 |
| Total | 32,6 | 7,0 | 4,0 | 11,1 | 16,3 | 2,1 | 7,0 | 6,7 | 7,7 | 7,5 | 5,2 | 52,6 | 3,7 | 100,0 |

Source : AFII

13. Rôle dominant de la fonction « production » pour la création d'emplois dans le secteur manufacturier, mais forte contribution des autres fonctions en termes de nombre de projets

La répartition des investissements par type de fonction est variable selon les secteurs d'activité. L'analyse du tableau 4.6 fait à cet égard apparaître les éléments suivants :

- La domination écrasante des emplois de production dans l'ensemble des activités manufacturières (automobile, machines, travail des métaux, autres industries de base notamment). On observe cependant une contribution non négligeable des activités de distribution-logistique dans les industries de consommation (IAA, ameublement, habillement..) et des centres de R&D dans certaines activités à haute valeur ajoutée (chimie/biotechnologies, médicaments, composants électroniques, logiciels).

- Par contre, de manière peu surprenante compte tenu de la nature des activités concernés, on peut noter l'importance de diverses fonctions tertiaires dans les secteurs des services commerciaux et financiers (centres d'appel, distribution..), des services aux entreprises (autres services, centres d'appel, logistique), des logiciels (bureaux commerciaux, centres d'appel, services administratifs), des opérateurs télécom et internet (centres d'appel, services administratifs).

Tableau 4.6
Répartition des emplois créés par secteurs et fonctions

| ((Milliers)) | Autres serv. | Bureau comm. | Centre de R&D | Centres d'appel | Distr., logist. | Serv. adm., QG | Total tert. | Prod. | Total |
|--|--------------|--------------|---------------|-----------------|-----------------|----------------|-------------|-------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 6,1 | 1,0 | 2,5 | 3,0 | 8,4 | 8,0 | 29,0 | 71,0 | 100,0 |
| Ameublement et équipement du foyer | 0,7 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 22,7 | 0,4 | 23,9 | 76,1 | 100,0 |
| Autres | 16,3 | 4,5 | 3,6 | 0,0 | 4,3 | 4,4 | 33,1 | 66,9 | 100,0 |
| Services commerciaux ou financiers | 6,4 | 10,1 | 0,0 | 31,9 | 34,2 | 12,2 | 94,8 | 5,2 | 100,0 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 0,8 | 0,3 | 4,8 | 2,6 | 0,6 | 4,3 | 13,4 | 86,6 | 100,0 |
| Composants électroniques | 0,3 | 0,6 | 7,6 | 0,4 | 1,0 | 1,0 | 10,8 | 89,2 | 100,0 |
| Conseil, ing., serv. aux entr. | 21,4 | 8,5 | 1,2 | 18,9 | 19,9 | 10,9 | 80,8 | 19,2 | 100,0 |
| Automobile | 0,2 | 0,1 | 1,3 | 0,0 | 1,9 | 1,5 | 5,1 | 94,9 | 100,0 |
| Electronique grand public | 4,1 | 0,6 | 1,6 | 0,5 | 0,6 | 3,6 | 11,1 | 88,9 | 100,0 |
| Energie | 2,7 | 1,9 | 0,3 | 11,6 | 2,2 | 12,1 | 30,7 | 69,3 | 100,0 |
| Eq.électr. informatiques, médicaux | 8,6 | 3,2 | 5,5 | 3,4 | 1,7 | 7,5 | 30,1 | 69,9 | 100,0 |
| Logiciels et prestations informatiques | 1,7 | 12,0 | 8,9 | 22,2 | 0,4 | 26,7 | 71,9 | 28,1 | 100,0 |
| Machines et équipements mécaniques | 0,0 | 1,0 | 2,2 | 0,6 | 0,2 | 1,3 | 5,4 | 94,6 | 100,0 |
| Autres mat.de transprt | 3,2 | 0,0 | 2,3 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 5,8 | 94,2 | 100,0 |
| Médicaments | 0,2 | 0,2 | 14,6 | 0,0 | 3,8 | 7,4 | 26,2 | 73,8 | 100,0 |
| Métaux, travail des métaux | 0,9 | 0,0 | 0,6 | 0,0 | 1,2 | 1,9 | 4,6 | 95,4 | 100,0 |
| Opérateurs télécoms et internet | 20,2 | 1,7 | 0,2 | 52,2 | 0,0 | 25,2 | 99,5 | 0,5 | 100,0 |
| Textile, habillement | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 7,9 | 2,5 | 10,4 | 89,6 | 100,0 |
| Transport, stockage, BTP | 5,4 | 1,0 | 0,0 | 4,0 | 13,8 | 10,5 | 34,7 | 65,3 | 100,0 |
| Autres ind. de base | 0,6 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 1,4 | 0,0 | 2,4 | 97,6 | 100,0 |
| Total | 3,9 | 2,1 | 2,8 | 4,9 | 5,9 | 5,4 | 25,0 | 75,0 | 100,0 |

Source : AFII

Les données en termes de projets confirment dans l'ensemble les analyses précédentes, avec toutefois une répartition globalement plus favorable aux fonctions tertiaires, et tout particulièrement aux bureaux commerciaux. L'importance de cette dernière fonction en termes de nombre de projets est particulièrement marquée dans l'ensemble des secteurs de services (y compris logiciels et maintenance informatique, transports et télécommunications) ainsi que, de manière plus surprenante, dans le secteur des équipements électriques et électroniques.

Tableau 4.7
Répartition des projets par secteurs et fonctions

| (Nombre) | Autres serv. | Bureau comm. | Centre de R&D | Centres d'appel | Distr., logist. | Serv. adm., QG | Total tert. | Prod. | Total |
|--|--------------|--------------|---------------|-----------------|-----------------|----------------|-------------|-------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 3,1 | 13,4 | 2,3 | 0,5 | 9,5 | 7,0 | 35,8 | 64,2 | 100,0 |
| Ameublement et équipement du foyer | 1,4 | 18,1 | 1,4 | 0,0 | 19,6 | 6,5 | 47,1 | 52,9 | 100,0 |
| Autres | 10,8 | 31,4 | 3,9 | 0,0 | 10,8 | 7,8 | 64,7 | 35,3 | 100,0 |
| services commerciaux ou financiers | 10,4 | 42,2 | 0,3 | 9,4 | 18,0 | 13,5 | 93,8 | 6,3 | 100,0 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 1,5 | 9,7 | 8,4 | 0,6 | 3,9 | 7,8 | 31,9 | 68,1 | 100,0 |
| Composants électroniques | 1,0 | 16,5 | 22,7 | 1,0 | 1,0 | 4,1 | 46,4 | 53,6 | 100,0 |
| Conseil, ing., serv. aux entr. | 11,7 | 52,6 | 2,1 | 5,0 | 10,3 | 7,5 | 89,1 | 10,9 | 100,0 |
| Automobile | 1,6 | 7,1 | 4,7 | 0,2 | 5,0 | 5,0 | 23,6 | 76,4 | 100,0 |
| Electronique grand public | 2,5 | 21,0 | 5,9 | 3,4 | 5,0 | 10,1 | 47,9 | 52,1 | 100,0 |
| Energie | 3,6 | 22,1 | 2,1 | 0,7 | 3,6 | 6,4 | 38,6 | 61,4 | 100,0 |
| Eq.électr. informatiques, médicaux | 8,6 | 38,9 | 8,2 | 1,2 | 4,1 | 11,1 | 72,2 | 27,8 | 100,0 |
| Logiciels et prestations informatiques | 2,5 | 69,8 | 5,4 | 3,0 | 0,2 | 13,9 | 94,8 | 5,2 | 100,0 |
| Machines et équipements mécaniques | 1,6 | 22,9 | 2,9 | 0,4 | 2,9 | 6,9 | 37,6 | 62,4 | 100,0 |
| Autres mat.de transprt | 14,9 | 11,5 | 4,6 | 0,0 | 5,7 | 4,6 | 41,4 | 58,6 | 100,0 |
| Médicaments | 0,3 | 16,7 | 15,5 | 0,0 | 4,0 | 8,4 | 44,9 | 55,1 | 100,0 |
| Métaux, travail des métaux | 1,0 | 12,4 | 0,5 | 0,0 | 5,7 | 3,1 | 22,8 | 77,2 | 100,0 |
| Opérateurs télécoms et internet | 6,5 | 48,4 | 6,5 | 17,7 | 0,0 | 14,5 | 93,5 | 6,5 | 100,0 |
| Textile, habillement | 0,0 | 20,3 | 0,0 | 0,0 | 16,1 | 9,3 | 45,8 | 54,2 | 100,0 |
| Transport, stockage, BTP | 7,8 | 22,5 | 0,0 | 1,2 | 11,5 | 6,6 | 49,8 | 50,2 | 100,0 |
| Autres ind. de base | 2,0 | 12,0 | 0,7 | 0,0 | 5,0 | 1,7 | 21,3 | 78,7 | 100,0 |
| Total | 4,8 | 31,0 | 4,9 | 2,0 | 6,3 | 8,5 | 57,5 | 42,5 | 100,0 |

Source : AFII

14. La production manufacturière se localise à l'est, les services et la high tech à l'ouest

L'analyse par pays de destination (cf tableaux 4.8 et 4.9) fait apparaître de fortes spécialisations par régions d'accueil :

- Les emplois en industries légères se localisent presque exclusivement dans les pays de l'est, avec une domination des PECO de première génération pour l'électronique grand public et des autres pays de l'est pour la confection et l'ameublement. A noter toutefois dans ce dernier secteur un flux modeste de créations d'emplois en Europe du sud.

- Les créations d'emplois en automobile, équipement électronique, machines, et, dans une moindre mesure, industries de base sont également très majoritairement orientées vers l'Europe de l'est (essentiellement les PECO de première génération, mais avec une part de marché importante et croissante des autres pays de l'est). A noter cependant une petite résistance de l'Europe du sud dans l'automobile, des îles britanniques dans le matériel électronique et les autres industries de base, enfin de l'ensemble de l'Europe de l'ouest (pays scandinaves notamment) dans la métallurgie.

Tableau 4.8
Répartition des emplois créés par secteurs et régions de destination

| | Autres Est | Centre-Est | Total Est | Benelux | France | Nord | Ouest | Sud | Centre-ouest | Total Ouest | Total |
|---|------------|------------|-------------|---------|--------|------|-------|------|--------------|-------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 9,0 | 18,3 | 27,3 | 7,4 | 14,1 | 4,1 | 20,1 | 15,6 | 11,4 | 72,7 | 100,0 |
| Ameublement et équipement du foyer | 54,6 | 23,7 | 78,3 | 1,4 | 4,3 | 0,0 | 2,2 | 9,6 | 4,1 | 21,7 | 100,0 |
| Autres | 43,0 | 29,8 | 72,8 | 4,0 | 4,9 | 0,0 | 8,0 | 6,9 | 3,4 | 27,2 | 100,0 |
| Services commerciaux ou financiers | 9,0 | 12,3 | 21,3 | 3,5 | 13,2 | 2,8 | 39,9 | 15,6 | 3,7 | 78,7 | 100,0 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 20,2 | 14,7 | 34,8 | 4,1 | 9,6 | 5,5 | 17,5 | 15,1 | 13,4 | 65,2 | 100,0 |
| Composants électroniques | 6,5 | 29,2 | 35,7 | 0,6 | 18,1 | 3,6 | 12,0 | 6,8 | 23,2 | 64,3 | 100,0 |
| Conseil, ing., serv. aux entr. | 0,7 | 13,4 | 14,1 | 6,9 | 16,0 | 5,3 | 33,7 | 16,4 | 7,6 | 85,9 | 100,0 |
| Automobile | 30,2 | 47,0 | 77,1 | 1,8 | 3,4 | 2,0 | 3,5 | 7,6 | 4,6 | 22,9 | 100,0 |
| Electronique grand public | 18,9 | 67,0 | 85,9 | 0,6 | 4,1 | 1,0 | 2,2 | 3,4 | 2,8 | 14,1 | 100,0 |
| Energie | 3,5 | 36,0 | 39,5 | 0,0 | 8,1 | 1,9 | 8,6 | 39,6 | 2,3 | 60,5 | 100,0 |
| Eq.électr. informatiques, médicaux | 11,8 | 46,2 | 58,0 | 1,4 | 7,2 | 2,5 | 18,5 | 8,2 | 4,4 | 42,0 | 100,0 |
| Logiciels et prestations informatiques | 4,0 | 19,8 | 23,8 | 7,4 | 10,1 | 2,4 | 44,3 | 8,8 | 3,2 | 76,2 | 100,0 |
| Machines et équipements mécaniques | 23,0 | 44,8 | 67,7 | 2,2 | 10,7 | 4,4 | 7,4 | 3,4 | 4,2 | 32,3 | 100,0 |
| Autres mat.de transprt | 0,0 | 12,1 | 12,1 | 0,3 | 2,4 | 0,3 | 10,1 | 44,0 | 30,9 | 87,9 | 100,0 |
| Médicaments | 1,7 | 19,7 | 21,4 | 17,6 | 10,2 | 3,8 | 23,3 | 9,5 | 14,2 | 78,6 | 100,0 |
| Métaux, travail des métaux | 28,0 | 27,8 | 55,8 | 8,2 | 6,1 | 12,1 | 7,6 | 6,6 | 3,6 | 44,2 | 100,0 |
| Opérateurs télécoms et internet | 10,9 | 2,5 | 13,4 | 4,5 | 16,7 | 3,2 | 9,5 | 24,8 | 28,0 | 86,6 | 100,0 |
| Textile, habillement | 63,8 | 30,7 | 94,5 | 0,3 | 1,3 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 3,5 | 5,5 | 100,0 |
| Transport, stockage, BTP | 10,1 | 14,0 | 24,1 | 10,8 | 13,1 | 0,7 | 21,3 | 16,8 | 13,2 | 75,9 | 100,0 |
| Autres ind. de base | 30,4 | 29,1 | 59,4 | 2,5 | 6,1 | 0,2 | 15,4 | 9,9 | 6,4 | 40,6 | 100,0 |
| Total | 20,9 | 33,3 | 54,2 | 3,8 | 7,2 | 2,6 | 13,8 | 11,0 | 7,4 | 45,8 | 100,0 |

Source : AFII

- Dans les industries à forte valeur ajoutée, la majorité des créations d'emplois continue à se faire en Europe de l'ouest, même si la part de marché des PECO de première génération souvent non négligeable: composants électroniques (Allemagne et PECO de première génération), médicaments (îles britanniques, Pecos de première génération, Benelux, Allemagne), aéronautique (Allemagne, Europe du sud), biotechnologies (Allemagne, îles britanniques).

- Cette domination ouest-européenne peut également être observée pour l'agro-alimentaire (îles britanniques, Pecos de première génération, Europe du Sud.).

- Dans l'ensemble des activités de services, les créations d'emplois restent majoritairement orientées vers l'Europe de l'ouest. En notera en particulier les très bonnes part de marché britanniques dans les services commerciaux et financiers, les services aux entreprises, les logiciels et le transport-stockage.

Tableau 4.9
Répartition des projets par secteurs et régions de destination

| | Est | Centre- Est | Total Est | Benelux | France | Nord | Ouest | Sud | Centre- ouest | Total Ouest | Total |
|---|------|----------------|--------------|---------|--------|------|-------|------|------------------|----------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 13,7 | 14,2 | 27,8 | 8,0 | 14,4 | 5,2 | 12,9 | 20,1 | 11,6 | 72,2 | 100,0 |
| Ameublement et équipement du foyer | 23,9 | 23,9 | 47,8 | 2,2 | 11,6 | 1,4 | 5,1 | 15,2 | 16,7 | 52,2 | 100,0 |
| Autres | 11,8 | 13,7 | 25,5 | 7,8 | 19,6 | 3,9 | 17,6 | 17,6 | 7,8 | 74,5 | 100,0 |
| Services commerciaux ou financiers | 5,7 | 8,9 | 14,6 | 6,8 | 22,9 | 4,9 | 24,5 | 17,7 | 8,6 | 85,4 | 100,0 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 5,6 | 14,9 | 20,5 | 13,1 | 13,6 | 8,4 | 12,7 | 17,9 | 13,8 | 79,5 | 100,0 |
| Composants électroniques | 6,2 | 19,6 | 25,8 | 4,1 | 25,8 | 7,2 | 17,5 | 5,2 | 14,4 | 74,2 | 100,0 |
| Conseil, ing., serv. aux entr. | 5,4 | 8,3 | 13,8 | 9,9 | 14,9 | 8,0 | 22,9 | 16,0 | 14,4 | 86,2 | 100,0 |
| Automobile | 13,6 | 34,5 | 48,2 | 7,2 | 9,5 | 1,8 | 7,6 | 15,1 | 10,5 | 51,8 | 100,0 |
| Electronique grand public | 9,2 | 33,6 | 42,9 | 5,9 | 9,2 | 7,6 | 10,1 | 13,4 | 10,9 | 57,1 | 100,0 |
| Energie | 12,1 | 9,3 | 21,4 | 4,3 | 14,3 | 7,9 | 11,4 | 27,1 | 13,6 | 78,6 | 100,0 |
| Eq.électr. informatiques, médicaux | 7,1 | 13,4 | 20,5 | 7,0 | 15,1 | 6,9 | 22,5 | 13,5 | 14,5 | 79,5 | 100,0 |
| Logiciels et prestations informatiques | 3,6 | 4,3 | 7,9 | 9,9 | 11,7 | 8,6 | 34,2 | 11,5 | 16,2 | 92,1 | 100,0 |
| Machines et équipements mécaniques | 11,4 | 20,8 | 32,2 | 5,3 | 22,0 | 3,7 | 13,5 | 10,6 | 12,7 | 67,8 | 100,0 |
| Autres mat.de transprt | 8,0 | 14,9 | 23,0 | 5,7 | 12,6 | 2,3 | 20,7 | 23,0 | 12,6 | 77,0 | 100,0 |
| Médicaments | 5,9 | 12,7 | 18,6 | 6,5 | 13,3 | 7,1 | 22,0 | 17,6 | 14,9 | 81,4 | 100,0 |
| Métaux, travail des métaux | 23,3 | 20,7 | 44,0 | 6,7 | 10,4 | 6,7 | 10,4 | 10,9 | 10,9 | 56,0 | 100,0 |
| Opérateurs télécoms et internet | 11,3 | 6,5 | 17,7 | 3,2 | 12,9 | 8,1 | 24,2 | 16,1 | 17,7 | 82,3 | 100,0 |
| Textile, habillement | 36,4 | 14,4 | 50,8 | 3,4 | 11,9 | 0,8 | 5,1 | 9,3 | 18,6 | 49,2 | 100,0 |
| Transport, stockage, BTP | 12,7 | 16,9 | 29,7 | 12,7 | 10,0 | 5,9 | 9,6 | 20,1 | 12,0 | 70,3 | 100,0 |
| Autres ind. de base | 19,9 | 13,6 | 33,6 | 6,3 | 17,9 | 3,3 | 10,0 | 18,9 | 10,0 | 66,4 | 100,0 |
| Total | 9,9 | 15,3 | 25,2 | 8,1 | 14,0 | 5,9 | 18,1 | 15,5 | 13,2 | 74,8 | 100,0 |

II. ANALYSES DÉTAILLÉES PAR SECTEUR

Compte tenu du nombre élevé de secteurs retenus dans la nomenclature des observatoires, on a cherché à regrouper ceux-ci en ensembles relativement homogènes du point de vue des critères de localisation : industries légères, industries de base, industrie de haute technologie, biens d'équipement professionnels, ensemble des services... Par contre, on a étudié isolément le secteur automobile, qui représente à lui seul près du tiers des créations d'emplois recensées.

Ces regroupements entre activités parfois très diverses se traduisent par une certaine schématisation des analyses, qui peut évidemment être critiquée. Cependant, ils permettent de mettre en évidence, de manière stylisée, l'existence de plusieurs logiques de localisation très distinctes : par les coûts de main d'œuvre (automobile, industries légères, en partie équipements professionnels...), par l'accès au marché (agro-alimentaire, en partie industries de base et services), par les ressources locales (services et notamment logiciels, industries à haute technologie, en partie équipements professionnels). Cette première approche pourra être davantage détaillée dans la suite des travaux.

21. L'automobile

Le secteur automobile représente un chiffre d'affaires mondial de l'ordre de 1000 milliards d'Euro. Avec un peu moins de 20 millions de véhicules produits, l'Europe réalise environ 30 % de la production mondiale. On peut distinguer, au sein de la filière, le secteur de l'assemblage automobile, très concentré, et celui des équipementiers où coexistent de très grands intégrateurs et des fournisseurs et sous-traitants spécialisés de tailles très diverses. Le dynamisme des marchés émergents et les faibles coûts locaux de production constituent de puissantes incitations à l'augmentation des capacités dans ces zones, tandis que les industries des pays développés traversent une phase d'intense restructuration (modernisation, rationalisation, concentration..).

Sur le « marché » européen de l'investissement, le secteur automobile représente à lui seul 31,9 % des emplois créés et 11,9 % des projets d'investissements recensés. L'écart important entre ces deux données provient de la nature de ces projets, où l'on trouve un pourcentage important de très gros sites de production manufacturiers. D'où une taille unitaire en emplois (321,0) très supérieurs à la moyenne de l'échantillon.

Le fait dominant de ces dernières années a été la montée en puissance des pays de l'est dans l'accueil des projets de production. Entre 2002 et 2004, les Pecos de première génération ont en effet représenté, à eux seuls, 47,0 % du total des créations d'emplois. Mais leur part tend aujourd'hui à décroître, à mesure que leurs capacités d'accueil se saturent et que leurs coûts salariaux augmentent, au profit des autres pays de l'est (Slovaquie, Roumanie...) qui ont attiré au cours de la même période 30,2 % des créations d'emplois, du fait notamment de la faiblesse de leurs coûts salariaux. A l'opposé, les créations d'emplois ont été très modestes dans les pays de l'ouest européen (moins de 23,0 % du total), et concentrées (hors quelques projets de production significatifs en Espagne et Suède) sur des activités de soutien tertiaire et de petits sites de fabrication spécialisés. Ces différences dans la nature des projets expliquent la taille unitaire beaucoup plus importante des projets en Europe de l'est qu'à l'ouest du continent (tableau 4.3)

Les flux d'investissements dans les pays de l'est ont eux-mêmes deux sources principales : d'une part, et majoritairement, des producteurs européens (essentiellement allemands mais également français), qui délocalisent leurs activités de main d'œuvre pour tirer profit des bas coûts salariaux et, dans une moindre mesure, accéder au marché ; d'autre part, des constructeurs extra-européens (japonais et américains essentiellement), qui développent leurs bases de production dans les pays de l'est afin d'alimenter à partir de là l'ensemble du marché européen.

Tableau 4.10
Principaux projets dans le secteur automobile

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|-------------------------------------|-------|------------|-----------|------------|--------------|--------|
| 2002 | Leoni AG | 5000 | Allemagne | Ukraine | Automobile | Production | Créat. |
| 2003 | Yazaki | 4600 | Japon | Roumanie | Automobile | Production | Créat. |
| 2003 | PSA Peugeot Citroën | 3500 | France | Slovaquie | Automobile | Production | Créat. |
| 2003 | Volkswagen | 3000 | Allemagne | Pologne | Automobile | Production | Ext. |
| 2002 | Leoni AG | 3000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Créat. |
| 2003 | INA Schaeffler | 3000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Siemens VDO | 2500 | Allemagne | Rép. tch. | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Peugeot ; Toyota | 2500 | France | Rép. tch. | Automobile | Production | Créat. |
| 2004 | Hyundai ; Kia | 2400 | Cor. Sud | Slovaquie | Automobile | Production | Créat. |
| 2004 | Montupet | 2150 | France | Roumanie | Automobile | Production | Créat. |
| 2004 | Volvo Cars AB ; Ford Motor Co | 2000 | Etats-Unis | Suède | Automobile | Production | Ext. |
| 2002 | Delphi | 2000 | Etats-Unis | Rép. tch. | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Skoda ; Volkswagen | 1800 | Allemagne | Rép. tch. | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Bosch | 1700 | Allemagne | Pologne | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Bosch | 1550 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Ext. |
| 2003 | Bosch | 1500 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Volkswagen | 1500 | Allemagne | Pologne | Automobile | Distr., log. | Créat. |
| 2003 | Leoni | 1500 | Allemagne | Slovaquie | Automobile | Production | Créat. |
| 2004 | First Automotive Works ; FAW | 1500 | Chine | Grèce | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Bosch Diesel | 1485 | Allemagne | Rép. tch. | Automobile | Production | Ext. |
| 2002 | Toyota | 1400 | Japon | Pologne | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Robert Bosch | 1200 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Ext. |
| 2002 | Poppe & Potthoff | 1000 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Wet Automotive | 1000 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Ext. |
| 2002 | Draexlmaier | 1000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Créat. |
| 2003 | Continental | 1000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Créat. |
| 2004 | Draxlmaier | 1000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Ford | 1000 | Etats-Unis | Espagne | Automobile | Production | Ext. |
| 2004 | Opel ; General Motors ; GM | 1000 | Etats-Unis | Pologne | Automobile | Production | Ext. |
| 2002 | Volvo ; Ford | 1000 | Etats-Unis | Suède | Automobile | Production | Ext. |
| 2002 | Eaton Corp | 1000 | Etats-Unis | Rép. tch. | Automobile | Production | Créat. |
| 2003 | Fiat-GM Powertrain ; General Motors | 1000 | Italie | Pologne | Automobile | Production | Créat. |
| 2002 | Mitsubishi | 1000 | Japon | Hongrie | Automobile | Production | Créat. |
| 2004 | Denso Corp | 1000 | Japon | Hongrie | Automobile | Production | Ext. |
| 2002 | Toyota | 1000 | Japon | Pologne | Automobile | Production | Ext. |
| 2003 | Toyota | 1000 | Japon | Roy.Uni | Automobile | Production | Ext. |

Source : AFII

Encadré 4.1

Quand la filière automobile met le cap à l'est

En République tchèque, l'allemand Erich Jaeger annonce la construction d'une usine de câbles auto à Vlocovice (200 salariés). En Slovénie, Renault embauche 400 ouvriers supplémentaires sur son site de Novo Mesto. En Roumanie, le constructeur français débute la production de la Dacia X90, véhicule bon marché destiné à la clientèle des marchés émergents, tandis que l'allemand Draixlmaier inaugure une 5^{ème} usine de composants électroniques automobiles (1000 personnes). Pendant ce temps, Michelin annonce 2900 suppressions d'emplois en France sur 3 ans, soit 12 % de ses effectifs actuels dans notre pays.

Ces quelques exemples récents témoignent de l'impressionnant mouvement de délocalisation qui touche aujourd'hui l'Europe de l'Ouest. Sur 250000 emplois créés au cours des années 2002-2004 dans la filière automobile en Europe par les investissements internationaux, plus des trois-quarts l'ont été dans les pays de l'Est. Dans le même temps, les mouvements simultanés de délocalisation et de rationalisation industriels se sont traduits dans nos pays par une chute vertigineuse de l'emploi : -135 000 dans l'industrie automobile française entre 1980 et 2003, soit une baisse de plus du tiers.

Bien sur, les montants d'investissements dans les pays développés restent très supérieurs, en termes financiers, à ceux réalisés dans les pays émergents. Mais il sont moins créateurs d'emplois. En effet, ils ont plutôt pris, au cours des dernières années, la forme de fusions-acquisitions ou d'opérations de rationalisation destinées à moderniser la base industrielle. Les investissements « greenfields », créateurs de capacités et d'emploi, se sont surtout localisés dans les pays émergents, à la fois pour tirer parti des faibles coûts salariaux et pour s'implanter sur les marchés à croissance rapide d'Asie, d'Europe de l'est, voire d'Amérique latine. D'où un déversement des capacités de production manufacturières vers ces zones, dont chacune devient, sous l'action des multinationales, un atelier de fabrication satellite de la région développée dont elle constitue la périphérie.

Les industriels allemands et scandinaves, et dans une moindre mesure français, ont par exemple massivement réorganisé leurs filières de production en les élargissant vers l'est de l'Europe. En conséquence, une part croissante de l'industrie automobile européenne est localisée à l'Est du continent. Et le phénomène se cesse de gagner en intensité comme en extension géographique. Au départ limité à quelques pays (Hongrie, République tchèque, Pologne), et aux activités de main d'œuvre, celui-ci s'étend maintenant à d'autres pays de l'Est (Roumanie, Slovénie...), tandis que les pays offrant les meilleures ressources en main d'œuvre qualifiée, comme la Hongrie et la République tchèque, accueillent désormais des activités à plus haut niveau technique. Et ces flux d'investissement au départ isolés, en prenant de l'ampleur, aboutissent progressivement à la constitution de filières complètes regroupant constructeurs et équipementiers dans des districts industriels puissants.

Les constructeurs, par exemple, se sont fortement implantés en Europe de l'Est, soit par rachat (Dacia par Renault en Roumanie, Skoda par Volkswagen, etc.) soit par création de sites nouveaux (PSA-Toyota à Kolin). Mais ce sont surtout les équipementiers qui ont mis le cap à l'est, pour deux raisons. D'une part, ils ont été incités par leurs clients à s'implanter à proximité des nouveaux sites d'assemblages. D'autre part, ils ont délocalisé de manière autonome leurs unités de production afin d'approvisionner, à partir des pays à bas coûts, les sites d'assemblage de l'Europe de l'ouest (cas notamment des fournisseurs de la Toyota Yaris assemblée à Valenciennes).

On pourrait regarder ce mouvement avec un certain détachement, en expliquant qu'il est globalement positif pour l'Europe dans son ensemble, qu'il trouvera des limites naturelles du fait de la faible taille des pays d'accueil. A l'appui de cette thèse, on peut citer les performances toujours très honorable de pays comme la France pour l'accueil d'investissements nouveaux : près de 7000 emplois créés en 2003, ce qui est tout de même loin d'être négligeable. Mais on ne peut sous-estimer le risque de scénarios plus noirs où une partie importante de la filière automobile se déverserait hors de l'Europe de l'Ouest, avec des conséquences dramatiques pour l'emploi.

22. Equipements électriques et électroniques, machines et équipements mécaniques

Ces activités représentent 13,6 % des emplois et 17,5 % des projets recensés par les observatoires, dont environ les trois-quarts pour les seuls équipements électriques et électroniques (EEE). La taille unitaire des projets est un peu inférieure à la moyenne pour deux raisons : 1) dans le secteur des EEE, une part élevée des projets dans des fonctions de nature commerciale et des services d'appui internes, de taille unitaire modeste ; 2) et, dans le secteur des machines et équipements mécaniques, une taille relativement faible des projets de production eux-mêmes (160 emplois par projets contre 240 en moyenne). Après une très bonne année 2002, les flux de création d'emplois ont connu un net tassement, essentiellement imputable au secteur des EEE, et ont à peine atteint 21 000 postes en 2004.

Les principaux investisseurs dans les EEE sont les firmes américaines (32,0 %), suivies par les entreprises asiatiques (hors Japon), allemandes et scandinaves. Ces quatre groupes sont à l'origine de 78,3 % des emplois créés dans ce secteur. Dans les machines, les firmes allemandes viennent largement en tête du classement (37,4 % des emplois créés) suivies, d'assez loin, par les américaines, les japonaises et les scandinaves (80,4 % des emplois créés au total).

Les secteurs étudiés ont pour point commun de mobiliser deux types d'activités bien distinctes : d'une part des activités à très forte valeur ajoutée, exigeant une main d'œuvre très qualifiée et un environnement industriel de haute qualité (centres de R&D en EEE, production de machines ou équipements électroniques très spécialisés) ; d'autre part des activités de montage très intensives en main d'œuvre dont la localisation sera davantage dictée par les comparaisons de coûts salariaux. Si l'on tient compte également de la part non négligeable des projets liés aux fonctions d'appui tertiaire et commercial dans le secteur des EEE, on comprend que les flux de créations d'emplois dans ces activités se répartissent de manière plus équilibrée entre l'est et l'ouest de l'Europe que par exemple dans l'automobile ou les industries légères où la logique de localisation par les coûts est dominante.

De fait, si les PECO de première génération restent les principaux pays d'accueil des projets EEE (46,2 % des emplois créés), la part des pays de l'ouest n'est cependant pas négligeable : 42,0 % des emplois créés, dont 18,6 % pour les seules îles britanniques. L'écart très marqué dans la taille des projets accueillis (près de 4 fois supérieur à l'est qu'à l'ouest pour les EEE, et trois fois pour les machines), vient renforcer l'idée d'une localisation sélective des projets : usines de montage intensives en main d'œuvre à l'est, sites de production spécialisés à haute valeur ajoutée, tertiaire d'appui et réseaux commerciaux dans les pays de l'ouest.

Tableau 4.11
Principaux projets dans le secteur des équipements électriques et électroniques

| Année | Société | Emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|-------------------------------|---------|------------|-----------|--------------------------|-------------|--------|
| 2003 | Flextronics | 2100 | Singapour | Hongrie | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Ext. |
| 2004 | Foxconn | 1800 | Taïwan | Rép. tch. | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Créat. |
| 2002 | Radiomobil ; Deutsche Telekom | 1700 | Allemagne | Rép. tch. | Eq. élect., inf., medcx. | S. adm., QG | Créat. |
| 2003 | Foxconn | 1500 | Taïwan | Rép. tch. | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Ext. |
| 2004 | Elcoteq | 1300 | Finlande | Hongrie | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Ext. |
| 2002 | Bacou-Dalloz | 1300 | France | Rép. tch. | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Créat. |
| 2002 | STMicroelectronics | 1150 | Pays-Bas | Italie | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Créat. |
| 2002 | Sumitomo Electric | 1100 | Japon | Roumanie | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Créat. |
| 2004 | Enercon | 1000 | Allemagne | Espagne | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Créat. |
| 2004 | Guidant Corporation | 1000 | Etats-Unis | Irlande | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Ext. |
| 2002 | Hon Hai Group ; Foxconn | 1000 | Taïwan | Rép. tch. | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Créat. |
| 2004 | Asustek Computer | 1000 | Taïwan | Rép. tch. | Eq. élect., inf., medcx. | Production | Créat. |

Source : AFII

Tableau 4.12
Principaux projets dans le secteur des machines et équipements mécaniques

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|----------------|---------|------------|-----------|-------------------|------------|--------|
| 2004 | INA | 800 | Allemagne | Slovaquie | Mach., éqpts méc. | Production | Créat. |
| 2002 | Poettinger | 800 | Autriche | Rép. tch. | Mach., éqpts méc. | Production | Créat. |
| 2004 | Daikin | 800 | Japon | Rép. tch. | Mach., éqpts méc. | Production | Ext. |
| 2002 | Black & Decker | 600 | États-Unis | Rép. tch. | Mach., éqpts méc. | Production | Créat. |
| 2004 | ABB | 550 | Suisse | Suède | Mach., éqpts méc. | Production | Ext. |
| 2002 | Groz-Beckert | 500 | Allemagne | Bulgarie | Mach., éqpts méc. | Production | Créat. |
| 2003 | Embraco | 500 | Brésil | Slovaquie | Mach., éqpts méc. | Production | Ext. |
| 2003 | Daikin | 500 | Japon | Rép. tch. | Mach., éqpts méc. | Production | Créat. |

Source : AFII

23. Les industries légères : ameublement, confection, électronique grand public

L'ensemble de ces trois secteurs représente 9,5 % des créations d'emploi et 5,4 % des projets. Il s'agit d'activités légère, assez peu intensive en capital, mais par contre fortement utilisatrices de main d'œuvre non qualifiée pour la fonction de production, qui représente par ailleurs la plus grande partie des projets. D'où des projets de taille unitaire nettement supérieure à la moyenne. Après une année 2002 assez médiocre du fait notamment de l'électronique grand public, le flux annuel des créations d'emplois s'est redressé à partir de 2003 pour frôler 20 000 postes en 2004.

Les firmes investisseuses sont principalement originaires d'Europe germanique (ameublement, habillement), des pays scandinaves (ameublement, un peu d'électronique grand public), d'Europe du sud (ameublement et habillement) et des pays asiatiques hors Japon (électronique grand public, textile-habillement), et dans une moindre mesure des îles britanniques (textile-habillement), et du benelux (électronique grand public). Les firmes américaines et japonaises (hors électronique grand public) sont par contre relativement peu actives.

La localisation des activités de production étant largement liée au critère du coût de la main d'œuvre, les pays est-européens accueillent la plus grande part des emplois créés, notamment les PECOs de première génération pour l'électronique grand public et les autres pays de l'est pour le textile-confection et l'ameublement. Les projets orientées vers l'Europe de l'ouest sont en général liés à des fonctions d'appui commercial et logistique et ont un contenu unitaire en emplois beaucoup plus faible.

Tableau 4.13
Principaux projets dans le secteur du textile-habillement

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|------------------------------|---------|------------|-----------|-------------|--------------|--------|
| 2002 | Sandra Textile Mills | 2500 | Pakistan | Rép. tch. | Text., hab. | Production | Créat. |
| 2004 | Milbro ; O'Neills ; Treximco | 2000 | Irlande | Roumanie | Text., hab. | Production | Créat. |
| 2003 | Gabor | 700 | Allemagne | Slovaquie | Text., hab. | Production | Ext. |
| 2003 | Miroglio | 635 | Italie | Bulgarie | Text., hab. | Production | Créat. |
| 2004 | Europai Divat Szolgaltato | 600 | Etats-Unis | Hongrie | Text., hab. | Distr., log. | Créat. |
| 2002 | Sportalm | 500 | Autriche | Bulgarie | Text., hab. | Production | Créat. |
| 2003 | Geox | 500 | Italie | Roumanie | Text., hab. | Production | Ext. |
| 2002 | Jan Tekstil | 500 | Turquie | Bulgarie | Text., hab. | Production | Créat. |

Source : AFII

Tableau 4.14
Principaux projets dans le secteur de l'électronique grand public

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|---------------------------|---------|------------|-----------|----------------|-------------|--------|
| 2004 | Samsung Electronics | 1900 | Cor. Sud | Slovaquie | Elec. grd pub. | Production | Créat. |
| 2003 | Foxconn ; Hon Hai | 1600 | Taiwan | Hongrie | Elec. grd pub. | Production | Créat. |
| 2003 | LG Electronics | 1500 | Cor. Sud | Pologne | Elec. grd pub. | Production | Ext. |
| 2004 | Whirlpool Corp | 1000 | Etats-Unis | Pologne | Elec. grd pub. | Production | Ext. |
| 2004 | Merloni | 900 | Italie | Pologne | Elec. grd pub. | Production | Créat. |
| 2003 | Philips | 720 | Pays-Bas | Hongrie | Elec. grd pub. | Production | Ext. |
| 2004 | Panasonic | 550 | Japon | Rép. tch. | Elec. grd pub. | Production | Créat. |
| 2004 | Nokia | 500 | Finlande | Hongrie | Elec. grd pub. | Production | Ext. |
| 2003 | Samsung | 500 | Cor. Sud | Hongrie | Elec. grd pub. | Production | Ext. |
| 2003 | Samsung | 500 | Cor. Sud | Slovaquie | Elec. grd pub. | Production | Créat. |
| 2003 | Royal Philips Electronics | 500 | Pays-Bas | Pologne | Elec. grd pub. | S. adm., QG | Créat. |

Source : AFII

Tableau 4.15
Principaux projets dans le secteur de l'ameublement et équipement du foyer

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|------------------------------|---------|-----------|-----------|--------------------|--------------|--------|
| 2003 | Concorde | 1400 | Belgique | Slovaquie | Ameub., éqpt foyer | Production | Créat. |
| 2004 | Divani | 1200 | Danemark | Slovaquie | Ameub., éqpt foyer | Production | Créat. |
| 2004 | Kaufland | 1200 | Allemagne | Bulgarie | Ameub., éqpt foyer | Distr., log. | Créat. |
| 2003 | Steinhoff | 1000 | Allemagne | Pologne | Ameub., éqpt foyer | Production | Créat. |
| 2002 | Europol Meble | 1000 | Pologne | Pologne | Ameub., éqpt foyer | Production | Créat. |
| 2002 | Aksu Iplik | 1000 | Turquie | Bulgarie | Ameub., éqpt foyer | Production | Créat. |
| 2002 | Ecco | 550 | Danemark | Slovaquie | Ameub., éqpt foyer | Production | Ext. |
| 2002 | Boras Wafveri AB ; Kreenholm | 500 | Suède | Estonie | Ameub., éqpt foyer | Production | Ext. |
| 2002 | Rieker | 500 | Allemagne | Roumanie | Ameub., éqpt foyer | Production | Créat. |
| 2004 | Nicoletti SPA | 500 | Italie | Bulgarie | Ameub., éqpt foyer | Production | Créat. |

Source : AFII

24. Les industries à forte composante technologique

Ces quatre secteurs représentent au total 13,9 % des projets et 14,1 % des emplois créés, avec un flux globalement stable au cours de la période, le tassement des créations d'emplois dans les médicaments étant compensé par une progression dans les composants électroniques. En 2004, plus de 22 200 créations d'emplois ont été recensées dans ces activités. La taille unitaire des projets est très inférieure à la moyenne dans les secteurs des médicaments, des composants électronique et de la chimie-biotech (tableau 4.3). Ceci est cohérent avec le fait qu'il s'agit d'activités à forte valeur ajoutée par tête employant des quantités réduites de salariés qualifiés. On notera toutefois la taille unitaire très forte des projets aéronautiques (sites de production Airbus).

Ces secteurs sont dans l'ensemble caractérisés par un effort de R&D et d'innovation élevé, et par des activités de production soumises à de fortes exigences techniques et réglementaire, et requérant de ce fait un environnement industriel de qualité et une main d'œuvre qualifiée. Certaines de ces activités sont de plus très intensives en capital (chimie lourde...) et peuvent constituer des industries de souveraineté difficilement délocalisables pour des raisons politiques (aéronautique).

Toutes ces raisons expliquent la part toujours très dominante des pays d'Europe de l'ouest pour les créations d'emplois dans ces secteurs : 65, 2 % pour la chimie/biotechnologie (dont 17,5 %, en grande partie liées aux biotechs, dans les îles britanniques) ; 64,3 % pour les composants électroniques (Allemagne, France...) ; 78,6 % pour les médicaments (Benelux, îles britanniques, Allemagne..) ; 87,9 % dans les matériels de transport (projet Airbus en Allemagne et Espagne..). On notera toutefois des parts de marché non négligeables des PECO de première génération dans les composants électroniques (29,2 % des emplois créés) et des autres pays de l'est dans la chimie (20,2 %).

Notons enfin que les écarts de taille unitaire des projets entre l'est et l'ouest sont nettement moins marqués que dans d'autres activités (moins de 1 à 2 dans les composants électroniques et la chimie, et de 1 à 2 dans les médicaments, contre près de 1 à 3 en moyenne). Quant au secteur des autres matériels de transport (aéronautique), c'est le seul où la taille unitaire des projets en Europe de l'ouest dépasse 500 emplois (sites de production Airbus). Il s'agit là d'un indice supplémentaire du rôle relativement faible du coût de la main d'œuvre en tant que critère de localisation de ces activités.

Tableau 4.16
Principaux projets dans le secteur de la chimie, plasturgie, biotechnologies

| Année | Société | Emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|--------------------------|---------|------------|-----------|-------------------------|------------|--------|
| 2003 | Dow Chemical | 1000 | États-Unis | Allemagne | Chim., plast., biotechs | Production | Ext. |
| 2002 | Wyeth | 1000 | États-Unis | Irlande | Chim., plast., biotechs | Production | Créat. |
| 2004 | Sky Media ; Skytec Group | 1000 | Suisse | Slovaquie | Chim., plast., biotechs | Production | Créat. |
| 2002 | BASF ; Sonatrach | 835 | Allemagne | Espagne | Chim., plast., biotechs | Production | Créat. |
| 2002 | Genzyme | 500 | États-Unis | Irlande | Chim., plast., biotechs | Production | Ext. |
| 2004 | Air Liquide | 500 | France | Slovaquie | Chim., plast., biotechs | Production | Créat. |
| 2004 | CRW | 400 | Brésil | Slovaquie | Chim., plast., biotechs | Production | Créat. |
| 2002 | Woo One | 400 | Cor. Sud | Slovaquie | Chim., plast., biotechs | C. appel | Créat. |

Source : AFII

Tableau 4.17
Principaux projets dans le secteur des composants électroniques

| Année | Société | Emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|--------------------|---------|------------|-----------|--------------|------------|--------|
| 2003 | AMD | 1000 | États-Unis | Allemagne | Comp. élect. | Production | Créat. |
| 2004 | Jabil Circuit Inc | 1000 | États-Unis | Hongrie | Comp. élect. | Production | Créat. |
| 2003 | Infineon | 570 | Allemagne | Portugal | Comp. élect. | Production | Ext. |
| 2003 | STMicroelectronics | 410 | France | France | Comp. élect. | Production | Ext. |
| 2004 | Intel | 400 | États-Unis | Irlande | Comp. élect. | Production | Créat. |

Source : AFII

Tableau 4.18
Principaux projets dans le secteur des autres matériels de transport

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|---------------------|---------|---------|-----------|----------------------|------------|--------|
| 2004 | Airbus | 4000 | France | Allemagne | Aut. mat. de transp. | Production | Créat. |
| 2002 | EADS | 4000 | France | Espagne | Aut. mat. de transp. | Production | Créat. |
| 2003 | Airbus ; EADS | 3000 | France | Espagne | Aut. mat. de transp. | Production | Créat. |
| 2003 | Airbus | 2000 | France | Allemagne | Aut. mat. de transp. | Production | Ext. |
| 2003 | Airbus | 1200 | France | Roy.Uni | Aut. mat. de transp. | Production | Créat. |
| 2004 | Geci International | 650 | France | Portugal | Aut. mat. de transp. | Production | Créat. |
| 2002 | Blades Technologies | 650 | Israël | Rép. tch. | Aut. mat. de transp. | Production | Créat. |
| 2004 | Stadler | 500 | Suisse | Pologne | Aut. mat. de transp. | Production | Créat. |

Source : AFII

Tableau 4.19
Principaux projets dans le secteur des médicaments

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|-----------------------------|---------|------------|-----------|-------------|-------------|--------|
| 2004 | GlaxoSmithKline Biologicals | 1750 | Roy.Uni | Belgique | Médicaments | Production | Créat. |
| 2002 | Avon | 1600 | États-Unis | Pologne | Médicaments | Production | Ext. |
| 2002 | GlaxoSmithKline ; GSK | 1000 | Roy.Uni | Belgique | Médicaments | Production | Ext. |
| 2002 | Abbott Laboratories | 700 | États-Unis | Irlande | Médicaments | Centre R&D | Créat. |
| 2004 | Eli Lilly | 650 | États-Unis | Italie | Médicaments | Production | Créat. |
| 2002 | Coloplast | 600 | Danemark | Hongrie | Médicaments | Production | Créat. |
| 2002 | Pfizer | 600 | États-Unis | Irlande | Médicaments | S. adm., QG | Créat. |
| 2002 | General Electric ; GE | 520 | États-Unis | Hongrie | Médicaments | Centre R&D | Créat. |
| 2003 | Novo Nordisk | 500 | Danemark | France | Médicaments | Production | Ext. |
| 2003 | Aventis | 500 | France | Allemagne | Médicaments | Production | Créat. |
| 2003 | Lek | 500 | Suisse | Pologne | Médicaments | Production | Créat. |

Source : AFII

Encadré 4.2

Médicament et NTIC : Des problématiques proches mais distinctes

L'industrie pharmaceutique représente un marché mondial de l'ordre de 500 milliards de dollars, en croissance rapide, avec une forte prépondérance des pays développés malgré la poussée de la demande dans les pays émergents. L'importance des coûts de R&D pousse à la concentration oligopolitique du secteur malgré l'existence de très nombreuses entreprises moyennes sur des produits de niche et l'apparition constante de nouvelles entreprises exploitant une innovation de produit.

L'industrie peut être divisée en trois segments : produits protégés par un brevet ou s'exerce une forte concurrence par l'innovation, produits génériques non protégés dont le développement destabilise le mode de fonctionnement traditionnel de l'industrie pharmaceutique, produits grand public vendus sans ordonnance et dont la logique industrielle se rapproche de celle des produits de grande consommation (effort marketing, opposition entre produits de masse et produits de niche, etc.). D'une manière générale, la domination des firmes américaines sur le secteur, fondée notamment sur leur avance dans le domaine des biotechnologies, semble s'être renforcée au cours des années récentes, ce qui contribue à expliquer – à côté d'autres causes comme la recherche d'un accès au marché - l'importance des flux d'investissements en provenance des Etats-Unis vers l'Europe.

Les technologies de l'information et de la communication occupent désormais une place centrale dans l'économie à travers la diffusion de leurs applications à l'ensemble des secteurs d'activité. Leur poids en termes de chiffre d'affaires atteint voire dépasse désormais celui de poids lourds comme l'industrie automobile, même si elles ont traversé une grave crise au cours des dernières années. Elles peuvent être divisées en trois filières principales : informatique, télécommunication et électronique. Cette dernière regroupe elle-même les composants, l'électronique professionnelle et l'électronique grand public.

L'industrie des composants, extrêmement capitalistique, est dominée par une poignée de grands groupes. On peut y distinguer, d'une part les composants actifs, c'est à dire les semi-conducteurs (circuits intégrés et composants semi-conducteurs discrets) et les tubes électroniques, et d'autre part les composants passifs (résistances, condensateurs, etc), enfin les composants d'interconnexion, les écrans plats et les micro systèmes.

De son côté, l'électronique professionnelle rassemble l'ensemble de l'électronique de défense ainsi que les applications civiles non grand public, notamment dans le spatial, l'aéronautique, les transports, le médical, la mesure et plus largement l'industrie. On y trouve, à côté de très grands groupes, des PME innovantes exploitant des produits de niche.

Les industries électroniques ont connu au cours des dix dernières années une phase de croissance rapide, stimulée par un effort d'innovation qui mobilise des budgets de R&D considérables. Elles jouent un rôle moteur dans le processus de mondialisation industrielle, à travers une multiplication des alliances technologiques et la recherche de marchés élargis pour amortir les coûts de R&D. Ceci se traduit par un développement international accéléré des firmes (fusions-acquisitions, implantations à l'étranger.), qui sont train de tisser des réseaux planétaires de production et de maîtrise technologique.

25. Les autres industries de base

Ces activités regroupent, outre la métallurgie et le travail des métaux, le verre et les matériaux, ainsi que l'ensemble de la filière papier-carton (y compris emballage et édition). Elles représentent 6,4 % des emplois créés et 7,1 % des projets recensés, soit un peu plus de 10 000 emplois créés par an, chiffre relativement stable malgré une chute en 2003 compensée par une reprise en 2003. La taille unitaire des projets est légèrement inférieure à celle de la moyenne de l'échantillon, malgré la domination écrasante des projets de production. Ceux-ci concernent en effet fréquemment des sites assez fortement automatisés, avec des besoins quantitativement limités en main-d'œuvre.

Dans la filière métallique la principale région d'origine des emplois créés est l'Amérique du nord (42,6 %), suivie, de très loin par les pays germaniques (13,6 %) et la France (13 %). Dans les autres industries de base, les firmes européennes (essentiellement germaniques, sud-européennes et scandinaves) sont largement dominantes (81,7 % des emplois créés).

Malgré leur grande diversité, ces activités possèdent un certain nombre de traits communs. Il s'agit en effet d'activités en général intensives en capital, exigeant une main d'œuvre de niveau de qualification technique relativement élevé, avec une automatisation des process assez poussée. Le caractère pondéreux de certains des produits conduit d'autre part à une localisation proche des lieux de consommation, sauf dans le cas particulier d'activités attachées à une ressource naturelle particulière (forêt pour le bois-papier-carton, électricité à bas coût pour l'électrométallurgie, etc.). Par contre, le critère du coût de la main-d'œuvre n'est peut-être pas prioritaire dans ces activités.

L'ensemble de ces facteurs explique la part de marché relativement élevée de l'Europe de l'ouest en termes d'emplois créés par rapport à d'autres secteurs industriels : 40,6 % pour les autres industries de base et 44,2 % pour la filière métallique. Les pays de l'est accueillent cependant la majorité des emplois : mise en place de capacités locales d'approvisionnement local en semi-produits pour les industries avals, mais également, pour une part mineure, logique de délocalisation (exemple de la joaillerie).

Tableau 4.20
Principaux projets dans le secteur des métaux et travail des métaux

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|--------------------------------|---------|------------|------------|------------------|------------|--------|
| 2002 | RM Jewels ; R&M Jewelry LLC | 2000 | Etats-Unis | Bulgarie | Métx, trav. métx | Production | Créat. |
| 2004 | Gillette | 1150 | Etats-Unis | Pologne | Métx, trav. métx | Production | Créat. |
| 2004 | Alcoa | 750 | Etats-Unis | Islande | Métx, trav. métx | Production | Créat. |
| 2002 | Arcelor | 650 | France | Luxembourg | Métx, trav. métx | Production | Créat. |
| 2004 | Companhia Siderurgica Nacional | 500 | Brésil | Portugal | Métx, trav. métx | Production | Créat. |

Source : AFII

Tableau 4.21
Principaux projets dans le secteur des autres industries de base
(Bois, verre, papier-carton, matériaux, emballage, édition)

| Année | Société | Emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|---------------------------------------|---------|-----------|-----------|---------------------|------------|--------|
| 2002 | Kronospan Holdings | 1500 | Chypre | Pologne | Autres ind. de base | Production | Créat. |
| 2004 | Bertelsmann ; Arvato | 1000 | Allemagne | Roy.Uni | Autres ind. de base | Production | Créat. |
| 2003 | Glas Troesch AG ; Euroglass Slov. | 900 | Suisse | Slovaquie | Autres ind. de base | Production | Créat. |
| 2004 | Kronospan | 750 | Autriche | Pologne | Autres ind. de base | Production | Créat. |
| 2004 | Sisecam | 700 | Turquie | Bulgarie | Autres ind. de base | Production | Créat. |
| 2004 | Burkheiser ; Andrea Giuseppe Comaschi | 500 | Autriche | Roumanie | Autres ind. de base | Production | Créat. |

Source : AFII

26. Les activités de services et les logiciels

Cette vaste catégorie rassemblant les services commerciaux et financiers, les services aux entreprises, les logiciels et la maintenance informatique, les services de télécommunication et de transports, représente une part élevée des projets (35,3 %), mais beaucoup plus faible des emplois (19,2 %). Beaucoup de ces projets conduisent en effet à la création d'un nombre limité d'emplois souvent assez qualifiés, et sont donc de taille unitaire relativement faible. C'est particulièrement le cas pour les logiciels, les services de transport, et dans une moindre mesure, les services aux entreprises. Par contre, les services commerciaux (distribution) et de télécommunication (centres d'appels) peuvent donner lieu à des projets de taille unitaire beaucoup plus importante.

Le flux des créations d'emplois a fortement progressé depuis 2002 (notamment dans les services commerciaux et financiers, les services de transport et le secteur des logiciels et de la maintenance informatique), pour dépasser 36 000 postes en 2004. Les services aux entreprises sont la première source de créations d'emplois (29,8 % du total entre 2002 et 2004), suivies par les services commerciaux et financiers (27,7 %), les logiciels (19,1 %), les services de transport (18,1 %) et les services télécoms (5,0 %).

Les firmes anglo-saxonnes sont à l'origine de la majeure partie des créations d'emplois dans la plupart des activités : logiciels (où les investisseurs américains et britanniques représentent respectivement 60,7 % et 7,6 % des emplois créés) ; services commerciaux et financiers (46,8 % et 12,6 %) ; services aux entreprises (37,2 % et 10,9 %), et même opérateurs de télécommunication où les firmes américaines n'occupent cependant qu'une place marginale par rapport aux britanniques (6,0 % et 41,0 %). Seule exception importante : les services de transports, où les sources d'investissement sont plus dispersés, les firmes allemandes arrivant en première position (avec 20,8 % des emplois créés), suivies par les américaines (16,9 %), puis celles du Benelux (15,4 %) et des îles britanniques (15,1 %).

La plupart de ces activités doivent être localisées à proximité du lieu où le service est rendu au consommateur. Or, les besoins restent pour l'instant essentiellement concentrés dans les pays de l'ouest, constituant de ce fait un important facteur d'attraction pour les projets d'investissement. Les seules exceptions concernent d'une part les centres d'appel et les services en ligne (qui représentent par exemple une part importante des projets des opérateurs télécoms et internet) et d'autre part les logiciels. Cependant, même dans le cas d'activités « délocalisables », ces services nécessitent fréquemment l'emploi d'une main d'œuvre très qualifiée et un environnement techniques de qualité. En conséquence, les niveaux de coûts salariaux ne constituent un critère important de localisation que pour un nombre réduit de projets¹⁵.

Toutes ces raisons expliquent la relative marginalité des pays de l'est pour l'accueil de ces activités : à peine 20 % des emplois créés en moyenne, pour l'essentiel dans les PECO de première génération (la marginalité des autres pays de l'est constituant une preuve supplémentaire du faible rôle des coûts salariaux comme critères de localisation). En Europe de l'ouest (où se dirigent 4 emplois sur 5), les îles britanniques constituent la principale région d'accueil dans pratiquement toutes les activités : 44,3 % des créations d'emplois dans les logiciels, loin devant la France (10,1 %) ; 39,9 % dans services commerciaux et financiers et

¹⁵ Des pays à très bonne qualité de main d'œuvre, comme la Hongrie Israël et surtout l'Inde, commencent à s'imposer comme de nouveaux pôles de localisation pour les investissements étrangers dans la production de logiciels destinés aux marchés développés (voir chapitre 5 encadré 4.3).

33,7 % pour les services aux entreprises, devant l'Europe du sud et la France ; 21,3 % pour les services de transport , devant l'Europe du sud, les pays germaniques et la France.

Tableau 4.22
Principaux projets dans le secteur des services commerciaux et financiers

| Année | Société | Emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|-----------------------------------|---------|------------|----------|------------------|--------------|--------|
| 2003 | Tesco | 1500 | Roy.Uni | Irlande | Serv. com., fin. | Distr., log. | Créat. |
| 2004 | Bank Austria Creditanstalt | 1300 | Autriche | Pologne | Serv. com., fin. | Bur. comm. | Créat. |
| 2003 | ASDA ; Wal-Mart | 1200 | États-Unis | Roy.Uni | Serv. com., fin. | Distr., log. | Créat. |
| 2004 | GE Capital International Services | 1000 | États-Unis | Bulgarie | Serv. com., fin. | C.appel | Créat. |
| 2004 | GE Capital International | 1000 | États-Unis | Roumanie | Serv. com., fin. | C.appel | Créat. |
| 2003 | eBay ; PayPal | 800 | États-Unis | Irlande | Serv. com., fin. | S. adm., QG | Créat. |
| 2003 | News Corp | 800 | États-Unis | Italie | Serv. com., fin. | C. appel | Créat. |
| 2004 | Barclays | 750 | Roy.Uni | Espagne | Serv. com., fin. | C. appel | Créat. |
| 2002 | Lidl | 600 | Allemagne | Hongrie | Serv. com., fin. | Distr., log. | Créat. |
| 2002 | GE ; General Electric | 500 | États-Unis | Hongrie | Serv. com., fin. | C. appel | Créat. |
| 2003 | The Mortgage Group ; TMG | 500 | États-Unis | Roy.Uni | Serv. com., fin. | C. appel | Créat. |
| 2003 | Asda ; Wal-Mart | 500 | États-Unis | Roy.Uni | Serv. com., fin. | Distr., log. | Créat. |
| 2004 | CSC | 500 | États-Unis | France | Serv. com., fin. | Production | Ext. |
| | | | | | | | |

Source : AFII

Tableau 4.23
Principaux projets dans le secteur des services aux entreprises

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|-------------------------------|---------|------------|-----------|-----------------|--------------|--------|
| 2002 | Carrefour | 1300 | France | Espagne | Serv. aux entr. | Distr., log. | Créat. |
| 2002 | Egg | 1000 | Roy.Uni | France | Serv. aux entr. | Aut. Serv. | Créat. |
| 2002 | Tesco | 800 | Roy.Uni | Hongrie | Serv. aux entr. | Distr., log. | Créat. |
| 2003 | Aker Kvaerner | 700 | Norvège | Roy.Uni | Serv. aux entr. | S. adm., QG | Créat. |
| 2004 | Accenture | 700 | Etats-Unis | Allemagne | Serv. aux entr. | S. adm., QG | Ext. |
| 2004 | Ernst & Young ; Ernst ; Young | 700 | Etats-Unis | Allemagne | Serv. aux entr. | Aut. Serv. | Ext. |
| 2002 | The Number 118 118 ; INFONXX | 700 | Etats-Unis | Roy.Uni | Serv. aux entr. | C.appel | Créat. |
| 2003 | The Number ; InfoNXX | 600 | Etats-Unis | Roy.Uni | Serv. aux entr. | C.appel | Créat. |
| 2004 | Transcom WorldWide ; KINNEVIC | 550 | Suède | Espagne | Serv. aux entr. | Production | Créat. |
| 2003 | The Number ; InfoNXX | 550 | Etats-Unis | Roy.Uni | Serv. aux entr. | C.appel | Ext. |
| 2004 | Transcom ; Kinnevik | 500 | Suède | France | Serv. aux entr. | C.appel | Créat. |
| 2002 | GHP Direct Mail | 500 | Allemagne | Rép. tch. | Serv. aux entr. | Indét. | Créat. |
| 2002 | MBNA | 500 | Etats-Unis | Irlande | Serv. aux entr. | Bur. Comm. | Créat. |
| 2002 | iSKY | 500 | Etats-Unis | Roy.Uni | Serv. aux entr. | Aut. serv. | Créat. |

Source : AFII

Tableau 4.24
Principaux projets dans le secteur des logiciels et prestations informatiques

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|---------------------------------|---------|------------|-----------|------------------------|-------------|--------|
| 2004 | Hewlett-Packard ; HP | 1000 | Etats-Unis | Pologne | Log. et prest. inform. | S. adm., QG | Créat. |
| 2002 | Cisco | 800 | Etats-Unis | Pays-Bas | Log. et prest. inform. | Bur. comm. | Créat. |
| 2004 | Logica CMG | 760 | Roy.Uni | Roy.Uni | Log. et prest. inform. | S. adm., QG | Ext. |
| 2004 | International Business Machines | 750 | Etats-Unis | Pologne | Log. et prest. inform. | Production | Créat. |
| 2004 | Northbrook Technologies | 660 | Etats-Unis | Irlande | Log. et prest. inform. | Production | Ext. |
| 2004 | Computer Sciences Corporation | 650 | Etats-Unis | Roy.Uni | Log. et prest. inform. | Production | Créat. |
| 2003 | SAS | 650 | Etats-Unis | France | Log. et prest. inform. | Production | Ext. |
| 2004 | Siemens | 500 | Allemagne | Portugal | Log. et prest. inform. | Centre R&D | Créat. |
| 2004 | SAP AG | 500 | Allemagne | Rép. tch. | Log. et prest. inform. | S. adm., QG | Créat. |
| 2003 | SunGard Availability Services | 500 | Etats-Unis | Roy.Uni | Log. et prest. inform. | S. adm., QG | Ext. |
| 2003 | Wipro | 500 | Inde | France | Log. et prest. inform. | Production | Ext. |

Source : AFII

Tableau 4.25
Principaux projets dans le secteur du transport-BTP

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|-----------------------------------|---------|------------|-----------|---------------|-------------|--------|
| 2002 | Kobe Steel ; KCM ; CNH Global N.V | 1500 | Japon | Italie | Transp., BTP. | Production | Créat. |
| 2004 | Ryanair | 1000 | Irlande | Roy.Uni | Transp., BTP. | Production | Créat. |
| 2004 | Rockport | 800 | Canada | Slovaquie | Transp., BTP. | Production | Créat. |
| 2003 | UPS | 700 | États-Unis | Allemagne | Transp., BTP. | Production | Ext. |
| 2003 | DHL | 500 | Allemagne | Rép. tch. | Transp., BTP. | S. adm., QG | Créat. |

Source : AFII

Tableau 4.26
Principaux projets dans le secteur des opérateurs télécoms et internet

| Année | Société | emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|-----------------------------|---------|----------|-----------|--------------------|-------------|--------|
| 2003 | Conduit | 1200 | Irlande | Espagne | Op. tél., internet | C.appel | Créat. |
| 2003 | Telecom Italia | 800 | Italie | France | Op. tél., internet | S. adm., QG | Créat. |
| 2003 | City Call | 500 | Belgique | Bulgarie | Op. tél., internet | C. appel | Créat. |
| 2004 | HanseNet Telekommunikations | 500 | Italie | Allemagne | Op. tél., internet | Aut. serv. | Créat. |
| 2004 | O2 ; MMO2 | 500 | Roy.Uni | Allemagne | Op. tél., internet | Indéterminé | Ext. |

Source : AFII

Encadré 4.3

L'Inde, nouveau « grand » de l'investissement international

En matière de grands projets d'investissement internationaux, l'Inde talonne désormais la Chine, aussi bien pour le nombre de projets que pour celui des emplois créés. Au cours des 4 premiers mois de 2004, selon la base de données GILD de IBM/PLI, L'Inde figure au 3^{ème} rang mondial pour l'accueil des projets (derrière la Chine et les Etats-Unis et au premier rang (à égalité avec la Chine) pour le nombre d'emplois créés.

Ce n'est pas dans l'industrie, mais dans les activités tertiaires (centres d'appel, centres de services partagés, centres de recherche, développement de logiciels) que l'Inde réalise ses meilleures performances. Le pays bénéficie en effet d'un mouvement de délocalisation des activités tertiaires rendu possible par les progrès des techniques de communication. Grâce à l'internet haut débit, à la visioconférence ou tout simplement au renforcement des réseaux téléphoniques, il devient possible d'assurer à distance un certain nombre de services, qui devaient autrefois être situés à proximité immédiate des usines ou des clients. Les entreprises ont tiré parti de ces possibilités en mutualisant des fonctions autrefois éparpillées sur leurs différents sites, comme la maintenance informatique, la gestion logistique, la paie ou la comptabilité, ou encore la production de logiciels.

Mais pourquoi l'Inde ? Ces activités demandent une main d'œuvre qualifiée, bien formée, parlant les langues étrangères et notamment l'anglais. Les indiens satisfont à ces critères, davantage par exemple que les chinois, moins à l'aise dans le maniement des langues. D'où le développement dans certaines villes indiennes, comme Bangalore, dans l'Etat du Karnataka, d'une florissante activité de télé-services largement orientée vers les marchés anglosaxons. Parmi les opérateurs déjà implantés, on peut citer Goldman Sachs, Hewlett Packard, IBM, BTO, Oracle...

Au départ, ce sont surtout les activités les plus simples, dites « à fort contenu transactionnel », traduisez : « beaucoup d'appels, peu de matière grise », qui se sont implantées à Bangalore. Mais les firmes se sont vite rendues compte que le pays recèle un très grand nombre d'excellents chercheurs, notamment dans les disciplines liées à la logique pure : mathématiques, informatique.. Dès le début des années 1990, un mouvement modeste de délocalisation des centres de conception de logiciels avait donc commencé à prendre forme depuis la Silicon Valley californienne vers l'Inde du sud. Aujourd'hui, le petit filet a pris les dimensions d'un fleuve puissant, amenant la création de centres de R&D en logiciels regroupant parfois des milliers de chercheurs et d'analystes. Au cours des 4 premiers mois de 2004, l'Inde s'est ainsi placée aux tous premiers rangs mondiaux pour la création d'emplois par les multinationales dans ces activités. Citons, parmi la cinquantaine de projets annoncés au cours de cette période, Patni Computer Systems (5000 emplois), Wipro technologies (5000), First Consulting Group (2600), Zenzar Technologies (2000).

Bangalore a de ce fait été surnommé la « Silicon Valley » de l'Inde. Elle accueille de très nombreuses sociétés spécialisées dans les technologies de l'information, les centres d'appel et les CSP. Cette agglomération de 6 millions d'habitants offre de très abondantes ressources en personnels qualifiés, anglophones à 70 % pour des salaires variant entre 10 % et 20 % de ceux pratiqués aux Etats-Unis. De nombreux instituts de formation et de recherche s'y sont installés, dans des domaines très divers : management, espace, logiciels, robotique, intelligence artificielle, textile et mode, droit, sciences de l'information...

27. L'agroalimentaire et l'énergie

Ces activités, regroupées de manière quelque peu arbitraire, représentent 7,6 % des projets, mais seulement 3,4 % des créations d'emplois. La faible taille unitaire des projets de production dans les industries agroalimentaires (moins de 100 emplois par sites) constitue l'explication principale de cet écart. L'agroalimentaire représente à lui seul 80 % des créations d'emplois, contre seulement 20 % dans l'énergie. Les flux de créations d'emplois se sont significativement accrus en 2004, pour dépasser 7 000 postes¹⁶.

Les activités de production représentent plus de 70 % des créations d'emplois dans les IAA, avec toutefois une contribution des fonctions d'appui tertiaire (logistique-distribution notamment) supérieure à la moyenne des secteurs industriels. Toutes régions d'origine confondues, les firmes européennes représentent plus de 2 emplois créés sur 3, dont 19,9 % en provenance du monde germanique et 14,9 % des îles britanniques. Les firmes nord-américaines, sont quant à elles à l'origine du quart des créations d'emplois. Enfin, la contribution des firmes asiatiques est marginale (3,2 %).

Le recherche de la proximité au marché et qualité de l'environnement technique figurent parmi les principaux critères de localisation des sites agroalimentaires. Ceci explique l'orientation marquée des créations d'emplois vers l'Europe de l'ouest (72,3 %), avec toutefois un flux significatif vers les Pecos de première génération (18,3 %).

Tableau 4.27
Principaux projets dans le secteur de l'énergie

| Année | Société | Emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|------------|---------|------------|----------|---------|------------|--------|
| 2004 | ExxonMobil | 400 | États-Unis | Hongrie | Energie | C. appel | Créat. |
| 2004 | Conergy | 320 | Allemagne | Grèce | Energie | Production | Créat. |
| 2003 | Eurowind | 300 | Danemark | Hongrie | Energie | Production | Créat. |
| 2003 | Gamesa | 300 | Espagne | Portugal | Energie | Production | Créat. |

Source : AFII

Tableau 4.28
Principaux projets dans le secteur agro-alimentaire

| Année | Société | Emplois | Origine | Destin. | Secteur | Fonction | Opér. |
|-------|--|---------|------------|----------|-----------|-------------|--------|
| 2004 | Torun Pacific ; Nestle ; General Mills | 750 | Suisse | Portugal | Ag.-alim. | Production | Créat. |
| 2003 | General Electric ; GE | 400 | États-Unis | Pologne | Ag.-alim. | C.appel | Créat. |
| 2004 | Dawn Group | 400 | Irlande | Roy.Uni | Ag.-alim. | Production | Créat. |
| 2004 | Hilton Food Group | 400 | Roy.Uni | Suède | Ag.-alim. | Cond./ ass. | Créat. |

Source : AFII

¹⁶ Le marché mondial de l'agroalimentaire représente 2500 milliards de dollars, dont 800 millions en Europe. Le secteur est relativement peu concentré, du fait de la coexistence de très nombreuses PME spécialisées avec les grands groupes multinationaux. La croissance rapide des pays émergents incite les firmes à y développer leurs activités, tandis qu'elles rationalisent leurs réseaux dans les pays développés. D'une manière générale, la recherche de l'accès à de nouveaux marchés constitue un facteur puissant d'internationalisation des firmes.

CHAPITRE 5

ANALYSE PAR REGIONS DE DESTINATION

La crainte des délocalisations a suscité au cours des derniers mois d'intenses débats en Europe. De fait, l'examen des données disponibles fait apparaître un déplacement des créations d'emplois par les firmes multinationales au profit des pays émergents. L'Asie constitue à cet égard une région particulièrement attractive, comme le montrent les résultats pour 2004 de la base de données IBM/PLI (encadré 5.1).

En Europe même, les données des observatoires AFII montrent la place importante prise par les pays de l'est dans les créations d'emplois liées aux projets dits « internationalement mobiles ». Après les PECO dit « de première génération (Hongrie, république Tchèque, Pologne), on voit aujourd'hui apparaître une seconde vague de pays d'accueil (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie...). Par ailleurs, les données de l'observatoire MIPO/Anima font également apparaître l'existence d'un flux de projets encore marginaux, mais vraisemblablement croissants, en direction de certains pays méditerranéens (annexe 5.3).

Une analyse plus fine met par ailleurs en lumière l'existence de profils de spécialisation sectoriels très marqués : services dans les îles britanniques, activités à haute valeur ajoutée dans le monde germanique, activités de main d'œuvre dans la nouvelle génération de pays de l'est...

Après avoir présenté les grandes tendances sectorielles et géographique, on analysera plus en détails le cas de chacune des grandes régions d'accueil¹⁷.

I. LES GRANDES TENDANCES GEOGRAPHIQUES ET SECTORIELLES

11. La poussée vers l'est

Après avoir beaucoup progressé à la fin des années 1990, la part des pays de l'est dans les créations d'emplois par les firmes multinationales en Europe semble s'être stabilisée depuis quelques années à un niveau élevé : 54 % du total en moyenne sur la période 2002-2004, avec un recul en 2003, en grande partie compensé par un redressement en 2004. Cependant, une analyse plus détaillée par sous-régions fait apparaître plusieurs éléments marquants (cf. tableaux 5.1 à 5.3) :

- Au sein des **pays d'Europe de l'est**, on note un déclin assez net des PECO dit « de première génération » (Pologne, Hongrie et surtout république Tchèque) au profit d'une seconde génération de pays plus récemment ouverts à l'investissement international (Bulgarie, Slovaquie, Roumanie). La part des « autres pays de l'est » dans le total des emplois créés en Europe est ainsi passée de 19 % à 25 % entre 2002 et 2004. Ce mouvement est largement lié à une réorientation des flux internationaux de projets de production dans les industries de main d'œuvre au détriment des PECO de première génération, où les coûts salariaux deviennent moins compétitifs, et au profit des nouvelles destinations est-européennes.

¹⁷ Les nomenclatures régionales utilisées sont présentées dans les annexes 1 et 2.

- Parmi les pays **d'Europe de l'ouest**, les régions qui résistent le mieux à la concurrence des pays est-européens sont celles dont le profil de spécialisation est le plus complémentaire du leur. Par exemple, les pays scandinaves et l'Allemagne, plutôt spécialisées sur des activités à technologie moyenne ou élevée, ont accueilli des montants croissants de créations d'emplois par les firmes étrangères entre 2002 et 2004. De même, les créations d'emplois étrangères au Royaume-Uni, pays très spécialisé dans l'accueil d'activités tertiaires, n'ont pas globalement décliné malgré une évolution heurtée. Par contre, les pays du sud de l'Europe (Espagne notamment), spécialisés dans l'accueil d'activités manufacturières de moyenne et basse technologie et placés de ce fait en concurrence frontale avec les pays de l'est, ont vu les flux de création d'emplois baisser au cours de la même période.

Tableau 5.1
Répartition des emplois créés par année et région d'accueil 2002-2004

| | 2002 | 2003 | 2004 | Total | % |
|--------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Centre-est | 70,3 | 47,8 | 48,0 | 166,1 | 33,3 |
| - Rép. Tchèque | 38,2 | 17,7 | 15,9 | 71,8 | 14,4 |
| - Hongrie | 16,2 | 14,6 | 15,0 | 45,8 | 9,2 |
| - Pologne | 15,9 | 15,5 | 17,1 | 48,5 | 9,7 |
| Autres Est | 32,8 | 28,7 | 42,5 | 104,0 | 20,9 |
| - Bulgarie | 8,6 | 2,4 | 6,1 | 17,2 | 3,4 |
| - Roumanie | 9,5 | 12,7 | 14,0 | 36,2 | 7,3 |
| - Slovaquie | 6,5 | 11,6 | 19,0 | 37,0 | 7,4 |
| TOTAL EST | 103,1 | 76,6 | 90,5 | 270,1 | 54,2 |
| Centre-Ouest | 7,3 | 13,5 | 16,0 | 36,8 | 7,4 |
| - Allemagne | 5,3 | 11,0 | 12,3 | 28,6 | 5,7 |
| France | 11,5 | 12,5 | 12,1 | 36,1 | 7,2 |
| Nord | 4,4 | 2,8 | 5,9 | 13,0 | 2,6 |
| - Suède | 1,9 | 2,0 | 3,8 | 7,6 | 1,5 |
| Iles britanniques | 18,4 | 29,7 | 20,9 | 69,0 | 13,8 |
| - Irlande | 11,2 | 9,7 | 6,9 | 27,8 | 5,6 |
| - Royaume-Uni | 7,1 | 20,0 | 14,0 | 41,1 | 8,3 |
| Sud | 20,8 | 18,2 | 15,8 | 54,8 | 11,0 |
| - Espagne | 15,3 | 14,7 | 7,9 | 37,9 | 7,6 |
| - Portugal | 1,0 | 1,8 | 4,6 | 7,4 | 1,5 |
| - Italie | 4,5 | 1,6 | 1,0 | 7,1 | 1,4 |
| Benelux | 5,8 | 7,0 | 5,9 | 18,8 | 3,8 |
| - Belgique | 3,5 | 4,3 | 4,8 | 12,7 | 2,5 |
| - Pays-Bas | 1,5 | 2,5 | 1,1 | 5,1 | 1,0 |
| TOTAL OUEST | 68,2 | 83,8 | 76,5 | 228,5 | 45,8 |
| TOTAL EUROPE | 171,3 | 160,3 | 167,0 | 498,5 | 100,0 |

Source : AFII

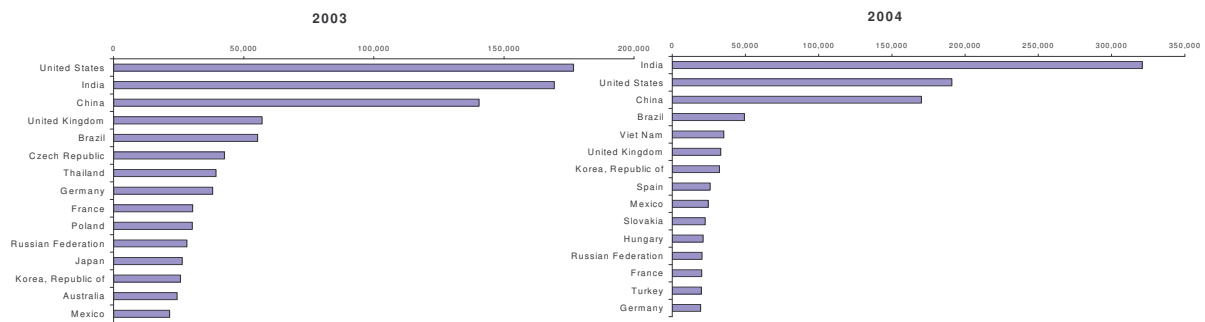
Encadré 5.1 Les pays asiatiques attirent les créations d'emplois

Les résultats de la base de données IBM/PLI sur les grands projets d'investissement dans le monde en 2004 font apparaître la forte attractivité de l'Asie :

- L'Inde et la Chine occupent, comme l'an dernier, les tous premiers rangs en termes de création d'emplois, très loin devant les grands pays d'Europe del'ouest (graphique 5.1)
- La part de l'Asie dans l'implantation des projets continue de progresser au détriment de celle de l'Europe (graphique 5.2).

Graphique 5.1
Emplois créés par les grands projets internationaux en 2004 selon IBM/PLI

- India overtakes the US in job creation
- Emerging markets moving up the list

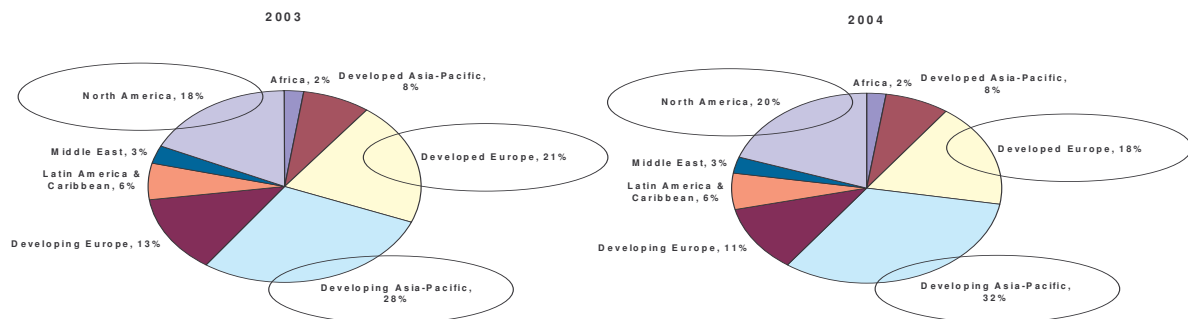


Top ranking destination countries by estimated job creation

Source: IBM -PLI – Global Investment Locations Database, GILD

Graphique 5.2
Part des différentes régions du monde dans l'accueil des projets selon IBM/PLI

- Market share of Developing Asia continues to grow



Share of destination regions in number of projects

Source: IBM -PLI – Global Investment Locations Database, GILD

Tableau 5.2
Répartition des projets par année et région d'accueil 2002-2004

| | 2002 | 2003 | 2004 | Total | % |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Centre est | 337 | 358 | 368 | 1063 | 15,3 |
| - Rép. Tchèque | 130 | 130 | 107 | 367 | 5,3 |
| - Hongrie | 130 | 132 | 124 | 386 | 5,5 |
| - Pologne | 77 | 96 | 137 | 310 | 4,4 |
| Autres Est | 209 | 201 | 281 | 692 | 9,9 |
| - Bulgarie | 48 | 36 | 58 | 142 | 2,0 |
| - Roumanie | 78 | 74 | 86 | 238 | 3,4 |
| - Slovaquie | 32 | 38 | 68 | 138 | 2,0 |
| TOTAL EST | 546 | 560 | 647 | 1755 | 25,2 |
| Centre-Ouest | 265 | 325 | 328 | 918 | 13,2 |
| - Allemagne | 183 | 234 | 234 | 651 | 9,3 |
| France | 265 | 375 | 337 | 977 | 14,0 |
| Nord | 121 | 143 | 150 | 414 | 5,9 |
| - Suède | 56 | 63 | 70 | 189 | 2,7 |
| Iles britanniques | 368 | 475 | 420 | 1263 | 18,1 |
| - Irlande | 86 | 78 | 74 | 238 | 3,4 |
| - Royaume-Uni | 282 | 397 | 346 | 1025 | 14,7 |
| Sud | 376 | 372 | 331 | 1079 | 15,5 |
| - Espagne | 265 | 217 | 185 | 668 | 9,6 |
| - Portugal | 32 | 53 | 67 | 152 | 2,2 |
| - Italie | 72 | 80 | 65 | 217 | 3,1 |
| Benelux | 153 | 220 | 188 | 561 | 8,1 |
| - Belgique | 73 | 116 | 114 | 303 | 4,3 |
| - Pays-Bas | 70 | 94 | 64 | 228 | 3,3 |
| TOTAL OUEST | 1548 | 1910 | 1754 | 5212 | 74,8 |
| TOTAL EUROPE | 2094 | 2470 | 2403 | 6967 | 100,0 |

Source : AFII

Tableau 5.3
Taille des projets par fonctions et région d'accueil

| | Centre-est | Autres Est | Total Est | Centre-Ouest | Benel. | France | Nord | îles britann. | Sud | Total Ouest | Total |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Autres prestations de services | 196,9 | 30,0 | 185,0 | 115,6 | 53,6 | 77,3 | 31,3 | 194,0 | 61,2 | 109,0 | 117,5 |
| Bureau commercial | 139,0 | 21,8 | 70,9 | 18,2 | 74,1 | 12,6 | 25,8 | 71,3 | 45,7 | 33,4 | 37,6 |
| Centre de recherche | 130,5 | 75,0 | 128,2 | 96,7 | 142,9 | 90,1 | 28,8 | 83,9 | 91,2 | 85,1 | 91,9 |
| Centres d'appel et Service en ligne | 265,3 | 420,0 | 331,6 | 222,5 | 39,0 | 152,8 | 161,5 | 185,4 | 443,3 | 203,5 | 228,7 |
| Distribution, logistique | 361,2 | 265,8 | 331,1 | 131,4 | 138,6 | 81,8 | 148,3 | 262,3 | 192,2 | 142,3 | 161,9 |
| Service administratif interne ou QG | 405,7 | 86,7 | 349,4 | 91,2 | 85,6 | 57,4 | 77,9 | 133,9 | 81,5 | 97,5 | 116,1 |
| Total Tertiaire | 237,0 | 195,8 | 224,4 | 95,4 | 101,9 | 56,1 | 57,4 | 139,9 | 130,1 | 97,6 | 112,6 |
| Production / fabrication / réalisation | 325,5 | 371,3 | 342,4 | 199,9 | 126,1 | 78,0 | 182,2 | 159,4 | 208,5 | 150,1 | 235,1 |
| Total | 311,0 | 344,5 | 323,9 | 139,0 | 115,1 | 66,7 | 105,9 | 149,2 | 178,9 | 122,6 | 185,1 |

Source : AFII

22. Des spécialisations régionales marquées

Beaucoup de projets tertiaires et de haute technologie de petite taille en Europe de l'ouest, un nombre plus réduit de gros projets de production manufacturière en Europe de l'est : voilà ce que révèle une première analyse des tableaux 5.4 à 5.7. Cependant, au sein même de ces deux grands ensembles, il apparaît que les différentes sous-régions possèdent elles-mêmes des spécificités fortes.

221. Pays de l'est : deux générations aux profils distincts

Dans les PECO de première génération (Pologne, rép. Tchèque, Hongrie), les créations d'emplois restent très importantes dans certaines activités manufacturière de main d'œuvre comme l'automobile ou l'équipement électroménager. Cependant, quatre éléments mettent en évidence une « montée en gamme » de ces pays dans la hiérarchie du développement économique : 1) la part désormais non négligeable des projets en activités tertiaires d'appui (logistique, services administratifs...) et en services aux entreprises témoigne d'une maturation progressive de la présence industrielle étrangère, qui ne se limite plus à des usines de montage isolées pour l'exportation mais se densifie progressivement sous la forme de réseaux de production et de commercialisation structurés nécessitant une infrastructure de gestion plus solide ; 2) l'existence de projets significatifs en centres de R&D, médicaments, ou matériel électronique, montre que ces pays disposent d'un vivier important de main d'œuvre qualifiée qui pourrait contribuer à un mouvement de « rattrapage » accéléré par rapport aux pays d'Europe de l'ouest ; 3) la part non négligeable des projets en bureaux commerciaux montre que ces pays, au delà de leur rôle initial d'atelier industriel, commencent à représenter un enjeu de marché significatif pour les firmes étrangères ; 4) enfin, le niveau assez bas des investissements étrangers dans les activités à faible valeur ajoutée (confection, ameublement,...) montre que la faiblesse des coûts salariaux a cessé de représenter la principale motivation de l'implantation des firmes multinationales dans ces pays.

C'est maintenant dans les PECO de deuxième génération (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie...) que l'on trouve les plus fortes concentrations d'investissements dans les activités manufacturières de main d'œuvre : automobile, bien sûr, mais aussi productions à faible valeur ajoutée comme la confection ou l'ameublement, voire certains centres d'appel. Ces pays ont ainsi en quelque sorte pris la suite des précédents pour la délocalisation des activités productives liée aux faibles coûts salariaux.

222. Europe de l'ouest : fortes spécialisations intra-régionales

C'est clairement les îles britanniques qui sont le plus nettement spécialisées sur l'accueil d'activités tertiaires : services administratifs, centres d'appel, logiciels, autres prestations de services...

Les pays du sud de l'Europe (et notamment la péninsule ibérique) sont par contre davantage positionnées sur l'accueil d'activités manufacturières de main-d'oeuvre (automobile, autres matériels de transport, dans une moindre mesure ameublement). A l'inverse, elles attirent une faible proportion d'activités de services ou de production à forte valeur ajoutée (médicaments, logiciels, ...). Ceci expose tout particulièrement cette région à la concurrence des pays de l'est à faible coûts de main d'œuvre.

Enfin, les pays du monde germanique sont plus nettement positionnés sur des activités tertiaires supérieures (R&D, centres de décision..) et certaines activités manufacturières à haute technologie comme l'aéronautique et le médicament.

Tableau 5.4
Répartition des emplois créés par fonctions et régions d'accueil 2002-2004

| | Centre-est | Autres Est | Total Est | France | Nord | Iles britann . | Sud | Ben. | Centre-ouest | Total ouest | Total |
|------------------------------|------------|------------|--------------|--------|-------|----------------|-------|-------|--------------|--------------|--------------|
| Autres prest.de serv. | 1,9 | 1,7 | 1,8 | 9,9 | 4,0 | 8,6 | 1,6 | 2,1 | 8,5 | 6,3 | 3,9 |
| Bureau comm. | 1,1 | 0,4 | 0,8 | 3,7 | 5,2 | 5,3 | 1,8 | 6,3 | 1,4 | 3,7 | 2,1 |
| Centre de R&D | 1,8 | 0,1 | 1,1 | 6,0 | 3,5 | 4,4 | 3,0 | 5,3 | 7,1 | 4,8 | 2,8 |
| Centres d'appel | 1,9 | 3,6 | 2,6 | 6,8 | 5,0 | 13,7 | 7,3 | 0,4 | 2,4 | 7,7 | 4,9 |
| Distrib., logist. | 2,8 | 1,5 | 2,3 | 13,8 | 3,4 | 7,6 | 11,2 | 19,9 | 7,5 | 10,2 | 5,9 |
| Serv. adm. ou QG | 3,4 | 0,2 | 2,2 | 5,7 | 10,2 | 14,2 | 3,6 | 8,2 | 11,2 | 9,1 | 5,4 |
| Total Services | 13,0 | 7,5 | 10,9 | 45,9 | 31,3 | 53,8 | 28,5 | 42,3 | 38,1 | 41,7 | 25,0 |
| Production | 87,0 | 92,5 | 89,1 | 54,1 | 68,7 | 46,2 | 71,5 | 57,7 | 61,9 | 58,3 | 75,0 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

Tableau 5.5
Répartition des projets par fonction et région d'accueil 2002-2004

| | Centre-est | Est | Total Est | France | Nord | Iles britann. | Sud | Benelux | Centre-ouest | Total ouest | Total |
|-------------------------------|------------|-------|--------------|--------|-------|---------------|-------|---------|--------------|--------------|--------------|
| Autres prest. de serv. | 2,8 | 2,6 | 2,7 | 8,7 | 3,1 | 5,2 | 4,7 | 4,8 | 5,1 | 5,5 | 4,8 |
| Bureau comm. | 12,9 | 16,5 | 14,3 | 29,0 | 44,9 | 40,6 | 33,4 | 34,9 | 40,3 | 36,6 | 31,0 |
| Centre de R&D | 3,4 | 1,4 | 2,6 | 4,2 | 11,4 | 5,1 | 5,1 | 4,5 | 6,6 | 5,6 | 4,9 |
| Centres d'appel | 1,6 | 2,0 | 1,8 | 1,9 | 1,7 | 4,4 | 1,1 | 0,9 | 1,0 | 2,1 | 2,0 |
| Distrib., logist. | 5,1 | 3,9 | 4,6 | 9,4 | 4,3 | 3,1 | 8,2 | 10,7 | 6,5 | 6,8 | 6,3 |
| Serv. adm.ou QG | 2,7 | 1,2 | 2,1 | 7,2 | 11,8 | 15,6 | 6,5 | 10,7 | 12,1 | 10,7 | 8,5 |
| Total Services | 28,5 | 27,6 | 28,1 | 60,4 | 77,3 | 74,0 | 58,9 | 66,5 | 71,7 | 67,4 | 57,5 |
| Production | 71,5 | 72,4 | 71,9 | 39,6 | 22,7 | 26,0 | 41,1 | 33,5 | 28,3 | 32,6 | 42,5 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

Tableau 5.6
Répartition des emplois créés par secteurs et régions de destination 2002-2004

| | Centre Est | Autres Est | Total est | France | Nord | Iles britann. | Sud | Benelux | Centre ouest | Total ouest | Total |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 1,5 | 1,2 | 1,4 | 5,3 | 4,2 | 3,9 | 3,8 | 5,3 | 4,2 | 4,3 | 2,7 |
| Ameublement et équipement du foyer | 2,6 | 9,5 | 5,2 | 2,2 | 0,0 | 0,6 | 3,2 | 1,4 | 2,0 | 1,7 | 3,6 |
| Autres | 1,7 | 4,0 | 2,6 | 1,3 | 0,0 | 1,1 | 1,2 | 2,0 | 0,9 | 1,2 | 2,0 |
| Services commerciaux ou financiers | 2,0 | 2,3 | 2,1 | 9,7 | 5,7 | 15,3 | 7,5 | 5,0 | 2,7 | 9,1 | 5,3 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 1,5 | 3,3 | 2,2 | 4,5 | 7,0 | 4,3 | 4,6 | 3,7 | 6,1 | 4,8 | 3,4 |
| Composants électroniques | 1,5 | 0,5 | 1,1 | 4,2 | 2,3 | 1,5 | 1,0 | 0,3 | 5,3 | 2,4 | 1,7 |
| Conseil, ingénierie et serv. aux entrepr. | 2,3 | 0,2 | 1,5 | 12,6 | 11,5 | 13,9 | 8,5 | 10,5 | 5,9 | 10,7 | 5,7 |
| Automobile | 44,9 | 46,1 | 45,4 | 14,8 | 24,9 | 8,1 | 21,9 | 14,9 | 19,9 | 15,9 | 31,9 |
| Electronique grand public | 6,4 | 2,9 | 5,1 | 1,8 | 1,2 | 0,5 | 1,0 | 0,5 | 1,2 | 1,0 | 3,2 |
| Energie | 0,7 | 0,1 | 0,5 | 0,8 | 0,5 | 0,4 | 2,5 | 0,0 | 0,2 | 0,9 | 0,7 |
| Equipements électr., inform., médicaux | 14,8 | 6,0 | 11,4 | 10,6 | 10,1 | 14,3 | 8,0 | 3,8 | 6,3 | 9,8 | 10,7 |
| Logiciels et prestations informatiques | 2,2 | 0,7 | 1,6 | 5,1 | 3,4 | 11,7 | 2,9 | 7,1 | 1,6 | 6,1 | 3,7 |
| Machines et équipements mécaniques | 4,0 | 3,2 | 3,7 | 4,3 | 5,0 | 1,6 | 0,9 | 1,7 | 1,7 | 2,1 | 2,9 |
| Autres matériels de transport | 1,4 | 0,0 | 0,9 | 1,3 | 0,4 | 2,9 | 16,0 | 0,3 | 16,7 | 7,7 | 4,0 |
| Médicaments | 3,0 | 0,4 | 2,0 | 7,1 | 7,4 | 8,4 | 4,3 | 23,3 | 9,6 | 8,6 | 5,0 |
| Métaux, travail des métaux | 2,5 | 4,0 | 3,1 | 2,5 | 14,0 | 1,6 | 1,8 | 6,5 | 1,5 | 2,9 | 3,0 |
| Opérateurs télécoms et internet | 0,1 | 0,5 | 0,2 | 2,3 | 1,2 | 0,7 | 2,3 | 1,2 | 3,8 | 1,9 | 1,0 |
| Textile, habillement | 2,5 | 8,3 | 4,7 | 0,5 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,2 | 1,3 | 0,3 | 2,7 |
| Transport, stockage, BTP | 1,5 | 1,7 | 1,5 | 6,2 | 0,9 | 5,3 | 5,3 | 9,9 | 6,2 | 5,7 | 3,5 |
| Autres industries de base | 3,0 | 5,0 | 3,8 | 2,9 | 0,2 | 3,8 | 3,1 | 2,3 | 3,0 | 3,0 | 3,4 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

Tableau 5.7
Répartition des projets par secteurs et régions de destination

| | Centre Est | Est | Total Est | France | Nord | Ouest | Sud | Benelux | Centre ouest | Total ouest | Total |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Agro-alimentaire | 5,2 | 7,7 | 6,2 | 5,7 | 4,8 | 4,0 | 7,2 | 5,5 | 4,9 | 5,4 | 5,6 |
| Ameublement et équipement du foyer | 3,1 | 4,8 | 3,8 | 1,6 | 0,5 | 0,6 | 1,9 | 0,5 | 2,5 | 1,4 | 2,0 |
| Autres | 1,3 | 1,7 | 1,5 | 2,0 | 1,0 | 1,4 | 1,7 | 1,4 | 0,9 | 1,5 | 1,5 |
| Services commerciaux ou financiers | 3,2 | 3,2 | 3,2 | 9,0 | 4,6 | 7,4 | 6,3 | 4,6 | 3,6 | 6,3 | 5,5 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 6,5 | 3,8 | 5,4 | 6,4 | 9,4 | 4,7 | 7,7 | 10,9 | 7,0 | 7,1 | 6,7 |
| Composants électroniques | 1,8 | 0,9 | 1,4 | 2,6 | 1,7 | 1,3 | 0,5 | 0,7 | 1,5 | 1,4 | 1,4 |
| Conseil, ingénierie et serv. aux entrepr. | 4,9 | 4,9 | 4,9 | 9,5 | 12,1 | 11,3 | 9,3 | 11,1 | 9,8 | 10,3 | 9,0 |
| Automobile | 26,9 | 16,3 | 22,7 | 8,1 | 3,6 | 5,0 | 11,6 | 10,7 | 9,5 | 8,2 | 11,9 |
| Electronique grand public | 3,8 | 1,6 | 2,9 | 1,1 | 2,2 | 1,0 | 1,5 | 1,2 | 1,4 | 1,3 | 1,7 |
| Energie | 1,2 | 2,5 | 1,7 | 2,0 | 2,7 | 1,3 | 3,5 | 1,1 | 2,1 | 2,1 | 2,0 |
| Equipements électr., inform., médicaux | 12,2 | 10,0 | 11,3 | 15,0 | 16,2 | 17,3 | 12,1 | 12,1 | 15,4 | 14,8 | 14,0 |
| Logiciels et prestations informatiques | 4,0 | 5,1 | 4,4 | 11,7 | 20,3 | 26,4 | 10,4 | 17,1 | 17,2 | 17,2 | 14,0 |
| Machines et équipements mécaniques | 4,8 | 4,0 | 4,5 | 5,5 | 2,2 | 2,6 | 2,4 | 2,3 | 3,4 | 3,2 | 3,5 |
| Autres matériels de transport | 1,2 | 1,0 | 1,1 | 1,1 | 0,5 | 1,4 | 1,9 | 0,9 | 1,2 | 1,3 | 1,2 |
| Médicaments | 3,9 | 2,7 | 3,4 | 4,4 | 5,6 | 5,6 | 5,3 | 3,7 | 5,2 | 5,0 | 4,6 |
| Métaux, travail des métaux | 3,8 | 6,5 | 4,8 | 2,0 | 3,1 | 1,6 | 1,9 | 2,3 | 2,3 | 2,1 | 2,8 |
| Opérateurs télécoms et internet | 0,4 | 1,0 | 0,6 | 0,8 | 1,2 | 1,2 | 0,9 | 0,4 | 1,2 | 1,0 | 0,9 |
| Textile, habillement | 1,6 | 6,2 | 3,4 | 1,4 | 0,2 | 0,5 | 1,0 | 0,7 | 2,4 | 1,1 | 1,7 |
| Transport, stockage, BTP | 6,5 | 7,5 | 6,9 | 4,2 | 5,8 | 3,1 | 7,6 | 9,3 | 5,3 | 5,5 | 5,9 |
| Autres industries de base | 3,9 | 8,7 | 5,8 | 5,5 | 2,4 | 2,4 | 5,3 | 3,4 | 3,3 | 3,8 | 4,3 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

23. Des affinités techniques, géographiques et culturelles

Comme cela a déjà été indiqué dans le chapitre 2, Il existe des affinités d'ordre industriel, géographique ou culturel qui peuvent contribuer à accroître l'attractivité spécifique d'une région d'accueil pour certaines nationalités d'investisseurs. L'analyse des tableaux 5.8 et 5.9 fait à cet égard apparaître les faits suivants :

- Une sur-représentation des investissements nord-américains et britanniques (hors pays d'origine) dans les îles britanniques ;
- Une sur-représentation des investissements d'origine germanique et asiatiques dans les pays de l'est (à noter également la part importante des firmes scandinaves dans les flux de projets à destination des pays baltes et l'orientation privilégiée des projets originaires d'Europe de l'est vers cette même région) ;
- Une sur-représentation des investissements britanniques, du Benelux (hors pays d'origine), et dans une moindre mesure nord-américains, dans les pays du Benelux ;
- Une sur-représentation des investissements nord-américains, et, dans une moindre mesure, britanniques et scandinaves (hors pays d'origine) dans les pays scandinaves ;
- Une sur-représentation des investissements français en Europe du sud (à noter que les firmes françaises sont également, d'après les données de la base Mipo, les premiers investisseurs étrangers vers les pays du Maghreb, signe supplémentaire d'un tropisme méditerranéen) ;
- Enfin, une sur-représentation nord-américaine et française (liée à de gros projets aéronautiques) dans les pays germaniques du centre-Europe.

On voit ainsi se dessiner à travers cette configuration : 1) d'une part des logiques d'intégration sub-régionales entre pays de même niveau de développement comme entre la France et l'Allemagne, au sein du Benelux, des Îles britanniques ou, dans une moindre mesure de l'ensemble germanique ; 2) d'autre part des logiques de division internationale du travail entre pays voisins présentant de fortes complémentarités, comme dans la région baltique (firmes scandinaves dans les pays baltes), la région centre-Europe (firmes allemandes dans les pays de l'est), ou entre la France et les pays méditerranéens (firmes françaises dans le Maghreb et en Europe du sud) ; enfin, 3) des stratégies spécifiques de localisation des investissements extra-européens sur certaines régions du continent, liées soit à des affinités d'ordre historico-culturel (investissements nord-américains dans les îles britanniques, et, dans une bien moindre mesure, mais de manière très significative, turcs en Bulgarie) soit à l'exploitation systématiques d'avantages comparatifs locaux (investissements de production asiatiques en Europe de l'est). On perçoit ainsi l'écho de mille ans d'histoire européenne, où certaines tendances longues dans les stratégies d'influence politico-militaire trouveraient une nouvelle forme d'expression, pacifique et commerciale celle-là, dans la configuration géographique des flux d'investissement.

Tableau 5.8
Répartition des emplois créés par régions d'origine et de destination

| Desrination Origine | Autres Est | Centre- est | Total Est | Benel. | France | Nord | Iles Britan. | Sud | Centre- Ouest | Total ouest | Total |
|--------------------------|---------------|----------------|--------------|--------|--------|-------|-----------------|-------|------------------|----------------|--------------|
| Amérique du nord | 12,3 | 19,3 | 16,6 | 30,4 | 29,8 | 58,0 | 55,8 | 16,9 | 34,4 | 37,0 | 25,9 |
| Europe | 68,7 | 56,7 | 61,3 | 60,2 | 59,5 | 36,6 | 35,1 | 70,0 | 57,4 | 53,1 | 57,5 |
| Benelux | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 8,6 | 6,4 | 0,5 | 3,7 | 4,2 | 4,9 | 4,7 | 4,0 |
| Europe du centre | 35,1 | 32,2 | 33,3 | 12,6 | 19,8 | 10,1 | 10,2 | 20,6 | 17,8 | 15,6 | 25,2 |
| Europe de l'est | 1,8 | 0,8 | 1,2 | 0,2 | 0,1 | 0,3 | 0,2 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,7 |
| Europe du nord | 5,3 | 5,8 | 5,6 | 2,8 | 9,1 | 9,8 | 3,5 | 7,5 | 4,0 | 5,7 | 5,6 |
| Îles britanniques | 3,2 | 2,6 | 2,8 | 22,3 | 10,5 | 9,8 | 10,6 | 5,2 | 4,4 | 9,2 | 5,7 |
| Europe du sud | 8,2 | 5,7 | 6,6 | 2,9 | 11,5 | 0,3 | 1,7 | 4,4 | 4,5 | 4,4 | 5,6 |
| France | 11,8 | 6,2 | 8,3 | 10,8 | 2,2 | 5,7 | 5,2 | 28,0 | 21,6 | 13,3 | 10,6 |
| Asie | 13,6 | 22,4 | 19,0 | 8,3 | 8,6 | 5,4 | 6,7 | 9,7 | 6,1 | 7,7 | 13,8 |
| Autres | 5,4 | 1,6 | 3,1 | 1,1 | 2,1 | 0,0 | 2,3 | 3,4 | 2,1 | 2,3 | 2,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

Tableau 5.9
Répartition des projets par régions d'origine et de destination

| Destination Origine | Autres Est | Centre- est | Total Est | Benelux | France | Eur. Nord | Eur. Ouest | Eur. Sud | Centre- Ouest | Total ouest | Total |
|--------------------------|---------------|----------------|--------------|---------|--------|--------------|---------------|-------------|------------------|----------------|--------------|
| Amérique du nord | 11,8 | 17,6 | 15,3 | 36,7 | 33,6 | 36,0 | 55,6 | 22,4 | 41,1 | 38,4 | 32,6 |
| Europe | 76,3 | 65,6 | 69,8 | 44,2 | 53,4 | 52,9 | 30,2 | 63,0 | 42,8 | 46,9 | 52,6 |
| Benelux | 4,3 | 5,8 | 5,2 | 8,4 | 8,5 | 2,9 | 2,3 | 5,4 | 4,8 | 5,2 | 5,2 |
| Europe du centre | 24,4 | 26,5 | 25,7 | 11,4 | 18,2 | 9,9 | 7,8 | 17,6 | 12,2 | 13,1 | 16,3 |
| Europe de l'est | 9,1 | 2,4 | 5,0 | 1,2 | 0,4 | 1,7 | 1,0 | 0,5 | 2,7 | 1,2 | 2,1 |
| Europe du nord | 11,8 | 7,3 | 9,1 | 5,0 | 4,5 | 20,3 | 4,4 | 5,6 | 6,3 | 6,3 | 7,0 |
| Europe de l'ouest | 4,3 | 6,8 | 5,8 | 6,4 | 10,1 | 9,7 | 5,0 | 7,0 | 5,9 | 7,1 | 6,7 |
| Europe du sud | 13,0 | 7,8 | 9,9 | 3,4 | 10,6 | 3,6 | 4,4 | 12,2 | 4,4 | 7,0 | 7,7 |
| France | 9,2 | 8,9 | 9,1 | 8,4 | 1,0 | 4,8 | 5,2 | 14,7 | 6,5 | 6,9 | 7,5 |
| Asie | 6,1 | 15,1 | 11,5 | 15,0 | 10,4 | 9,4 | 9,6 | 9,9 | 12,5 | 10,9 | 11,1 |
| Autres | 5,8 | 1,8 | 3,4 | 4,1 | 2,6 | 1,7 | 4,7 | 4,6 | 3,6 | 3,8 | 3,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : AFII

II. ANALYSE PAR REGION DE DESTINATION

2.1. Les pays du Benelux

Ils ont accueilli 8,1 % des projets et 3,8 % des emplois entre 2002 et 2004. La faible taille moyenne des projets s'explique en partie par une contribution forte des activités de services, haute technologie (médicaments notamment) et logistique-transport, de taille unitaire assez réduite. La Belgique représente plus des deux-tiers des emplois créés. Les flux sont relativement stables sur la période, avec un pic en 2003 suivi d'un tassement en 2004.

Les entreprises européennes (britanniques et pays du Benelux notamment) sont à l'origine de plus de 60 % des emplois créés, suivies par les américaines (environ 30 %). La contribution des firmes US est cependant beaucoup plus élevée en termes de projets (37%).

Tableau 5.10
Principaux projets à destination du Benelux

| Année | Société | Empl. | Origine | Destination | Secteur | Projet | Opération |
|-------|-------------------------|-------|------------|-------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------|
| 2004 | GSK Bio | 1750 | Roy.uni | Belgique | Médicaments | Production | Création |
| 2002 | GlaxoSmithKline ; GSK | 1000 | Roy.uni | Belgique | Médicaments | Production | Extension |
| 2002 | Cisco | 800 | Etats-Unis | Pays-Bas | Logiciels et prest. informatiques | Bureau commercial | Création |
| 2002 | Arcelor | 650 | France | Luxemb. | Métaux, travail des métaux | Production | Création |
| 2003 | ECC ; Cobelfret | 450 | Pays-Bas | Belgique | Transport, stockage, BTP | Distribution, logistique | Création |
| 2003 | Schenker | 400 | Allemagne | Belgique | Transport, stockage, BTP | Production | Création |
| 2003 | Arcelor | 400 | France | Belgique | Métaux, travail des métaux | Production | Création |
| 2004 | Volvo | 400 | Etats-Unis | Belgique | Automobile | Production | Extension |
| 2003 | Lidl | 350 | Allemagne | Pays-Bas | Services comm. ou financiers | Distribution, logistique | Création |
| 2003 | Faurecia | 350 | France | Pays-Bas | Automobile | Production | Création |
| 2003 | GlaxoSmithKline Biol. | 300 | Roy.uni | Belgique | Médicaments | Centre de recherche | Extension |
| 2004 | Janssen Pharmaceutica ; | 300 | Etats-Unis | Belgique | Médicaments | Centre de recherche | Création |
| 2002 | Hansen Transmissions | 300 | Roy.uni | Belgique | Autres | Production | Création |
| 2003 | Flextronics | 300 | Singapour | Pays-Bas | Equipts électr., inform., médicx | Distribution, logistique | Extension |

Source : AFII

Par rapport à l'ensemble de l'Europe de l'ouest, le Benelux est caractérisé par une spécialisation sur l'accueil des activités de logistique-transport (près de 20 % des emplois créés) et dans une moindre mesure des bureaux commerciaux. Par contre, la part des centres d'appel et des autres prestations de services est plus limitée. On note également d'importants projets dans le secteur des médicaments. Par contre, l'attractivité de la région pour les quartiers généraux et centre administratifs, qui constituait dans les années 1990 un de ses points forts¹⁸, semble s'être affaiblie. L'abandon des pratiques fiscales dites « domageables », réclamée par la commission européenne, semble avoir en particulier porté un coup dur à l'attractivité de Bruxelles.

¹⁸ Il existe dans les grandes villes du Benelux un millier de centres de coordination européens de firmes multinationales, en grande partie américaines et japonaises. Les secteurs les plus représentés sont l'automobile, les IAA, la chimie, la plasturgie et la logistique.

2.2. Les pays scandinaves

Ils ont accueilli 5,9 % des des projets mais seulement 2,6 % des emplois. Cet écart important s'explique par le cumul de deux effets : d'une part, la structure sectorielle des investissements donne une part importantes aux activités où la taille moyenne des projets est faible ; d'autre part, un sein même de chaque activité, le contenu en emplois des projets est plutôt inférieur à la moyenne européenne. Après une mauvaise année 2003, les flux de création d'emplois se sont fortement redressés en 2004. C'est notamment le cas pour la Suède, qui accueille 59 % des emplois créés dans la région.

La contribution des entreprises nord-américaines à la création d'emploi est particulièrement élevée (57 %), même si elle est moins marquée en termes de nombre de projets. Les autres pays scandinaves sont également sur-représentés par rapport à la moyenne ouest-européenne. Par contre, la part des firmes asiatiques reste marginale (5,4 % des emplois créés). Les firmes françaises et d'Europe du sud semblent également peu attirées par les pays scandinaves.

Malgré un nombre de projets assez élevé, la contribution des fonctions de services à la création d'emplois par les firmes étrangères est proportionnellement un peu plus faible que dans les autres pays d'Europe de l'ouest. La représentation assez forte des activités de production constitue cependant un élément en partie illusoire, liée à l'existence de plusieurs gros projets réalisés par des firmes ou des joint-ventures classées comme « étrangères » mais qui ont des liens historiques forts avec la Suède (Volvo/Ford, ABB). Les secteurs de l'automobile, des métaux, de la chimie et des biotechnologies ont fait récemment l'objets d'investissements importants. La filière NTIC (microélectronique...) constituent également un point fort des pays scandinaves.

Tableau 5.11
Principaux projets à destination des pays scandinaves

| Ann. | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opér. |
|------|------------------------------|-------|------------|----------|------------------------------------|-------------------|----------|
| 2004 | Volvo Cars AB ; Ford | 2000 | États-Unis | Suède | Automobile | Production | Extens. |
| 2002 | Volvo ; Ford | 1000 | Etats-Unis | Suède | Automobile | Production | Extens. |
| 2004 | Alcoa | 750 | Etats-Unis | Islande | Métaux, travail des métaux | Production | Création |
| 2004 | ABB | 550 | Suisse | Suède | Machines et équipements mécaniques | Production | Extens. |
| 2002 | Hewlett-Packard ; Compaq | 500 | Etats-Unis | Danemark | Equipts électr. Inform., médicx | Serv. adm. ,QG | Création |
| 2002 | Alcoa | 450 | Etats-Unis | Islande | Métaux, travail des métaux | Production | Création |
| 2002 | Lyreco | 400 | France | Danemark | Conseil, ingén., serv. aux entr | Serv. adm. QG | Création |
| 2003 | Lidl | 400 | Allemagne | Suède | Services commerciaux ou fin. | Distr. logistique | Création |
| 2004 | Hilton Food Group | 400 | Roy.uni | Suède | Agro-alimentaire | Conditionnement | Création |
| 2003 | AstraZeneca | 400 | Roy.uni | Suède | Médicaments | Production | Extens. |
| 2002 | Sitel | 350 | Etats-Unis | Danemark | Cons., ingén., serv. aux entr. | Centres d'appel | Création |
| 2004 | VTI Techn. ; EQT North. Eur. | 300 | Suède | Finlande | Composants électroniques | Production | Création |
| 2002 | HI3G ; Hutchinson Whampoa | 200 | Chine | Danemark | Equipts électr., inform. médicx | Bureau comm. | Création |
| 2003 | Biogen | 200 | Etats-Unis | Danemark | Chimie, plasturgie, biotechn. | Production | Création |
| 2004 | Biogen Idec | 200 | Etats-Unis | Danemark | Médicaments | Production | Création |
| 2002 | Intern. Pipe & Tube ; IPT | 200 | Etats-Unis | Islande | Métaux, travail des métaux | Production | Création |
| 2003 | Ryanair | 200 | Irlande | Suède | Services comm. ou financiers | Production | Création |

Source : AFII

2.3. La région centre-ouest (Allemagne, Autriche, Suisse)

Accueillant 13,2 % des projets et 7,2 % des emplois créés en Europe, cette région a connu un fort regain des flux d'investissements en 2003 (confirmé en 2004) après une année 2002 très médiocre. L'Allemagne est le principal pays d'accueil, avec 78 % des emplois créés. Elle reste cependant relativement peu attractive par rapport à la taille de son marché et de son industrie, pour des raisons liées à la fois aux coûts de production et à la relative fermeture de certains marchés aux firmes étrangères (ex : équipement automobiles).

Représentant respectivement 37 % et 21,6 % des créations d'emplois, les investisseurs américains et français semblent assez fortement attirés par la région, contrairement aux firmes d'origine asiatique, scandinaves et britanniques qui y créent proportionnellement moins d'emplois que dans le reste de l'Europe de l'ouest. On notera l'importance assez marquée des investissements intra-régionaux (17,8 % des créations d'emplois), signe d'une forte intensité des relations économiques internes compte tenu du faible nombre de pays concernés.

La région semble relativement plus attractive pour les centres de R&D, les QG et, de manière moins marquée, pour les activités de production que le reste de l'Europe de l'ouest, signe d'un intérêt des firmes étrangères pour le potentiel scientifique et technique allemands. Elle accueille par contre une proportion relativement faible de centres d'appel et de sites logistiques. Le secteur de l'aéronautique (Airbus) a récemment fait l'objet de plusieurs gros investissements industriels.

Tableau 5.12
Principaux projets à destination de la région centre-ouest

| Ann. | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opér. |
|------|-----------------|-------|------------|-----------|----------------------------------|--------------------------|-----------|
| 2004 | Airbus | 4000 | France | Allemagne | Autres matériels de transp. | Production | Création |
| 2003 | Airbus | 2000 | France | Allemagne | Autres matériels de transp. | Production | Extension |
| 2003 | AMD | 1000 | Etats-Unis | Allemagne | Composants électroniques | Production | Création |
| 2003 | Dow Chemical | 1000 | Etats-Unis | Allemagne | Chimie, plasturgie, biotechn. | Production | Extension |
| 2004 | Accenture | 700 | Etats-Unis | Allemagne | Conseil, ingén., serv. aux entr. | Serv. adm, QG | Extension |
| 2004 | Ernst & Young | 700 | Etats-Unis | Allemagne | Conseil, ingén., serv. aux entr. | Autres prest.de services | Extension |
| 2003 | UPS | 700 | Etats-Unis | Allemagne | Transport, stockage, BTP | Production | Extension |
| 2002 | Visteon | 650 | Etats-Unis | Allemagne | Automobile | Serv. adm, QG | Création |
| 2004 | Magna | 650 | Canada | Autriche | Automobile | Production | Extension |
| 2004 | Magna | 600 | Canada | Autriche | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Faurecia | 550 | France | Allemagne | Automobile | Centre de recherche | Création |
| 2004 | HanseNet Telek. | 500 | Italie | Allemagne | Opérateurs télécoms et internet | Autres prest.de services | Création |
| 2004 | O2 ; MMO2 | 500 | Roy.uni | Allemagne | Opérateurs télécoms et internet | Indéterminé | Extension |
| 2002 | DaimlerChrysler | 500 | Allemagne | Allemagne | Automobile | Production | Extension |
| 2003 | Aventis | 500 | France | Allemagne | Médicaments | Production | Création |

Source : AFII

2.4. Les îles britanniques

Elle accueillent 13,8 % des emplois et 18,1 % des projets, proportion relativement stable au cours de la période, avec un pic en 2003 suivi d'un tassement en 2004. Les emplois créés se répartissent de manière assez équilibrée entre le Royaume-Uni (60 %) et l'Irlande (40 %).

Les investissements d'origine anglo-saxonne sont dominants : les firmes américaines représentent à elles seules 55,6 % des créations d'emplois, suivies par les britanniques (investissements croisés Irlande/ Royaume-Uni) avec 10,6 % du total. Libéralisme, langue, culture du business, internationalité de Londres, vitalité commerciale expliquent le succès britannique sur les investissements américains et japonais.

Le Royaume-Uni est fortement spécialisé dans l'accueil d'activités tertiaires (hors logistique-distribution). On notera notamment la vitalité du secteur des call-centers, l'existence de pôles de compétitivité puissants pour l'accueil des centres de RD (Cambridge, Gleen Valley en Ecosse,...) ainsi que la croissance de l'activité des low costs (base Ryanair à l'aéroport de Londres/Stansted).

Concernant l'Irlande, on notera l'existence d'importants projets de production nord-américains dans le secteur des matériels électriques et électroniques ainsi que les biotechnologies, du fait, entre autres, des avantages fiscaux offerts par ce pays.

Tableau 5.13
Principaux projets dans les îles britanniques

| Année | Société | Empl. | Origine | Destin. | Secteur | Projet | Opér. |
|-------|-------------------------------|-------|------------|---------|----------------------------------|--------------------------|-----------|
| 2003 | Tesco | 1500 | Roy.uni | Irlande | Services comm. ou fin. | Distribution, logistique | Création |
| 2003 | ASDA ; Wal-Mart | 1200 | États-Unis | Roy.uni | Services comm. ou fin. | Distribution, logistique | Création |
| 2003 | Airbus | 1200 | France | Roy.uni | Autres mat. de transport | Production | Création |
| 2002 | Wyeth | 1000 | États-Unis | Irlande | Chimie, plast., biotech. | Production | Création |
| 2004 | Guidant Corporation | 1000 | États-Unis | Irlande | Equipts électr., inform., médicx | Production | Extension |
| 2003 | Toyota | 1000 | Japon | Roy.uni | Automobile | Production | Extension |
| 2004 | Bertelsmann ; Arvato | 1000 | Allemagne | Roy.uni | Autres industries de bases | Production | Création |
| 2004 | Ryanair | 1000 | Irlande | Roy.uni | Transport, stockage, BTP | Production | Création |
| 2003 | Abbott | 950 | États-Unis | Irlande | Equipts électr., inform., médicx | Production | Extension |
| 2004 | Ford Motor Co | 938 | États-Unis | Roy.uni | Automobile | Production | Extension |
| 2003 | eBay ; PayPal | 800 | États-Unis | Irlande | Services comm. ou fin. | Serv.adm., QG | Création |
| 2004 | Logica CMG | 760 | Roy.uni | Roy.uni | Logiciels et prest. Inform. | Serv.adm., QG | Extension |
| 2002 | Abbott Laboratories | 700 | États-Unis | Irlande | Médicaments | Centre de recherche | Création |
| 2002 | Intel Corp | 700 | États-Unis | Irlande | Equipts électr., inform., médic | Production | Création |
| 2002 | The Number 118 118 ; INFONXX | 700 | États-Unis | Roy.uni | Conseil, ingén., serv. aux entr. | Centres d'appel | Création |
| 2003 | Aker Kvaerner | 700 | Norvège | Roy.uni | Conseil, ingén., serv. aux entr. | Serv.adm., QG | Création |
| 2002 | BMW | 700 | Allemagne | Roy.uni | Automobile | Production | Extension |
| 2004 | Northbrook Technologies | 660 | États-Unis | Irlande | Logiciels et prest. Inform. | Production | Extension |
| 2004 | Computer Sciences Corporation | 650 | États-Unis | Roy.uni | Logiciels et prest. Inform. | Production | Création |
| 2002 | Pfizer | 600 | États-Unis | Irlande | Médicaments | Serv.adm., QG | Création |
| 2003 | The Number ; InfoNXX | 600 | États-Unis | Roy.uni | Conseil, ingén., serv. aux entr. | Centres d'appel | Création |
| 2003 | The Number ; InfoNXX | 550 | États-Unis | Roy.uni | Conseil, ingén. Serv.aux entr. | Centres d'appel | Extension |

Source : AFII

Encadré 5.3 **L'Irlande, pays de la biotech**

A l'automne 2004, est entré en service le plus grand site de fabrication de biomédicaments du monde, sur le campus de Grange Castle, dans la banlieue de Dublin. Cette filiale de l'américain Wyeth devrait employer à terme 1300 personnes. Les produits ? Des médicaments contre la polyarthrite rhumatoïde et des vaccins anti-pneumocoques destinés aux très jeunes enfants. Cet investissement de 1,5 milliards de dollars fera de l'Irlande l'un des leaders de la production biotech en Europe.

Décidément, cette petite île n'arrête pas de nous surprendre par son dynamisme et son sens des opportunités industrielles. Les irlandais furent parmi les premiers à comprendre, dans les années 1950, alors que leur industrie était pratiquement inexistante, tout le bénéfice qu'ils pourraient tirer de l'implantation de firmes étrangères. Et ils le firent, s'efforçant d'attirer, dans les années 1960 des industries de main d'œuvre américaines, tandis que la France refusait, d'un superbe geste gaullien, les milliers d'emplois que Ford nous proposa de créer en Lorraine en 1969. Depuis, les Irlandais sont devenus, à travers leur fameuse agence de promotion, L'IDA (Industrial Development Agency), les spécialistes reconnus du « marketing territorial », s'efforçant en permanence de tirer le meilleur profit des tendances de l'investissement international. Et ça marche : après les industries de main d'œuvre comme l'automobile, l'Irlande a sut se reconvertir dans les technologies de l'information à mesure que ses coûts salariaux augmentaient. Elle a également saisi avant les autres la vague montante des projets en centres d'appel et de services partagés. Et aujourd'hui, c'est au tour des biotechnologies....

Car, après beaucoup d'espoirs régulièrement déçus et d'innovations toujours annoncées comme imminentes et toujours repoussées, la révolution de la biopharmacie, cette fois semble vraiment entamée. Aujourd'hui, 20 % des médicaments commercialisés et 80 % des médicaments en développement clinique sont issus des biotechnologies, avec des taux de réussite aux tests cliniques désormais supérieurs à celui des médicaments classiques.

Et justement, l'Irlande offre un terrain d'accueil favorable. 80 multinationales pharmaceutiques et de biotechnologies sont déjà présentes en Irlande, parmi lesquelles Abbott, Bristol-Myers-Squibb, GlaxoSmithkline, Johnson and Johnson, Lilly, Novartis, Merck, Pfizer, Roche, Schering Plough, Takeda, Allergan, Baxter, Genzyme, Fort Dodge et bien sûr Wyeth. Le secteur réalise dans ce secteur près de 35 milliards d'euros d'exportations, emploie 20000 personnes, et produit 12 des 25 médicaments leaders en biopharmacie (dont Lipitor, Zocor, Zyprexa, Seroxat, Prevacid, Zolof, etc.). L'Irlande maîtrise les principaux éléments de la « chaîne de valeur »: recherche, fermentation, principes actifs, formulation, finition, services transversaux, propriété intellectuelle, procédés de développement. Les collaborations entre firmes privés et les universités irlandaises sont nombreuses et étroites, assurant des financements abondants à la recherche. Enfin, les pouvoirs publics se sont mobilisés pour assurer le développement du secteur des biotechs : effort de formation, octroi de régimes fiscaux favorables aux investisseurs, création d'un centre national de biotraitement....

Pour saisir le virage des biotechs, qui sera forcément international, notre pays dispose, a priori, de plus d'atouts que l'Irlande : plus de chercheurs, d'entreprises, de salariés, d'exportations ; de magnifiques pôles de compétitivité comme le génopole d'Evry ou la filière vaccino-logie dans la région lyonnaise. Ceci explique que nous attirions un nombre significatif de projets étrangers, avec, bon an mal an, 500 à 1000 emplois créés chaque année depuis 1998. Mais il existe également des handicaps trop connus : un effort global de recherche inférieur à celui des pays d'Europe du nord ; les lourdeurs de fonctionnement des établissements publics scientifiques et techniques ; les difficultés de financement des jeunes entreprises de biotechnologies ; l'insuffisance de la culture du partenariat privé/public ; l'effort insuffisant de valorisation industrielle des résultats la recherche publique.

25. Les pays du sud de l'Europe

Ces pays ont accueilli 15,5 % des projets et 11,0 % des emplois créés en Europe, avec un tassement assez marqué entre 2002 et 2004. Ce phénomène a tout particulièrement touché l'Espagne, qui constitue le premier pays d'accueil de la région, avec 69 % des emplois créés.

Avec seulement 16,9 % des emplois créés, les firmes américaines sont sous-représentées. Par contre, la part des firmes germaniques et françaises (respectivement 20,6 % et 28,0 % des emplois créés) est élevée.

Par rapport à la moyenne de l'Europe de l'ouest, la région semble plutôt spécialisée dans l'accueil des activités de production, au détriment des QG, centres de R&D et autres prestations de services. Les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique (Airbus) ont constitué récemment de gros pourvoyeurs de créations d'emplois industriels, notamment en Espagne.

Le niveau global des investissements étrangers en Italie reste faible. La politique d'attraction des investissements étrangers en Italie n'est pas très organisée et pas très efficace. Malgré l'existence d'aides à l'implantation dans le sud du pays, les investisseurs restent rétifs : problèmes de sécurité juridique de l'entreprise, conventions collectives très contraignantes...

Tableau 5.14
Principaux projets à destination des pays du sud de l'Europe

| Année | Société | Empl. | Origine | Destination | Secteur | Projet | Opér. |
|-------|-------------------------------------|-------|------------|-------------|----------------------------------|-------------------|-----------|
| 2002 | EADS | 4000 | France | Espagne | Autres mat de transport | Production | Création |
| 2003 | Airbus ; EADS | 3000 | France | Espagne | Autres mat de transport | Production | Création |
| 2004 | First Automotive Works ; FAW | 1500 | Chine | Grèce | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Kobe Steel ; KCM ; CNH Glob. N.V | 1500 | Japon | Italie | Transport, stockage, BTP | Production | Création |
| 2002 | Carrefour | 1300 | France | Espagne | Cons., ingén., serv. aux entr. | Distrib., logist. | Création |
| 2003 | Conduit | 1200 | Irlande | Espagne | Opérateurs télécoms et internet | Centres d'appel | Création |
| 2002 | STMicroelectronics | 1150 | Pays-Bas | Italie | Equipts électr., inform., médicx | Production | Création |
| 2002 | Ford | 1000 | États-Unis | Espagne | Automobile | Production | Extension |
| 2004 | Enercon | 1000 | Allemagne | Espagne | Equipts électr., inform., médicx | Production | Création |
| 2003 | PSA Peugeot-Citroën | 900 | France | Espagne | Automobile | Production | Extension |
| 2002 | BASF ; Sonatrach | 835 | Allemagne | Espagne | Chimie, plasturgie, biotechn. | Production | Création |
| 2003 | News Corp | 800 | États-Unis | Italie | Services comm. ou fin. | Centres d'appel | Création |
| 2002 | Frape Behr | 780 | Allemagne | Espagne | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Barclays | 750 | Roy.uni | Espagne | Services comm. ou fin. | Centres d'appel | Création |
| 2004 | Torun Pacific ; Nestle ; Gen. Mills | 750 | Suisse | Portugal | Agro-alimentaire | Production | Création |
| 2004 | Eli Lilly | 650 | États-Unis | Italie | Médicaments | Production | Création |
| 2004 | Geci International | 650 | France | Portugal | Autres mat de transport | Production | Création |
| 2003 | Infineon | 570 | Allemagne | Portugal | Composants électroniques | Production | Extension |
| 2004 | Transcom WorldWide ; KINNEVIC | 550 | Suède | Espagne | Cons., ingén., serv. aux entr. | Production | Création |
| 2004 | Siemens | 500 | Allemagne | Portugal | Logiciels et prest. Inform. | Centre de R&D | Création |
| 2004 | Companhia Siderurgica Nacional | 500 | Brésil | Portugal | Métaux, travail des métaux | Production | Création |

Source : AFII

26. Les pays du centre-est européen

Ils représentent 33,3 % des emplois créés et 15,3 % des projets. Si leur part de marché en termes de projets reste stable entre 2002 et 2004, elle diminue par contre fortement en termes de de création d'emplois, au profit des autres pays de l'est. Cette diminution est particulièrement marquée pour la république tchèque, qui constitue le premier pays d'accueil de la région, avec 43 % des emplois créés, contre respectivement 28 % et 29 % pour la Hongrie et la Pologne.

La contribution des firmes centre-européennes (Allemagne) et asiatiques à la création d'emplois est particulièrement forte (respectivement 32,2 % et 22,4 % du total). Par contre, la part des firmes nord-américaines, quoique significative (19,3 %) est inférieure à celle observée dans le reste de l'Europe.

La région est très spécialisée dans l'accueil des activités productives (87 % des emplois créés), mais avec une proportion non négligeable de services, bureaux commerciaux et centres de R&D. Les équipements électriques et électroniques et surtout l'automobile ont constitué les principales sources de création d'emploi, mais avec une forte baisse en 2004, due à la fois au tassement des projets en provenance d'Allemagne et à la concurrence croissante des autres pays de l'est.

Tableau 5.15
Principaux projets à destination des pays du centre-est de l'Europe

| Année | Société | Emplois | Origine | Destination | Secteur | Projet | Opération |
|-------|----------------------|---------|--------------|-------------|--------------------------------|-----------------|-----------|
| 2003 | Volkswagen | 3000 | Allemagne | Pologne | Automobile | Production | Extension |
| 2002 | Siemens VDO | 2500 | Allemagne | Rép Tch. | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Peugeot ; Toyota | 2500 | France | Rép Tch. | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Sandra Textile Mills | 2500 | Pakistan | Rép Tch. | Textile, habillement | Production | Création |
| 2003 | Flextronics | 2100 | Singapour | Hongrie | Eqpts électr., inform., médicx | Production | Extension |
| 2002 | Delphi | 2000 | Etats-Unis | Rép Tch. | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Skoda ; Volksw. | 1800 | Allemagne | Rép Tch. | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Foxconn | 1800 | Taïwan | Rép Tch. | Eqpts électr., inform., médicx | Production | Création |
| 2002 | Bosch | 1700 | Allemagne | Pologne | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Radiomobil ; D.Tel. | 1700 | Allemagne | Rép Tch. | Eqpts électr., inform., médicx | Serv. adm., QG | Création |
| 2003 | Foxconn ; Hon Hai | 1600 | Taïwan | Hongrie | Electronique grand public | Production | Création |
| 2002 | Avon | 1600 | Etats-Unis | Pologne | Médicaments | Production | Extension |
| 2002 | Bosch | 1550 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Extension |
| 2003 | Bosch | 1500 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Volkswagen | 1500 | Allemagne | Pologne | Automobile | Distr., logist. | Création |
| 2002 | Kronospan Hold. | 1500 | Chypre | Pologne | Autres industries de bases | Production | Création |
| 2003 | LG Electronics | 1500 | Corée du Sud | Pologne | Electronique grand public | Production | Extension |
| 2003 | Foxconn | 1500 | Taïwan | Rép Tch. | Eqpts électr., inform., médicx | Production | Extension |
| 2002 | Bosch Diesel | 1485 | Allemagne | Rép Tch. | Automobile | Production | Extension |
| 2002 | Toyota | 1400 | Japon | Pologne | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Elcoteq | 1300 | Finlande | Hongrie | Eqpts électr., inform., médicx | Production | Extension |
| 2004 | Bank Austria Credit. | 1300 | Autriche | Pologne | Serv. comm. ou fin. | Bureau comm. | Création |
| 2002 | Bacou-Dalloz | 1300 | France | Rép Tch. | Eqpts électr., inform., médicx | Production | Création |
| 2002 | Osram | 1270 | Etats-Unis | Rép Tch. | Autres | Production | Création |
| 2002 | Robert Bosch | 1200 | Allemagne | Hongrie | Automobile | Production | Extension |
| 2004 | Gillette | 1150 | Etats-Unis | Pologne | Métaux, travail des métaux | Production | Création |

Source : AFII

27. Les autres pays de l'est européen

Ils représentent 9,9 % des projets et 20,9 % des emplois créés en Europe entre 2002 et 2004, avec une forte progression en 2004. Trois pays (Roumanie, Slovaquie, et, de manière plus modeste, Bulgarie) représentent à eux seuls plus de 85 % du total des emplois accueillis dans la région. On peut donc parler à leur sujet d'une véritable « percée » récente sur le marché de l'investissement européen.

Les firmes d'origine centre-européenne ont joué un rôle majeur dans la création d'emplois étrangers dans cette région (35 % du total), suivies par les firmes françaises (13,6 %), asiatiques (11,8 %) et américaines (12,3 %), dont la présence reste relativement modeste.

La quasi-totalité des créations d'emplois se fait dans les activités productives (92,5 %), avec également quelques centres d'appel. Les industries de main d'œuvre (ameublement, confection, et surtout automobile) ont constitué les sources majeures de projets.

Tableau 5.16
Principaux projets à destination des autres pays de l'est

| Année | Société | Emplois | Origine | Destination | Secteur | Projet | Opération |
|-------|-----------------------------------|---------|--------------|-------------|--------------------------------|-------------------|-----------|
| 2002 | Leoni AG | 5000 | Allemagne | Ukraine | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Yazaki | 4600 | Japon | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2003 | PSA | 3500 | France | Slovaquie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Leoni AG | 3000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2003 | INA Schaeffler | 3000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Hyundai ; Kia | 2400 | Corée du Sud | Slovaquie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Montupet | 2150 | France | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | RM Jewels | 2000 | États-Unis | Bulgarie | Métaux, travail des métx | Production | Création |
| 2004 | Milbro ; O'Neills ; Treximco | 2000 | Irlande | Roumanie | Textile, habillement | Production | Création |
| 2004 | Samsung Electronics | 1900 | Corée du Sud | Slovaquie | Electronique grand pub. | Production | Création |
| 2002 | Patrick Louis Group | 1500 | France | Bulgarie | Autres | Indéterminé | Création |
| 2003 | Leoni | 1500 | Allemagne | Slovaquie | Automobile | Production | Création |
| 2002 | Shoe Fashion Group | 1400 | Autriche | Slovaquie | Autres | Production | Extension |
| 2003 | Concorde | 1400 | Belgique | Slovaquie | Ameubl., équipmt foyer | Production | Création |
| 2004 | Kaufland | 1200 | Allemagne | Bulgarie | Ameubl., équipmt foyer | Distrib., logist. | Création |
| 2004 | Divani | 1200 | Danemark | Slovaquie | Ameubl., équipmt foyer | Production | Création |
| 2002 | Sumitomo Electric | 1100 | Japon | Roumanie | Eqpts électr., inform., médicx | Production | Création |
| 2004 | GE Capital International Services | 1000 | Etats-Unis | Bulgarie | Serv. comm. ou fin. | Centres d'appel | Création |
| 2002 | Aksu Iplik | 1000 | Turquie | Bulgarie | Ameubl., équipmt foyer | Production | Création |
| 2004 | GE Capital International Services | 1000 | Etats-Unis | Roumanie | Serv. comm. ou fin. | Centres d'appel | Création |
| 2002 | Draexlmaier | 1000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2003 | Continental | 1000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Draxlmaier | 1000 | Allemagne | Roumanie | Automobile | Production | Création |
| 2004 | Sky Media ; Skytec Group | 1000 | Suisse | Slovaquie | Chimie, plast., biotechn. | Production | Création |

Source : AFII

Annexe 5.1
Nomenclature régionale utilisée dans l'étude
(Régions et pays d'accueil)

| | | |
|--------------------------|--------------------------|--|
| EUROPE DE L'OUEST | Centre-ouest | Allemagne, Suisse, Autriche, Lichenchtein |
| | Iles britanniques | Royaume-Uni, Irlande |
| | Nord | Danemark, Finlande, Norvège, Suède |
| | Sud | Italie, Chypre, Malte, Espagne, Grèce, Portugal |
| | France | France |
| | Benelux | Pays-Bas, Belgique, Luxembourg |
| EUROPE DE L'EST | Centre-est | Rép. Tchèque, Hongrie, Pologne |
| | Autres Est | Autres pays de l'est, y compris fédération de Russie, Ukraine, Biélorussie |

Annexe 5.2
Nomenclature régionale utilisée dans l'étude
(Région et pays d'origine)

| | | |
|-------------------------|--------------------------|---|
| AMERIQUE DU NORD | Amérique du nord | Etats-Unis, Canada, Bermudes |
| EUROPE | Benelux | Pays-Bas, Belgique, Luxembourg |
| | Europe du centre | Allemagne, Suisse, Autriche, Lichenchtein |
| | Europe de l'est | Tous les pays de l'est européen, y compris fédération de Russie, Ukraine, Biélorussie |
| | Europe du nord | Danemark, Finlande, Norvège, Suède |
| | Iles britanniques | Royaume-Uni, Irlande |
| | Europe du sud | Italie, Chypre, Malte, Espagne, Grèce, Portugal |
| | France | France |
| ASIE | Japon | Japon |
| | Autres Asie | Tous les autres pays d'Asie |
| AUTRES | Autres | Tous les autres pays |

Annexe 5.3

Les pays méditerranéens :

Quelques exemples de développement industriel lié aux investissements étrangers

Si les 12 pays du sud de la Méditerranée restent globalement très marginaux pour l'accueil des flux d'investissements étrangers (à peine plus de 10 milliards de dollars d'IDE entrants chaque année dans les 12 pays MEDA en 2003 et 2004, soit environ 2 % du total mondial), certains d'entre eux commencent à attirer l'attention des investisseurs toujours à la recherche de nouveaux marchés ou de conditions de production favorables. Nous proposons ici, pour illustrer ce mouvement naissant, trois études de cas : automobile en Turquie et dans les pays du Maghreb, logiciels en Israël.

1. La Turquie : Un nouveau tigre industriel ?

Alors que sont relancées les négociations en vue d'une adhésion à l'Union Européenne, il est temps de prendre la mesure du potentiel économique turc. Un pays sous-développé, sans base industrielle ? Pas si l'on en juge par le flux d'investissements étrangers : près de 40 projets recensés depuis le début de l'année, selon la base de données MIPO-ANIMA, avec une forte concentration dans l'agro-alimentaire et l'automobile. Et l'on est loin d'un simple mouvement de délocalisation lié aux coûts salariaux. Les projets à bon niveau technologique, en effet, se multiplient. Un exemple ? La création le 9 août dernier, par l'américain Hayes Lemmerz, l'Italien Cromodora Wheel et le Turc Inci Holding d'une joint venture destinée à la production de roues en aluminium à Manisa, sur la côte ouest du pays. On assiste ainsi, grâce à l'afflux d'investisseurs étrangers relayés par les entrepreneurs locaux, à la constitution de filières industrielles modernes, puissantes et diversifiées.

L'exemple de l'automobile a toutes les allures d'un cas d'école. Au commencement des temps, c'est-à-dire au début des années 1960, la Turquie ne produit pas un seul véhicule. Puis quelques constructeurs implantent des chaînes d'assemblage pour monter des automobiles destinées au marché local, à partir de composants entièrement importés, comme Renault à Bursa en 1971. L'intégration locale s'accroît ensuite progressivement, avec l'arrivée d'équipementiers étrangers et le développement d'une industrie locale. L'Union douanière de janvier 1996, en ouvrant à la Turquie les portes du marché européen, permet à son industrie automobile de franchir une nouvelle étape en développant ses exportations.

Une mutation rapide lui permet alors de devenir un centre de production à vocation régionale voire mondiale. De nombreux constructeurs s'implantent pour réexporter à partir du pays : Oyak Renault (Clio Symbol, Megane Break), Fiat (Doblo), Ford (Transit Connect), Toyota (nouvelle Corolla), Hyundai (Starex). Il y trouvent, certes, une base « low costs », mais aussi les compétences de ces nombreux travailleurs turcs formés dans les usines allemandes et revenus au pays pour encadrer leurs jeunes compatriotes. Il trouvent également un tissu d'équipementiers, certes encore hétérogène mais qui se structure rapidement, grâce à l'afflux des firmes étrangères : cent équipementiers automobiles étrangers sont aujourd'hui installés dans le pays, et jouent un rôle majeur dans l'activité. Près de 200 autres ont noué un partenariat avec des entreprises locales. Celles-ci, de leur côté, ont réalisé un effort énorme de mise à niveau : plus de 300 d'entre elles possèdent des unités de production conformes aux meilleurs standards mondiaux, et peuvent donc, non seulement approvisionner les constructeurs locaux, mais également exporter directement.

Aujourd'hui, l'automobile constitue l'un des piliers de l'économie turque. Elle emploie environ 500 000 personnes, regroupe plus de 1 000 entreprises. On dénombre 19 constructeurs, dont trois spécialisés dans les tracteurs et cinq fabricants de véhicules particuliers (Renault, Fiat, Toyota, Honda, Hyundai). La production atteint 562 000 unités en 2003 soit 1 % du marché mondial. 359 000 véhicules ont été exportés, dont plus des deux tiers vers l'union européenne : le secteur automobile représente à lui seul près de 10 % des exportations turques. La croissance de la production est rapide : + 57 % en 2003 par rapport à 2002. Sur les six premiers mois 2004, la production a atteint 429 000 véhicules, soit une hausse de 76 % par rapport à la même période de 2003.

La zone de Bursa constitue l'une des principaux pôles d'activité. Oyak Renault et Tofas Fiat, les premiers producteurs de véhicules particuliers, y ont localisé leur site de production. Bursa est même l'unique site de production mondial de la Mégane Break et de la Mégane II Tricorps. Deuxième pôle : la grande région d'Istanbul, avec les sites de Koaceli et Gebze, où une grande zone industrielle dédiée à l'automobile (la TOSB) est en développement.

La perfection, bien sûr, n'est pas de ce monde. La concurrence par les coûts s'exerce aussi sur la Turquie, où les salaires sont aujourd'hui supérieurs à ceux de la Roumanie ou de la Bulgarie. Beaucoup d'équipementiers locaux restent de simples firmes quasi-artisanales produisant pour le marché local des pièces de rechange, et le pays manque encore de bons équipementiers de « second rang », ce qui oblige les grands assembleurs à importer de nombreux composants. La gestion macroéconomique et financière un peu chaotique du pays, les incertitudes concernant les relations avec l'union Européenne, constituent également des handicaps.

Mais le développement industriel est bien là, et il n'est pas limité à l'automobile : on pourrait pratiquement raconter la même histoire pour la filière textile-confection ou, dans une moindre mesure, pour les industries agro-alimentaires.

2. Valoriser le potentiel méditerranéen : l'exemple des logiciels

Le Japon a l'Asie du Sud-est. Les Etats-Unis ont le Mexique et l'Amérique du Sud. Pour assurer leur compétitivité, les industries d'Europe de l'ouest ont elles aussi besoin, sur leurs périphéries est et sud, de partenaires dynamiques, à bas coûts, en développement rapide, avec lesquels mettre en place des schémas efficaces de division internationale du travail. Si les PECO peuvent jouer en partie ce rôle, leur taille reste cependant modeste par rapport, par exemple à celle de la Chine. C'est pourquoi il est vital d'exploiter le potentiel d'autres partenaires, comme par exemple les pays du sud de la Méditerranée : 250 millions de personnes et un PNB qui frôle les 600 milliards de dollars. Mais, malgré la signature des accords d'association, malgré la mise en œuvre du processus de Barcelone, malgré certains succès économiques réels, l'image de cette zone reste floue dans les pays du Nord, et son potentiel réel, quelque peu sous-estimé.

Un exemple parmi beaucoup d'autres : le développement des logiciels. Savez-vous que les microprocesseurs de ST Microelectronics sont en partie conçus en Tunisie et au Maroc, puis en partie assemblés en Europe de l'Ouest, pour être ensuite principalement vendus en Asie ? Le monde à l'envers, direz-vous. Mais aussi un modèle d'organisation fort efficace qui témoigne du potentiel méditerranéen.

Reprenons les choses dans l'ordre. La localisation des centres de conception logiciels peut se faire assez librement dans le monde en fonction des avantages comparés des différents pays d'accueil en matière de coûts et surtout de qualité de la main d'œuvre. On observe donc depuis quelques années un mouvement de délocalisation de ces activités, qui, au sein des pays en développement, a particulièrement profité à l'Asie (Inde notamment), et, plus récemment, aux pays de l'est européen.

Mais les pays méditerranéens ont aussi enregistré des succès, certes globalement modestes, mais réels, au cours des deux dernières années. Citons par exemple, au Maroc, l'implantation des français SQLI, Unilog et Sitel, ou encore de l'américain Tech Access. En Tunisie, plusieurs projets ont été également annoncés, notamment dans la cité technologique des communications de Ghazala, près de Tunis. Dernier en date : l'irlandais Stonesoft, leader dans la sécurité informatique, en 2004. Autre terre d'accueil, le Liban - avec son pôle technologique Berytech à Beyrouth - où se sont récemment implantés, entre autres, le français Unilog, l'américain Computer Associates M.East, et le canadien Metaforms.

Mais c'est Israël qui a réalisé les performances les plus significatives. Plusieurs milliers de salariés y travaillent actuellement dans le développement de logiciels pour le compte de sociétés étrangères, notamment américaines. Parmi les principales firmes, on peut citer Intel (plusieurs centaines de chercheurs notamment en microélectronique), Microsoft, (logiciels pour le e-commerce), Hewlett-Packard (logiciels pour les systèmes d'impression couleur haute performance), Motorola (plusieurs centaines de chercheurs dans le domaine de la communication sans fil), IBM (près de 2000 chercheurs dans les domaines des bases de données, des systèmes informatiques et de la microélectronique). Des groupes à l'implantation parfois anciennes (Motorola depuis 1954, IBM depuis 1950), qui ont ensuite étendu leurs activités à travers notamment l'acquisition de start-up locales (Indigo par Hewlett Packard, Dialogics et DSPC par Intel).

Malgré la situation politique, les projets ont continué à affluer au cours des 2 dernières années : nouveau centre de développement d'IBM, spécialisé dans les composants électroniques, à Haïfa ; extension de l'usine Intel de Lachish Kiryat Gat ; implantation par l'américain Parametric Technology d'une unité de développement logiciels ; rachat par l'américain Cisco Systems de la start-up Actona, basée à Haifa. L'existence d'un important vivier de population qualifiée dans le domaine des sciences de l'information, le dynamisme des start-up locales et la réputation internationale du centre universitaire Technion de Haïfa, où sont localisés la plupart des grands centres de recherche (comme le fameux HRL d'IBM) donnent en effet à Israël des atouts majeurs dans le domaine des NTIC.

Certes, les chiffres globaux demeurent modestes : l'ensemble des pays du sud méditerranéen ne représentent en effet, selon le dernier rapport sur l'investissement de la Cnuced, que moins de 2 % de implantations mondiales de centres « off shore » dans les technologies de l'information. Mais le mouvement est tout de même suffisant pour nous rappeler qu'il existe sur notre façade sud de réelles capacités d'expertise en NTIC.

3. Maghreb : l'essor encore fragile de l'industrie automobile

Au deuxième trimestre 2005, Renault commencera, si tout va bien, à produire son modèle économique « Logan » sur les chaînes de la Somaca, à Casablanca. Un signe de l'essor de l'industrie automobile au Maghreb. Un essor encore limité, puisque la production totale des deux pays concernés - Maroc et Tunisie- ne dépasse pas aujourd'hui 3 milliards de dollars,

pour 400 millions de dollars d'exportations. Des chiffres modestes, comparés par exemple aux 4 milliards d'exportations en provenance de Turquie, le colosse méditerranéen. Mais un essor tout de même, stimulé par l'intérêt des industriels pour les marchés locaux et les bas coûts de production. Avec des formes différentes pour chacun de ces deux pays.

La Tunisie, après avoir connu des difficultés dans le domaine de l'assemblage qui l'ont conduit à renoncer à la fabrication locale de véhicules, a parié depuis 15 ans sur les équipements automobiles. Avec une politique à deux volets : d'une part, des demandes de contrepartie aux constructeurs étrangers en matière de fabrication locale de composants ; d'autre part, l'accueil d'équipementiers étrangers, essentiellement européens, désireux de tirer parti des faibles coûts locaux de production pour réexporter vers les marchés développés. Une politique de promotion active, des avantages fiscaux substantiels (zones franches), une situation macroéconomique et sociale assez stable, ont ainsi permis à la Tunisie d'attirer des flux significatifs d'investissements. Citons, entre autres, l'allemand Leoni, spécialiste du câblage Automobile, présent depuis 1977, et qui après plusieurs extensions successives, emploie aujourd'hui près de 4000 personnes ; le fabricant suédois d'équipements de sécurité Autoliv, présent depuis 1998, qui emploie aujourd'hui 1750 personnes. Mais aussi Valeo Embrayage Gruner AG, Kaschke AG, STIP Pirelli... Au total près de 130 entreprises, dont une quarantaine à capitaux étrangers (presque toutes aux meilleurs standards techniques), employant près de 20000 personnes, pour 1 milliard de dollars de production et 300 millions d'exportations. Spécialité locale : les systèmes électriques, et notamment les faisceaux de câbles, qui représentent plus des trois-quarts des exportations du secteur.

Contrairement à la Tunisie, le Maroc n'a pas renoncé à l'assemblage, ce qui constitue à la fois sa force et sa faiblesse. Son industrie d'assemblage a, en effet, été maintenue un peu artificiellement en activité par des obligations de montage local imposées aux constructeurs étrangers. D'où, si l'on ajoute les sous-traitants locaux et les implantations spontanées d'équipementiers étrangers, une activité industrielle non négligeable, avec 300 entreprises, 20000 salariés et une production qui frôle les 2 milliards de dollars. Mais la libéralisation en cours du secteur automobile menace directement les activités de la Somaca. Pour éviter la disparition pure et simple, l'assembleur local vient donc d'être privatisé. Renault, en partenariat avec Fiat et PSA, s'est porté acquéreur et modernise actuellement les installations de la Somaca pour y produire la Logan, à destination du Proche-Orient et de l'Afrique.

Sous-traitance de la Somaca, faiblesse des coûts locaux de production... L'afflux des équipementiers étrangers au Maroc prend actuellement de l'ampleur. De janvier 2003 à aujourd'hui, le Maroc a accueilli dix projets d'investissement automobiles, dont cinq provenant de France. Citons par exemple l'implantation simultanée de trois entreprises (le français Trève, le portugais Sunviauto et l'espagnol Cover Car) à Tanger, pour la fabrication de coiffes pour sièges automobiles ; l'extension des activités du groupe Valéo, qui avec l'inauguration en 2003 de son nouveau site de production à Bouznika, au sud de Rabat, emploie désormais au total 4 000 personnes dans le pays ; ou encore les annonces récentes de l'implantation d'une seconde usine de faisceaux de câbles automobiles par le groupe japonais Sumitomo Electric Wiring System dans la région de Casablanca, ou d'une usine de fabrication de composants plastiques par le groupe américain Polytech Netting. Avec à la clé de nouveaux emplois par milliers.

C'est donc dans ces deux pays un véritable mouvement d'industrialisation qui s'amorce, dopé par les accords d'association avec l'union européenne et les accords d'Agadir permettant l'ouverture mutuelle des marchés tunisien, marocain, jordanien et égyptien. Mais c'est un

mouvement encore fragile, menacé par un contexte géopolitique défavorable, par la concurrence de l'Asie et de l'Europe de l'Est, et qui reste encore de trop faible ampleur pour permettre la constitution de filières intégrées et puissantes comme cela est en train de se produire en Turquie. Le succès de ce décollage constitue un enjeu sans doute important pour la stabilité future de cette bordure sud de l'Europe, aux succès parfois un peu méconnus.

CHAPITRE 6

LE POSITIONNEMENT DE LA FRANCE

Afin d'orienter l'action de prospection de l'AFII, il est important de disposer d'une vision de l'état des performances françaises actuelles en Europe sur le marché de l'investissement internationalement mobile. L'utilisation des données « observatoires » et « bilan »¹⁹ s'avère à cet égard précieuse, les deux approches convergeant, à l'exception de quelques éléments secondaires, sur un diagnostic commun, notamment sur les points suivants²⁰ :

- 1) La France est affectée, comme le reste de l'Europe de l'ouest, par la concurrence des PECO qui réduit sa part de marché « accessible » notamment sur les grands projets de production manufacturière dans des secteurs comme l'automobile, le matériel électrique et électronique, et, bien sûr, l'ameublement ou le textile-confection.
- 2) Dans les activités moins affectées par la concurrence des PECO (tertiaire et hautes technologies notamment), notre pays réalise par rapport à ses voisins et concurrents des pays de l'est des performances variables, allant du très satisfaisant (ex : IAA, R&D, logistique, chimie-plasturgie, etc.) au médiocre (ex : médicaments..).
- 3) Les caractéristiques du profil de spécialisation français entraînent une sur-représentation des projets de petite taille. Par ailleurs, c'est sur les investissements d'origine ouest-européenne (pays du sud, du nord et Royaume-Uni notamment) que la France réalise ses meilleures performances.

1. ANALYSE GLOBALE

Les données des observatoires font apparaître une part de marché française globale en Europe de 7,2 % en termes d'emplois créés et de 14 % en termes de projets sur la période 2002-2004. Par rapport à la seule Europe de l'ouest, ces parts sont respectivement de 15,8 % et 18,7 %. Par rapport aux données du bilan, le taux de couverture de l'observatoire France est de l'ordre de 61 % pour les emplois et 70 % pour les projets, aussi bien pour l'ensemble de l'Europe que pour l'Europe de l'ouest.

Tableau 6.1
Evolution des emplois créés 2002-2004

| Région de destination | 2002 | 2003 | 2004 | Total |
|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Europe est | 103 051 | 76 552 | 90 494 | 270 097 |
| Europe ouest h. France | 56 670 | 71 307 | 64 404 | 192 381 |
| France (observatoire) | 11 529 | 12 467 | 12 073 | 36 069 |
| Total observatoires | 171 250 | 160 326 | 166 971 | 498 547 |
| France bilan ²¹ | 18 181 | 19 782 | 20 630 | 58 593 |
| France/Europe (obs.) | 6,7 | 7,8 | 7,2 | 7,2 |
| France Europe ouest (obs.) | 16,9 | 14,9 | 15,8 | 15,8 |
| France/Europe (bilan) | 10,6 | 12,3 | 12,4 | 11,8 |
| France/Europe ouest (bilan) | 26,7 | 23,6 | 27,0 | 25,6 |

¹⁹ Voir présentation du bilan 2004 des investissements étrangers en France en annexe 3.

²⁰ Afin de donner une vision plus complète de la position française, on peut également procéder, par ailleurs à une analyse des données financières d'investissements directs (voir annexe 2).

²¹ Créations et extensions uniquement, hors reprises. Voir annexe 1 pour les précisions méthodologiques.

Les évolutions décrites par les observatoires et le bilan entre 2002 et 2004 sont globalement compatibles, puisqu'elles montrent toutes deux une progression globale des créations d'emplois et des projets d'origine étrangère en France au cours de cette période. Cependant, cette progression est plus marquée et surtout plus régulière d'après les données du bilan que d'après celles de l'observatoire. En effet, cette dernière statistique fait apparaître un léger reflux en 2004, après une bonne progression en 2003, alors que les données issues du bilan montrent une poursuite de la progression en 2004, largement liée au dynamisme des projets de petite taille (tableaux 6.1 et 6.2).

Tableau 6.2
Evolution du nombre de projets 2002-2004

| Région de destination | 2002 | 2003 | 2004 | Total |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Europe est | 546 | 560 | 649 | 1 755 |
| Europe ouest (h. France) | 1 283 | 1 535 | 1 417 | 4 235 |
| France (observatoire) | 265 | 375 | 337 | 977 |
| Total observatoires | 2 094 | 2 470 | 2 403 | 6 967 |
| France (bilan) | 388 | 479 | 530 | 1 397 |
| France/Europe (obs.) | 12,7 | 15,2 | 14,0 | 14,0 |
| France/Europe ouest (obs.) | 17,1 | 19,6 | 19,2 | 18,7 |
| France/Europe (bilan) | 18,5 | 19,4 | 22,1 | 20,1 |
| France/Europe ouest (obs.) | 25,1 | 25,1 | 30,2 | 26,8 |

Les deux statistiques conduisent également au même diagnostic d'une progression modérée des parts de marché françaises dans l'ensemble de l'Europe. Concernant la part de marché française en Europe de l'ouest, les données bilan ont apparaître une stabilité alors que les données observatoires montrent un léger tassement.

2. ANALYSE PAR PAYS D'ORIGINE

Concernant les parts de marché françaises par pays d'origine, les différences entre les diagnostics tirés des deux approches sont minimales en termes d'emplois créés (tableaux 3 et 4), notamment sur les points suivants :

- concernant les parts de marché sur l'ensemble de l'Europe, la France est spécialisée dans l'accueil des investissements d'origine britannique, italienne, suédoise, canadienne, danoise, espagnole, belge, et dans une moindre mesure américaine. Ses performances sont par contre médiocres pour l'Autriche, la Corée du sud, Taiwan, l'Irlande et, dans une moindre mesure, le Japon et l'Allemagne. Les indicateurs issus des deux bases sont divergents pour les Pays-Bas, la Suisse et la Finlande où l'utilisation des données bilans fait apparaître des parts de marchés françaises plus élevées que celles issues de l'observatoire.

- concernant les parts de marchés par rapport aux seuls projets s'implantant en Europe de l'ouest, la France réalise de bonnes performances pour les investissements originaires d'Allemagne, du Royaume-Uni, d'Italie, de Suède, de Corée du Sud, du Canada, d'Espagne, du Danemark, de Belgique, de Finlande et dans une moindre mesure, du Japon. Sa spécialisation est par contre faible pour les projets originaires des Etats-Unis, d'Autriche, de Taiwan et d'Irlande. Le bilan fait apparaître de meilleurs résultats pour la Suisse et les Pays-Bas que l'observatoire.

Tableau 6.3
Parts de marché de la France en Europe par pays d'origine
en termes d'emplois créés (2002-2004)

| Part de marché française Pays d'origine | Total observatoires | France/Europe (obs.) | France/Europe ouest (obs.) | France/Europe (bilan) | France/Europe ouest (bilan) |
|--|------------------------|-------------------------|-------------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Etats-Unis | 120 162 | 7,9 | 12,1 | 14,0 | 21,4 |
| Allemagne | 102 575 | 6,0 | 22,3 | 10,0 | 37,4 |
| France | 53 017 | 1,5 | 2,6 | 0,3 | 0,5 |
| Japon | 39 290 | 5,1 | 18,5 | 9,2 | 33,2 |
| Royaume-Uni | 20 682 | 16,8 | 21,9 | 22,6 | 29,5 |
| Italie | 17 962 | 18,1 | 44,5 | 22,0 | 54,1 |
| Suède | 12 936 | 15,3 | 26,2 | 17,0 | 28,9 |
| Pays-Bas | 12 640 | 9,1 | 14,0 | 16,4 | 25,4 |
| Suisse | 11 964 | 7,9 | 14,1 | 20,1 | 35,6 |
| Autriche | 11 309 | 1,0 | 7,7 | 2,2 | 16,5 |
| Corée du Sud | 10 328 | 2,4 | 28,1 | 2,8 | 32,8 |
| Taiwan | 8 975 | 0,4 | 4,7 | 1,1 | 11,2 |
| Canada | 8 909 | 14,6 | 21,6 | 31,5 | 46,6 |
| Irlande | 7 942 | 3,8 | 5,9 | 3,0 | 4,7 |
| Danemark | 7 783 | 11,2 | 30,9 | 16,9 | 46,6 |
| Espagne | 6 577 | 13,0 | 35,1 | 16,1 | 43,4 |
| Belgique | 5 595 | 17,4 | 57,2 | 47,6 | 156,6 |
| Finlande | 5 109 | 4,2 | 27,8 | 13,5 | 89,6 |
| Turquie | 3 445 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 5,3 |
| Singapour | 3 040 | 0,7 | 3,7 | 1,0 | 5,6 |
| Autres | 28 307 | 6,7 | 15,1 | 10,5 | 23,7 |
| Total | 498 547 | 7,2 | 15,8 | 11,8 | 25,6 |

Tableau 6.4
Parts de marché de la France en Europe en nombre de projets
(2002-2004)

| Part de marché française Pays d'origine | Total observatoires | France/Europe (obs.) | France/Europe ouest (obs.) | France/Europe (bilan) | France/Europe ouest (bilan) |
|--|------------------------|-------------------------|-------------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| États-Unis | 2 112 | 13,8 | 15,6 | 18,1 | 20,6 |
| Allemagne | 803 | 16,9 | 27,1 | 30,4 | 48,6 |
| France | 521 | 1,9 | 2,8 | 0,4 | 0,6 |
| Japon | 489 | 14,3 | 19,8 | 14,7 | 20,4 |
| Royaume-Uni | 411 | 21,4 | 27,1 | 30,4 | 38,5 |
| Italie | 252 | 25,4 | 37,0 | 34,1 | 49,7 |
| Pays-Bas | 223 | 16,6 | 22,7 | 23,3 | 31,9 |
| Espagne | 201 | 18,9 | 25,0 | 19,4 | 25,7 |
| Suède | 197 | 13,7 | 19,7 | 23,4 | 33,7 |
| Suisse | 193 | 18,7 | 25,0 | 38,3 | 51,4 |
| Canada | 149 | 24,8 | 27,4 | 26,2 | 28,9 |
| Autriche | 138 | 5,1 | 18,9 | 8,0 | 29,7 |
| Belgique | 123 | 33,3 | 42,7 | 73,2 | 93,8 |
| Finlande | 111 | 2,7 | 5,2 | 13,5 | 25,9 |
| Danemark | 110 | 7,3 | 10,3 | 16,4 | 23,1 |
| Inde | 72 | 8,3 | 8,8 | 11,1 | 11,8 |
| Norvège | 63 | 6,3 | 8,2 | 20,6 | 26,5 |
| Irlande | 59 | 18,6 | 25,6 | 10,2 | 14,0 |
| Corée du Sud | 54 | 9,3 | 16,7 | 9,3 | 16,7 |
| Taiwan | 50 | 10,0 | 16,1 | 12,0 | 19,4 |
| Grèce | 47 | 2,1 | 8,3 | 4,3 | 16,7 |
| Israël | 46 | 8,7 | 11,1 | 4,3 | 5,6 |
| Chine | 44 | 20,5 | 26,5 | 18,2 | 23,5 |
| Australie | 41 | 7,3 | 7,9 | 12,2 | 13,2 |
| Autres | 458 | 7,9 | 12,2 | 10,0 | 15,6 |
| Total | 6 967 | 14,0 | 18,7 | 20,1 | 26,8 |

Il est possible de tirer des enseignements plus clairs de cette première analyse en classant les firmes de différentes nationalités selon deux critères : d'une part, leur propension à investir en Europe de l'est pour des raisons de délocalisation ; d'autre part, leur intérêt spécifique pour la France par rapport aux autres pays d'Europe de l'ouest pour les investissements s'orientant dans cette dernière zone (graphiques 6.1 et 6.2) :

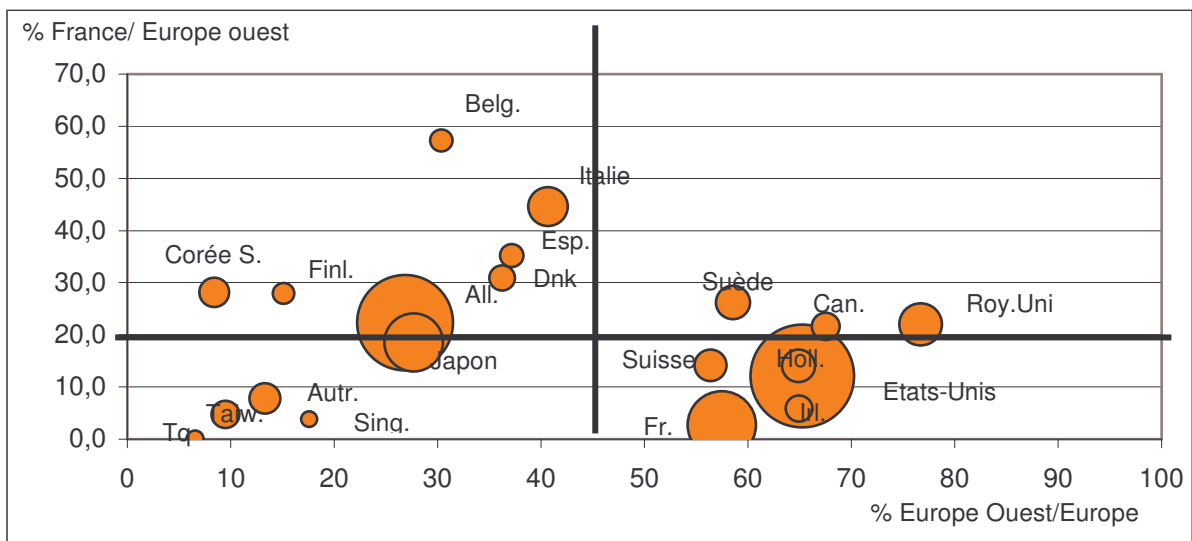
- Certains groupes de firmes (ex : Etats-Unis, Irlande) réalisent une part importante de leurs investissements européens dans l'ouest du continent, mais sont peu attirés par notre pays par rapport à nos voisins d'Europe de l'ouest. La performance française est alors moyenne vis-à-vis de l'ensemble de l'Europe, mais médiocre en Europe de l'ouest.

- D'autres firmes (ex : Allemagne, Danemark, Espagne, Belgique) investissent massivement en Europe de l'est, mais continuent par contre à privilégier la France dans leurs investissements ouest-européens. Nos performances vis à vis de ce type de pays d'origine sont alors globalement moyennes, mais plutôt bonnes par rapport à nos concurrents ouest-européens.

- Un troisième groupe est constitué par des firmes investissant beaucoup en Europe de l'ouest et privilégiant la France dans leurs investissements ouest-européens (Ex : Royaume-Uni, Suède, Canada). Nos performances pour ce type d'investisseur sont alors bonnes quel que soit le marché de référence retenu.

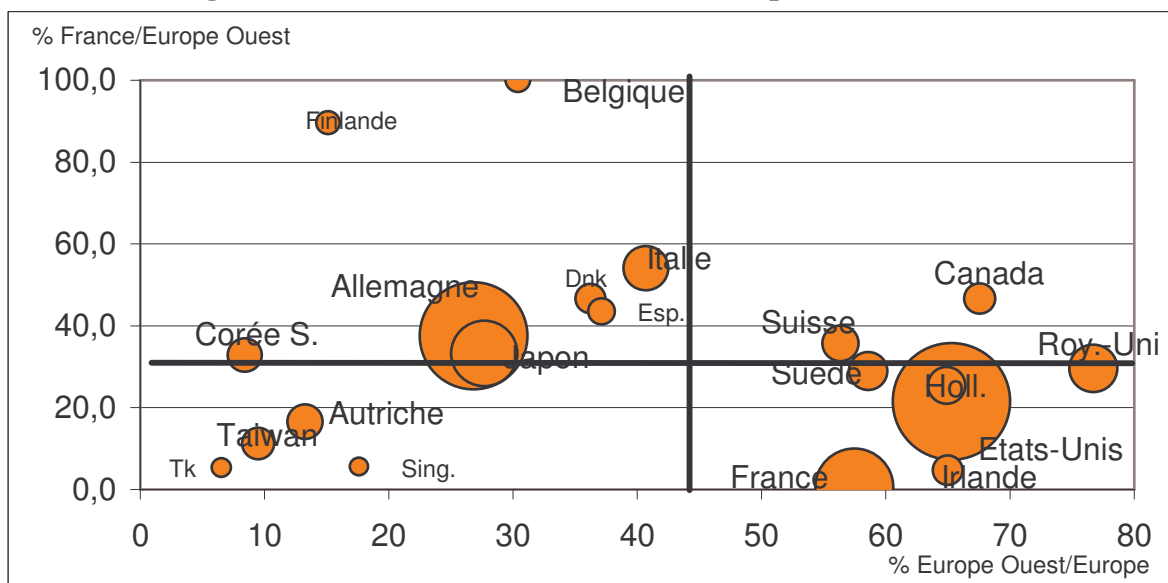
- Enfin, un quatrième groupe de firmes (ex : Taiwan, Autriche) investissent peu en Europe de l'ouest, et, quand elles le font, vont s'installer de préférence ailleurs qu'en France. Nos performances vis-à-vis de ce groupe sont alors mauvaises quel que soit l'indicateur retenu.

Graphique 6.1
Parts de marché françaises et ouest-européennes dans les créations d'emplois par pays d'origine 2002-2004 selon les observatoires France et Europe



Nb : la taille des bulles représente le montant total des emplois créés en Europe. Les axes en gras indiquent les moyennes globales

Graphique 6.2
Parts de marché françaises et ouest-européennes dans les créations d'emplois par pays d'origine 2002-2004 selon l'observatoire Europe et le bilan France



Nb : la taille des bulles représente le montant total des emplois créés en Europe. Les axes en gras indiquent les moyennes globales

3. ANALYSE PAR FONCTION

L'analyse des données bilan et observatoire fait apparaître des résultats convergents sur plusieurs points majeurs (tableaux 6.5 et 6.6, graphiques 6.3 et 6.4) :

- L'attractivité française pour les sites de production est faible par rapport à l'ensemble de l'Europe (du fait de la concurrence massive de pays de l'est) et assez médiocre par rapport à l'Europe de l'ouest.

- Nos performances sont globalement plutôt bonnes pour les services administratifs, les QG et les centres d'appel (où la concurrence est-européenne est faible) mais par contre médiocres par rapport à nos concurrents d'Europe de l'ouest (où nous sommes surpassés par les îles britanniques).

- Enfin pour les autres activités où la concurrence est-européenne est dans l'ensemble faible (autres prestations de services, bureaux commerciaux, centres de RD et logistique) nos performances sont très bonnes vis-à-vis de l'Europe dans son ensemble et bonnes vis-à-vis de l'Europe de l'ouest.

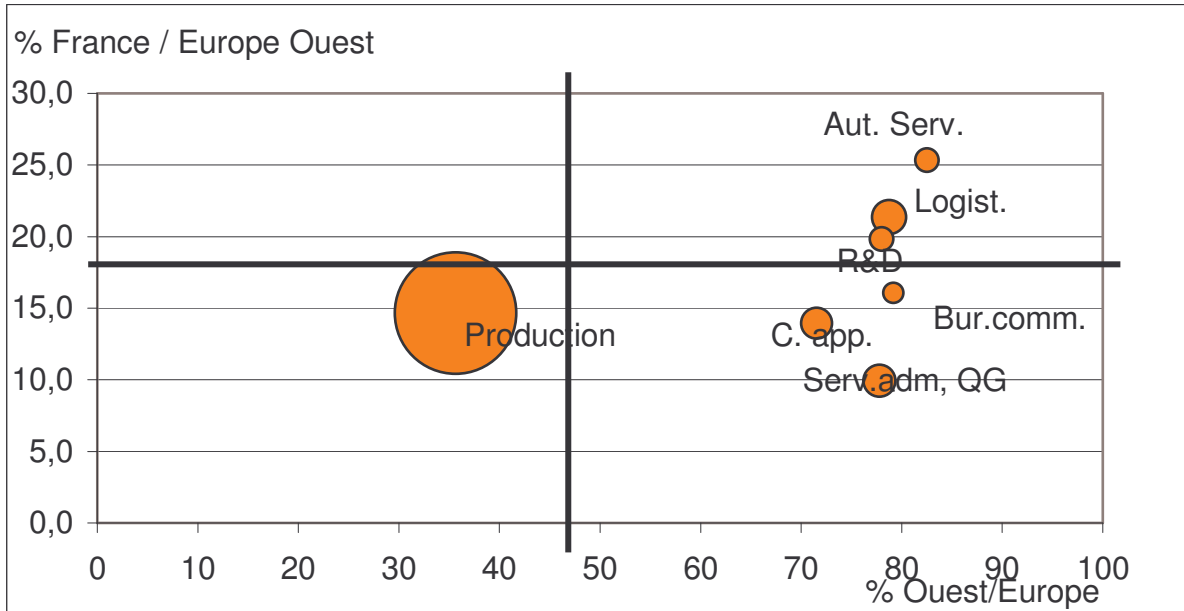
Tableau 6.5
Parts de marché françaises dans les emplois créés en Europe selon le type de fonction (2002-2004)

| Fonction | Parts de marché françaises Total | France/Europe (obs.) | France/Europe Ouest (obs.) | France/Europe (Bilan) | France / Europe ouest (bilan) |
|--|-------------------------------------|-------------------------|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| Production / fabrication / réalisation | 373 853 | 5,2 | 14,6 | 7,3 | 20,6 |
| Distribution, logistique | 29 619 | 16,8 | 21,4 | 23,8 | 30,3 |
| Service administratif interne ou QG | 26 707 | 7,7 | 10 | 14 | 18,1 |
| Centres d'appel et Serv. | 24 467 | 10 | 14 | 15 | 20,9 |
| Autres prestations de services | 14 801 | 20,9 | 25,3 | 30,7 | 37,2 |
| Centre de recherche | 13 973 | 15,5 | 19,8 | 38,9 | 49,9 |
| Bureau commercial ou de liaison | 10 552 | 12,7 | 16,1 | 62,7 | 79,2 |
| Indéterminé | 3 744 | 3 | 8 | 0 | 0 |
| Conditionnement / assemblage | 786 | 39,4 | 39,4 | 0 | 0 |
| Traitement / val. déchets / recyclage | 45 | 100 | 100 | 311,1 | 311,1 |
| Total | 498 547 | 7,2 | 15,8 | 11,8 | 25,6 |

Tableau 6.6
Parts de marché françaises dans le nombre de projets annoncés en Europe selon le type de fonction (2002-2004)

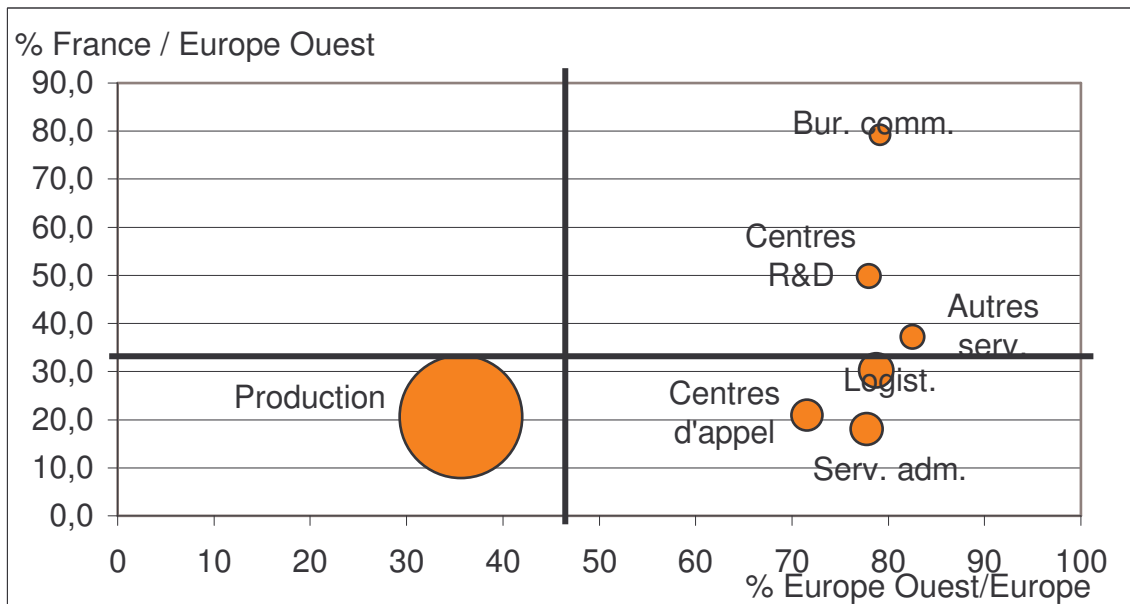
| Fonction | Parts de marché de la France Total | Fr/ Europe (obs) | France/ Europe Ouest (obs.) | France.Europe (bilan) | France/ EuropeOuest (bilan) |
|--|---------------------------------------|------------------------|-----------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| Production / fabrication / réalisation | 2 961 | 13,1 | 22,8 | 19,2 | 33,5 |
| Bureau commercial ou de liaison | 2 159 | 13,1 | 14,8 | 15,1 | 17,1 |
| Service administratif interne ou QG | 594 | 11,8 | 12,6 | 20,7 | 22 |
| Distribution, logistique | 438 | 21 | 25,8 | 26,9 | 33,1 |
| Centre de recherche | 340 | 12,1 | 13,9 | 27,1 | 31,3 |
| Autres prestations de services | 279 | 24,4 | 28,6 | 48 | 56,3 |
| Centres d'appel et Serv. | 138 | 13,8 | 17,8 | 21,7 | 28 |
| Indéterminé | 31 | 16,1 | 20 | 0 | 0 |
| Conditionnement / assemblage | 15 | 40 | 42,9 | 0 | 0 |
| Traitement / val. déchets / rec. | 12 | 50 | 50 | 41,7 | 41,7 |
| Total | 6 967 | 14,0 | 18,7 | 20,1 | 26,8 |

Graphique 6.3
Parts de marché françaises et européennes
dans les créations d'emplois par fonctions 2002-2004
selon les observatoires France et Europe



Nb : la taille des bulles représente le montant total des emplois créés en Europe. Les axes en gras indiquent les moyennes globales

Graphique 6.4
Parts de marché françaises et européennes
dans les créations d'emplois par fonctions 2002-2004
selon l'observatoire Europe et le bilan France



Nb : la taille des bulles représente le montant total des emplois créés en Europe. Les axes en gras indiquent les moyennes globales

4. ANALYSE PAR TYPE DE PROJET

Les investissements étrangers en France sont caractérisés, selon les instruments de mesure disponibles, par une contribution significativement plus marquée des extensions que des créations. Ceci est surtout vrai par rapport à l'ensemble des pays européens (la part des créations étant très élevée dans les pays d'Europe de l'est). Mais cette spécificité peut également être observée – de manière cependant moins marquée – par rapport aux pays d'Europe de l'ouest (tableau 6.7 et 6.8, graphique 6.5).

Graphique 6.5
Répartition des emplois créés par type d'opération et région de destination
(2002-2004)

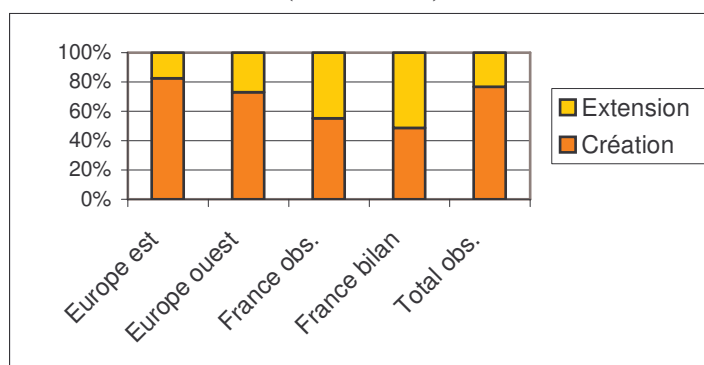


Tableau 6.7
Répartition des emplois créés dans différentes régions d'accueil selon le type d'opérations
(2002-2004)

| Opération | Europe est | Europe ouest | France (Obs.) | Total Europe (obs.) | France (Bilan) | France/ Europe (obs.) | France/ Eur. Ouest (obs.) | France/ Europe (Bilan) | France/ Europe (obs.) |
|------------------|------------|--------------|---------------|---------------------|----------------|-----------------------|---------------------------|------------------------|-----------------------|
| Création | 222 609 | 140 518 | 19 976 | 383 103 | 28 544 | 5,2 | 12,4 | 7,5 | 17,8 |
| Extension | 47 488 | 51 863 | 16 093 | 115 444 | 30 049 | 13,9 | 23,7 | 26,0 | 44,2 |
| Total | 270 097 | 192 381 | 36 069 | 498 547 | 58 593 | 7,2 | 15,8 | 11,8 | 25,6 |

Tableau 6.8
Répartition des projets annoncés dans différentes régions d'accueil selon le type d'opérations

| Opération | Europe Est | Europe Ouest | France (Obs.) | Total Europe (obs.) | France (Bilan) | France/ Europe (obs.) | France/ Eur. Ouest (obs.) | France/ Europe (Bilan) | France/ Europe (obs.) |
|------------------|------------|--------------|---------------|---------------------|----------------|-----------------------|---------------------------|------------------------|-----------------------|
| Création | 1 498 | 3 630 | 661 | 5 789 | 800 | 11,4 | 15,4 | 13,8 | 18,7 |
| Extension | 257 | 605 | 316 | 1 178 | 597 | 26,8 | 34,3 | 50,7 | 64,8 |
| Total | 1 755 | 4 235 | 977 | 6 967 | 1 397 | 14,0 | 18,7 | 20,1 | 26,8 |

5. ANALYSE PAR SECTEUR

L'analyse des deux bases de données fait apparaître un certain nombre d'éléments communs (tableaux 6.9 et 6.10, graphiques 6.6 et 6.7) :

- Certains secteurs, soumis à une forte concurrence des pays de l'est, enregistrent également des performances françaises relativement modestes en Europe de l'ouest. Nos parts de marché globales en Europe sont de ce fait assez médiocres. Citons par exemple les autres industries de base, les métaux et travail des métaux, l'automobile et les équipements électroniques.

- Certains secteurs sont caractérisés par une part de marché française globalement faible en Europe, mais bonne en Europe de l'ouest. C'est par exemple le cas pour les machines et le textile. Souffrant comme les autres pays ouest-européens de la délocalisation vers les pays de l'est, la France parvient cependant à maintenir une bonne attractivité dans ces activités vis-à-vis de ses voisins immédiats ;

Tableau 6.9
Parts de marché françaises en termes d'emplois créés par secteurs
2002-2004

| Partis de marché françaises Secteur | Total emplois (obs.) | France/Europe (obs.) | France/Europe Ouest (obs) | France/Europe (bilan) | France/Europe ouest (bilan) |
|--|-------------------------|-------------------------|------------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Constructeurs autom., équip.s | 158 841 | 3,4 | 14,7 | 5,7 | 25,6 |
| Equipements électriques, élect | 53 296 | 7,2 | 17 | 9,4 | 24 |
| Conseil, ingénierie et services entr. | 28 446 | 16 | 18,6 | 9,4 | 12,7 |
| Autres comm ou financières | 26 419 | 13,2 | 16,8 | 19,2 | 27,6 |
| Médicaments | 24 958 | 10,2 | 13 | 12,1 | 17 |
| Matériels transport | 19 914 | 2,4 | 2,8 | 12,4 | 14,4 |
| Logiciels et prest. informatiques | 18 227 | 10,1 | 13,3 | 23,2 | 33,4 |
| Ameublement et équipt du foyer | 18 083 | 4,3 | 19,9 | 2,6 | 12,6 |
| Transport, stockage, BTP | 17 229 | 13,1 | 17,2 | 23,7 | 35,3 |
| Autres ind de base | 17 148 | 6,1 | 15,1 | 10,3 | 26,9 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 16 792 | 9,6 | 14,8 | 22 | 37 |
| Electronique grand public | 15 951 | 4,1 | 29,4 | 3,2 | 23,7 |
| Métaux, travail des métx, rec. | 15 015 | 6,1 | 13,8 | 11,1 | 26,5 |
| Machines et équipements méc. | 14 669 | 10,7 | 33,1 | 15,6 | 53,6 |
| Textile, habillement | 13 573 | 1,3 | 23,2 | 9,2 | 168,5 |
| Agro-alimentaire | 13 441 | 14,1 | 19,4 | 21,4 | 33,5 |
| Autres | 9 732 | 4,9 | 18,1 | 7,3 | 28 |
| Composants électroniques | 8 369 | 18,1 | 28,1 | 16,8 | 30,8 |
| Opérateurs télécoms,internet | 5 003 | 16,7 | 19,3 | 22,8 | 30,7 |
| Energie | 3 441 | 8,1 | 13,5 | 11,8 | 21 |
| Total | 498 547 | 7,2 | 15,8 | 11,8 | 25,6 |

- d'autres activités présentent une configuration exactement inverse : la faible concurrence des pays de l'est permet à la France d'y réaliser des performances relativement bonnes vis-à-vis de l'ensemble de l'Europe, mais avec des parts de marché relativement modestes en Europe de l'ouest. Les médicaments constituent un bon exemple de cette situation ;

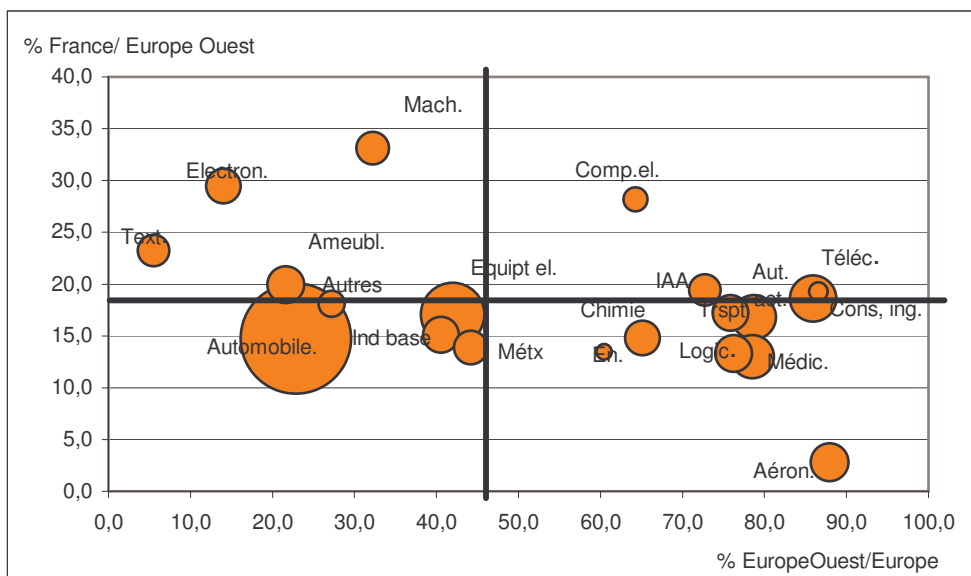
- Dans d'autres secteurs, les performances françaises sont bonnes aussi bien vis-à-vis de l'ensemble de l'Europe que des seuls pays d'Europe de l'ouest. Il s'agit donc d'activités peu touchées par les délocalisations et où la France est attractive par rapport à ses voisins. Le transport-stockage-BTP, les IAA, les composants électroniques, les opérateurs télécom se trouvent dans cette situation. Ce cas de figure peut également être observé, de manière moins marquée, dans les autres services commerciaux et financiers et les logiciels et autres prestations informatiques (secteur où les données observatoires sont cependant moins favorables à la France que les données bilan) ;

- Dans le cas du conseil-ingénierie et de l'ameublement, les diagnostics tirés des deux sources divergent, l'observatoire faisant apparaître de meilleures performances françaises que le bilan.

Tableau 6.10
Parts de marché françaises en termes de projets annoncés par secteurs
(2002-2004)

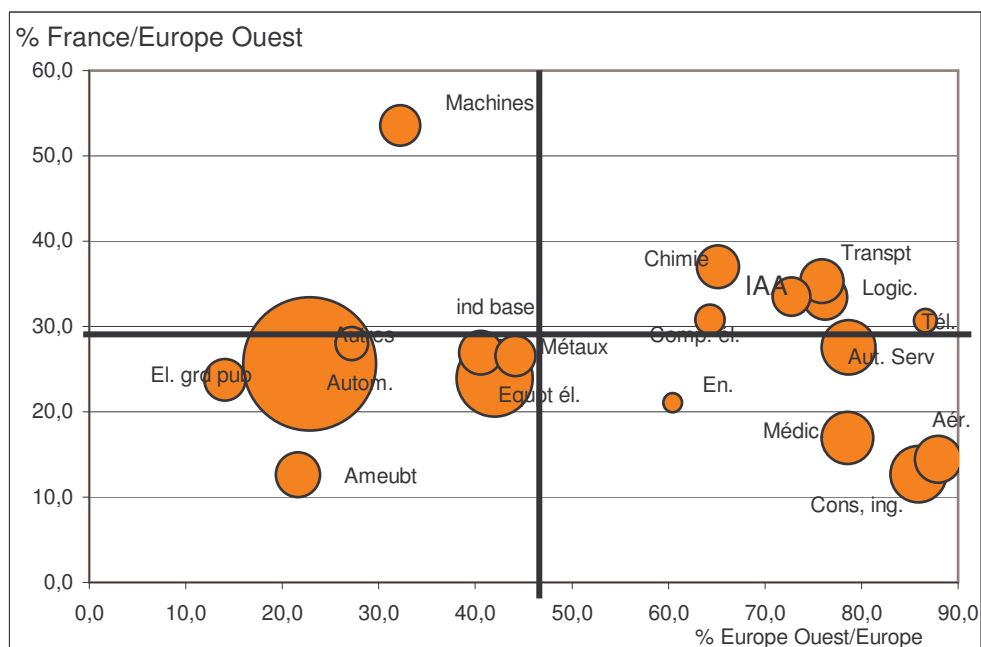
| Parts de marché françaises Secteur | Total emplois (obs.) | France/Europe (obs.) | France/Europe ouest (obs.) | France/Europe (bilan) | France/Europe ouest (bilan) |
|---------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| Logiciels et prest. informatiques | 974 | 11,7 | 12,7 | 17,8 | 19,3 |
| Equipements électriques, élect. | 972 | 15,1 | 19 | 14,0 | 17,6 |
| Constr autom., équipementiers | 828 | 9,5 | 18,4 | 14,4 | 27,7 |
| Conseil, ing. et serv. op. aux ent. | 624 | 14,9 | 17,3 | 14,4 | 16,7 |
| Chimie, plasturgie, biotechnologies | 464 | 13,6 | 17,1 | 25,9 | 32,5 |
| Transport, stockage, BTP | 408 | 10 | 14,3 | 22,3 | 31,7 |
| Agro-alimentaire | 388 | 14,4 | 20 | 25,3 | 35,0 |
| Autres act., serv. comm. et fin. | 384 | 22,9 | 26,8 | 29,9 | 35,1 |
| Médicaments | 323 | 13,3 | 16,3 | 18,3 | 22,4 |
| Autres ind de base | 301 | 17,9 | 27 | 21,3 | 32,0 |
| Machines et équipements mécaniques | 245 | 22 | 32,5 | 33,9 | 50,0 |
| Métaux, travail dmtx, recycl. | 193 | 10,4 | 18,5 | 29,5 | 52,8 |
| Energie | 140 | 14,3 | 18,2 | 14,3 | 18,2 |
| Ameublement et équipt foyer | 138 | 11,6 | 22,2 | 13,0 | 25,0 |
| Electronique grand public | 119 | 9,2 | 16,2 | 11,8 | 20,6 |
| Textile, habillement | 118 | 11,9 | 24,1 | 24,6 | 50,0 |
| Autres | 102 | 19,6 | 26,3 | 21,6 | 28,9 |
| Composants électroniques | 97 | 25,8 | 34,7 | 42,3 | 56,9 |
| Matériels de transport | 87 | 12,6 | 16,4 | 57,5 | 74,6 |
| Opérateurs télécoms et internet | 62 | 12,9 | 15,7 | 22,6 | 27,5 |
| Total | 6967 | 14,0 | 18,7 | 20,1 | 26,8 |

Graphique 6.6
Parts de marché françaises et ouest-européennes par secteur dans les créations d'emplois d'origine étrangère en Europe 2002-2004 selon les observatoires Europe et France



Nb : la taille des bulles représente le montant total des emplois créés en Europe. Les axes en gras indiquent les moyennes globales

Graphique 6.7
Parts de marché françaises et ouest-européennes par secteur dans les créations d'emplois d'origine étrangère en Europe 2002-2004 selon l'observatoire Europe et le bilan France



Nb : la taille des bulles représente le montant total des emplois créés en Europe. Les axes en gras indiquent les moyennes globales

6. ANALYSE PAR TAILLE DE PROJETS

L'analyse par taille de projets fait apparaître une part de marché française nettement décroissante en fonction de la taille des projets. Cette caractéristique est observable aussi bien en nombre d'emplois que de projets, et pour les données bilans que pour celles tirées de l'observatoire (tableaux 6.11 et 6.12).

Tableau 6.11
Parts de marché de la France en emplois créés par taille de projets (2002-2004)

| Parts de marché françaises | Total des emplois | Emplois France (obs) | Emplois France (bilan) | France/Europe (obs.) | France/Europe ouest (obs.) | France/Europe (bilan) | France/Europe ouest (bilan) |
|-----------------------------|-------------------|----------------------|------------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Catégorie de projets | | | | | | | |
| Plus de 1000 | 110 405 | 0,0 | 1 200 | 0,0 | 0,0 | 1,1 | 4,4 |
| 501 à 1000 | 102 247 | 3 434 | 1 150 | 3,4 | 8,8 | 1,1 | 3,0 |
| 251 à 500 | 122 743 | 7 683 | 8 991 | 6,3 | 13,5 | 7,3 | 15,8 |
| 101 à 250 | 93 989 | 11 908 | 13 263 | 12,7 | 22,2 | 14,1 | 24,8 |
| 51 à 100 | 41 285 | 5 529 | 10 028 | 13,4 | 19,1 | 24,3 | 34,6 |
| 26 à 50 | 18 400 | 4 084 | 12 023 | 22,2 | 27,9 | 65,3 | 82,1 |
| 1 à 25 | 9 478 | 3 431 | 11 938 | 36,2 | 41,9 | 126,0 | 145,8 |
| Total | 498 547 | 36 069 | 58 593 | 7,2 | 15,8 | 11,8 | 25,6 |

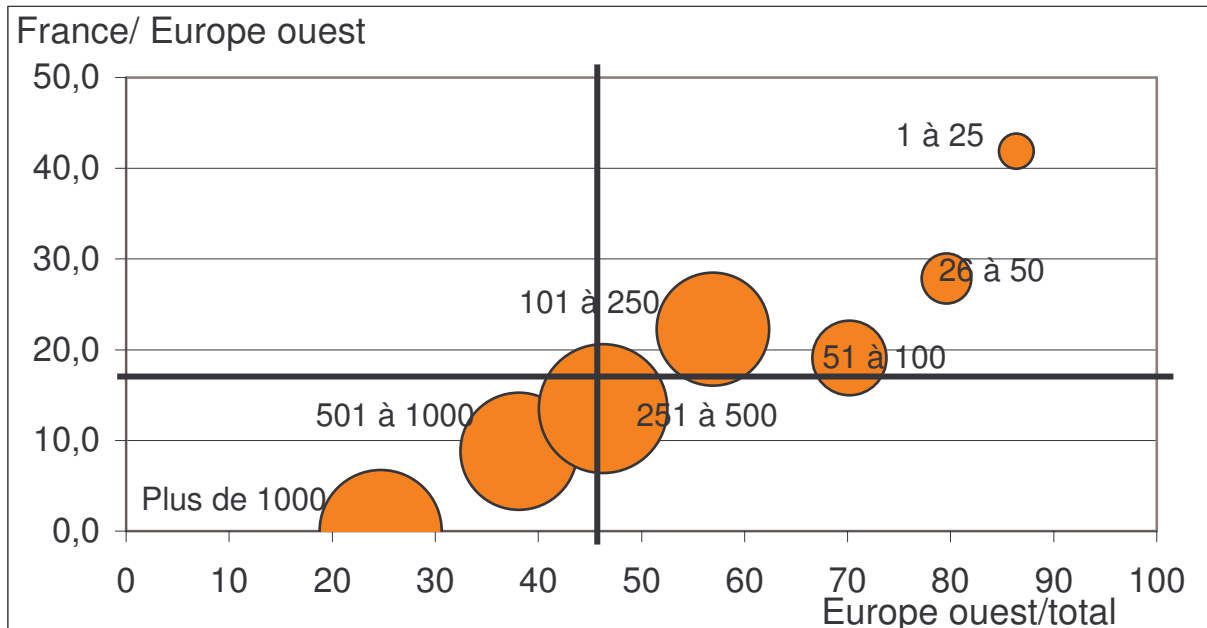
Tableau 6.12
Parts de marché de la France en nombre de projets selon la taille des projets (2002-2004)

| Parts de marché françaises | Total Projets Europe | Projets France (obs.) | Projets France (bilan) | France/Europe (obs.) | France/Europe ouest (obs.) | France/Europe (bilan) | France/Europe ouest (bilan) |
|-----------------------------|----------------------|-----------------------|------------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Catégorie de projets | | | | | | | |
| Plus de 1000 | 57 | 0,0 | 1 | 0,0 | 0,0 | 1,8 | 7,1 |
| 501 à 1000 | 132 | 4 | 2 | 3,0 | 8,0 | 1,5 | 4,0 |
| 251 à 500 | 331 | 20 | 24 | 6,0 | 12,7 | 7,3 | 15,3 |
| 101 à 250 | 536 | 75 | 81,11 | 14,0 | 23,9 | 15,1 | 25,8 |
| 51 à 100 | 494 | 67 | 128 | 13,6 | 19,3 | 25,9 | 36,8 |
| 26 à 50 | 467 | 107 | 318 | 22,9 | 28,6 | 68,0 | 84,9 |
| 1 à 25 | 680 | 272 | 842 | 40,0 | 44,9 | 123,9 | 139,0 |
| Non dispon. | 4270 | 432 | 1 | 10,1 | 12,9 | 0,0 | 0,0 |
| Total | 6967 | 977 | 1397 | 14,0 | 18,7 | 20,1 | 26,8 |

Une partie de ce phénomène peut être expliqué par la proportion importante de projets manufacturiers de grande taille s'implantant en Europe de l'est. Cependant, une configuration pratiquement similaire apparaît si l'on compare la France à la seule Europe de l'ouest (graphiques 6.8 et 6.9).

Graphique 6.8

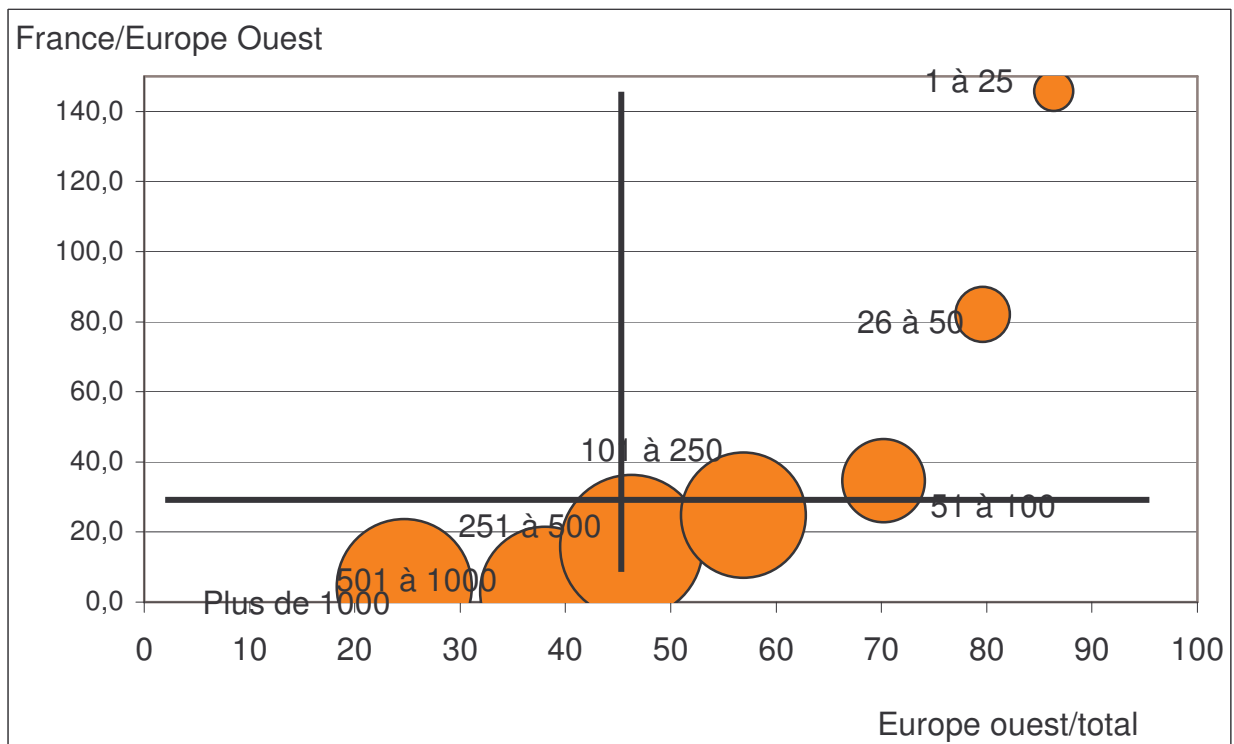
Parts de marché françaises et ouest-européennes dans les emplois créés selon la taille des projets 2002-2004. Source : observatoires France et Europe



NB : la taille des bulles représente le montant total des emplois créés en Europe. Les axes en gras indiquent les moyennes globales

Graphique 6.9

Parts de marché françaises et ouest-européennes dans les emplois créés selon la taille des projets 2002-2004. Source : Observatoire Europe et bilan France



Nb : la taille des bulles représente le montant total des emplois créés en Europe. Les axes en gras indiquent les moyennes globales

Cette spécialisation de la France pour l'accueil des projets de petite taille peut également être observée, à un niveau plus fin, pour chaque fonction, y compris par rapport aux pays de l'Europe de l'ouest (tableau 6.13).

Tableau 6.13
Taille moyenne des projets par fonction selon les données des observatoires France et Europe

| | Europe de l'est | Europe Ouest (1) | France |
|---|------------------------|-------------------------|---------------|
| Autres prestations de services | 185,0 | 126,6 | 77,3 |
| Bureau commercial ou de liaison | 70,9 | 49,0 | 12,6 |
| Centre de recherche | 128,2 | 84,0 | 90,1 |
| Centres d'appel et Service en ligne | 331,6 | 215,1 | 152,8 |
| Distribution, logistique | 331,1 | 178,1 | 81,8 |
| Indéterminé | 468,0 | 143,6 | 28,0 |
| Production / fabrication / réalisation | 342,4 | 178,4 | 78,0 |
| Service administratif interne ou Quartier général exclusif | 349,4 | 105,6 | 57,4 |
| Total | 323,9 | 146,0 | 66,2 |

(1) Hors France

Annexe 6.1

Annexe méthodologique

Afin d'assurer une bonne comparabilité des données, les règles suivantes ont été retenues dans cet exercice :

- Les comparaisons portent uniquement sur les créations et extensions de sites, à l'exclusion des reprises et reprises/extensions.
- Elles ne concernent que les projets recensés pour les années 2002, 2003 et 2004
- Lorsque des ratios ont été réalisés entre des données issues du bilan France et des observatoires, le dénominateur a été calculé comme la somme des données des observatoires France et Europe.

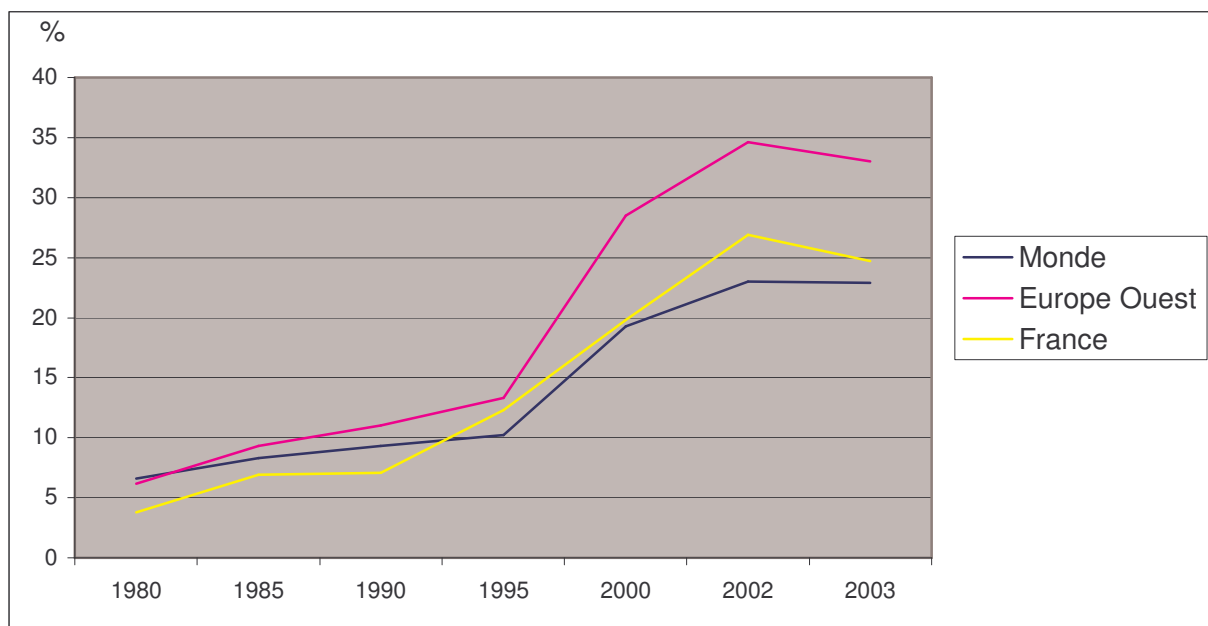
Annexe 6.2 Les investissements étrangers en France selon le critère des IDE

I .Des performances honorables au cours des 10 dernières années

Notre pays a jusqu'ici réalisé des performances tout à fait honorables pour l'accueil des investissements internationaux en termes d'IDE. L'examen des données disponibles fait en effet apparaître les faits suivants :

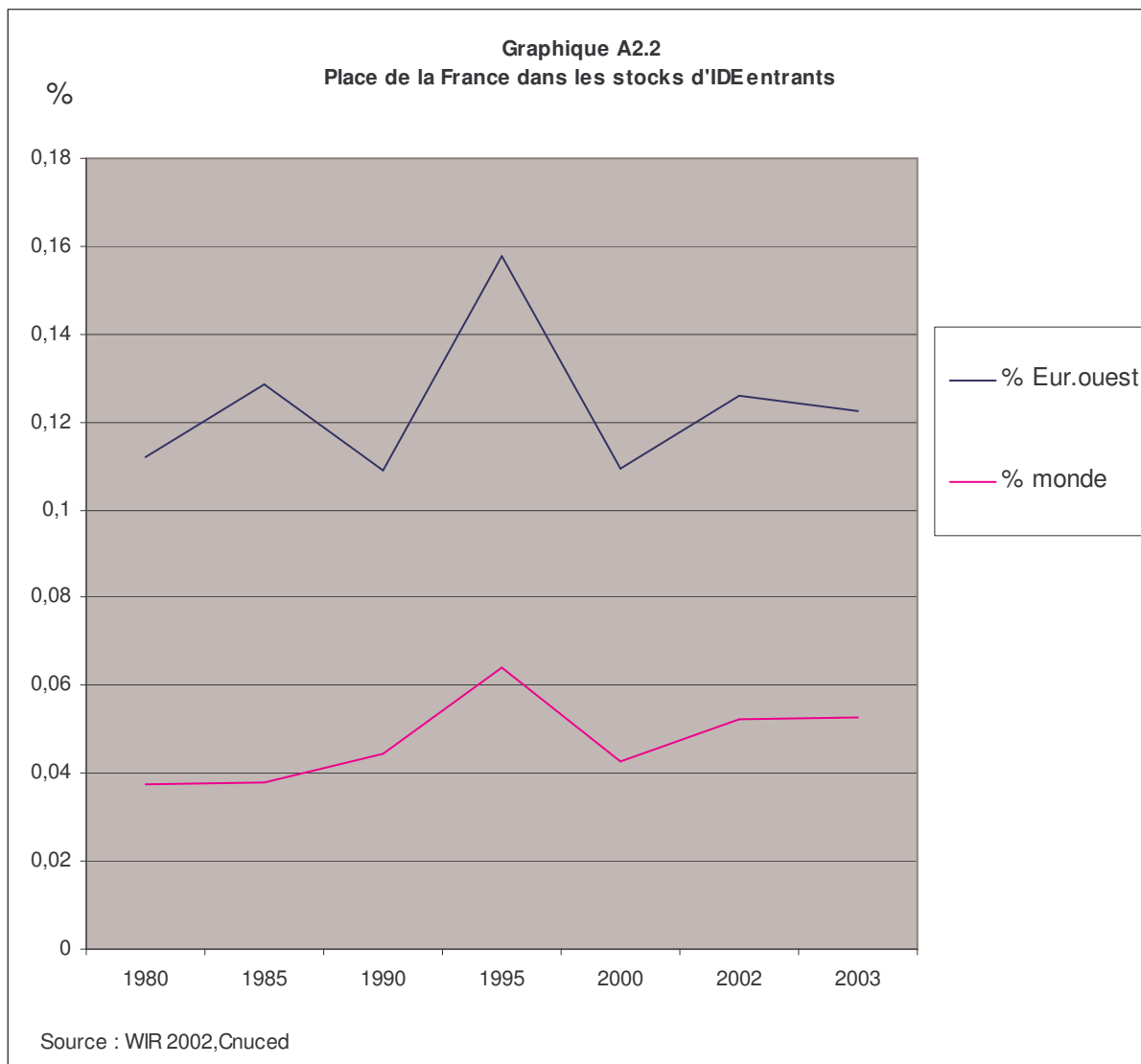
- Les flux et des stocks d'investissements directs ont connu une progression rapide en France au cours des 20 dernières années, aussi bien en niveau absolu qu'en valeur relative. C'est ainsi que le ratio stocks d'IED/PIB est passé de moins de 10 % en 1990 à 25 en 2003 (graphique A2.1).

Graphique A2.1
Stocks d'IED entrants/PIB

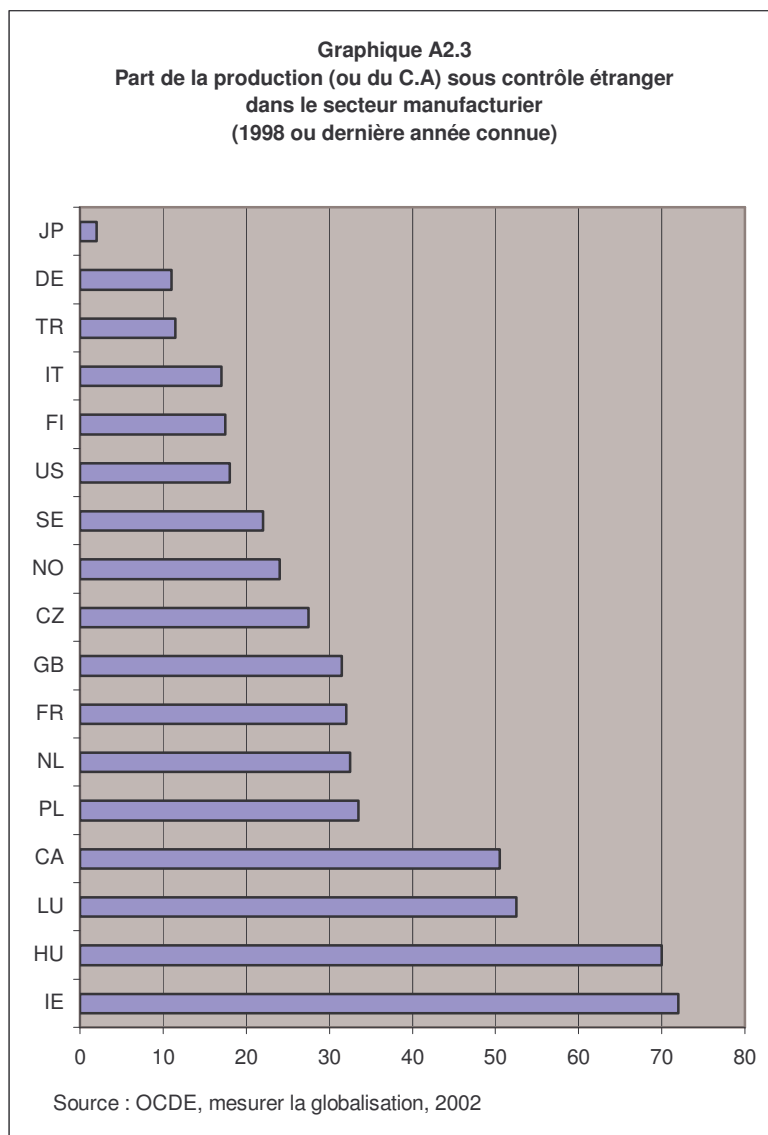


Source : CnuCED, World Investment Report 2004

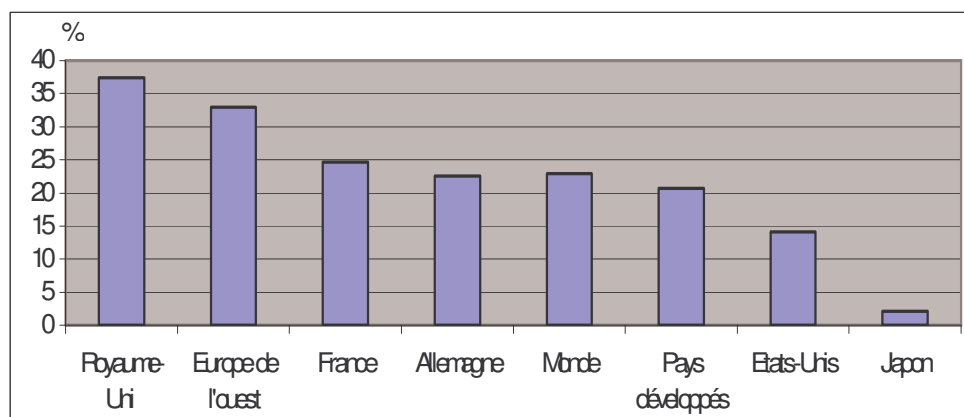
- Cette progression s'est globalement effectuée depuis 1990 au même rythme que dans le reste du monde et de l'Europe de l'ouest. Aussi, la part de notre pays dans les stocks d'investissement entrants s'est-elle maintenue au même niveau au cours des 15 dernières années : environ 5 % du total mondial et 15 % du total européen, pourcentages équivalents au poids de l'économie française (graphique A2.2). En particulier, le léger retard accumulé à la fin de la décennie 1990 a été rattrapé grâce aux très bonnes performances des années 2001 à 2003 (cf infra).



- Le degré d'ouverture de la France aux investissements étrangers est aujourd'hui globalement comparable à celui des pays développés de taille équivalente : supérieur à celui de l'Allemagne et bien sûr du Japon, il reste inférieur à celui de la Grande-Bretagne ou de petits pays comme la Hollande ou la Belgique. Cette observation est confirmée par le recoupement de plusieurs sources statistiques d'origine différentes : part des entreprises étrangères dans la production manufacturière (graphique A2.3) et stocks d'IED (graphique A2.4).



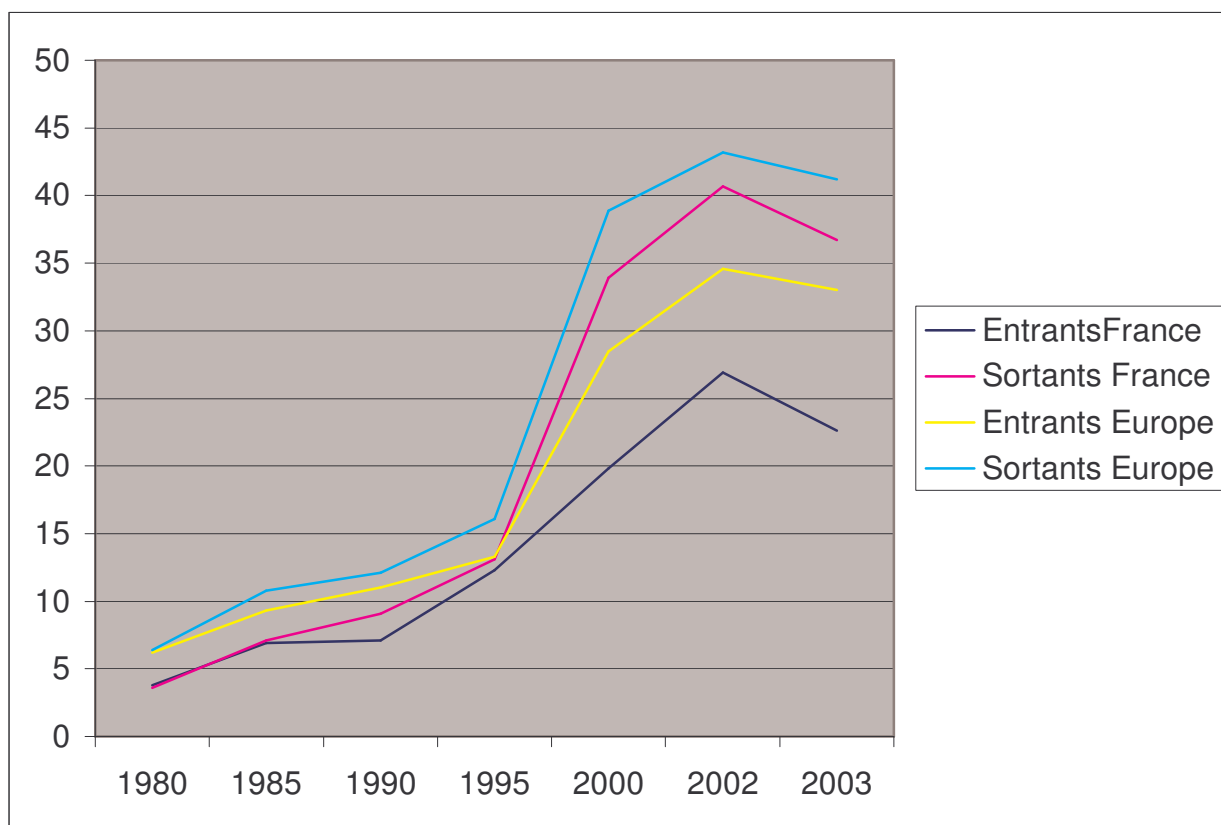
Graphique A2.4
Stocks d'IED rapportés au PIB dans quelques pays en 2003



Source : Cnuccd, 2003

La progression des entrées de capitaux a été moins rapide que celle des sorties liées aux investissements des firmes françaises à l'étranger. Cette caractéristique, que l'on retrouve pour l'ensemble des pays d'Europe de l'ouest, ne doit pas nécessairement être interprétée en termes de « fuites des capitaux » et de délocalisation des activités hors du territoire français. Il reflète également le mouvement de multinationalisation des firmes françaises, qui, comme leurs homologues des autres pays développés, ont considérablement accru leur présence et donc leurs investissements à l'étranger (graphique A2.6).

Graphique A2.6
Stocks d'IDE entrants et sortants rapportés au PIB



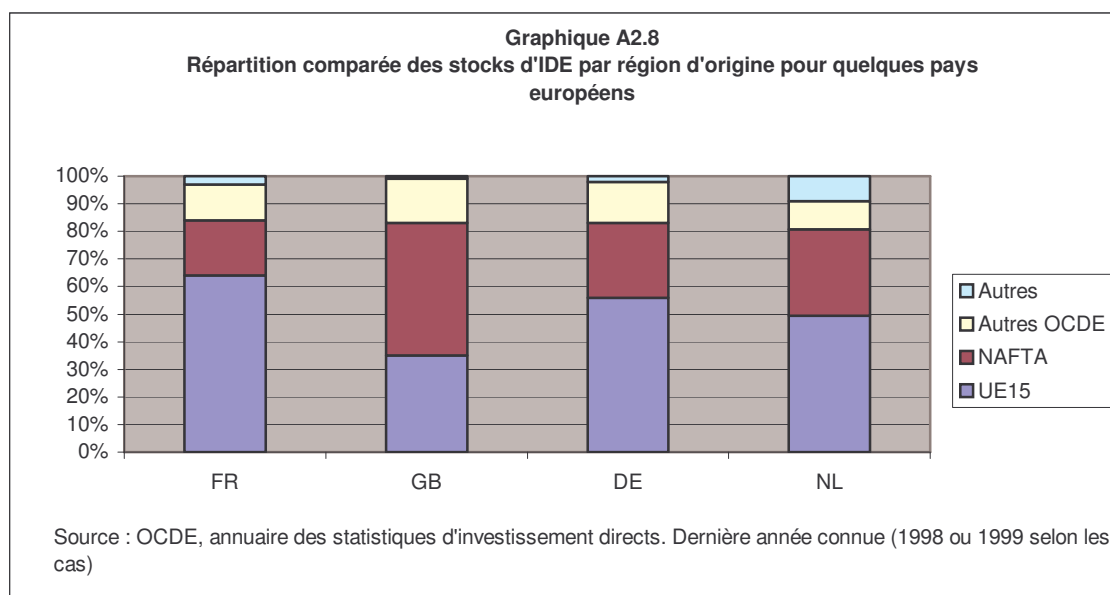
Les activités les plus ouvertes aux investissements étrangers en France sont situées dans l'informatique, la pharmacie et la chimie. Par contre, les activités de services restent moins pénétrées (graphique A2.7). Cette configuration reflète celle observée dans les autres pays développés, notamment en Europe de l'ouest.

Graphique A2.7

Poids des entreprises étrangères dans les secteurs
en % du chiffre d'affaires de 1999



Enfin, les pays européens représentent près des deux-tiers des stocks d'IDE en France. Il y a là une spécificité de notre pays par rapport à ses voisins, où la part des investissements extra-européens est nettement plus importante (graphique A2.8).



II. une bonne résistance au ralentissement récent des flux d'investissements internationaux

On a observé depuis 2001 un ralentissement des flux d'investissement internationaux au niveau mondial (Tableau A2.1). Principalement imputable à la baisse en valeur des acquisitions-fusions, ce mouvement s'est également traduit par stagnation du nombre de projets d'investissements greenfields, notamment en Europe de l'ouest (voir chapitre 1).

Tableau A2.1

Evolution des flux d'investissements étrangers entrants au cours des 6 dernières années

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
|--------------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|
| Monde | 690,9 | 1086,7 | 1388 | 817,6 | 678,8 | 559,6 |
| Europe ouest | 263,0 | 500,0 | 697,4 | 368,8 | 380,2 | 310,2 |
| France | 31 | 46,5 | 43,3 | 50,4 | 48,9 | 47,0 |

Source : Cnuccd, WIR 2004

La France a dans l'ensemble bien résisté en 2003 à ce mouvement récessif, du moins si l'on considère l'indicateur des IDE. Cette bonne résistance, en partie imputable à l'afflux d'investissements immobilier dans notre pays (cf encadré), a permis à la France de se hisser aux tous premiers rangs mondiaux pour l'accueil des IDE entrants, juste derrière la Chine (Le Luxembourg étant « hors compétition » du fait de son rôle particulier de « plaque tournante » pour les flux d'investissements entrants en Europe, cf. tableau A2.2)

Encadré 6.A2.1

Les étrangers dopent l'immobilier de bureau hexagonal

Les investisseurs étrangers occupent aujourd'hui une place dominante sur le marché français de l'immobilier d'entreprise : 70 % des acquisitions en 2003, pour un montant de 6,7 milliards d'euros, selon CBRE-Richard-Elis-Bourdais. Et, en 2004, le flux des opérations a encore grossi, atteignant 5 milliards d'euros pour les 8 premiers mois de l'année. Quelques exemples : l'achat de plus de 100000 m² de bureaux au total, dans l'ouest parisien et à la Défense, à travers trois opérations séparées, par les allemands Kan Am, Difa et Westinvest ; de 60000 m² dans plusieurs sites de la région parisienne par la Qatar Islamic Bank ; de 45000 m² à Velizy par l'anglais Standard Life. Pour pouvoir développer leurs opérations dans notre pays, de nombreuses sociétés étrangères y ont même implanté des filiales immobilières, soit directement, soit par l'achat d'opérateurs français. L'américain GE Real Estate a par exemple pris le contrôle, en février dernier, de la foncière Sophia.

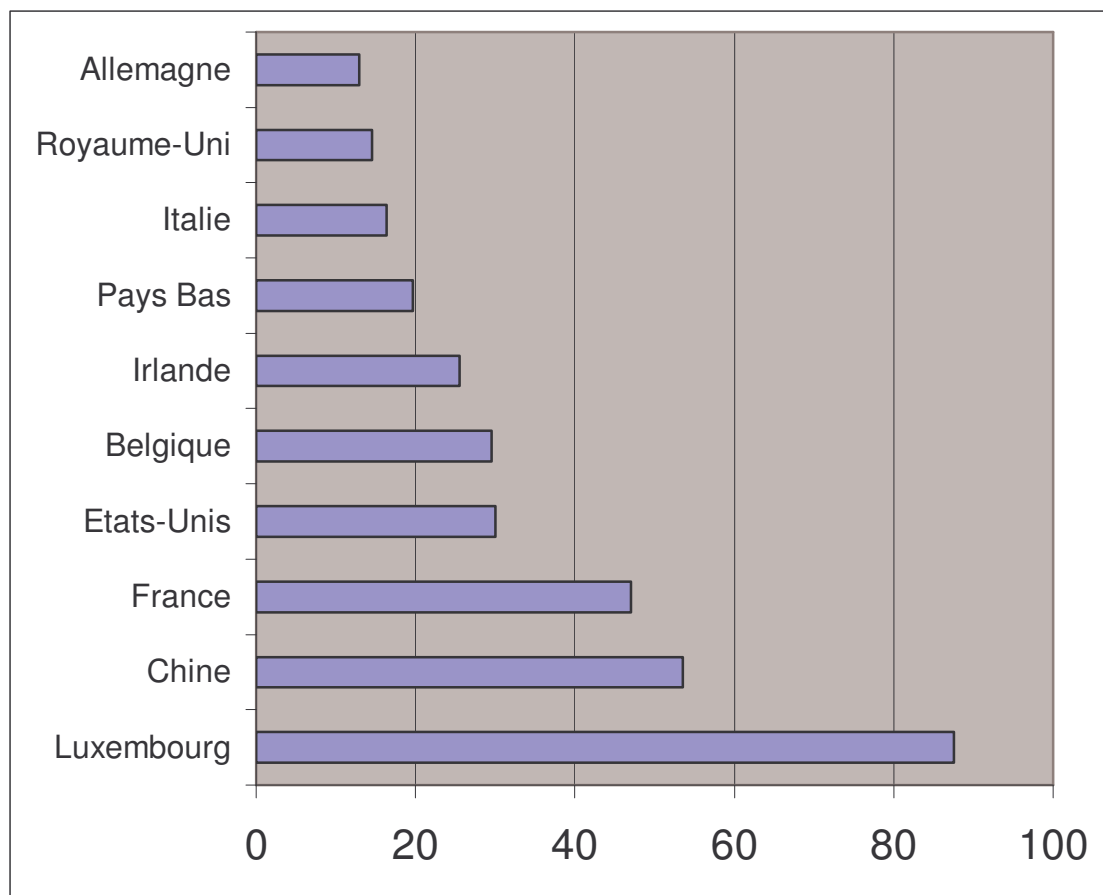
Cette arrivée est récente. Avant 1996, en effet, les investisseurs étrangers n'étaient que des acteurs modestes sur le marché immobilier français, avec 1 milliard d'euros d'acquisitions en moyenne sur la période 1990-1995 selon la Banque de France. Puis, le flux s'est rapidement accru, pour atteindre 9 milliards d'euros en 2003 (tous types d'actifs confondus). Principaux investisseurs : les Allemands, les Anglais et les Suisses, qui à eux seuls représentent 57 % du total de la capitalisation à la fin 2002 selon la Banque de France. Les raisons de cet afflux ? la montée de l'épargne à long terme disponible dans le monde, notamment pour financer les retraites ; les rendements plus stables et plus élevés de l'immobilier par rapport aux placements boursiers ; enfin, un marché français attractif du fait des bons potentiels de valorisation locative et de plus-values.

Cet engouement constitue plutôt une bonne chose, pour au moins trois raisons. Tout d'abord, l'afflux des fonds d'investissement, des foncières et des sociétés d'assurances étrangères au cours des 10 dernières années a constitué le principal moteur de la reprise du marché français de l'immobilier entreprise, qui était sinistré au milieu des années 1990. Ensuite, il manifeste la confiance des opérateurs étrangers dans le dynamisme futur de nos métropoles : essentiellement la région parisienne bien sûr (qui représente toujours plus de 80 % du marché français de l'immobilier de bureaux) ; mais aussi, et de plus en plus, nos autres grandes villes, comme Lyon ou Marseille, où le flux des investissements étrangers s'accroît progressivement. Enfin, au niveau macroéconomique, les bons résultats récents de notre pays pour l'accueil des investissements directs (IDE) - deuxième pays d'accueil dans le monde après la Chine en 2003 - s'expliquent en partie par l'immobilier, qui représente presque le quart des 41 milliards d'IDE reçus l'an dernier.

Le mouvement reste encore modeste par rapport à la taille totale du marché. Certes, les stocks d'IDE immobiliers contrôlés par l'étranger ont été multipliés par 5 en 15, passant de 9 à 45 milliards d'euros. Mais ce chiffre ne représente encore que peu de choses par rapport à la totalité du patrimoine immobilier français ; nettement moins de 20 % du total pour l'immobilier de bureaux - le plus internationalisé - et encore moins pour les autres catégories d'actifs.

Les arbitrages des opérateurs internationaux constituent désormais l'une des principaux facteurs régissant le fonctionnement du marché français de l'immobilier d'entreprise. D'où une fluidité des investissements qui a également un revers : le risque d'effets de migration éventuellement brutaux lorsque les investisseurs décideront de réorienter leurs actifs vers des villes concurrentes comme Londres, où le marché immobilier repart aujourd'hui après deux années de crise. Avec en conséquence des effets dépressifs potentiellement importants, non seulement sur le seul marché immobilier, mais sur l'ensemble de notre balance des paiements.

Tableau A2.2
Dix premiers pays pour l'accueil des IDE entrants en 2003,
Milliards de dollars courants



Source : Cnuccd, WIR 2004

Les perspectives pour 2004. Dans un contexte toujours caractérisé par une chute des flux d'investissement internationaux, notamment en Europe de l'ouest (cf chapitre 1), les performances française s'annoncent, sauf surprise de dernière minute toujours possible sur les tous derniers mois, assez moyennes pour l'année 2004. en particulier, les entrées d'IDE en France n'ont atteint que 19,2 milliards d'euros sur les 10 premiers mois, contre 30,3 pendant la même période de l'an dernier.

BILAN DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS EN FRANCE

Synthèse des résultats 2004

Projets et emplois

Après le point bas atteint en 2002, la reprise de l'investissement étranger en France, entamée en 2003, s'est poursuivie en 2004. Le nombre total d'emplois créés ou sauvegardés atteint 29.578, en progression de 8,2 % à périmètre égal par rapport à l'an dernier. Le nombre de projets annoncés, en progression de 6,6 %, atteint 583. Si l'on ajoute la nouvelle catégorie des emplois dits pérennisés, le nombre d'emplois total atteint 33.247.

Régions et pays d'origine

L'Europe de l'ouest reste, comme les années précédentes, la principale région d'origine, avec 58,0 % des emplois créés. L'Amérique du nord, qui arrive en seconde position (32,3 % des emplois créés) a cependant fait preuve d'un dynamisme plus marqué, avec une progression de 2.295 emplois créés par rapport à 2003.

Une analyse plus fine par pays d'origine montre que les Etats-Unis ont renforcé en 2004 leur position de premier pays investisseur en France. L'Allemagne, malgré une légère régression des créations d'emplois, arrive toujours en seconde position (16,3 %). Parmi les autres investisseurs importants, on peut citer le Royaume-Uni, la Suède, les pays d'Europe du sud, et, pour les extra-européens, le Japon et le Canada.

Secteurs d'activité

La hiérarchie des années précédentes n'est pas fondamentalement bousculée. Malgré une baisse assez marquée, le secteur automobile reste l'une des sources principales de création d'emploi, suivi par le matériel électrique et électronique, où une forte hausse a été observée. Les projets étrangers présentent par ailleurs un profil sectoriel très diversifié, allant des hautes technologies et des services aux industries manufacturières traditionnelles.

Région d'accueil

L'Ile-de-France et Rhône-Alpes renforcent leur prééminence en tête de la liste des régions d'accueil, avec plus de 31,8 % des créations d'emplois d'origine étrangère. Parmi les autres grandes régions d'accueil, on peut noter une progression des emplois créés en PACA, en Lorraine et en Midi-Pyrénées, tandis que les flux se tassent quelque peu en Nord-pas-de-Calais et dans la région Centre.

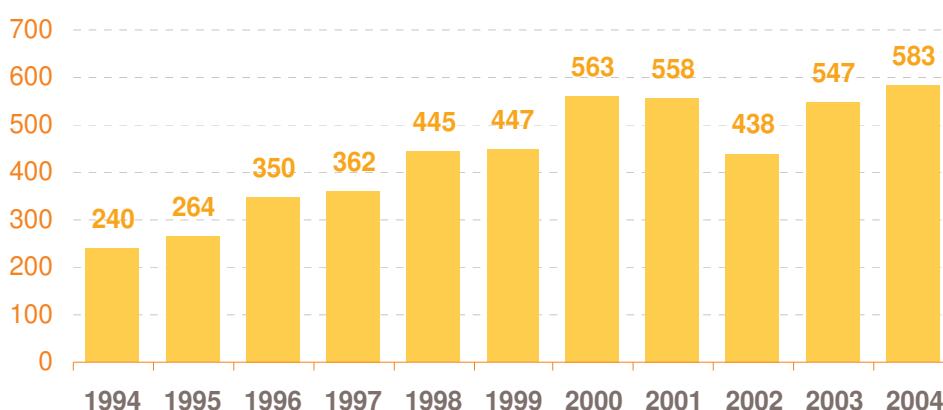
1. Poursuite de la reprise des investissements étrangers en France

Après le sommet atteint en 2000, les investissements étrangers en France avaient connu deux années de déclin. Ce phénomène s'expliquait pour l'essentiel par une conjoncture internationale défavorable : ralentissement global des flux d'investissements internationaux consécutifs à l'éclatement de la bulle internet et à l'essoufflement des capacités de financement des entreprises, concurrence croissante exercée par les pays de l'est. Par contre, les performances françaises en matière d'accueil des investissements mobiles ne s'étaient pas dégradées au sein de la zone Europe de l'ouest.

A partir de 2003, s'est esquissé un mouvement de reprise, tant en ce qui concerne le nombre de projets réalisés que le montant des emplois créés en France. Ce phénomène, qui s'est confirmé en 2004, est d'autant plus remarquable que la reprise mondiale de l'investissement international, observée en 2004, a moins bénéficié à l'Europe de l'ouest qu'à d'autres régions du monde comme l'Asie ou l'Europe de l'est²². Il traduit donc une amélioration, modeste, mais réelle, de l'attractivité française par rapport à ses voisins et concurrents d'Europe de l'ouest.

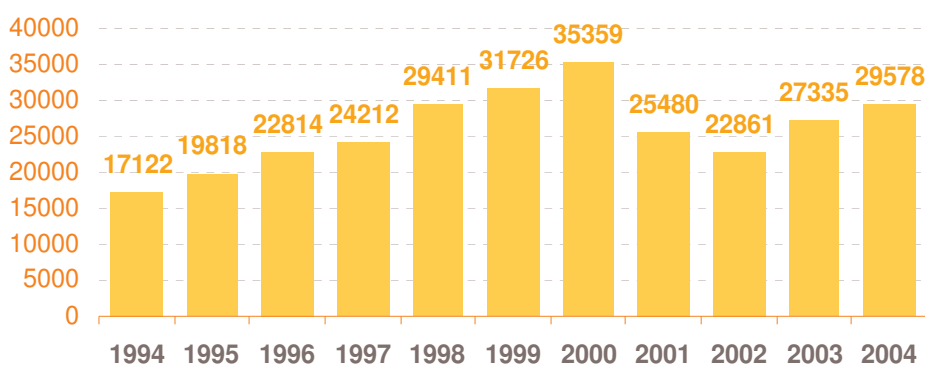
Graphique A3.1

Evolution des investissements étrangers annuels en projets,
1994-2004



Graphique A3.2

Evolution des investissements étrangers annuels en emplois
1994-2004



²² Les données de comparaison européennes proviennent de l'Observatoire Europe de l'AFII

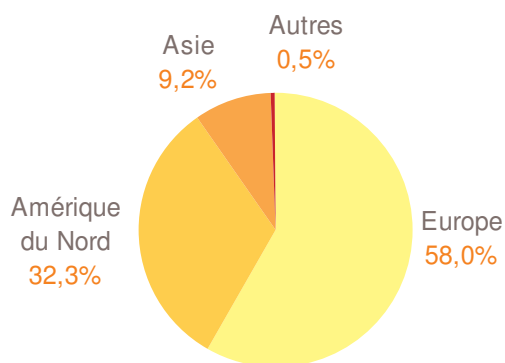
2. Les firmes européennes, premières sources d'investissement en France

La majeure partie des investissements étrangers en Europe sont réalisés par des firmes elles-mêmes d'origine européenne. Cette prééminence se retrouve également dans le cas français, puisqu'en 2004, 58,0 % des créations d'emplois d'origine étrangère en France ont été d'origine européenne.

Les firmes allemandes, malgré un très léger tassement, se maintiennent au premier rang des investisseurs européens, avec 16,3 % des emplois créés en France. Le second rang est occupé cette année par la Suède, dont les très bons résultats sont dopés par un important projet de reprise. Le Royaume-Uni se maintient au troisième rang des investisseurs européens et L'Espagne en forte progression gagne la quatrième place. On enregistre par contre un net recul des investissements italiens, qui se placent habituellement parmi les meilleurs investisseurs européens en France. Ce recul italien se constate aussi plus généralement dans les autres pays d'Europe.

Les flux d'investissements en provenance du continent nord-américain ont sensiblement progressé en 2004, pour atteindre 32,3 % du total contre 26,5 % l'an dernier. Les Etats-Unis confortent leur position de premier investisseur étranger avec 27,9 % des créations d'emplois et le Canada enregistre aussi une forte progression cette année (1300 emplois créés en 2004 contre 683 en 2003)

Graphique A3.3
Origine des emplois par région du monde



Les investissements d'origine asiatique restent dans l'ensemble modestes : seulement 9,2 % des créations totales d'emplois.

On observe cependant une légère hausse des flux en provenance du Japon et surtout une forte progression des investissements originaires de Chine populaire. Avec 14 projets et 819 emplois générés par les investissements de Chine, Taïwan et Hong-Kong réunis (contre 169 emplois l'année dernière), la France commence donc à tirer parti de la volonté d'internationalisation manifestée par les firmes de ce pays.

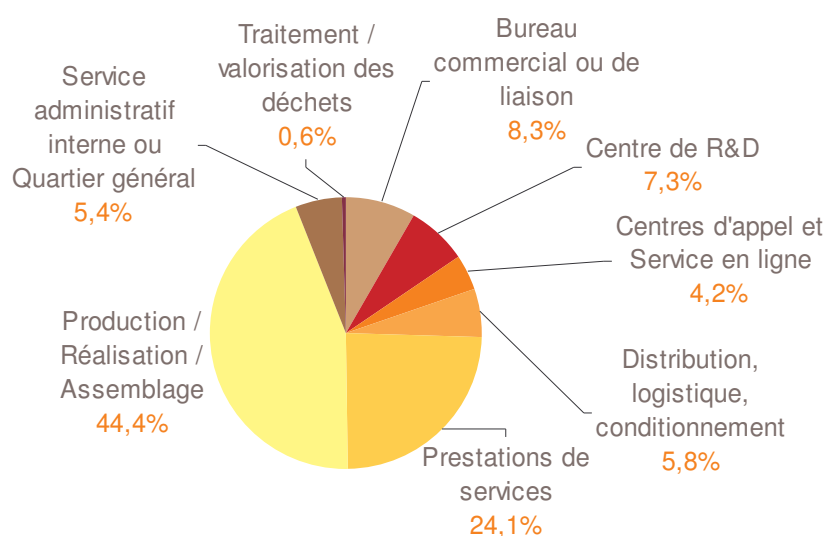
Tableau A3.1
Les premiers pays d'origine des investissements

| | 2003 | | 2004 | | Variation 2003-2004 |
|---------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------------|
| | Emplois | % | Emplois | % | |
| Etats-Unis | 6570 | 24,0 | 8248 | 27,9 | 1678 |
| Allemagne | 5108 | 18,7 | 4814 | 16,3 | -294 |
| Suède | 530 | 1,9 | 4015 | 13,6 | 3485 |
| Royaume-Uni | 1750 | 6,4 | 1795 | 6,1 | 45 |
| Japon | 1410 | 5,2 | 1597 | 5,4 | 187 |
| Canada | 683 | 2,5 | 1300 | 4,4 | 617 |
| Espagne | 373 | 1,4 | 1282 | 4,3 | 909 |
| Italie | 2745 | 10,0 | 1085 | 3,7 | -1660 |
| Belgique | 1444 | 5,3 | 1029 | 3,5 | -415 |
| Pays-Bas | 723 | 2,6 | 931 | 3,1 | 208 |
| Suisse | 1110 | 4,1 | 763 | 2,6 | -347 |
| Chine | 144 | 0,5 | 752 | 2,5 | 608 |
| Danemark | 690 | 2,5 | 302 | 1,0 | -388 |
| Corée du Sud | 25 | 0,1 | 250 | 0,8 | 225 |
| Autres | 4030 | 14,7 | 1415 | 4,8 | -2615 |
| TOTAL | 27335 | 100,0 | 29578 | 100,0 | 2243 |

3. Le rôle des fonctions de services

Concernant la répartition par type de projets, les fonctions de services sont à l'origine de plus d'un emploi créé sur deux (55,6 %). Cette forte contribution des fonctions tertiaires (quartiers généraux, centres de R&D, logistique, etc.) peut également être observée, à des degrés divers, dans d'autres pays d'Europe de l'ouest. Elle contraste avec la situation des pays d'Europe de l'est, où la plus grande part des créations d'emplois est réalisée dans les activités de production. Elle s'est encore accentuée en 2004, puisque la progression du nombre total d'emplois créés en France est entièrement imputable au dynamisme des fonctions tertiaires (prestations de services et centres de R&D notamment).

Graphique A3.4
Répartition des emplois par type de projet



Avec plus de 13.000 emplois créés, les sites de production restent cependant à l'origine de 44,4 % des créations d'emplois. Cette part relativement élevée témoigne de la capacité de la France à demeurer attractive pour les activités manufacturières.

4. Un profil sectoriel très diversifié

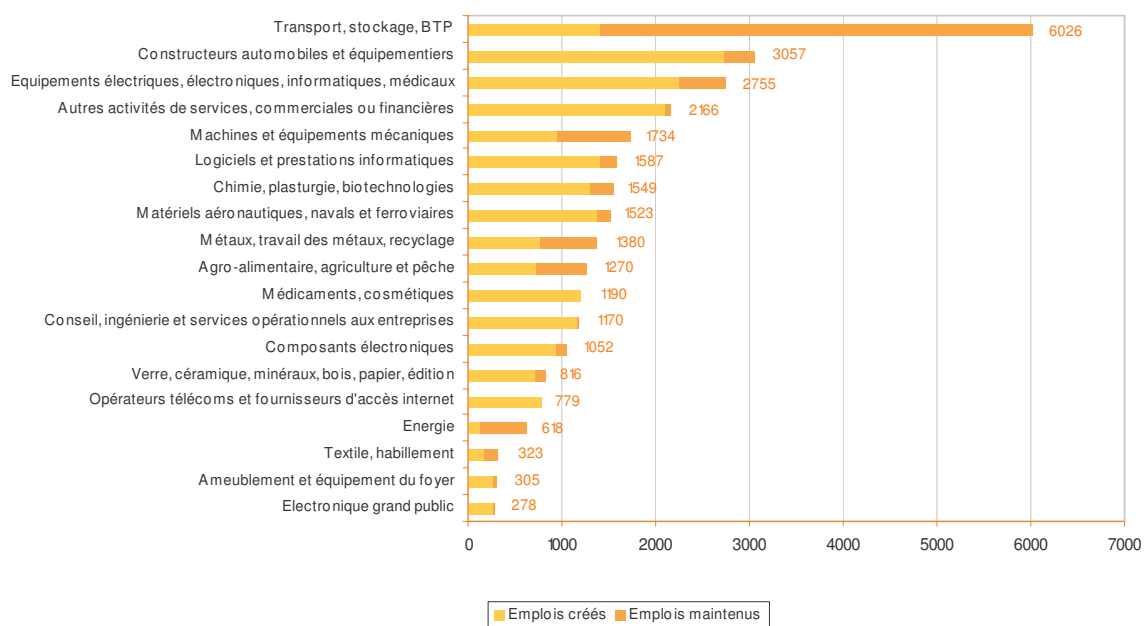
Plusieurs pays européens sont fortement spécialisés dans l'accueil de certains types d'investissements internationaux : services aux entreprises et logiciels dans les îles britanniques, logistique dans les pays du Benelux, sites de production automobile en République tchèque ou en Hongrie, etc. L'une des caractéristiques les plus notables de la France est au contraire sa capacité à accueillir une très large gamme d'activités, depuis les hautes technologies jusqu'au manufacturier traditionnel, en passant par les services à haute valeur ajoutée comme la conception de logiciels.

Cet état des choses se reflète dans la faible concentration par secteur des investissements étrangers en France. Les cinq premiers d'entre eux ne représentent en effet que 53,2 % du total des emplois créés. En première place, les services de transport réalisent une progression considérable par rapport à 2003 du fait de la réalisation de deux opérations majeures de rachat d'entreprise en difficulté.

Ils sont suivis par l'automobile, qui reste un secteur majeur d'investissement étranger en France, bien que ses résultats aient fortement chuté par rapport à l'an dernier, où des opérations d'acquisition importantes avaient été réalisées. Parmi les autres grands secteurs d'investissement, on observe une forte poussée des créations d'emplois dans les matériels électriques et électroniques.

Graphique A3.5

Répartition des emplois par secteur



5. Un nouvel enjeu : les pérennisations

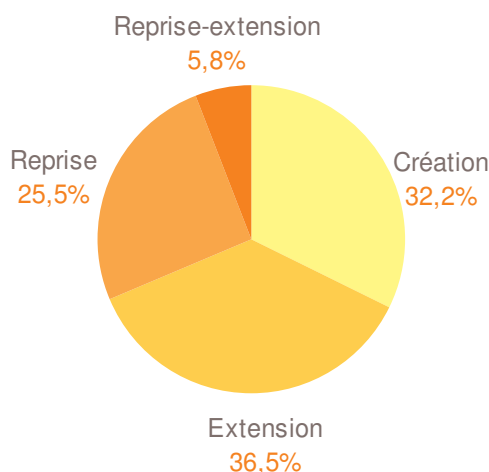
a. Progression des créations et des reprises, rôle toujours important des extensions

Malgré un léger déclin par rapport à l'an dernier, les extensions de sites existants constituent toujours la plus importante source de créations d'emplois dans notre pays (36,5 %). Ce pourcentage élevé témoigne de la fidélité des entreprises déjà implantées, qui choisissent volontiers notre pays pour y procéder à des réinvestissements lors de leurs opérations de restructurations ou à l'occasion d'un nouvel accroissement de leurs activités en Europe.

On observe également cette année une légère progression des créations d'emplois liées à l'implantation de sites nouveaux. Environ un tiers des projets sont des créations de nouveaux sites (32,2%).

Graphique A3.6

Créations d'emplois par type d'investissement en 2004



Enfin, la tendance, déjà observée au cours des années précédentes, à l'augmentation du nombre d'emplois préservés du fait de la reprise d'entreprises en difficulté, s'est poursuivie en 2004 (31,3 % pour le total des reprises et des reprises-extensions contre 27,6 % en 2003 et 20,5 % en 2002). En 2004, 8.924 emplois ont été sauvés par des investisseurs étrangers.

b. L'importance croissante des investissements de pérennisation

Il ne suffit pas d'attirer les entreprises dans notre pays. Il faut aussi savoir les retenir, dans un contexte caractérisé par de nombreuses délocalisations et d'incessants mouvements de restructuration des réseaux de production et d'échange des firmes multinationales. Les sites existants peuvent ainsi être affectés au cours de leur existence par trois types de décision : fermeture ou réduction d'activité ; extensions ; enfin, investissements de consolidation ou de pérennisation (modernisation, changement dans la nature des activités).

Ce dernier type de projet ne se traduit pas immédiatement par des créations d'emplois nouvelles, mais manifeste la volonté de la firme de poursuivre à moyen terme ses activités sur le site concerné. Il intervient très fréquemment à l'issue d'un processus de décision mettant en compétition plusieurs sites existants, en Europe, voire dans le monde entier. Il fait donc partie intégrante de la problématique de l'attractivité et constitue de ce fait un domaine d'action important de l'AFII.

Ces opérations se sont traduites en 2004 par la pérennisation de 3.669 emplois en France qui ne sont pas inclus dans les séries statistiques présentées dans ce rapport. Elles le seront à partir de l'an prochain compte tenu de leur importance croissante.

Les entreprises ayant effectué au cours de l'année 2004 un investissement de ce type et ayant été accompagnées par l'AFII et ses partenaires régionaux dans ce choix sont les suivantes :

| Secteur | Pays d'origine | Régions d'accueil | Emplois |
|---------------------|-----------------------|-------------------------------|----------------|
| Automobile | Allemagne, USA | Alsace, Lorraine, Rhône-Alpes | 2970 |
| Verre, bois ,papier | Etats-Unis | Languedoc-Roussillon | 270 |
| Machines | Belgique | Haute-Normandie | 150 |
| Logistique | Royaume-Uni | Bourgogne | 115 |
| Aéronautique | Allemagne, RU | Ile-de-France | 100 |
| Agro-alimentaire | Pays-Bas | Languedoc-Roussillon | 64 |

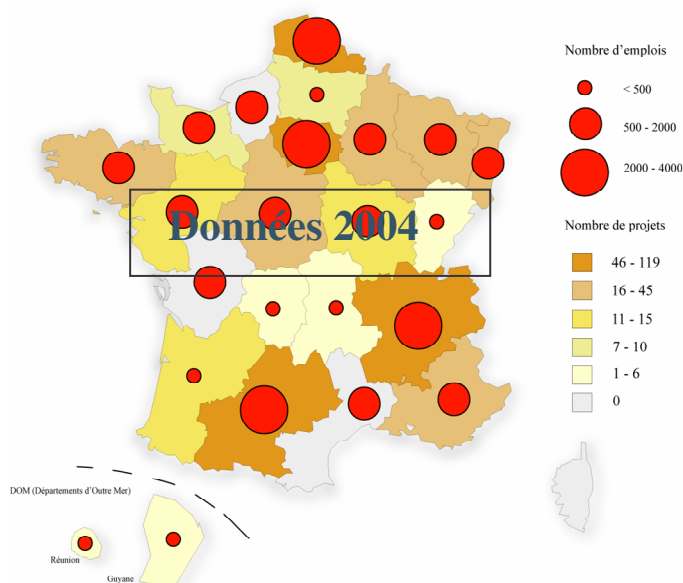
6. Région d'accueil

L'Ile de France et Rhône-Alpes renforcent leur prééminence en tête de la liste des régions d'accueil, avec plus de 31,8 % des créations d'emplois d'origine étrangère. L'Ile-de-France est en tête avec 131 projets et 4994 emplois créés ou maintenus (contre 3994 en 2003), suivie de près par Rhône-Alpes avec 104 projets et 4401 emplois (contre 2998 en 2003). Ces deux régions enregistrent donc une forte hausse par rapport à l'année dernière. Parmi les autres grandes régions d'accueil, on peut noter une progression des emplois créés en PACA, en Lorraine et en Midi-Pyrénées, tandis que les flux ont diminué en Nord-pas-de-Calais et dans la région Centre.

Comme tous les ans, les 5 premières régions d'accueil totalisent plus la moitié du total des investissements étrangers en France. Cette concentration sur les grandes régions économiques françaises a tendance à se renforcer en 2004 (62% des projets et 59% des emplois).

Pour donner une idée plus réaliste de l'attractivité de chaque région française, il convient cependant de ramener les flux de créations d'emplois à la population active régional. Selon cet indicateur, les régions ayant réalisé les meilleures performances sont la Lorraine, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, la Champagne-Ardenne, Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Alsace, la Bourgogne, le Poitou-Charentes, et le Centre.

Projets et emplois par région



Graphique A3.7

Création d'emplois / population active

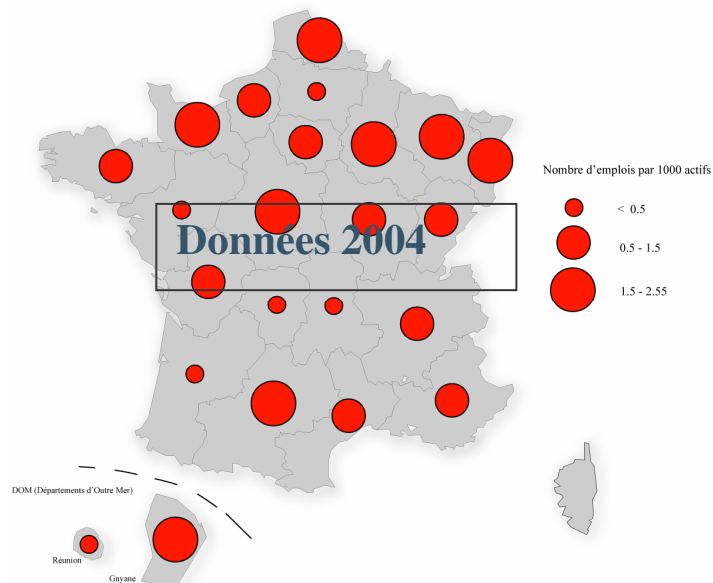


Tableau A3.2
Destination des investissements par régions en nombre d'emplois, 2004

| | Emplois | % |
|----------------------------|--------------|-------------|
| Ile-de-France | 4994 | 16,9% |
| Rhône-Alpes | 4401 | 14,9% |
| Lorraine | 2886 | 9,8% |
| Midi-Pyrénées | 2663 | 9,0% |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 2583 | 8,7% |
| Nord-Pas-de-Calais | 1645 | 5,6% |
| Centre | 1183 | 4,0% |
| Pays de la Loire | 1178 | 4,0% |
| Bretagne | 1130 | 3,8% |
| Champagne-Ardenne | 1039 | 3,5% |
| Alsace | 923 | 3,1% |
| Aquitaine | 877 | 3,0% |
| Bourgogne | 827 | 2,8% |
| Poitou-Charentes | 803 | 2,7% |
| Picardie | 691 | 2,3% |
| Haute-Normandie | 468 | 1,6% |
| Basse-Normandie | 336 | 1,1% |
| Languedoc-Roussillon | 269 | 0,9% |
| Auvergne | 249 | 0,8% |
| Franche-Comté | 248 | 0,8% |
| Limousin | 153 | 0,5% |
| Corse | 21 | 0,1% |
| Dom-Tom | 11 | 0,04% |
| Total | 29578 | 100% |

Bibliographie

- AFII, 2005, *Bilan des investissements étrangers en France en 2004*, Ronéo
- Cnuccd, 2003, *World investment Report 2003*, Genève
- Cnuccd, 2004, *World investment Report 2004*, Genève
- Ernst and young, 2004, *European Investment Monitor*, 1st ans 2nd quarter, 2004
- Hatem F., 1998, *L'investissement international à l'horizon 2002*, Andersen/Cnuccd/DII
- Hatem, F. 2002, *L'investissement international à l'horizon 2004*, Andersen/Cnuccd/AFII
- Hatem, F, 2003, *La logistique en Europe*, Roneo, AFII
- Hatem F. 2004, *Investissement international et politiques d'attractivité*, Economica,
- Hatem F., 2004, *La mesure de l'investissement international et de la présence étrangère*, Les notes bleues de Berçy, n°278, octobre.
- Hatem F. 2004, *Les centres d'appel et les centres de services partagés dans la région euroméditerranéenne*, études Anima n°10
- Hatem F, 2004, *La filière automobile dans la région euroméditerranéenne*, études Anima n°14
- Huygues S., 2003, *L'attractivité de la France pour les quartiers généraux*, rapport au premier ministre, Roneo, Oct.
- IBM/PLI,2005, *Global investment trends 2004* Mars, roneo
- MKhinini I., *Les investissements internationaux dans les industries agro-alimentaires en Europe*, Roneo, AFII, 2004
- Mkhinini I., *Les investissements internationaux dans les industries électroniques en Europe*, Roneo, AFII, 2004
- OCDE 2001, *Mesurer la mondialisation*, Paris
- Sachwald F., 2004, *Internationalisation de la R&D industrielle, le cas de la France*, Communication au groupe de travail Saraswati, roneo, Commissariat au Plan

SOMMAIRE

INTRODUCTION ET RESUME

CHAPITRE 1 : LES GRANDES TENDANCES

- I. Un marché relativement stable depuis 3 ans**
- II. Le poids dominant - mais en tassement - des industries automobiles et électroniques**
- III. Le rôle toujours majeur de la fonction « production »**
- IV. L'importance des investisseurs européens**
- V. Des créations massives d'emplois dans les pays de l'est**
- VI. Des profils d'investissement spécifiques selon les régions et les pays d'origine**

CHAPITRE 2 : ANALYSE PAR PAYS ET REGIONS D'ORIGINE

I. Les grandes tendances géographique et sectorielles

- 1.1. Une forte domination des investissements d'origine européenne
- 1.2. Diversité des profils sectoriels et fonctionnels selon les régions d'origine
- 1.3. Complémentarités industrielles, proximité géographique, affinités culturelles

II. Analyse détaillée par région d'origine

- 2.1. L'Amérique du nord
- 2.2. La région centre-Europe (Allemagne, Suisse, Autriche)
- 2.3. Les îles britanniques
- 2.4. Les pays du Benelux
- 2.5. Les pays d'Europe du sud
- 2.6. La France
- 2.7. Les pays scandinaves
- 2.8. Les pays d'Europe de l'est
- 2.9. Le Japon
- 2.10. Les autres régions d'Asie
- 2.11. Le reste du monde

Annexe 2.1 : nomenclature régionale utilisée dans l'étude (régions et pays d'origine)

Annexe 2.2 : nomenclature régionale utilisée dans l'étude (régions et pays d'accueil)

CHAPITRE 3 : ANALYSE PAR FONCTIONS

I. L'internationalisation des fonctions d'appui tertiaire : une tendance lourde

11. Cause et historique de l'internationalisation
12. Un enjeu important pour les territoires d'accueil
13. Des critères de localisation assez divers

II. Le marché européen des projets de fonction tertiaire

- 2.1. Analyse globale
- 2.2. Analyse détaillée par segments de marché
 - 2.3.1. *Le marché des centres de R&D*
 - 2.3.2. *Les quartiers généraux et les services administratifs*
 - 2.3.3. *La logitique-distribution*
 - 2.3.4. *Les centres d'appel et les services en ligne*
 - 2.3.5. *Bureaux commerciaux et de représentation*
 - 2.3.6. *Autres prestations de services (pour mémoire)*
 - 2.3.7. *La production*

CHAPITRE 4 : ANALYSE PAR SECTEURS

I. Les grandes tendances : secteurs dominants et émergents, spécificités géographiques

- 11 Importance dominante de l'automobile et du matériel électronique, poussée des services
12. Projets anglo-saxons dans les services, allemands et asiatiques dans le manufacturier
13. Rôle dominant de la fonction « production » pour la création d'emplois
14. La production manufacturière se localise à l'est, les services et la high tech à l'ouest

II. Analyses détaillées par secteur

- 2.1. L'automobile
- 2.2. Equipements électriques et électroniques, machines et équipements mécaniques
- 2.3. Les industries légères : ameublement, confection, électronique grand public
- 2.4. Les industries à forte composante technologique
- 2.5. Les autres industries de base
- 2.6. Les activités de services et les logiciels
- 2.7. L'agroalimentaire et l'énergie

CHAPITRE 5 : ANALYSE PAR REGIONS DE DESTINATION

I. Les grandes tendances géographiques et sectorielles

1.1. La poussée vers l'est

1.2. Des spécialisations régionales marquées

2.2.1. Pays de l'est : deux générations aux profils distincts

2.2.2. Europe de l'ouest : fortes spécialisations intra-régionales

1.3. Des affinités techniques, géographiques et culturelles

II. Analyse détaillée par région de destination

2.1. Les pays du Benelux

2.2. Les pays scandinaves

2.3. La région centre-ouest (Allemagne, Autriche, Suisse)

2.4. Les îles britanniques

2.5. Les pays du sud de l'Europe

2.6. Les pays du centre-est européen

2.7. Les autres pays de l'est européen

Annexe 5.1 : nomenclature régionale utilisée dans l'étude (régions et pays d'origine)

Annexe 5.2 : nomenclature régionale utilisée dans l'étude (régions et pays d'accueil)

Annexe 5.3 : les pays méditerranéens : quelques exemples de développement industriel lié aux investissements étrangers

CHAPITRE 6 : LA SITUATION FRANÇAISE

I. Analyse globale

II. Analyse par région d'origine

III. Analyse par fonction

IV. Analyse par type de projet

V. Analyse par secteur

VI. Analyse par taille de projet

Annexe 6.1 : annexe méthodologique

Annexe 6.2 : Les investissements étrangers en France selon le critère des IDE

Annexe 6.3 : Bilan des investissements étrangers en France

BIBLIOGRAPHIE